

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA  
REGLEMENTATION**

**RECUEIL DE TEXTES RELATIF  
AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS  
A CARACTERE ADMINISTRATIF (EPA)  
DU SECTEUR AGRICOLE**

**JUIN 2012**

# SOMMAIRE

## CHAPITRE I : INSTITUTS TECHNIQUES

- Décret n° 87-235 du 03 Novembre 1987 portant statut type des instituts techniques de l'agriculture. *JORA N° 46 du 11-11-1987. Page 1117*
- Décret exécutif n° 93-305 du 24 Joumada Ethania 1414 correspondant au 08 décembre 1993 modifiant et complétant le décret n°87 - 235 du 03 Novembre 1987 portant statut type des instituts techniques de l'agriculture. *JORA N° 82 du 12-12-1993. Page 19*

### ITDAS

- Décret n° 86-117 du 06 Mai 1986 portant création de l'institut technique de développement de l'agronomie saharienne. *JORA N° 19 du 07-05-1986. Page 507*
- Décret n° 87-55 du 24 février 1987 modifiant le décret n° 86-117 du 6 mai 1986 portant création de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne. *JORA N° 9 du 25-02-1987. Page 205.*

### ITGC

- Décret n° 87-236 du 03 Novembre 1987 portant changement de dénomination de l'Institut de développement des grandes cultures en institut technique des grandes cultures et réaménagement de ses statuts. *JORA N° 46 du 11-11-1987. Page 1120*
- Arrêté interministériel du 10 mai 2003 portant organisation interne de l'institut technique des grandes cultures (ITGC). *JORA N°17 du 21.03.2004. Page 24*
- Arrêté du 10 juin 2004 portant création et organisation interne des fermes de démonstration et de production de semences de l'institut technique des grandes cultures (ITGC). *JORA N°61 du 22.09.2004. Page 22*

### ITCMI

- Décret n° 87-239 du 03 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de développement des cultures maraîchères et de l'institut de développement des cultures industrielles au sein de l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles et réaménagement des statuts. *JORA N° 46 du 11-11-1987. Page 1122*

## **ITAFV**

- Décret n° 87-240 du 03 Novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de la vigne et du vin et de l'institut de développement de l'arboriculture fruitière au sein de l'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne et réaménagement des statuts. *JORA N° 46 du 11-11-1987. Page 1123*

## **ITELV**

- Décret exécutif n° 99-42 du 27 Chaoual 1419 correspondant au 13 Février 1999 portant regroupement de l'institut technique des petits élevages et de l'institut technique de l'élevage ovin et bovin en institut technique des élevages. *JORA N° 8 du 14-02-1999. Page 8*
- Arrêté interministériel du 8 Safar 1422 correspondant au 2 mai 2001 portant organisation interne de l'institut technique des élevages. *JORA N° 29 du 23-05-2001. Page 8*
- Arrêté interministériel du 30 juin 2001 portant classement des postes supérieurs de l'institut technique des élevages. *JORA N° 64 du 31-10-2001. Page 8*
- Arrêté interministériel du 8 janvier 2003 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 30 juin 2001 portant classement des postes supérieurs de l'institut technique des élevages. *JORA N°22 du 30.03.2003. Page 30*
- Arrêté du 20 juillet 2004 portant création d'une ferme de démonstration et de production de semences à Ksar Chellala (Tiaret) relevant de l'institut technique des élevages (ITELV) et fixant son organisation interne. *JORA N°61 du 22.09.04. Page 23*

## **CHAPITRE II : INSTITUTS NATIONAUX SPECIALISES**

### **I.N.P.V.**

- Ordonnance n° 75-11 du 27 Février 1975 portant création de l'institut national de la protection des végétaux. *JORA N° 20 du 11-03-1975. Page 246*
- Décret exécutif n° 93-139 du 14 Juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux. *JORA N° 41 du 20-06-1993. Page 3*
- Décret exécutif n° 2000-234 du 14 Joumada El Oula 1421 correspondant au 14 Août 2000 modifiant et complétant le décret exécutif n° 93-139 du Juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut de l'institut national de la protection des végétaux. *JORA N° 50 du 16-08-2000. Page 11*
- Décret exécutif n° 2012-104 du 12 Rabie Ethani 1433 correspondant au 5 mars 2012 modifiant et complétant le décret exécutif n° 93-139 du 14 Juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux. *JORA N° 15 du 14-03-2012. Page 3*

- Arrêté interministériel du 5 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 17 février 2002 portant placement en position d'activité auprès de l'institut national de la protection des végétaux de certains corps spécifiques à l'administration chargée des transmissions nationales, *p.18. JORA N° 41 du 12-06-2002*

## ***I.N.M.V.***

- Ordonnance n° 76-90 du 23 Octobre 1976 portant création de l'institut national de la santé animale. *JORA N° 89 du 07-11-1976. Page 1004*
- Décret exécutif n° 93-148 du 22 Juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la santé animale et changement de sa dénomination en institut national de médecine vétérinaire. *JORA N° 42 du 23-06-1993. Page 10*
- Arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997 portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire. *JORA N°68 du 15.10.1997. Page 11.*
- Arrêté interministériel du 30 Ramadhan 1426 correspondant au 2 novembre 2005 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997 portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire. *JORA N°09 du 19.02.06. Page 23.*
- Arrêté interministériel du 30 Ramadhan 1426 correspondant au 2 novembre 2005 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997 portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire (rectificatif). *JORA N°61 du 1<sup>er</sup>.10.06. Page 30*
- Arrêté interministériel du 29 Joumada Ethania 1430 correspondant au 23 juin 2009 fixant la classification de l'institut national de la médecine vétérinaire ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. *JORA N°15 du 07.03.2010. Page 15*

## ***I.N.S.I.D.***

- Décret n°87-15 du 13 Janvier 1987 portant création de l'institut national des sols, de l'irrigation et de drainage. *JORA N° 3 du 14-01-1987. Page 55*
- Décret exécutif n° 09-311 du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 modifiant et complétant le décret n° 87-15 du 13 janvier 1987 portant création de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (I.N.S.I.D). *JORA N°56 du 30-11-2009 ; Page 4*
- Arrêté interministériel du 18 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 21 février 2011 fixant l'organisation interne de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage. *JORA N°26 du 8-05- 2011. Page 24.*



## **I.N.V.A.**

- Décret exécutif n° 95-99 du 1er Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1<sup>er</sup> Avril 1995 portant création d'un institut national de vulgarisation agricole. *JORA N° 19 du 12-04-1995. Page 15*

## **CHAPITRE IV : INSTITUTS ET CENTRES DE FORMATION**

### **INSTITUTS DE FORMATION**

## **I.T.M.A.S.**

- Ordonnance n° 69-106 du 26 Décembre 1969 portant création des instituts de technologie. *JORA N° 1 du 02-01-1970. Page 2*
- Ordonnance n° 70 -78 du 10 Novembre 1970 modifiant l'ordonnance n°69-106 du 26 Décembre 1969 portant création des instituts de technologie. *JORA N° 96 du 17-11-1970. Page 1082*
- Ordonnance n° 73-59 du 21 Novembre 1973 portant création des instituts de technologie moyens agricole et des centres de formation d'agents techniques. *JORA N° 96 du 30-11-1973. Page 1098*
- Décret n° 67-218 du 17 Octobre 1967 portant création d'écoles régionales d'agriculture. *JORA N° 87 du 24-10-1967. Page 921*
- Décret n° 71-141 du 26 Mai 1971 portant création d'un institut de technologie d'horticulture (ITH) – Aïn Taya. *JORA N° 44 du 01-06-1971. Page 569*
- Décret n° 73-66 du 16 Avril 1973 portant création d'un institut de technologie de céréaliculture – Sétif. *JORA N° 33 du 24-04-1973. Page 403*
- Décret n° 73-67 du 16 Avril 1973 portant création d'un institut de technologie agropastorale – Djelfa. *JORA N° 33 du 24-04-1973. Page 403*
- Décret n° 79 - 244 du 1<sup>er</sup> Décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés. *JORA N° 49 du 04-12-1979. Page 939.*
- Décret n° 85 –252 du 15 Octobre 1985 portant création d'un institut de technologie moyen agricole à Timimoun. *JORA N° 43 du 16-10-1985. Page 1035.*
- Décret n° 91-506 du 21 Décembre 1991 modifiant le décret n° 79-244 du 1<sup>er</sup> Décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés. *JORA N° 67 du 23-12-1991. Page 2144*

- Décret n° 2000-236 du 15 Joumada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000 portant transformation d'instituts de technologie moyens agricoles spécialisés ITMAS en instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle. *JORA N° 51 du 20-08-2000. Page 3*
- Arrêté du 10 Septembre 1974 portant tableau récapitulatif des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés. *JORA N° 18 du 04-03-1975. Page 227*
- Arrêté du 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006 portant création d'une commission des oeuvres sociales au sein de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé de Aïn Taya. *JORA N°39 du 14.06.2006. Page 30.*
- Arrêté du 10 Chaoual 1428 correspondant au 22 octobre 2007 portant création d'une commission des œuvres sociales auprès de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé du jardin d'Essais (Alger). *JORA N°78 du 12.12.2007. Page 23.*

## **I.T.E.F.**

- Décret n° 71-256 du 19 Octobre 1971 portant création d'un institut de technologie forestière de Batna (I.T.E.F.). *JORA N° 90 du 05-11-1971. Page 1178*
- Décret n° 79-268 du 22 Décembre 1979 portant réorganisation de l'institut de technologie forestière de Batna (I.T.E.F.). *JORA N° 52 du 25-12-1979. Page 1025*

## **CENTRES DE FORMATION**

### **C.F.V.A.**

- Décret n° 85-246 du 15 Octobre 1985 fixant les conditions de création et de fonctionnement des centres de formation et de vulgarisation agricole (C.F.V.A.). *JORA N° 43 du 16-10-1985. Page 1031*
- Décret n° 85-247 du 15 Octobre 1985 portant création de centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A.). *JORA N° 43 du 16-10-1985. Page 1033*
- Décret n° 2000-237 du 15 Joumada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000 portant transformation de centres de formation et de vulgarisation agricoles (CFVA) en centres de formation professionnelles et de l'apprentissage. *JORA N° 51 du 20-08-2000. Page 4*

### **CFATF**

- Décret n° 83-700 du 26 Novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts. *JORA N° 49 du 29-11-1983. Page 2045*
- Décret n° 83-701 du 26 Novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Sidi-Bel-Abbès. *JORA N° 49 du 29-11-1983. Page 2047*
- Décret n°83-702 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa. *JORA N° 49 du 29-11-1983. Page 2047*

- Décret n°83-703 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Jijel. *JORA N° 49 du 29-11-1983. Page 2047*

## CHAPITRE V : AUTRES

### AGENCE : ANN

- Décret n°85-79 du 23 avril 1985 portant création du muséum national de la nature. *JORA N° 25 du 12-06-1985*
- Décret exécutif n°91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du muséum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature. *JORA N° 7 du 13-02-1991. Page 226*
- Décret exécutif n°98-352 du 20 Rajab 1419 correspondant au 10 novembre 1998 modifiant et complétant le décret exécutif n°91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du muséum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature. *JORA N° 84 du 11-11-1998. Page 11*
- Décret exécutif n° 06-350 du 12 Ramadhan 1427 correspondant au 5 octobre 2006 portant transfert du Jardin d'Essai du Hamma à la wilaya d'Alger. *JORA N°63 du 08.10.2006, Page 26*

### CENTRE : CNCC

- Décret exécutif n°92-133 du 28 mars 1992 portant création du centre national de contrôle et de certification des semences et plants. *JORA N° 25 du 01-04-1992. Page 598*

### HCDS

- Décret exécutif n°81-337 du 12 décembre 1981 portant création du haut commissariat au développement de la steppe. *JORA N° 50 du 15-12-1981. Page 1250*
- Arrêté du 25 mai 1986 portant création de commissions paritaires des personnels du Haut commissariat au développement de la steppe (H.C.D.S.), *p.832. JORA N° 30 du 23-07-1986*
- Arrêté du 10 mars 2003 fixant la compétence territoriale des commissaires régionaux du haut commissariat au développement de la steppe. *JORA N°35 du 25.05. 2003. Page 13*

### CDARS

- Décret exécutif n°86-222 du 2 septembre 1986 portant création du commissariat au développement de l'agriculture et des régions sahariennes. *JORA N° 36 du 03-09-1986. Page 1037*

## PARCS NATIONAUX

- Décret n°83-459 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Theniet El Had. *JORA N° 31 du 26-07-1983. Page 1330.*
- Décret n°83-460 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Djurdjura. *JORA N° 31 du 26-07-1983. Page 1330*
- Décret n°84-461 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Chréa. *JORA N° 31 du 26-07-1983. Page 1330*
- Décret n°83-462 du 23 juillet 1983 portant création du parc national d'El Kala. *JORA N° 31 du 26-07-1983. Page 1331*
- Décret n°84-326 du 03 novembre 1984 portant création du parc national de Belezma (W.de Batna). *JORA N° 55 du 07-11-1984. Page 1277*
- Décret n°84-327 du 03 novembre 1984 portant création du parc national de Gouraya (W.de Bejaia). *JORA N° 55 du 07-11-1984. Page 1277*
- Décret n°84-328 du 03 novembre 1984 portant création du parc national de Taza (W. de Jijel). *JORA N° 55 du 07-11-1984. Page 1277*
- Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des parcs nationaux. *JORA N° 3 du 18-01-1989, Page 54*
- Décret n°93-117 du 12 mai 1993 portant création du parc national de Tlemcen. *JORA N° 32 du 16-05-1993. Page 9*

## RESERVES DE CHASSE

- Décret n°83-116 du 05 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Djelfa. *JORA N° 6 du 08-02-1983. Page 287*
- Décret n°83-117 du 05 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Mascara *JORA N° 6 du 08-02-1983. Page 288*
- Décret n°83-126 du 12 janvier 1983 portant création de la réserve de chasse de Tlemcen. *JORA N° 7 du 18-02-1983. Page 325.*
- Décret n°84-45 du 18 février 1984 portant création de la réserve de chasse de Zéralda. *JORA N° 8 du 21-02-1984. Page 176.*
- Décret exécutif n° 2007-09 du 22 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 11 janvier 2007 modifiant et complétant le décret n° 84-45 du 18 février 1984 portant création de la réserve de chasse de Zéralda. *JORA N° 4 du 14-01-2007. Page 13*
- Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des réserves de chasse. *JORA N° 3 du 18-01-1989, Page 53*

- Arrêté du 20 Moharram 1429 correspondant au 29 janvier 2008 portant création d'une commission des œuvres sociales au sein de la réserve de chasse de Zéralda. *JORA N° 25 du 18-05-2008. Page 18*

## **CENTRES CYNEGETIQUES**

- Décret n°83-75 du 08 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Réghaïa *JORA N° 2 du 11-01-1983. Page 96*
- Décret n°83-76 du 08 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Zéralda. *JORA N° 2 du 11-01-1983. Page 98*
- Décret n°83-77 du 08 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Sétif. *JORA N° 2 du 11-01-1983. Page 99*
- Décret n°83-78 du 08 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Mostaganem. *JORA N° 2 du 11-01-1983. Page 101*
- Décret n°83-79 du 08 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Tlemcen. *JORA N° 2 du 11-01-1983. Page 103.*
- Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des centres cynégétiques. *JORA N° 3 du 18-01-1989, Page 53*
- Arrêté du 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006 portant création d'une commission des œuvres sociales au sein du centre cynégétique de Réghaïa. *JORA N°39 du 14.06.06. Page 30.*
- Arrêté du 18 Rabie Ethani 1430 correspondant au 14 avril 2009 portant création d'une commission des œuvres sociales auprès du centre cynégétique de Zéralda. *JORA N°48 du 23 août 2009 ; Page 12*

## **CONSERVATIONS DES FORÊTS**

- Décret exécutif n°95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement. *JORA N° 64 du 29.10.1995, Page 17*
- Décret exécutif n°97-93 du 9 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 17 mars 1997 modifiant et complétant le décret exécutif n°95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement. *JORA N° 17 du 26-03-1997, Page 15*
- Arrêté interministériel du 29 juillet 1997 portant organisation de la conservation des forêts de la wilaya. *JORA N° 70 du 26-10-1997, Page 14*

- Arrêté du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008 portant délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux conservateurs des forêts de wilaya. *JORA N°70 du 14.12.2008 Page 6*

## *DSA*

- Décret exécutif n° 90-195 du 23 juin 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya. *JORA N° 26 du 27-06-1990. p. 751.*
- Décret exécutif n° 94-332 du 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994 portant suppression du poste de délégué de wilaya aux réformes agricoles. *p. 11. JORA N° 69 du 26-10-1994*
- Arrêté du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008 portant délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs des services agricoles de wilaya. *JORA N°70 du 14.12.2008 Page 6*

## DECRETS

**Décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée par l'ordonnance n° 81-03 du 26 septembre 1981 et approuvée par la loi n° 81-12 du 5 décembre 1981 ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu l'ordonnance n° 66-78 du 11 avril 1966 portant création et organisation de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 70-66 du 14 octobre 1970 ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 80-53 du 1er mars 1980 portant création de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

**Décète :**

### CHAPITRE I

#### DENOMINATION - OBJET - SIEGE

**Article 1er.** — Le présent décret a pour objet de fixer le statut-type des instituts techniques de l'agriculture.

**Art. 2.** — Les instituts techniques de l'agriculture ci-après désignés : « les instituts », sont des établissements publics nationaux à caractère administratif, à vocation scientifique et technique, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

**Art. 3.** — Les instituts ont pour mission la mise en œuvre des programmes de recherche appliquée liés au développement du secteur agricole.

Ils sont chargés notamment :

- d'identifier, d'élaborer et de proposer les programmes de recherche appliquée et d'expérimentation ;
- d'assurer l'exécution des programmes arrêtés ;
- de confirmer et d'adapter les résultats de la recherche agronomique aux conditions réelles de production ;
- de mettre au point les techniques et les normes performantes de production ;
- d'organiser et d'assurer la multiplication du matériel végétal et des espèces animales de base ;
- de contribuer, en relation avec les structures concernées, à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans pluriannuels et annuels de développement et de production ;
- de proposer toutes mesures techniques et réglementaires ayant trait à leur domaine d'activité ;
- de procéder, en relation avec les structures chargées de la vulgarisation, à la diffusion des résultats de la recherche appliquée obtenus en fermes expérimentales et en laboratoires ;
- de participer aux actions de formation, de perfectionnement et au recyclage des personnels techniques et des formateurs dans les domaines se rapportant à leurs objets.

**Art. 4.** — Les instituts peuvent être chargés du contrôle de l'agréeage, de la certification et de l'homologation des semences, les plants et races animales sélectionnés, et de tous autres produits agricoles ou destinés à l'agriculture.

**Art. 5.** — Dans le cadre de la réglementation en vigueur et après accord de l'autorité de tutelle, les instituts peuvent conclure tout contrat, accord ou convention relatifs à leur domaine d'activité et participer tant en Algérie qu'à l'étranger aux colloques et séminaires.

**Art. 6.** — Les instituts réalisent, conformément à la réglementation en vigueur, les opérations commerciales connexes à leurs activités principales.

**Art. 7.** — Les instituts sont placés sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

**Art. 8.** — Les instituts sont créés par décret.

Le décret de création fixe le siège et précise les missions spécifiques de chaque institut.

### CHAPITRE II

#### ORGANISATION - FONCTIONNEMENT ET STRUCTURES

**Art. 9.** — Chaque institut technique est administré par un conseil d'orientation, dirigé par un directeur général et doté d'un comité scientifique et technique.



## Section I

## Le conseil d'orientation

Art. 10. — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organisation et le fonctionnement général de l'institut ;
- les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que sur le bilan d'activités de l'année écoulée ;
- les programmes annuels et pluriannuels des investissements se rapportant à l'objet de l'institut ;
- les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions ;
- le projet de budget et les comptes de l'institut ;
- les projets de constructions, d'acquisition, d'allénation et d'échange d'immeuble ;
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs ;
- le montant de redevance et des rétributions à percevoir à l'occasion d'études, de travaux et de prestations effectués par l'institut au profit des administrations, des organismes, des entreprises, des collectivités ou des particuliers ;
- les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer et d'orienter les différents domaines d'activités de l'institut ;
- toutes mesures propres à améliorer le fonctionnement de l'institut et à favoriser la réalisation de ses objectifs.

Art. 11. — Le conseil d'orientation est composé de neuf (9) à treize (13) membres désignés par l'autorité de tutelle.

Il comprend notamment :

- le représentant du ministre de tutelle, président,
- le représentant du ministre des finances,
- le représentant du ministre de la planification,
- les représentants des producteurs et des utilisateurs de la recherche concernés par les activités de l'institut, tels que définis par le décret de création de chaque institut,
- un représentant des personnels chercheurs de l'institut,
- un représentant des personnels administratif et technique de l'institut,
- les représentants des principaux producteurs et utilisateurs, tels que précisés par le décret de création et concernés par les activités de l'institut.

Le directeur et l'agent comptable de l'institut assistent aux réunions du conseil d'orientation, à titre consultatif.

Le secrétariat du conseil d'orientation est assuré par le directeur général de l'institut.

Art. 12. — Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour des questions à débattre ou susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 13. — Les fonctions de membre du conseil d'orientation sont gratuites ; les frais de déplacement

et de séjour supportés par ses membres à l'occasion de l'exercice de ces fonctions leur sont remboursés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 14. — Les membres du conseil d'orientation sont désignés pour une durée de trois (3) ans, par le ministre chargé de l'agriculture, sur proposition de l'autorité dont ils relèvent.

Art. 15. — Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

En cas de vacance d'un poste, ce dernier est pourvu, au plus tard un (1) mois après la constatation de la vacance.

Art. 16. — Le conseil d'orientation se réunit sur convocation de son président en session ordinaire au moins une fois par an.

Il peut, en outre, être convoqué en session extraordinaire à la demande soit de son président, soit du tiers de ses membres ou sur proposition du directeur général.

Le président établit l'ordre du jour. Les convocations sont adressées, au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour des sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 17. — Le conseil d'orientation ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués à nouveau. Le conseil peut alors délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 18. — Les décisions du conseil d'orientation font l'objet d'un procès-verbal qui est transmis à l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivant la réunion.

Les décisions du conseil d'orientation deviennent exécutoires un mois après leur communication à l'autorité de tutelle, à moins que celle-ci n'y fasse opposition.

## Section II

## Le directeur général

Art. 19. — Le directeur général est nommé par décret, sur proposition de l'autorité de tutelle.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 20. — Le directeur général est responsable du fonctionnement général de l'institut et en assure la gestion dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- il agit au nom de l'institut et le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'institut et nomme à tous les emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu ;



— il établit le rapport annuel d'activité qu'il adresse à l'autorité de tutelle, après approbation du conseil ;

— il est ordonnateur du budget général de l'institut, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur ;

— il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'institut ;

— il passe tous les marchés, accorde et conventions en rapport avec le programme d'activités ;

— il établit les plans et programmes de recherche et d'expérimentation et veille à leur exécution ;

— il prépare les réunions du conseil d'orientation et suit l'exécution de ses décisions régulièrement approuvées.

### Section III

#### Le comité scientifique et technique

Art. 21. — Chaque institut est doté d'un comité scientifique et technique.

Art. 22. — Le comité scientifique et technique est consulté sur les programmes, l'organisation et le déroulement des activités scientifiques et techniques de l'institut ;

— il étudie les programmes et projets de recherche à soumettre au conseil d'orientation ;

— il donne son avis sur l'organisation des travaux de recherche appliquée et d'expérimentation ;

— il procède à l'évaluation périodique des travaux de recherche.

Art. 23. — Le comité scientifique et technique de l'institut est composé de neuf (9) membres choisis à raison de deux-tiers (2/3) parmi les chercheurs de l'institut et d'un tiers (1/3) parmi les scientifiques extérieurs dont les compétences sont liées aux activités de l'institut.

Le comité scientifique et technique est présidé par le directeur général de l'institut.

Art. 24. — Les membres du comité scientifique et technique sont désignés pour une période de trois (3) ans par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 25. — Le comité scientifique et technique se réunit en session ordinaire au moins deux (2) fois par an, sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire à l'initiative de son président ou à la demande de la moitié de ses membres.

Art. 26. — Les conclusions des travaux de chaque session du comité scientifique et technique de l'institut sont consignées dans un procès-verbal transmis à l'autorité de tutelle.

### Section IV

#### Les structures des instituts

Art. 27. — Pour la réalisation de leur mission et l'exécution de leur programme de recherche appliquée et d'expérimentation, les instituts disposent de services centraux et de fermes expérimentales.

Art. 28. — Les services centraux sont composés d'un secrétariat général et de départements.

Art. 29. — Le secrétaire général assiste le directeur général dans la conduite des services et des activités de l'institut.

Le secrétaire général est nommé par arrêté de l'autorité de tutelle.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 30. — Les chefs de département sont nommés par arrêté de l'autorité de tutelle. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 31. — L'organisation interne de chaque institut est fixée par arrêté conjoint du ministre de tutelle, du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la fonction publique.

Art. 32. — La ferme expérimentale constitue une entité de recherche de l'institut.

Elle a pour mission notamment de :

— réaliser les essais nécessaires à la confirmation et à l'adaptation du matériel végétal et/ou animal issu des résultats de la recherche ;

— mettre au point toutes techniques, procédés ou méthodes susceptibles d'améliorer la production ;

— assurer la multiplication de matériel végétal et/ou animal de base ;

— diffuser auprès des producteurs les normes technico-économiques de production ;

— participer aux actions de formation, de perfectionnement et de vulgarisation en relation avec son objet.

Art. 33. — La ferme expérimentale dispose de terrains agricoles, de laboratoires, d'ateliers techniques et pédagogiques ainsi que d'équipement et tout autre support nécessaire à la réalisation de son programme.

Art. 34. — La ferme expérimentale est créée par arrêté du ministre de tutelle. Le même arrêté en précise l'organisation interne.

Art. 35. — La ferme expérimentale est dirigée par un directeur nommé par arrêté du ministre de tutelle. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 36. — La ferme expérimentale constitue une entité distincte au sein de l'institut dont elle relève.

Elle bénéficie, à ce titre, de l'autonomie de gestion budgétaire.

Elle est dotée d'un comptable auxiliaire agréé conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 37. — Le directeur général peut déléguer au directeur de la ferme expérimentale, tous les pouvoirs pour l'accomplissement des opérations financières et comptables, au titre de l'autonomie prévue à l'article 35 ci-dessus.

## CHAPITRE III

## DISPOSITIONS FINANCIERES

**Art. 38.** — Les recettes des instituts techniques proviennent :

- des subventions de l'Etat,
- des subventions des collectivités locales, des institutions et organismes nationaux,
- du produit de leurs activités, contrats, brevets et publications,
- des dons et legs,
- de toutes autres ressources.

**Art. 39.** — Les dépenses des instituts techniques comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

**Art. 40.** — Le budget des instituts comporte une annexe portant répartition des crédits de fonctionnement par ferme expérimentale.

**Art. 41.** — Le budget des instituts est établi par leurs directeurs généraux et transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre chargé des finances, conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 42.** — Le bilan et les comptes des instituts et le rapport annuel d'activités de l'exercice écoulé, accompagnés des délibérations du conseil d'orientation, sont adressés au ministre de tutelle, au ministre chargé des finances et à la Cour des comptes.

**Art. 43.** — Les comptes des instituts sont tenus conformément aux règles de la comptabilité publique.

**Art. 44.** — Les instituts sont soumis au contrôle prévu par la législation et la réglementation en vigueur.

**Art. 45.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 87-236 du 3 novembre 1987 portant changement de dénomination de l'institut de développement des grandes cultures en institut technique des grandes cultures et réaménagement de ses statuts.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 74-20 du 1er octobre 1974 portant création de l'Institut de développement des grandes cultures ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 86-72 du 8 avril 1986 portant création d'un Haut commissariat à la recherche ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

### Décète :

**Article 1er.** — L'institut de développement des grandes cultures (I.D.G.C.) objet de l'ordonnance n° 74-20 du 1er octobre 1974 susvisée, prend la dénomination de « Institut technique des grandes cultures, par abréviation « I.T.G.C. ».

L'institut technique des grandes cultures est régi par les dispositions du décret n° 87-23 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture.

**Art. 2.** — L'institut technique des grandes cultures est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Le siège de l'institut est fixé à El Harrach (wilaya d'Alger) ; il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre de tutelle.

**Art. 3.** — Outre les missions générales prévues à l'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, l'institut technique des grandes cultures (I.T.G.C.) a pour mission de :

- proposer, à l'homologation, les variétés de céréales et fourragères sélectionnées,
- tenir le catalogue officiel des variétés de céréales et fourragères.

Les activités de l'institut technique des grandes cultures peuvent être étendues à tout autre domaine de recherche en rapport avec son objet.

**Art. 4.** — Conformément à l'article 10 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut technique des grandes cultures comprend au titre des principaux producteurs et utilisateurs :

- un (1) représentant des services de l'agriculture de la wilaya de Sétif,
- un (1) représentant de l'Institut national de la recherche agronomique,
- un (1) représentant de l'office interprofessionnel des céréales,
- un (1) représentant de l'institut technique de l'élevage,
- un (1) représentant de la coopérative des céréales et des légumes secs de la wilaya de Bouira.

Art. 24. — Outre les structures centrales, l'institut peut disposer de stations, de centres et de laboratoires de recherche.

Il peut proposer à l'autorité de tutelle la mise en place avec d'autres partenaires de structures de recherche associées.

Art. 25. — Le nombre de directions, sous-directions, départements et services ainsi que l'organisation interne des services centraux sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 26. — Les centres de recherche sont dotés d'un comptable agréé conformément à la réglementation en vigueur.

### TITRE III

#### DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 27. — Les ressources de l'institut comprennent notamment :

— les subventions de l'Etat, des collectivités ou organismes publics ;

— les revenus des biens et fonds ;

— les redevances ou rétributions versées à l'occasion des travaux de recherche effectués par l'institut au profit de tiers ;

— les recettes ordinaires d'exploitation constituées par les sommes provenant de la vente des récoltes et produits agricoles de toute nature ;

— le produit de la vente des livres, cartes et ouvrages publiés par l'institut ;

— les dons et legs.

Art. 28. — Les dépenses de l'institut comprennent :

\* les dépenses de fonctionnement ;

\* les dépenses d'équipement ;

Art. 29. — Le budget de l'institut est établi par le directeur général et transmis au ministre de tutelle et au ministre chargé des finances conformément à la réglementation en vigueur, après adoption par le conseil d'administration.

Art. 30. — Les comptes de l'institut sont tenus conformément aux règles de la comptabilité publique.

Art. 31. — L'agent comptable désigné ou agréé par le ministère chargé des finances, tient, sous l'autorité du directeur général, la comptabilité de l'institut conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 32. — Le compte de gestion est établi par l'agent comptable de l'institut qui certifie que le montant des titres à recouvrer et les mandats émis sont conformes à ses écritures.

Il est soumis, par le directeur général, au conseil d'administration, accompagné du compte administratif et d'un rapport sur la gestion financière de l'institut.

Art. 33. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 34. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jumada Ethania 1414 correspondant au 8 décembre 1993.

Rédha MALEK.



**Décret exécutif n° 93-305 du 24 Jumada Ethania 1414 correspondant au 8 décembre 1993 modifiant et complétant le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture.**

Le Chef du Gouvernement ;

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre chargé de la recherche scientifique ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret n° 86-117 du 6 mai 1986 portant création de l'institut technique de développement de l'agronomie saharienne ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

Vu le décret 87-237 du 3 novembre 1987 portant changement de dénomination de l'institut de développement des grandes cultures et réaménagement de ses statuts ;

Vu le décret n° 87-238 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin et réaménagement des statuts ;

Vu le décret n° 87-239 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de développement des cultures industrielles au sein de l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles et réaménagement des statuts ;

Vu le décret n° 87-240 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de la vigne et du vin et de l'institut de développement de l'arboriculture fruitière et de la vigne et réaménagement des statuts ;

Vu le décret exécutif n° 92-133 du 28 mars 1992 portant création du centre national de contrôle et certification des semences et plants ;

Vu le décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux ;

Vu le décret exécutif n° 93-148 du 22 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la santé animale et changement de sa dénomination en institut national de la médecine vétérinaire ;

Vu le décret exécutif n° 93-304 du 24 Joumada Ethania 1414 correspondant au 8 décembre 1993 portant réorganisation de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

### Décrète :

Article. 1er. — Les dispositions du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, sont modifiées et complétées conformément au présent décret.

Art. 2. — L'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit ;

" Art. 3. — Les instituts ont pour mission la mise en oeuvre des programmes nationaux d'appui au développement agricole et à la profession et de production de matériel végétal et animal à hautes performances.

Ils sont chargés notamment :

— d'identifier, d'élaborer et de proposer les programmes techniques d'appui au développement et d'assurer le transfert des acquis de la recherche en milieu producteur ;

— d'assurer l'exécution des programmes arrêtés ".

( Le reste sans changement ).

Art. 3. — L'article 4 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 4. — Les instituts peuvent contribuer à la réalisation des actions arrêtées en matière de contrôle de l'agrée et ce, conformément à la réglementation en vigueur ".

Art. 4. — L'article 9 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 9. — Chaque institut technique est administré par un conseil d'orientation, dirigé par un directeur général et doté d'un comité technique ".

Art. 5. — L'article 11 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 11. — Le conseil d'orientation est composé de neuf ( 9 ) à treize ( 13 ) membres désignés par l'autorité de tutelle.

Il comprend notamment :

— le représentant du ministre chargé de l'agriculture, président ;

— le représentant du ministre chargé de l'économie ;

— le représentant de l'autorité chargée de la planification ;

— le représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— trois (3) représentants des associations de producteurs concernées par les activités de l'institut ;

— le représentant de la chambre nationale d'agriculture ;

— un représentant des personnels techniques de l'institut ;

— un représentant des personnels administratifs et de services de l'institut

Le directeur général de l'institut assiste aux réunions du conseil d'orientation avec voix consultative. Il assure le secrétariat du conseil d'orientation".

Art. 6. — L'article 20, alinéa 8, du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 20. — alinéa 8, Il établit les plans et programmes techniques d'appui au développement et de production de semences végétales et de géniteurs ".

( le reste sans changement ).

Art. 7. — L'intitulé de la section III du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

"Section III. Le comité technique"

Art. 8. — *L'article 21* du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 21. — Chaque institut est doté d'un comité technique ".

Art. 9. — *L'article 22* du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 22. — Le comité technique est consulté sur les programmes, l'organisation et le déroulement des activités de l'institut :

— il étudie les programmes d'activité à soumettre au conseil d'orientation ;

— il donne avis sur l'organisation des activités d'appui au développement et de production de matériel génétique de base ;

— Il procède à l'évaluation périodique des programmes ".

Art. 10. — *L'article 23* du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 23. — Le comité technique est composé de dix (10) membres choisis à raison de :

— cinq (5) membres parmi les personnels techniques de l'institut ;

— deux (2) membres parmi les scientifiques de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— un représentant de l'université ;

— deux (2) représentants de la profession.

Les compétences des membres extérieurs du comité technique doivent être obligatoirement liées aux activités de l'institut.

La présidence du comité est assurée par un membre élu en son sein.

Le comité technique peut faire appel en tant que de besoin à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux ".

Art. 11. — *L'article 24* du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 24. — Les membres du comité technique sont désignés pour une période de quatre ( 4 ) ans par arrêté du ministre de tutelle ".

Art. 12. — *L'article 27* du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 27. — Pour la réalisation de leur mission et l'exécution de leurs programmes d'activités, les instituts disposent de services centraux et de fermes de démonstration et de production de semences ".

Art. 13. — *L'article 32* du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 32. — La ferme de démonstration et de production de semences a notamment pour mission :

— d'assurer la multiplication de matériel végétal et animal de base ;

— de participer aux actions de formation, de perfectionnement et de vulgarisation en relation avec son objet ".

Art. 14. — *L'article 33* du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, est modifié comme suit :

" Art. 33. — La ferme de démonstration et de production de semences dispose de terrains agricoles, de laboratoires, d'ateliers techniques et pédagogiques ainsi que d'équipement et tout autre support nécessaire à la réalisation de son programme ".

Art. 15. — Les dénominations de " comité scientifique et technique" et de "fermes expérimentales" prévues par le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, sont remplacées respectivement par " comité technique" et "fermes de démonstration et de production de semences".

Art. 16. — Les dispositions prévues par les statuts particuliers de chaque institut technique et centre, contraires à celles du présent décret, sont abrogées.

Art. 17. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1414 correspondant au 8 décembre 1993.

Rédha MALEK

**Art. 19.** — Toute modification ultérieure du fonds initial de l'entreprise intervient par arrêté conjoint du ministre de tutelle et du ministre des finances.

## Chapitre II

### Structures financières

**Art. 20.** — La structure financière de l'entreprise est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**Art. 21.** — Les comptes de l'entreprise sont tenus en la forme commerciale conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national.

La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances et exerçant ses fonctions conformément aux dispositions des décrets n° 65-259 et 65-260 du 14 octobre 1965 susvisés.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité et dans les conditions fixées par les décrets susvisés, déléguer sa signature à un ou à plusieurs mandataires après agrément du directeur général.

**Art. 22.** — Le bilan, le compte d'exploitation général, le compte des résultats, le compte d'affectation des résultats et le rapport annuel d'activités de l'exercice écoulé, accompagnés des avis et recommandations du conseil d'orientation, sont déposés auprès des autorités concernées et au greffe de la Cour des Comptes dans les conditions réglementaires.

## Chapitre III

### Du budget, des ressources et des dépenses

**Art. 23.** — Le projet de budget et des comptes d'exploitation prévisionnels de l'entreprise sont soumis, pour délibérations du conseil d'orientation, à l'approbation de l'autorité de tutelle et au ministre des finances, avant le début de l'exercice auquel ils se rapportent, conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 24.** — Le budget de l'entreprise comprend :

#### En recettes :

- le produit de ses opérations commerciales,
- les recettes accessoires et produits divers.
- les emprunts contractés dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- les dons et legs.

#### En dépenses :

- les frais de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

## TITRE IV

### PROCEDURE DE MODIFICATION ET DISPOSITIONS FINALES

**Art. 25.** — Toute modification des dispositions du présent décret, à l'exclusion de celles visées à l'article 16 ci-dessus, intervient dans les mêmes formes.

**Art. 26.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 mai 1986.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 86-117 du 6 mai 1986 portant création de l'institut technique de développement de l'agronomie saharienne.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée par l'ordonnance n° 81-03 du 26 septembre 1981 et approuvée par la loi n° 81-12 du 5 décembre 1981 ;

Vu l'ordonnance n° 66-78 du 11 avril 1966, modifiée, portant création et organisation de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 80-53 du 1er mars 1980 portant création de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret n° 82-19 du 16 janvier 1982 portant création des fermes d'Etat et fixant leur statut-type ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

**Décète :**

## CHAPITRE I

### DENOMINATION - OBJET - SIEGE

**Article 1er.** — Il est créé sous la dénomination « d'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne », par abréviation « I.T.D.A.S. », ci-après désigné : « l'Institut », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

**Art. 2.** — L'Institut est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

**Art. 3.** — Dans le cadre du plan national de développement économique et social, l'Institut est chargé des activités techniques et d'appui à la production dans le domaine de l'agronomie saharienne.

A ce titre, il est chargé :

- d'initier toutes études techniques sur les ressources naturelles et la production en milieu saharien,

- d'entreprendre les travaux d'expérimentation et de recherche appliquée en vue de l'amélioration et de l'adaptation du matériel végétal et animal,

- de multiplier et de préserver le matériel génétique de base,

- d'organiser la production de semences et plants sélectionnés et d'animaux reproducteurs,

- de contribuer à la détermination des normes techniques et méthodes de fertilisation, de bonification et de production se rapportant à l'agriculture saharienne,

- de mettre au point et de diffuser les techniques agronomiques adaptées aux conditions sahariennes,

En outre, l'Institut participe, en relation avec les institutions et organismes spécialisés à la production, au contrôle et à la certification des matériels végétal et animal de reproduction ainsi qu'à l'organisation, la prévention et de la lutte sanitaire.

Il mobilise, dans le cadre des fermes pilotes et des fermes expérimentales, les moyens propres à assurer la mise en œuvre des actions de formation et de vulgarisation arrêtées par l'autorité de tutelle.

Il participe à la mise en place des fermes pilotes et assure le suivi de la réalisation de leurs plans et programmes d'activités.

**Art. 4.** — Dans le cadre de la réglementation en vigueur et après accord de l'autorité de tutelle, l'Institut peut conclure tout contrat, accord ou convention relatifs à son domaine d'activité et participer, tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques et séminaires.

**Art. 5.** — L'Institut réalise, conformément à la réglementation en vigueur, les opérations commerciales connexes à ses activités principales.

**Art. 6.** — Pour la réalisation de sa mission et l'exécution de ses programmes de recherche appliquée, d'expérimentation et de multiplication, l'Institut dispose :

- de fermes expérimentales créées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture,

- de laboratoires,

- d'antennes de wilaya et ou régionales.

**Art. 7.** — Le siège de l'Institut est fixé à Ghardaïa. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'agriculture.

## CHAPITRE II

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

**Art. 8.** — L'Institut est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur général.

**Art. 9.** — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le conseil d'orientation délibère notamment sur :

- l'organisation et le fonctionnement général de l'Institut,

- les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que sur le bilan d'activités de l'année écoulée,

- les programmes de travail annuels et pluriannuels des investissements se rapportant à l'objet de l'Institut,

- les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions,

- le projet de budget et les comptes de l'Institut,

- les projets de constructions, d'acquisition, d'aliénation et d'échange d'immeubles,

- l'acceptation et l'affectation des dons et legs,

- le montant des redevances et des rétributions à percevoir à l'occasion d'études, de travaux et de prestations effectués par l'Institut au profit des administrations, des organismes, des entreprises, des collectivités ou des particuliers,

- les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer et d'orienter les différents domaines d'activités de l'Institut,

- toutes mesures propres à améliorer le fonctionnement de l'Institut et à favoriser la réalisation de ses objectifs.

**Art. 10.** — Le conseil d'orientation comprend :

- le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant, président,

- le représentant du ministère des finances,

- le représentant du ministère de la planification.

— le représentant du ministère de l'intérieur et des collectivités locales,

— le représentant du ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

— le représentant de l'union nationale des paysans algériens (U.N.P.A.),

— les représentants des instituts de développement spécialisés concernés,

— le représentant de l'institut national de la recherche agromique en Algérie (I.N.R.A.A.),

— le représentant de l'office national de la datte.

**Art. 11.** — Le directeur et l'agent comptable de l'institut assistent aux réunions du conseil d'orientation, à titre consultatif.

**Art. 12.** — Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour des questions à débattre ou susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

**Art. 13.** — Les fonctions de membre du conseil d'orientation sont gratuites ; toutefois, les frais de déplacement et de séjour supportés par ses membres à l'occasion de l'exercice de ces fonctions leur sont remboursés conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 14.** — Les membres du conseil d'orientation sont désignés pour une durée de trois (3) ans par le ministre chargé de l'hydraulique, sur proposition de l'autorité dont ils dépendent.

**Art. 15.** — Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes ; en cas de vacance d'un poste, ce dernier est pourvu au plus tard un (1) mois après la constatation de la vacance.

**Art. 16.** — Le conseil d'orientation se réunit, sur convocation de son président en session ordinaire, au moins une fois par an.

Il peut, en outre, être convoqué en session extraordinaire, à la demande soit de son président, soit du tiers de ses membres ou sur proposition du directeur général.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur général de l'institut.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour sont adressées au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion. Ce délai peut être réduit, pour des sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

**Art. 17.** — Le directeur général de l'institut est nommé par décret pris sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est mis à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Art. 18.** — Le directeur général exécute les décisions du conseil d'orientation ; il est responsable du fonctionnement général de l'institut. Il agit au nom de l'institut et le représente en justice et dans

tous les actes de la vie civile. Il accomplit toutes opérations dans le cadre des attributions de l'institut :

— il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'institut et nomme à tous les emplois,

— il établit le rapport annuel d'activité qu'il adresse au ministre de tutelle, après approbation du conseil d'orientation,

— il est ordonnateur du budget général de l'institut dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur,

— il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'institut,

— il passe tous les marchés, accords et conventions en rapport avec le programme d'activités,

— il prépare les réunions du conseil d'orientation et suit l'exécution de ses décisions.

**Art. 19.** — L'organisation interne de l'institut est fixée par arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé de l'agriculture.

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS PARTICULIERES

**Art. 20.** — Les comptes de l'institut sont tenus conformément aux règles de la comptabilité publique. La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé par le ministre des finances et exerçant ses fonctions conformément aux dispositions des décrets n° 65-259 et 65-260 du 14 octobre 1965 susvisés. L'agent comptable peut, sous sa responsabilité et dans les conditions fixées par les décrets susvisés, déléguer sa signature à un ou à plusieurs mandataires après agrément du directeur général de l'institut.

**Art. 21.** — L'institut est soumis au contrôle financier de l'Etat. Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable de l'institut sont soumis par le directeur de l'institut à l'adoption du conseil d'orientation à la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent, accompagnés du rapport contenant les développements et les précisions sur la gestion administrative et financière de l'institut.

**Art. 22.** — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés auprès des autorités concernées et au greffe de la Cour des comptes dans les conditions réglementaires.

**Art. 23.** — Le budget de l'institut est présenté par chapitres et articles. Il est préparé par le directeur général de l'institut et est soumis, pour délibérations, au conseil d'orientation.



Il est ensuite transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre des finances avant le début de l'exercice auquel il se rapporte conformément à la réglementation en vigueur.

Au cas où l'approbation du budget n'intervient pas à la date du début de l'exercice, le directeur est autorisé à engager et à mandater les dépenses indispensables au fonctionnement du centre et à l'exercice de ses engagements dans la limite des crédits alloués au titre de l'exercice antérieur et ce, jusqu'à l'approbation du nouveau budget.

Toutefois, les dépenses ne pourront être engagées et mandatées qu'à concurrence d'un douzième par mois du montant des crédits de l'exercice précédent.

Art. 24. — Les comptes en recettes et en dépenses de chaque ferme expérimentale, laboratoire, antenne de wilaya ou régionale sont individualisés au sein du budget de l'institut ; les modalités d'application des dispositions du présent article seront précisées par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 25. — Les modifications éventuelles du budget sont préparées, font l'objet de délibérations et sont approuvées dans les mêmes formes et selon la même procédure que ci-dessus.

Art. 26. — Les ressources de l'institut sont constituées par :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics,
- les emprunts contractés par l'institut dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- les dons et legs,
- le produit de la vente des récoltes et produits agricoles liés à ses activités,
- toutes autres ressources découlant des activités de l'institut en rapport avec son objet, notamment les contrats d'études, les brevets, les publications.

Art. 27. — Les dépenses de l'institut comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

Art. 28. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 mai 1986.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 86-118 du 6 mai 1986 portant création d'un institut national d'enseignement supérieur en sciences islamiques à Adrar.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 84-05 du 7 janvier 1984 portant planification des effectifs du système éducatif ;

Vu le décret n° 83-543 du 24 septembre 1983 portant statut-type de l'institut national d'enseignement supérieur ;

Décrète :

Article 1er. — Il est créé à Adrar, un institut national d'enseignement supérieur en sciences islamiques régi par les dispositions du décret n° 83-543 du 24 septembre 1983 susvisé.

Art. 2. — Le conseil d'orientation de l'institut national d'enseignement supérieur en sciences islamiques à Adrar comprend, au titre des principaux secteurs utilisateurs :

- un représentant du ministre des affaires religieuses,
- un représentant du ministre de l'éducation nationale,
- un représentant du ministre de la culture et du tourisme,
- un représentant du ministre de l'information.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 mai 1986.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 86-119 du 6 mai 1986 portant création des conseils de coordination des instituts nationaux d'enseignement supérieur.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 83-543 du 24 septembre 1983 portant statut-type de l'institut national d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 84-122 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur ;

Décrète :

Article 1er. — Il peut être créé, par arrêté du ministre de l'enseignement supérieur, un conseil de coordination des instituts nationaux d'enseignement supérieur implantés dans la même ville lorsque ces établissements disposent de moyens humains, matériels et d'infrastructures susceptibles d'être utilisés en commun ou dont la gestion ne peut être individualisée.

**Article 4**

Le présent accord s'appliquera également aux impôts de nature identique ou analogue qui pourraient ultérieurement s'ajouter ou se substituer aux impôts et taxes visés à l'article 3.

Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront, en tant que de besoin, au moment de leur promulgation, les modifications apportées à leur législation fiscale respective.

**Article 5**

Les autorités compétentes de chacun des Etats contractants se concerteront, d'une commune entente et dans la mesure utile, pour déterminer les modalités d'application des dispositions du présent accord.

**Article 6**

Le présent accord entrera en vigueur dès que les Etats contractants se seront notifiés par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures prescrites par leur législation respective.

Il s'appliquera aux impôts afférents aux revenus de l'exploitation en trafic international réalisés par les entreprises visées à l'article 2 à partir du 1er janvier 1977.

**Article 7**

L'accord demeurera en vigueur pour une durée indéfinie, sauf faculté pour chacun des Gouvernements, de procéder à sa dénonciation moyennant un préavis de six (6) mois, notifié par la voie diplomatique. Dans ce cas, l'accord cessera de s'appliquer à tous impôts afférents aux revenus de l'exploitation en trafic international réalisés à partir du 1er janvier de l'année suivant immédiatement l'expiration de ce préavis.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent accord.

Fait à Alger, le 18 juin 1985, en deux exemplaires authentiques, chacun en langues arabe, tchèque et française. Les trois textes faisant également foi.

P. le Gouvernement de  
la République algérienne  
démocratique et populaire,

P. le Gouvernement de  
la République socialiste  
tchécoslovaque,

Mohamed TERBECHÉ  
Secrétaire général du  
ministère des finances

Ian ZIZKA  
Ambassadeur

**DECRETS**

Décret n° 87-55 du 24 février 1987 modifiant le décret n° 86-117 du 6 mai 1986 portant création de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-117 du 6 mai 1986 portant création de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne.

**Décète :**

Article 1er. — L'article 7 du décret n° 86-117 du 6 mai 1986 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 7. — Le siège de l'Institut est fixé à Biskra. Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national, par décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 février 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-56 du 24 février 1987 portant dissolution de l'Entreprise nationale de gestion et de développement des investissements touristiques (E.N.-G.D.I.T.).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la culture et du tourisme ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 15, 32, 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 75-76 du 21 novembre 1975 fixant les principales relations entre l'entreprise socialiste, l'autorité de tutelle et les autres administrations de l'Etat, notamment ses articles 8, 12, 13, 14 et 15 ;

## CHAPITRE III

## DISPOSITIONS FINANCIERES

**Art. 38.** — Les recettes des instituts techniques proviennent :

- des subventions de l'Etat,
- des subventions des collectivités locales, des institutions et organismes nationaux,
- du produit de leurs activités, contrats, brevets et publications,
- des dons et legs,
- de toutes autres ressources.

**Art. 39.** — Les dépenses des instituts techniques comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

**Art. 40.** — Le budget des instituts comporte une annexe portant répartition des crédits de fonctionnement par ferme expérimentale.

**Art. 41.** — Le budget des instituts est établi par leurs directeurs généraux et transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre chargé des finances, conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 42.** — Le bilan et les comptes des instituts et le rapport annuel d'activités de l'exercice écoulé, accompagnés des délibérations du conseil d'orientation, sont adressés au ministre de tutelle, au ministre chargé des finances et à la Cour des comptes.

**Art. 43.** — Les comptes des instituts sont tenus conformément aux règles de la comptabilité publique.

**Art. 44.** — Les instituts sont soumis au contrôle prévu par la législation et la réglementation en vigueur.

**Art. 45.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 87-236 du 3 novembre 1987 portant changement de dénomination de l'institut de développement des grandes cultures en institut technique des grandes cultures et réaménagement de ses statuts.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 74-20 du 1er octobre 1974 portant création de l'Institut de développement des grandes cultures ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 86-72 du 8 avril 1986 portant création d'un Haut commissariat à la recherche ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

### Décète :

**Article 1er.** — L'institut de développement des grandes cultures (I.D.G.C.) objet de l'ordonnance n° 74-20 du 1er octobre 1974 susvisée, prend la dénomination de « Institut technique des grandes cultures, par abréviation « I.T.G.C. ».

L'institut technique des grandes cultures est régi par les dispositions du décret n° 87-23 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture.

**Art. 2.** — L'institut technique des grandes cultures est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Le siège de l'institut est fixé à El Harrach (wilaya d'Alger) ; il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre de tutelle.

**Art. 3.** — Outre les missions générales prévues à l'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, l'institut technique des grandes cultures (I.T.G.C.) a pour mission de :

- proposer, à l'homologation, les variétés de céréales et fourragères sélectionnées,
- tenir le catalogue officiel des variétés de céréales et fourragères.

Les activités de l'institut technique des grandes cultures peuvent être étendues à tout autre domaine de recherche en rapport avec son objet.

**Art. 4.** — Conformément à l'article 10 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut technique des grandes cultures comprend au titre des principaux producteurs et utilisateurs :

- un (1) représentant des services de l'agriculture de la wilaya de Sétif,
- un (1) représentant de l'Institut national de la recherche agronomique,
- un (1) représentant de l'office interprofessionnel des céréales,
- un (1) représentant de l'institut technique de l'élevage,
- un (1) représentant de la coopérative des céréales et des légumes secs de la wilaya de Bouira.

Art. 5. — Les dispositions contraires à celles du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut des instituts techniques de l'agriculture et du présent décret sont abrogées.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 87-237 du 3 novembre 1987 portant changement de dénomination de l'institut de développement des petits élevages en institut technique des petits élevages et réaménagement de ses statuts.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 76-91 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut de développement des petits élevages ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 86-72 du 8 avril 1986 portant création d'un Haut commissariat à la recherche ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

**Décète :**

Article 1er. — L'institut de développement des petits élevages créé par l'ordonnance n° 76-91 du 23 octobre 1976 susvisé, prend la dénomination de « Institut technique des petits élevages », par abréviation « I.T.P.E. ».

L'institut technique des petits élevages est régi par les dispositions du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture.

Art. 2. — L'institut technique des petits élevages est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Le siège de l'institut est fixé à Birtouta (wilaya de Blida) ; il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre de tutelle.

Art. 3. — Outre les missions générales prévues à l'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, l'institut technique des petits élevages (I.T.P.E.) a pour mission de promouvoir les techniques de développement des élevages avicoles, apicoles et cunicoles.

Les activités de l'institut technique des petits élevages (I.T.P.E.) peuvent être étendues à tout autre domaine de recherche en rapport avec son objet.

Art. 4. — Conformément à l'article 10 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut technique des petits élevages comprend au titre des principaux producteurs et utilisateurs :

— un (1) représentant des services de l'agriculture de la wilaya de Blida,

— un (1) représentant de l'Institut national de la recherche agronomique,

— un (1) représentant de l'Office national des aliments de bétail,

— un (1) représentant de l'office régional de l'aviculture du Centre,

— un (1) représentant de l'Institut national de la santé animale,

— un (1) représentant de la coopérative avicole de Blida,

— un (1) représentant de la coopérative spécialisée en apiculture de gué de Constantine (Alger).

Art. 5. — Les dispositions contraires à celles du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut des instituts techniques de l'agriculture et du présent décret sont abrogées.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 87-238 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de développement de l'élevage ovin et de l'institut de développement de l'élevage bovin au sein de l'institut technique de l'élevage ovin et bovin et réaménagement des statuts.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 76-87 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut de développement de l'élevage ovin ;

Vu l'ordonnance n° 76-88 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut de développement de l'élevage bovin ;

**Décret exécutif n° 99-42 du 27 Chaoual 1419  
correspondant au 13 février 1999 portant  
regroupement de l'institut technique des  
petits élevages et de l'institut technique  
de l'élevage ovin et bovin en institut  
technique des élevages.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

Vu le décret n° 87-237 du 3 novembre 1987 portant changement de dénomination de l'institut de développement des petits élevages en institut technique des petits élevages et réaménagement de ses statuts ;

Vu le décret n° 87-238 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de développement de l'élevage ovin et de l'institut de développement de l'élevage bovin au sein de l'institut technique de l'élevage ovin et bovin et réaménagement des statuts ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

**Décète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le regroupement de l'institut technique des petits élevages et de l'institut technique de l'élevage ovin et bovin créés respectivement par les décrets n°s 87-237 et 87-238 du 3 novembre 1987 susvisés en un institut technique des élevages par abréviation "I.T.E.L.V".

Art. 2. — L'institut technique des élevages, créé ci-dessus, est régi par les dispositions du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé.

Art. 3. — Le siège de l'institut est fixé à Baba Ali (Gouvernorat du Grand-Alger).

Art. 4. — L'institut est chargé, notamment :

— de promouvoir les techniques de développement des élevages ;

— de la valorisation des produits et des sous-produits de l'élevage ;

— de promouvoir les différentes techniques de traitement des productions animales et d'origine animale ;

— de la mise en place de schémas de sélection et de croisement pour l'amélioration génétique des espèces animales suivantes : bovine, ovine, caprine, cameline, avicole et toutes autres espèces dites de "petits élevages" ;

— de la mise en place et de l'organisation de modèles de contrôle des performances zootechniques ;

— du développement du système et des méthodes d'alimentation animale notamment l'affouragement.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 1er ci-dessus, les activités, les biens, meubles et immeubles ainsi que les personnels de l'institut des petits élevages et de l'institut de l'élevage ovin et bovin sont transférés, conformément à la réglementation en vigueur, à l'institut technique des élevages.

Art. 6. — Le transfert prévu à l'article 5 ci-dessus donne lieu à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, dressé conformément aux lois et règlements en vigueur, par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 7. — Les dispositions des décrets n°s 87-237 et 87-238 du 3 novembre 1987 susvisés, sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Chaoual 1419 correspondant au 13 février 1999.

Smaïl HAMDANI.

-----★-----

**Décret exécutif n° 99-43 du 27 Chaoual 1419  
correspondant au 13 février 1999 portant  
dissolution du foyer pour enfants assistés  
à la wilaya de Djelfa.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle,

**Décrets présidentiels du 17 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 12 mars 2001 portant nomination de directeurs d'études auprès des services du Chef du Gouvernement (Rectificatif).**

**J.O n° 17 du 26 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 21 mars 2001**

Page 21 — 1ère colonne — 19ème ligne

Au lieu de : "...Diden".

Lire : "...Didane".

(Le reste sans changement).



**Décret présidentiel du 17 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 12 mars 2001 portant nomination du directeur de l'administration des moyens auprès des services du Chef du Gouvernement (Rectificatif) .**

**J.O n° 17 du 26 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 21 mars 2001**

Page 21 — 2ème colonne — 7ème ligne

Au lieu de : "...Abdelkader Boutaieb".

Lire : "...Abdelkader Boutaib".

(Le reste sans changement).



**Décret présidentiel du 17 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 12 mars 2001 portant nomination d'un sous-directeur aux services du Chef du Gouvernement (Rectificatif) .**

**J.O n° 17 du 26 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 21 mars 2001**

Page 21 — 2ème colonne — 6ème ligne

Au lieu de "...Abderaouf Berezoug".

Lire : "...Abderraouf Bourezg".

(Le reste sans changement).

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

**Arrêté interministériel du 8 Safar 1422 correspondant au 2 mai 2001 portant organisation interne de l'institut technique des élevages.**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture, notamment son article 31;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 99-42 du 27 Chaoual 1419 correspondant au 13 février 1999 portant regroupement de l'institut technique des petits élevages et de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin en institut technique des élevages (ITELV);

### Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 31 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne de l'institut technique des élevages (ITELV).

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général, assisté d'un secrétaire général, l'organisation interne de l'institut technique des élevages comprend les structures suivantes :

- 1 — Le département de l'administration générale.
- 2 — Le département conservation et reproduction des espèces.
- 3 — Le département systèmes et filières d'élevages.
- 4 — Le département monogastrique.
- 5 — Le département des ruminants.
- 6 — Le département formation - vulgarisation.
- 7 — Le département appui aux producteurs et relation avec les filières d'élevages.
- 8 — Les fermes de démonstration.

Art. 3. — Le département de l'administration générale est chargé :

- d'assister les différents départements dans le domaine logistique pour l'accomplissement de leur mission;
- d'élaborer, coordonner et gérer le budget de fonctionnement;
- de gérer et préserver le patrimoine de l'institut;
- de suivre les dépenses budgétaires;
- d'assurer la gestion de l'administration du personnel;
- de veiller à l'application de la réglementation en vigueur en matière de législation du travail;
- d'assurer l'approvisionnement des moyens logistiques de fonctionnement;
- d'établir l'inventaire des meubles et immeubles du foncier et du cheptel;
- de participer à l'élaboration des fiches techniques des opérations d'investissements;
- de suivre les opérations d'importation, de dédouanement et de transit de matériel.

**Le département de l'administration générale comprend quatre (4) services :**

- 1 – Le service financier.
- 2 – Le service du personnel.
- 3 – Le service des moyens généraux.
- 4 – Le service de suivi et réalisation des projets.

Art. 4. — Le département conservation et reproduction des espèces est chargé :

- d'élaborer des schémas de sélection pour les différentes espèces animales;
- d'élaborer des schémas de croisement entre la race locale et importée;
- de tracer des programmes d'encadrement des centres de testage et de production de géniteurs;
- de préserver et conserver le patrimoine biologique;
- d'évaluer l'état des races et des populations animales menacées de disparition;
- d'analyser les données sur les races et d'établir les caractéristiques génétiques;
- d'élaborer des plans de gestion de la reproduction des troupeaux en amélioration ou en conservation;
- de développer les moyens de cryoconservation, de l'insémination artificielle et du transfert embryonnaire pour l'amélioration et la préservation.

**Le département de la conservation et de la reproduction des espèces comprend trois (3) services :**

- 1 – Le service de la conservation.
- 2 – Le service de l'amélioration.
- 3 – Le service de reproduction.

Art. 5. — Le département des systèmes et des filières d'élevage est chargé :

- d'améliorer la production des élevages bovin, ovine, avicole et cunicole;
- d'évaluer des performances de production et de reproduction des différents ateliers;
- de traiter et analyser les informations relatives à l'économie de l'élevage;
- de fournir des données relatives à l'évaluation de la conjoncture des marchés des produits et des facteurs de production;
- d'élaborer des typologies d'ateliers d'identification des itinéraires techniques à développer et à vulgariser;
- de produire et procéder à l'analyse des données statistiques nationales aux filières avicoles et cunicoles;
- de valoriser et exploiter les données enregistrées par les observatoires économiques;
- d'élaborer des banques de données sur l'élevage;
- de réaliser des enquêtes socio-économiques relatives au développement de l'élevage.

**Le département des systèmes et des filières d'élevage comprend quatre (4) services :**

- 1 – Le service observatoire des filières avicole et cunicole.
- 2 – Le service observatoire des filières lait et viandes rouges.
- 3 – Le service étude et analyse des systèmes et des filières d'élevage.
- 4 – Le service des enquêtes.

Art. 6. — Le département monogastrique est chargé :

- de participer à l'élaboration des politiques de développement des petits élevages;
- d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes d'expérimentation relatifs aux espèces avicoles, cunicoles et apicoles par :
  - \* la connaissance et le contrôle des performances zootechniques des populations locales;
  - \* l'étude de la nutrition et de l'alimentation;
  - \* la création de techniques d'élevages;
  - \* l'amélioration génétique.

**Le département monogastrique est composé de trois (3) services :**

- 1 – Le service d'aviculture.
- 2 – Le service d'apiculture.
- 3 – Le service de cuniculture.

Art. 7. — Le département des ruminants est chargé :

— de la conception et de la mise en œuvre du programme d'expérimentation dans les élevages bovin, ovin, caprin et camelin;

— du suivi de la réalisation des essais nécessaires à la confirmation de l'adaptation du matériel végétal et animal;

— de contribuer à la définition de la stratégie et l'itinéraire technique propre à chaque zone pour le développement de l'élevage bovin, ovin, caprin et camelin;

— de l'exploitation et du traitement des résultats des essais entrepris;

— de déterminer la composition chimique et les valeurs nutritives des aliments du bétail;

— de mettre au point des régimes alimentaires adaptés aux exigences des animaux et aux systèmes de production par zone agro-écologique;

— d'étudier la forme, la conservation et l'utilisation des sous-produits agro-industriels dans les rations alimentaires.

**Le département des ruminants est composé de quatre (4) services :**

- 1 – Le service de l'élevage bovin.
- 2 – Le service de l'élevage ovin.
- 3 – Le service de l'élevage caprin.
- 4 – Le service de l'élevage camelin.

Art. 8. — Le département formation et vulgarisation est chargé :

— d'élaborer les programmes annuels et pluriannuels de vulgarisation et de formation;

— de coordonner les structures de communication et de vulgarisation;

— d'organiser des réunions de sensibilisation et d'information;

— de participer aux programmes nationaux de formation;

— d'étudier et mettre au point des méthodes de vulgarisation;

— de produire et de diffuser les supports de vulgarisation;

— d'assurer et d'apporter les moyens concernant les activités d'émulation;

— d'assurer la logistique en matière de conception et d'inventaire pour la réalisation des programmes.

**Le département de formation et de vulgarisation comprend deux (2) services :**

- 1 – Le service de formation.
- 2 – Le service de vulgarisation.

Art. 9. — Le département appui aux producteurs et relation avec les filières d'élevage est chargé :

— d'assister les producteurs par des conseils techniques de valorisation des sous-produits agricoles et agro-industriels et le mode d'incorporation de ces produits dans des rations à moindre coût;

— de promouvoir l'investissement dans les élevages par l'assistance technique;

— d'élaborer des références locales à partir des résultats obtenus chez les producteurs suivis;

— de la réalisation de travaux d'enquêtes auprès des producteurs sur les potentialités des élevages et de transformation dans les wilayas;

— du recensement des préoccupations des producteurs et animation de journées techniques en concertation avec les chambres d'agriculture et les directions d'agriculture.

**Le département appui aux producteurs et relation avec les filières d'élevage comprend trois (3) services :**

- 1 – Le service des ruminants.
- 2 – Le service monogastrique.
- 3 – Le service des relations avec les filières d'élevage.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Safar 1422 correspondant au 2 mai 2001.

Le ministre des finances  
Abdellatif BENACHENHOU

Le ministre  
de l'agriculture  
Saïd BARKAT

P. Le Chef du Gouvernement  
et par délégation

*Le directeur général  
de la fonction publique*

Djamel KHARCHI



**MINISTERE DES AFFAIRES  
RELIGIEUSES ET WAKFS**

**Arrêté du 29 Rajab 1422 correspondant au 17 octobre 2001 portant création d'une annexe du centre culturel islamique dans la wilaya d'Annaba.**

Le ministre des affaires religieuses et wakfs,

Vu l'ordonnance n° 72-07 du 21 mars 1972 portant création et organisation administrative et financière d'un Centre culturel islamique, notamment son article 3 ;

Vu le décret exécutif n° 89-99 du 27 juin 1989 fixant les attributions du ministre des affaires religieuses ;

Vu le décret exécutif n° 2000-200 du 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application de l'article 3 de l'ordonnance n° 72-07 du 21 mars 1972, susvisée, il est créé une annexe du centre culturel islamique dans la wilaya d'Annaba.

Art. 2. — Le directeur de la culture islamique, le directeur des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya d'Annaba et le directeur du centre culturel islamique d'Alger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Rajab 1422 correspondant au 17 octobre 2001.

Bouabdellah GHLAMALLAH.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

**Arrêté interministériel du 8 Rabie Ethani 1422 correspondant au 30 juin 2001 portant classement des postes supérieurs de l'Institut technique des élevages.**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié, relatif à l'indemnité d'expérience ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret n° 86-179 du 5 août 1986, relatif à la sous-classification des postes supérieurs de certains organismes employeurs ;

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990, relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret exécutif n° 99-42 du 27 Chaoual 1419 correspondant au 13 février 1999 portant regroupement de l'Institut technique des petits élevages et de l'Institut technique de l'élevage bovin et ovin en Institut technique des élevages (ITELV) ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 février 1987 relatif à la sous-classification des postes supérieurs des établissements publics à caractère administratif ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Safar 1422 correspondant au 2 mai 2001 portant organisation interne de l'Institut technique des élevages ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — L'Institut technique des élevages (ITELV) est classé dans la grille des indices maximaux prévus par le décret n° 86-179 du 5 août 1986 susvisé, conformément au tableau ci-après :

ETABLISSEMENT PUBLIC	CLASSEMENT		
	Catégorie	Section	Indice
Institut technique des élevages	A	3	920

Art. 2. — Les postes supérieurs de l'établissement public classé au tableau prévu à l'article 1er ci-dessus bénéficient d'une sous-classification dans la grille des indices maximaux prévus par le décret n° 86-179 du 5 août 1986 susvisé, conformément au tableau ci-après :

ETABLISSEMENT PUBLIC	POSTE SUPERIEUR	CLASSEMENT				CONDITION D' ACCES AU POSTE	MODE DE NOMINATION
		Catégorie	Section	Niveau	Indice		
INSTITUT TECHNIQUE DES ELEVAGES	Directeur général	A	3	N	920		Décret
	Secrétaire général	A	3	N	778	Ingénieur principal en agriculture ou grade équivalent	Arrêté du ministre
	Chef de département technique	A	3	N-1	714	Ingénieur d'Etat en agriculture justifiant de cinq (5) années d'ancienneté dans le grade	Arrêté du ministre
	Chef de département de l'administration générale	A	3	N-1	714	Administrateur ou grade équivalent justifiant de cinq (5) années d'ancienneté dans le grade	Arrêté du ministre
	Directeur de ferme de démonstration	A	3	N-1	714	Ingénieur d'Etat en agriculture justifi- ant de cinq (5) an- nées d'ancienneté dans le grade	Arrêté du ministre
	Chef de service du département technique	A	3	N-2	632	Ingénieur d'Etat en agriculture justifi- ant de trois (3) an- nées d'ancienneté dans le grade	Décision du directeur général
	Chef de service du département de l'administration générale	A	3	N-2	632	Administrateur ou grade équivalent justifiant de trois (3) années d'ancienneté dans le grade	Décision du directeur général

Art. 3. — Les travailleurs régulièrement nommés à un poste supérieur figurant au tableau cité à l'article 2 ci-dessus bénéficient du salaire de base attaché à la section de la catégorie de classement du poste supérieur occupé.

Art. 4. — Outre le salaire de base, les travailleurs visés à l'article 2 ci-dessus, bénéficient de l'indemnité d'expérience acquise au titre du grade d'origine, ainsi que des indemnités et primes prévues par la réglementation en vigueur.

Art 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie Ethani 1422 correspondant au 30 juin 2001.

P. Le ministre des finances

*Le ministre délégué auprès du ministre des finances*

*chargé du budget*

Mohamed TERBECHE

Le ministre de l'agriculture

Saïd BARKAT

P. Le Chef du Gouvernement et par délégation

*Le directeur général de la fonction publique*

Djamel KHARCHI

TABLEAU (suite)

COMMISSIONS	CORPS ET GRADES	REPRESENTANTS DU PERSONNEL		REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	
		Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
N° 3	Secrétaires de direction Comptables administratifs Adjointes administratifs Agents administratifs Agents de bureau Aides-comptables Agents techniques en informatique Agents de contrôle Secrétaires dactylographes Agents dactylographes	3	3	3	3
N°4	Ouvriers professionnels hors catégorie Ouvriers professionnels de 1ère catégorie Ouvriers professionnels de 2ème catégorie Ouvriers professionnels de 3ème catégorie Conducteurs auto 1ère catégorie Conducteurs auto 2ème catégorie Appariteurs	3	3	3	3

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 9 février 2004.

Pour le Chef du Gouvernement  
et par délégation

*Le directeur général de la fonction publique*  
Djamel KHARCHI

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

**Arrêté du 21 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 12 février 2004 modifiant l'arrêté du 20 Joumada El Oula 1424 correspondant au 20 juillet 2003 portant désignation des membres du jury du quatrième concours national pour l'accès à la profession de traducteur-interprète officiel.**

Par arrêté du 21 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 12 février 2004, l'arrêté du 20 Joumada El Oula 1424 correspondant au 20 juillet 2003 portant désignation des membres du jury du quatrième concours national pour l'accès à la profession de traducteur-interprète officiel est modifié comme suit :

Sont désignés, pour composer le jury du quatrième concours national pour l'accès à la profession de traducteur-interprète officiel, les membres dont les noms suivent :

#### En qualité de président :

— M. Ahmed Rabhi, directeur des affaires civiles et du sceau de l'Etat, président.

#### En qualité de membres :

Melles et MM. :

— Seddik Touati, président de la Cour de Blida ;

— Sayeh Boukerzaza, procureur général près la Cour de Boumerdès ;

— Fatiha Maattouk, traductrice-interprète officielle près le tribunal d'El Harrach ;

— Hassina Meguellatti, traductrice-interprète officielle près le tribunal de Bir Mourad Raïs ;

— Mohamed Benbouza, traducteur-interprète officiel près le tribunal de Sidi M'Hamed.

#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**Arrêté interministériel du 8 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 10 mai 2003 portant organisation interne de l'institut technique des grandes cultures (I.T.G.C).**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture, notamment son article 31 ;

Vu le décret n° 87-236 du 3 novembre 1987 portant changement de dénomination de l'institut de développement des grandes cultures (IDGC) en institut technique des grandes cultures (ITGC) et réaménagement de ses statuts ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

#### **Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 31 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne de l'institut technique des grandes cultures.

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général assisté d'un secrétaire général, l'organisation interne de l'institut technique des grandes cultures comprend les structures suivantes :

1. le département du matériel végétal de base ;
2. le département d'appui au développement ;
3. le département d'agrotechnie ;
4. le département des études et des programmes ;
5. le département de l'administration générale ;
6. les fermes de démonstration et de production de semences.

Art. 3. — **Le département du matériel végétal de base** est chargé :

— de la création de variétés performantes et adaptées aux différentes zones agro-écologiques de production et aux exigences des utilisateurs pour l'ensemble des espèces relevant des attributions de l'institut ;

— de la fixité du matériel végétal développé ainsi que du maintien et de la conservation de son identité variétale ;

— de la production et du contrôle interne de la qualité des semences de pré-base et de base relatives aux variétés développées par l'institut ;

— du suivi et du contrôle des qualités technologiques des variétés développées.

#### **Il comprend trois (3) services :**

1. le service de l'obtention variétale et de la production de semences ;
2. le service de la conservation et de l'homologation ;
3. le service des qualités technologiques.

Art. 4. — **Le département d'appui au développement** est chargé :

— du transfert et de la diffusion, par le biais de tout moyen de communication, du référentiel technique et économique élaboré ;

— de l'animation des organisations professionnelles ainsi que de la collaboration avec les institutions interprofessionnelles ;

— de la promotion de développement ainsi que de la participation aux actions d'intensification des espèces des grandes cultures ;

— de la préparation des programmes annuels et pluriannuels de vulgarisation et de formation ;

— de la participation aux programmes nationaux de formation et de perfectionnement ;

— de l'organisation des réunions et rencontres de sensibilisation et d'information ;

— du perfectionnement de l'encadrement technique de l'établissement.

#### **Il comprend trois (3) services :**

1. le service de la documentation et des archives ;
2. le service d'appui à la profession et à l'interprofession.
3. le service de la vulgarisation des techniques agricoles.

Art. 5. — **Le département d'agrotechnie** est chargé :

— de la caractérisation du milieu physique (climat, sol) en relation avec le choix des espèces et des techniques de production à préconiser ;

— du développement et de l'adaptation de techniques culturales (mise en place des cultures, entretien, récolte et utilisation...) ;

— du développement de techniques performantes de conservation des eaux pluviales et d'irrigation ;

— de l'adaptation des outils agricoles et de l'amélioration de leurs performances ;

— de l'élaboration des normes de production des espèces relevant des attributions de l'institut.

#### **Il comprend trois (3) services :**

1. Le service du milieu physique de l'exploitation des analyses des sols et des végétaux ;
2. Le service de la mécanisation et de l'irrigation ;
3. Le service des techniques de production.

Art. 6. — **Le département des études et des programmes** est chargé :

— de la connaissance des éléments socio-économiques caractérisant l'environnement de production de grandes cultures ;

— de l'élaboration d'éléments permettant d'arrêter toute politique de développement en matière de grandes cultures ;

— de l'information des chercheurs et agents chargés du développement de l'institut sur les éléments socio-économiques susceptibles d'influencer l'adoption des technologies de production développées par l'institut ;

— de la conception et de l'évaluation, en collaboration avec les structures concernées de l'institut, de toute action de développement en rapport avec les grandes cultures.

**Il comprend trois (3) services :**

1. le service des études et de la normalisation ;
2. le service de la conception des programmes et de l'évaluation de leur impact ;
3. le service de l'informatique et de la biométrie.

Art. 7. — **Le département de l'administration générale** est chargé :

- de la gestion et de l'utilisation rationnelle des ressources humaines, matérielles et logistiques de l'institut ;
- de la préservation du patrimoine de l'institut ;
- de l'élaboration et de l'exécution du budget.

**Il comprend trois (3) services :**

1. le service des personnels et de l'action sociale.
2. le service du budget et de la comptabilité.
3. le service des moyens généraux.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 10 mai 2003.

Le ministre  
de l'agriculture et du  
développement rural

Saïd BARKAT

Pour le ministre  
des finances

*Le secrétaire général*

Abdelkrim LAKEHAL

Pour le Chef du Gouvernement  
et par délégation

*Le directeur général de la fonction publique*

Djamel KHARCHI

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE**

**Arrêté du 24 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 15 février 2004 portant création de la commission de recours compétente à l'égard des personnels du ministère de l'industrie.**

Le ministre de l'industrie,

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 89-225 du 5 décembre 1989 portant statut particulier applicable aux ouvriers professionnels, conducteurs automobiles et appareilleurs ;

Vu le décret exécutif n° 90-35 du 23 janvier 1990 portant statut particulier applicable aux fonctionnaires relevant des administrations chargées de l'industrie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 03-135 du 21 Moharram 1424 correspondant au 24 mars 2003 fixant les attributions du ministre de l'industrie ;

Vu le décret exécutif n° 03-136 du 21 Moharram 1424 correspondant au 24 mars 2003 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 Joumada Ethania 1420 correspondant au 6 octobre 1999 portant placement en position d'activité auprès du ministère de l'industrie et de la restructuration, de certains corps techniques spécifiques du ministère de l'habitat ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 précisant les modalités d'application de l'article 23 du décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu l'arrêté du 2 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 février 2003 portant création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'industrie ;

Vu l'arrêté du 3 Rabie Ethani 1424 correspondant au 4 juin 2003 fixant la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels du ministère de l'industrie ;

**Arrête :**

Article 1er. — Il est créé, au sein du ministère de l'industrie, une commission de recours compétente à l'égard des personnels du ministère de l'industrie.

Art. 2. — La commission de recours prévue à l'article 1er ci-dessus est composée de :

- sept (7) membres représentant l'administration ;
- sept (7) membres représentant le personnel.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 15 février 2004.

Lachemi DJAABOUBE

**MINISTERE DES TRANSPORTS**

**Arrêté du 21 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 11 mai 2004 déterminant les conditions de délivrance des permis de conduire en mer des navires de plaisance à moteur.**

Le ministre des transports,

Vu le décret n° 88-208 du 18 octobre 1988 portant application du statut-type des instituts nationaux de formation supérieure à l'institut supérieur maritime (ISM) ;

Vu le décret présidentiel n° 96-437 du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er décembre 1996 portant création des corps d'administrateurs des affaires maritimes et d'inspecteurs de la navigation et du travail maritime et d'agents garde-côtes ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le décret exécutif n° 90-166 du 2 juin 1990 portant statut-type des écoles techniques de formation et d'instruction maritimes ;

Vu le décret exécutif n° 02-143 du 3 Safar 1423 correspondant au 16 avril 2002 fixant les titres, brevets et certificats de la navigation maritime et les conditions de leur délivrance ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 68 du décret exécutif n° 02-143 du 3 Safar 1423 correspondant au 16 avril 2002, susvisé, le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions de délivrance des permis de conduire des navires de plaisance à moteur.

Art. 2. — Il est entendu, au sens du présent arrêté, par navire de plaisance à moteur, l'engin flottant dont le mode de propulsion principal est constitué par un ou plusieurs moteurs dont la puissance réelle maximale totale est supérieure à 10 CV.

Art.. 3. — Nul ne peut obtenir un permis de conduire en mer des navires de plaisance à moteur s'il ne remplit pas les conditions ci-après :

— être de nationalité algérienne ;

— être âgé de 18 ans au moins ;

— avoir subi avec succès les examens prévus à cet effet à l'issue d'une formation telle que déterminée par le ministre chargé de la marine marchande.

Les candidats de nationalité étrangère peuvent postuler à l'obtention du permis de conduire en mer des navires de plaisance à moteur, et ce, en vertu d'accords internationaux ratifiés par l'Algérie.

Sont dispensés de la formation prévue à cet effet pour l'obtention des permis de conduire en mer des navires de plaisance à moteur :

**Au titre de la marine marchande****Permis toutes catégories**

Les officiers titulaires de brevets de la marine marchande permettant l'exercice des fonctions de capitaine, second capitaine, officier chargé du quart à la passerelle, chef mécanicien, second mécanicien et officier chargé du quart à la machine, à bord des navires de commerce et les titulaires des brevets de patron et de capitaine de pêche exerçant sur les navires de pêche telles que définies à l'annexe II du décret exécutif n° 02-143 du 3 Safar 1423 correspondant au 16 avril 2002, susvisé.

**Au titre des forces navales****Permis toutes catégories**

Les officiers navigant à bord des navires des forces navales.

Art. 4. — La formation prévue ci-dessus pour l'obtention des permis, toutes catégories est organisée par les instituts et écoles nationaux de formation et d'instruction maritimes agréés par le ministre chargé de la marine marchande.

Les programmes pédagogiques et scientifiques liés à la formation pour l'obtention des permis sont approuvés par le ministre chargé de la marine marchande.

Art. 5. — Les modalités d'organisation des examens sont fixées par le ministre chargé de la marine marchande.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 11 mai 2004.

Mohamed MAGHLAOU.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 21 Rabie Ethani 1425 correspondant au 10 juin 2004 portant création et organisation interne des fermes de démonstration et de production de semences de l'institut technique des grandes cultures (ITGC).**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 87-236 du 3 novembre 1987 portant changement de dénomination de l'institut de développement des grandes cultures (IDGC) en institut technique des grandes cultures (ITGC) et réaménagement de ses statuts ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 8 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 10 mai 2003 portant organisation interne de l'institut technique des grandes cultures (ITGC) ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 34 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet la création et l'organisation interne des fermes de démonstration et de production de semences de l'institut technique des grandes cultures (ITGC).

Art. 2. — La liste des fermes de démonstration et de production de semences relevant de l'institut technique des grandes cultures est fixée comme suit :

1. La ferme de démonstration et de production de semences de Aïn El Hadjar (wilaya de Saïda).
2. La ferme de démonstration et de production de semences de Sebain (wilaya de Tiaret).
3. La ferme de démonstration et de production de semences de Sidi Bel Abbès (wilaya de Sidi Bel Abbès).
4. La ferme de démonstration et de production de semences de Khemis Miliana (wilaya de Aïn Defla).
5. La ferme de démonstration et de production de semences de Oued Smar (wilaya d'Alger).
6. La ferme de démonstration et de production de semences de Béni Slimane (wilaya de Médéa).
7. La ferme de démonstration et de production de semences de Sétif (wilaya de Sétif).
8. La ferme de démonstration et de production de semences de Khroub (wilaya de Constantine).
9. La ferme de démonstration et de production de semences de Guelma (wilaya de Guelma).

Art. 3. — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne des fermes de démonstration et de production de semences, citées à l'article 2 ci-dessus, comprend les services suivants :

- Le service de l'obtention variétale et de production de semences ;
- Le service d'agrotechnie ;
- Le service d'appui au développement ;
- Le service de l'administration générale.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie Ethani 1425 correspondant au 10 juin 2004.

Saïd BARKAT.



**Arrêté du 2 Joumada Ethania 1425 correspondant au 20 juillet 2004 portant création d'une ferme de démonstration et de production de semences à Ksar Chellala (Tiaret) relevant de l'institut technique des élevages (ITELV) et fixant son organisation interne.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture, notamment son article 34 ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 99-42 du 27 Chaoual 1419 correspondant au 13 février 1999 portant regroupement de l'institut technique des petits élevages et de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin en institut technique des élevages ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Safar 1422 correspondant au 2 mai 2001 portant organisation interne de l'institut technique des élevages ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Rabie Ethani 1422 correspondant au 30 juin 2001 portant classement des postes supérieurs de l'institut technique des élevages ;

#### Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 34 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de créer une ferme de démonstration et de production de semences à Ksar Chellala, (Tiaret) relevant de l'institut technique des élevages et de fixer son organisation interne.

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne de la ferme de démonstration et de production de semences citée à l'article 1er ci-dessus, comprend les services suivants :

- le service monogastrique ;
- le service des ruminants ;
- le service de l'appui à la production ;
- le service de l'observation des élevages ;
- le service de reproduction ;
- le service de l'administration des moyens.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 2 Joumada Ethania 1425 correspondant au 20 juillet 2004.

Saïd BARKAT.

#### MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Arrêté interministériel du 14 Rajab 1425 correspondant au 30 août 2004 fixant les conditions de fonctionnement du compte devises ouvert au nom du comité d'organisation des dixièmes jeux sportifs arabes en Algérie.**

Le ministre des finances,

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 84-17 du 17 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 86-72 du 8 avril 1986 portant création d'un Haut commissariat à la recherche ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des Instituts techniques de l'agriculture ;

### Décète :

Article 1er. — Les activités de l'institut de développement de l'élevage ovin et de l'institut de développement de l'élevage bovin, créés respectivement par les ordonnances n°s 76-87 et 76-88 du 23 octobre 1976 susvisées, sont désormais exercées par l'institut technique de l'élevage bovin et ovin, par abréviation « I.T.E.B.O. ».

Art. 2. — L'institut technique de l'élevage bovin et ovin est régi par les dispositions du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut des instituts techniques de l'agriculture.

Art. 3. — L'institut technique de l'élevage bovin et ovin est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Le siège de l'institut est fixé à Baba Ali, (wilaya de Blida) ; il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre de tutelle.

Art. 4. — Outre les missions générales prévues à l'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, l'institut est chargé :

- de la mise en place de schémas de sélection et de croisement pour l'amélioration génétique du cheptel bovin, ovin et caprin,
- de la mise en place et de l'organisation de modèles de contrôle des performances zootechniques,
- du développement du système d'affouragement, notamment l'amélioration des prairies naturelles,
- de la valorisation des produits et des sous-produits de l'élevage bovin, ovin et caprin,
- de la technologie pour le traitement des productions de viande, de lait et de la laine.

Art. 5. — Conformément à l'article 10 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin comprend au titre des principaux producteurs et utilisateurs :

- un (1) représentant des services de l'agriculture de la wilaya de Blida,
- un (1) représentant de l'Institut national de la recherche agronomique,

— un (1) représentant du Haut commissariat au développement de la steppe,

— un (1) représentant de l'Institut technique des grandes cultures,

— un représentant de l'office régional des viandes rouges du Centre,

— un (1) représentant de l'office régional du lait du Centre,

— un (1) représentant de l'Office national des aliments du bétail,

— un (1) représentant de la coopérative d'élevage de la wilaya de Djelfa.

Art. 6. — L'institut de développement de l'élevage ovin et l'institut de développement de l'élevage bovin, créés respectivement par les ordonnances n°s 76-87 et 76-88 du 23 octobre 1976 susvisées, sont dissous à compter du 1er novembre 1988.

Art. 7. — Les activités, les biens meubles et immeubles ainsi que les personnels des instituts de développement de l'élevage ovin et de l'élevage bovin sont transférés conformément à la réglementation en vigueur à l'institut technique de l'élevage bovin et ovin.

Art. 8. — Le transfert prévu à l'article 7 donne lieu :

1°) à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, dressé conformément aux lois et règlements en vigueur, par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

2°) à la définition des procédures de communication des informations et documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 7 ci-dessus.

Art. 9. — Un arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et de la pêche déterminera les modalités du transfert prévu à l'article 7 ci-dessus.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 87-239 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de développement des cultures maraîchères et de l'institut de développement des cultures industrielles au sein de l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles et réaménagement des statuts.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152,



Vu l'ordonnance n° 74-91 du 1er octobre 1974 portant création de l'institut de développement des cultures industrielles ;

Vu l'ordonnance n° 74-92 du 1er octobre 1974 portant création de l'institut de développement des cultures maraîchères ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 86-72 du 8 avril 1986 portant création d'un Haut commissariat à la recherche ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

### Décète :

Article 1er. — Les activités de l'institut de développement des cultures industrielles et de l'institut de développement des cultures maraîchères, créés respectivement par les ordonnances n° 74-91 et 74-92 du 1er octobre 1974 susvisées, sont désormais exercées par l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles, par abréviation « I.T.C.M.I. ».

Art. 2. — L'institut technique des cultures maraîchères et industrielles est régi par les dispositions du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut des instituts techniques de l'agriculture ;

Art. 3. — L'institut technique des cultures maraîchères et industrielles est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Le siège de l'institut est fixé à Staouéli (wilaya de Tipaza). Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre de tutelle.

Art. 4. — Outre les missions générales prévues à l'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, l'institut est chargé de :

— proposer, à l'homologation, les variétés maraîchères et celles des cultures industrielles sélectionnées,

— tenir le catalogue officiel des variétés maraîchères et celles des cultures industrielles.

Les activités de l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles (I.T.C.M.I.) peuvent être étendues à tout autre domaine de recherche en rapport avec son objet.

Art. 5. — Conformément à l'article 10 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles comprend au titre des principaux producteurs et utilisateurs :

— un (1) représentant des services de l'agriculture des wilayas de Tipaza et de Mascara,

— un (1) représentant de l'Institut national de la recherche agronomique,

— un (1) représentant de l'Union nationale des coopératives de production des semences maraîchères,

— un (1) représentant de l'Union nationale des coopératives spécialisées dans le développement de la plasticulture,

— un (1) représentant de l'Office national des approvisionnements et des services agricoles.

Art. 6. — L'institut de développement des cultures maraîchères et l'institut de développement des cultures industrielles créés respectivement par les ordonnances n° 74-91 du 1er octobre 1974 et 74-92 du 1er octobre 1974 susvisées sont dissous à compter du 1er janvier 1988.

Art. 7. — Les activités, les biens meubles et immeubles ainsi que les personnels de l'institut de développement des cultures et de l'institut de développement des cultures maraîchères et de l'institut de développement des cultures industrielles sont transférés conformément à la réglementation en vigueur à l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles.

Art. 8. — Le transfert prévu à l'article 7 donne lieu :

1°) à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, dressé conformément aux lois et règlements en vigueur, par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

2°) à la définition des procédures de communication des informations et documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 6 ci-dessus.

Art. 9. — Un arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et de la pêche déterminera les modalités du transfert prévu à l'article 6 ci-dessus.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 87-240 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de la vigne et du vin et de l'institut de développement de l'arboriculture fruitière au sein de l'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vignes et réaménagement des statuts.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-70 du 21 mars 1968 portant création de l'institut de la vigne et du vin ;

Vu l'ordonnance n° 74-91 du 1er octobre 1974 portant création de l'institut de développement des cultures industrielles ;

Vu l'ordonnance n° 74-92 du 1er octobre 1974 portant création de l'institut de développement des cultures maraîchères ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 86-72 du 8 avril 1986 portant création d'un Haut commissariat à la recherche ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

### Décète :

Article 1er. — Les activités de l'institut de développement des cultures industrielles et de l'institut de développement des cultures maraîchères, créés respectivement par les ordonnances n° 74-91 et 74-92 du 1er octobre 1974 susvisées, sont désormais exercées par l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles, par abréviation « I.T.C.M.I. ».

Art. 2. — L'institut technique des cultures maraîchères et industrielles est régi par les dispositions du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut des instituts techniques de l'agriculture ;

Art. 3. — L'institut technique des cultures maraîchères et industrielles est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Le siège de l'institut est fixé à Staouéli (wilaya de Tipaza). Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre de tutelle.

Art. 4. — Outre les missions générales prévues à l'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, l'institut est chargé de :

— proposer, à l'homologation, les variétés maraîchères et celles des cultures industrielles sélectionnées,

— tenir le catalogue officiel des variétés maraîchères et celles des cultures industrielles.

Les activités de l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles (I.T.C.M.I.) peuvent être étendues à tout autre domaine de recherche en rapport avec son objet.

Art. 5. — Conformément à l'article 10 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles comprend au titre des principaux producteurs et utilisateurs :

— un (1) représentant des services de l'agriculture des wilayas de Tipaza et de Mascara,

— un (1) représentant de l'Institut national de la recherche agronomique,

— un (1) représentant de l'Union nationale des coopératives de production des semences maraîchères,

— un (1) représentant de l'Union nationale des coopératives spécialisées dans le développement de la plasticulture,

— un (1) représentant de l'Office national des approvisionnements et des services agricoles.

Art. 6. — L'institut de développement des cultures maraîchères et l'institut de développement des cultures industrielles créés respectivement par les ordonnances n° 74-91 du 1er octobre 1974 et 74-92 du 1er octobre 1974 susvisées sont dissous à compter du 1er janvier 1988.

Art. 7. — Les activités, les biens meubles et immeubles ainsi que les personnels de l'institut de développement des cultures et de l'institut de développement des cultures maraîchères et de l'institut de développement des cultures industrielles sont transférés conformément à la réglementation en vigueur à l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles.

Art. 8. — Le transfert prévu à l'article 7 donne lieu :

1°) à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, dressé conformément aux lois et règlements en vigueur, par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

2°) à la définition des procédures de communication des informations et documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 6 ci-dessus.

Art. 9. — Un arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et de la pêche déterminera les modalités du transfert prévu à l'article 6 ci-dessus.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 87-240 du 3 novembre 1987 portant regroupement des activités de l'institut de la vigne et du vin et de l'institut de développement de l'arboriculture fruitière au sein de l'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vignes et réaménagement des statuts.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 68-70 du 21 mars 1968 portant création de l'institut de la vigne et du vin ;

Vu l'ordonnance n° 74-93 du 1er octobre 1974 portant création de l'institut de développement de l'arboriculture fruitière ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut-type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 86-72 du 8 avril 1986 portant création d'un haut commissariat à la recherche ;

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture ;

### Décète :

**Article 1er.** — Les activités de l'institut de la vigne et du vin et de l'institut de développement de l'arboriculture fruitière, créés respectivement par les ordonnances n° 68-70 du 21 mars 1968 et n° 74-93 du 1er octobre 1974 susvisés, sont désormais exercées par l'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne, par abréviation « I.T.A.F. ».

**Art. 2.** — L'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne est régi par les dispositions du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 portant statut des instituts techniques de l'agriculture.

**Art. 3.** — L'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la pêche. Le siège de l'institut est fixé à Boufarik (wilaya de Blida). Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur le rapport du ministre de tutelle.

**Art. 4.** — Outre les missions générales prévues à l'article 3 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, l'institut est chargé :

- de proposer de l'homologation, le matériel végétal et arboricole et viticole sélectionné,
- de tenir le catalogue des variétés et porte-greffes arboricoles et viticoles,
- d'assurer le contrôle des vins d'appellation d'origine garantie (V.A.O.C.) et de délivrer les labels,
- d'entreprendre des études sur la technologie des fruits.

Les activités de l'I.T.A.F. peuvent être étendues à tout autre domaine de recherche en rapport avec son objet.

**Art. 5.** — Conformément à l'article 10 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987 susvisé, le conseil d'orientation de l'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne comprend au titre des principaux producteurs et utilisateurs :

- un représentant des services de l'agriculture des wilayas de Blida de Médéa,

- un représentant de l'institut national de la recherche agronomique,

- un représentant de l'office national des produits viti-vinicoles,

- un représentant de l'union nationale des coopératives de production des plants arboricoles et viticoles de Tadmait,

- un représentant de la coopérative viticole de Médéa,

- un représentant de l'office d'aménagement et de mise en valeur de Jijel.

**Art. 6.** — L'institut de la vigne et du vin et l'institut de développement de l'arboriculture fruitière, créés respectivement par les ordonnances n° 68-70 du 21 mars 1968 et 74-93 du 1er octobre 1984 susvisées, sont dissous à compter du 1er janvier 1988.

**Art. 7.** — Les activités, les biens meubles et immeubles ainsi que les personnels de l'institut de la vigne et du vin et de l'institut de développement de l'arboriculture fruitière sont transférés, conformément à la réglementation en vigueur, à l'institut technique de l'arboriculture fruitière.

**Art. 8.** — Le transfert prévu à l'article 7 donne lieu :

1) à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, dressé conformément aux lois et règlements en vigueur, par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la pêche ;

2) à la définition des procédures de communication des informations et documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 7 ci-dessus.

**Art. 9.** — Un arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et de la pêche déterminera les modalités du transfert prévu à l'article 7 ci-dessus.

**Art. 10.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 3 novembre 1987.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 87-241 du 3 novembre 1987 portant transfert et virement de crédits au budget de l'Etat.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 86-15 du 29 décembre 1986 portant loi de finances pour 1987 ;

**Décrets présidentiels du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003 portant nomination de sous-directeurs au ministère des finances.**

Par décret présidentiel du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003, M. Kamel Aïssani est nommé sous-directeur des budgets des secteurs socio-économiques à la direction générale du budget au ministère des finances.

Par décret présidentiel du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003, sont nommés sous-directeurs à la direction générale de la comptabilité au ministère des finances, Melle et M :

— Malika Sefah, sous-directeur du personnel et de la formation;

— Belkheir Saggou, sous-directeur de la réglementation de la comptabilité des opérations financières de l'Etat.

**Décrets présidentiels du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003 portant nomination de sous-directeurs à la direction générale des douanes.**

Par décret présidentiel du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003, M. Slimane Zemouri est nommé sous-directeur des investigations à la direction générale des douanes.

Par décret présidentiel du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003, M. Idriss Boudaoud est nommé sous-directeur de la sécurité des personnels et des usagers du service public douanier à la direction générale des douanes.

★

**Décret présidentiel du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003 portant nomination du directeur de la planification et de l'aménagement du territoire à la wilaya de M'Sila.**

Par décret présidentiel du 28 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 1er mars 2003, M. Nouredine Megdoud est nommé directeur de la planification et de l'aménagement du territoire à la wilaya de M'Sila.

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**Arrêté interministériel du 6 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 8 janvier 2003 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 8 Rabie Ethani 1422 correspondant au 30 juin 2001 portant classement des postes supérieurs de l'institut technique des élevages.**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Rabie Ethani 1422 correspondant au 30 juin 2001 portant classement des postes supérieurs de l'institut technique des élevages;

#### Arrêtent :

Article 1er. — Le tableau prévu à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 8 Rabie Ethani 1422 correspondant au 30 juin 2001 susvisé est modifié et complété comme suit :

ETABLISSEMENT PUBLIC	POSTES SUPERIEURS	CLASSEMENT				CONDITIONS D'ACCES AU POSTE	MODE DE NOMINATION
		Catégorie	Section	Niveau	Indice		
INSTITUT  TECHNIQUE  DES ELEVAGES	Directeur général	Sans changement					
	Secrétaire général	Sans changement					
	Chef de département technique	Sans changement					
	Chef de département de l'administration générale	Sans changement					
	Directeur de ferme de démonstration et de production de semences	A	3	N-1	714	Ingénieur d'Etat de l'agriculture justifiant de cinq (5) années d'ancienneté dans le grade.  Docteur vétérinaire justifiant de cinq (5) années d'ancienneté dans le grade  Ingénieur d'application de l'agriculture justifiant de dix (10) années d'ancienneté dans le grade.	Arrêté du ministre
	Chef de service des départements techniques	A	3	N-2	632	Ingénieur d'Etat de l'agriculture justifiant de trois (3) années d'ancienneté dans le grade.  Docteur vétérinaire justifiant de trois (3) années d'ancienneté dans le grade.  Ingénieur d'application de l'agriculture justifiant de huit (8) années d'ancienneté dans le grade.	Décision du directeur général
	Chef de service de l'administration générale	Sans changement					

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 8 janvier 2003.

Le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

Saïd BARKAT

Le ministre des finances  
Mohamed TERBECHÉ

P/ Le Chef du Gouvernement et par délégation  
*Le directeur général de la fonction publique*

Djamel KHARCHI

Art. 2. — La liste des fermes de démonstration et de production de semences relevant de l'institut technique des grandes cultures est fixée comme suit :

1. La ferme de démonstration et de production de semences de Aïn El Hadjar (wilaya de Saïda).
2. La ferme de démonstration et de production de semences de Sebain (wilaya de Tiaret).
3. La ferme de démonstration et de production de semences de Sidi Bel Abbès (wilaya de Sidi Bel Abbès).
4. La ferme de démonstration et de production de semences de Khemis Miliana (wilaya de Aïn Defla).
5. La ferme de démonstration et de production de semences de Oued Smar (wilaya d'Alger).
6. La ferme de démonstration et de production de semences de Béni Slimane (wilaya de Médéa).
7. La ferme de démonstration et de production de semences de Sétif (wilaya de Sétif).
8. La ferme de démonstration et de production de semences de Khroub (wilaya de Constantine).
9. La ferme de démonstration et de production de semences de Guelma (wilaya de Guelma).

Art. 3. — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne des fermes de démonstration et de production de semences, citées à l'article 2 ci-dessus, comprend les services suivants :

- Le service de l'obtention variétale et de production de semences ;
- Le service d'agrotechnie ;
- Le service d'appui au développement ;
- Le service de l'administration générale.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie Ethani 1425 correspondant au 10 juin 2004.

Saïd BARKAT.



**Arrêté du 2 Joumada Ethania 1425 correspondant au 20 juillet 2004 portant création d'une ferme de démonstration et de production de semences à Ksar Chellala (Tiaret) relevant de l'institut technique des élevages (ITELV) et fixant son organisation interne.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, portant statut-type des instituts techniques de l'agriculture, notamment son article 34 ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 99-42 du 27 Chaoual 1419 correspondant au 13 février 1999 portant regroupement de l'institut technique des petits élevages et de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin en institut technique des élevages ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Safar 1422 correspondant au 2 mai 2001 portant organisation interne de l'institut technique des élevages ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Rabie Ethani 1422 correspondant au 30 juin 2001 portant classement des postes supérieurs de l'institut technique des élevages ;

#### Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 34 du décret n° 87-235 du 3 novembre 1987, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de créer une ferme de démonstration et de production de semences à Ksar Chellala, (Tiaret) relevant de l'institut technique des élevages et de fixer son organisation interne.

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne de la ferme de démonstration et de production de semences citée à l'article 1er ci-dessus, comprend les services suivants :

- le service monogastrique ;
- le service des ruminants ;
- le service de l'appui à la production ;
- le service de l'observation des élevages ;
- le service de reproduction ;
- le service de l'administration des moyens.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 2 Joumada Ethania 1425 correspondant au 20 juillet 2004.

Saïd BARKAT.

#### MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Arrêté interministériel du 14 Rajab 1425 correspondant au 30 août 2004 fixant les conditions de fonctionnement du compte devises ouvert au nom du comité d'organisation des dixièmes jeux sportifs arabes en Algérie.**

Le ministre des finances,

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 84-17 du 17 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

## SOMMAIRE (Suite)

MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret n° 75-36 du 27 février 1975 organisant la campagne oléicole 1974-1975, p. 252.

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS  
PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Décret n° 75-39 du 27 février 1975 portant création et fixant les modalités d'attribution du diplôme de technicien, p. 253.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décret n° 75-40 du 27 février 1975 complétant le décret n° 73-79 du 5 juin 1973 portant création d'écoles de formation paramédicale, p. 253.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés — appels d'offres, p. 254.

## LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 75-11 du 27 février 1975 portant création de l'institut national de la protection des végétaux.

## AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 10 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 66-78 du 11 avril 1966 portant création de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie modifiée et complétée par l'ordonnance n° 70-66 du 14 octobre 1970 ;

Vu la charte de la révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Ordonne :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

## Chapitre I

## Dénomination - Personnalité - Siège

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'« institut national de la protection des végétaux », ci-après désigné « l'institut », un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut national de la protection des végétaux est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 3. — Le siège de l'institut est fixé à Alger ; il ne peut être transféré en un autre endroit du territoire national, que par décret.

## Chapitre II

## Objet, buts et moyens

Art. 4. — L'institut est chargé de l'organisation et de la mise en œuvre du développement de la protection phytosanitaire dans le cadre des objectifs généraux de la politique agricole.

A cet effet, il a pour mission d'élaborer la politique nationale en matière de protection phytosanitaire, d'assurer la mise en œuvre des programmes de défense des cultures, de fournir une assistance technique aux producteurs des secteurs coopératif, autogéré et privé et d'entreprendre tous travaux de recherche appliquée et ce, tel que défini ci-dessous :

a) l'institut élabore la politique générale en matière de protection phytosanitaire, par :

- l'établissement de plans de défense des cultures,
- la proposition de mesures techniques ou réglementaires liées à la protection phytosanitaire et à l'utilisation des pesticides et à la qualité des produits,
- la participation à l'élaboration des plans de production et d'approvisionnement en produits phytosanitaires ;

b) il entreprend les études et travaux de recherche appliquée et d'expérimentation portant sur la protection phytosanitaire, notamment :

- l'étude des déprédateurs de cultures ainsi que les états physiologiques et climatiques nuisibles à l'agriculture,
- l'étude et la mise en œuvre des méthodes d'éradication ou de protection utiles, y compris celles utilisant les variétés résistantes ainsi que les méthodes culturales et biologiques,
- l'expérimentation des substances parasitocides en vue de leur adaptation aux conditions des diverses régions écologiques,
- la technologie des traitements ;

c) il propose les mesures de police phytosanitaires en vue de leur application aux frontières et sur le territoire et ce, dans le but de prévenir l'introduction, l'installation et la propagation des ennemis des cultures :

- il organise, dirige et contrôle techniquement la lutte à engager contre les parasites migrants,
- il assure le contrôle technique sur la conservation, le conditionnement et la distribution des produits phytosanitaires ;

d) il fournit son assistance aux producteurs en organisant des campagnes de vulgarisation, des stages de perfectionnement et de recyclage et en participant à la formation professionnelle, ainsi que par l'organisation des campagnes phytosanitaires.

L'institut veille à la réalisation et à l'application des tâches définies au présent article.

Art. 5. — L'institut assure l'homologation des produits phytosanitaires à usage agricole en vue de leurs introduction et utilisation sur le territoire national.

A ce titre, il délivre des visas techniques et des autorisations provisoires de vente.

Art. 6. — Dans le cadre des attributions qui lui sont conférées, en vertu des dispositions de l'article 4 ci-dessus, l'institut collabore avec les organismes et instituts intéressés par son activité.

A ce titre, il concourt aux travaux de recherche, l'enseignement et la formation professionnelle dans lesdits établissements.

Art. 7. — L'institut réalise les opérations commerciales connexes à ses activités principales.

Art. 8. — L'institut a qualité après accord de l'autorité de tutelle et dans le cadre de la réglementation en vigueur :

- de conclure toute convention ou accord avec les organismes étrangers ou nationaux relatifs à son programme d'activité,
- de participer, tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques et séminaires se rapportant à son objet,
- de proposer l'octroi de bourses de recherche et charger des missions temporaires à but scientifique, à l'effet d'effectuer des études, enquêtes et recherches ayant trait à ses activités.

## TITRE II

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT

Art. 9. — L'institut est administré par un conseil d'orientation et placé sous l'autorité d'un directeur général.

#### Chapitre I

##### Le conseil d'orientation

Art. 10. — Le conseil d'orientation est composé de 23 membres :

- le directeur de la protection végétale, président,
- le directeur des études et de la planification,
- le directeur de l'administration générale,
- le directeur de l'éducation agricole,
- le directeur général de l'institut national de la recherche agronomique en Algérie,
- le directeur de l'institut national agronomique,
- un représentant de chaque institut de développement spécialisé,
- le directeur du budget et du contrôle du ministère des finances,
- le directeur des industries chimiques du ministère de l'industrie et de l'énergie,
- le directeur des programmes au secrétariat d'Etat au plan,
- 2 représentants du personnel de l'institut national de la protection des végétaux,
- 9 représentants des producteurs des secteurs coopératif, autogéré et privé,

Les représentants des producteurs sont mandatés par les organisations existantes.

Le directeur général et le contrôleur financier de l'institut assistent aux réunions du conseil d'orientation à titre consultatif.

Le conseil peut entendre toute personne compétente susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 11. — Le conseil d'orientation tient au moins deux réunions par an, en session ordinaire, sur convocation de son président.

Il peut se réunir, en général, en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit du directeur général de l'institut, soit encore du tiers de ses membres, soit enfin de l'autorité de tutelle.

Le président établit l'ordre du jour des réunions, sur proposition du directeur général de l'institut.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires.

Art. 12. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion aura lieu dans un délai de 8 jours suivant la date de la réunion antérieure projetée.

Dans ce dernier cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Ces délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 13. — Sur rapport du directeur général de l'institut, le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organisation, le fonctionnement général et la règlement intérieur de l'institut,
- le programme de travail annuel et pluriannuel ainsi que les bilans d'activités de l'année écoulée,
- les programmes annuels et pluriannuels des investissements ainsi que des emprunts,
- les conditions générales de passation de conventions, marchés et autres transactions engageant l'institut,
- les états prévisionnels de recettes et dépenses de l'institut,
- les comptes annuels,
- le règlement comptable et financier,
- le statut et les conditions de rémunération du personnel,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les 15 jours suivant leur adoption.

#### Chapitre II

##### Direction de l'institut

Art. 14. — Le directeur général de l'institut agit dans le cadre des directives d'ordre général de l'autorité de tutelle. Il est responsable du fonctionnement général de l'institut dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

Il représente l'institut dans tous les actes de la vie civile. Il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du comité d'orientation. Il les présente pour approbation de l'autorité de tutelle.

Il est ordonnateur du budget général de l'institut dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. A ce titre :

- le directeur général établit le budget, engage et ordonnance les dépenses de l'institut,
- il passe tous les marchés, accords et conventions,
- il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans les limites de ses attributions,
- il met en œuvre les résultats des délibérations du comité d'orientation, approuvées par l'autorité de tutelle,
- il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Art. 15. — Le directeur général est nommé par décret, sur proposition du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Il est assisté d'un secrétaire général et de chefs de départements.

Le secrétaire général et les chefs de départements sont nommés par arrêté du ministre, sur proposition du directeur général de l'institut.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.



## TITRE III

## TUTELLE ET CONTROLE DE L'INSTITUT

Art. 16. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire dispose, à l'égard de l'institut, de tous pouvoirs d'orientation et de contrôle.

A ce titre, le ministre approuve et rend exécutoires les délibérations du comité d'orientation.

L'approbation des résultats des délibérations du comité est réputée acquise à l'expiration du délai de quinze jours, à compter de leur transmission, sauf si l'autorité de tutelle fait opposition.

Art. 17. — Pour la réalisation de son objet, l'institut dispose :

- de services centraux organisés en départements,
- de services décentralisés organisés en stations régionales de la protection des végétaux, au niveau de la région et en inspections de wilayas au niveau de la direction de l'agriculture et de la réforme agraire de wilaya,
- de stations d'avertissement agricole,
- de stations de désinsectisation aux ports et aux frontières.

## TITRE IV

## ORGANISATION FINANCIERE

Art. 18. — La comptabilité de l'institut est tenue en la forme administrative, conformément au plan comptable général.

La tenue des écritures et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé par arrêté du ministre des finances.

Art. 19. — L'institut est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Un contrôleur financier désigné par le ministre des finances, est placé auprès de l'institut.

Art. 20. — Les ressources de l'institut comprennent notamment :

- les revenus des biens et fonds,
- les redevances ou rétributions versées à l'occasion de travaux ou d'études effectués par l'institut au profit d'un particulier ou d'une collectivité,
- les recettes ordinaires d'exploitation constituées par les sommes provenant de la vente de récoltes et produits agricoles liés à ces activités,
- le produit de la vente des livres, cartes et ouvrages publiés par l'institut,
- des subventions de l'Etat, des collectivités ou organismes publics,
- des dons et legs.

Art. 21. — Le budget de l'institut est présenté par chapitre et article.

Le budget de l'institut est préparé par le directeur général ; il est transmis, pour approbation, au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire puis au ministre des finances, 45 jours au moins avant le début de l'exercice qu'il concerne.

L'approbation du budget est réputée acquise à l'expiration du délai de quarante-cinq (45) jours à compter de sa transmission, sauf si l'un des ministres fait opposition. Dans ce cas, le directeur général de l'institut transmet, dans un délai de trente (30) jours à compter de la signification de la réserve, un nouveau projet aux fins d'approbation.

Art. 22. — Le compte de gestion accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur général de l'institut au conseil d'orientation à sa première séance ordinaire de l'année. Ce compte est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

## DISPOSITIONS GENERALES

Art. 23. — Les stations de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie (I.N.R.A.A.) ayant pour objet l'étude des produits phytosanitaires, sont transférées à l'institut national de la protection des végétaux.

Un arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire déterminera les modalités de ce transfert.

Art. 24. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 février 1975.

Houari BOUMEDIENE

Ordonnance n° 75-16 du 27 février 1975 portant création de l'office national du matériel hydraulique (ONAMHYD).

## AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'hydraulique,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance 69-107 du 31 décembre 1969 portant loi de finances pour 1970 et notamment son article 39 ;

Vu la charte de l'organisation socialiste des entreprises ;

Vu l'ordonnance n° 71-74 du 16 novembre 1971 relative à la gestion socialiste des entreprises et les textes subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 75-4 du 9 janvier 1975 relative au transfert de siège des établissements et entreprises publics ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 70-173 du 16 novembre 1970 relatif aux obligations et à la mission des commissaires aux comptes des entreprises publiques ou semi-publiques nationales ;

Vu le décret n° 70-184 du 24 novembre 1970 portant attributions du secrétaire d'Etat à l'hydraulique ;

Ordonne :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

## Chapitre I

## Dénomination - Personnalité - Siège

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'« office national du matériel hydraulique », par abréviation « ONAMHYD » et ci-après désigné « l'office », un établissement à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Le siège de l'office est fixé à Alger. Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national, par décret pris sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'hydraulique.

Art. 2. — L'office est placé sous la tutelle du secrétariat d'Etat à l'hydraulique.

## Chapitre II

## Objet

Art. 3. — L'office est chargé de l'acquisition, y compris par l'importation, de la commercialisation et de la location du matériel à usage hydraulique.

Il peut procéder à la fabrication de matériel hydraulique et exploiter toute unité créée ou acquise par lui ou dont la gestion lui est confiée par l'Etat.

## DECRETS

### Décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu l'ordonnance n° 75-11 du 27 février 1975 portant création de l'institut national de la protection des végétaux ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et la promotion de la santé publique modifié et complété ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de la protection du consommateur ;

Vu la loi n° 89-23 du 10 décembre 1989 relative à la normalisation ;

Vu le décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993 ;

Vu le décret n° 67-177 du 31 août 1967 portant création d'un comité interministériel de lutte anti-acridienne ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Conformément aux dispositions constitutionnelles, la création, l'organisation et le fonctionnement des établissements publics ne relèvent plus du domaine législatif mais ressortissent du pouvoir réglementaire ;

#### Décète :

Article 1er. — Les statuts de l'institut national de la protection des végétaux, objet de l'ordonnance n° 75-11 du 27 février 1975 susvisé, sont réaménagés conformément aux dispositions du présent décret.

#### Chapitre I

#### Nature juridique — Objet — Siège

Art. 2. — L'institut national de la protection des végétaux, ci-après dénommé l'institut, est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture.

Son siège est fixé à Alger.

Art. 3. — En application de l'article 2 de la loi n° 87-17 du 1er août 1987 susvisée, l'institut est désigné autorité phytosanitaire.

Art. 4. — L'institut est chargé de :

— élaborer et proposer des programmes liés à la politique phytosanitaire ;

— proposer au ministre de tutelle les dispositions réglementaires régissant la protection des végétaux ;

— veiller à l'application des lois et règlements phytosanitaires à l'intérieur et aux frontières du territoire national ;

— homologuer, en liaison avec les structures concernées du ministère de la santé publique, les produits phytosanitaires à usage agricole en vue de leur introduction et leur utilisation sur le territoire national. A ce titre, il délivre les visas techniques prévus par la réglementation en vigueur ;

— organiser, animer, coordonner et évaluer les activités des corps spécialisés et des personnels dont les missions concourent à l'exercice de l'autorité phytosanitaire nationale quelque soit leur lieu d'activité ;

— organiser, coordonner et évaluer les activités de lutte obligatoire contre les ennemis des cultures ;

— concevoir et veiller à la mise en place et au fonctionnement du dispositif de surveillance et d'évaluation de l'état phytosanitaire des végétaux, produits végétaux et matériel végétal ;

— organiser et conduire en période de rémission les opérations de surveillance et de lutte contre le criquet pèlerin en zones sahariennes ;

— élaborer et coordonner en période d'invasion la mise en œuvre des programmes de lutte notamment contre le criquet pèlerin et le criquet marocain et participer à leur exécution ;

— concevoir, coordonner et évaluer les opérations de lutte contre les fléaux à caractère régional ou national notamment les rongeurs, les moineaux, la punaise des céréales, et tout autre ravageur dont la pullulation est telle qu'il s'érige en fléau ;

— établir des programmes de développement et de recherche dans le domaine de la protection des cultures ;

— élaborer et diffuser des bulletins d'avertissements agricoles ;

— participer à l'élaboration des programmes de vulgarisation dans le domaine phytosanitaire et contribuer à leur réalisation ;

— apporter son soutien scientifique et technique en matière de défense des cultures aux structures et établissements de formation du secteur agricole par la valorisation des résultats de la recherche et le diagnostic spécialisé ;

— réaliser des activités de diagnostic, d'expertises, d'études spécifiques et de réalisation des traitements liées à ses missions ;

Art. 5. — L'institut gère le fonds pour la promotion de la protection des végétaux institué par la loi n° 87-17 du 1er août 1987 susvisée et défini par le décret législatif n°93-01 du 19 janvier 1993 susvisé.

Art. 6. — Pour remplir sa mission et atteindre ses objectifs, l'institut est habilité dans le cadre de la réglementation en vigueur à :

— conclure tout contrat, accord ou convention avec les organismes nationaux et/ou étrangers dans son domaine d'activité ;

— participer tant en Algérie qu'à l'étranger aux colloques et séminaires ;

— réaliser toute opération mobilière et immobilière inhérente à son objet.

## Chapitre II

### Organisation — Fonctionnement

Art. 7. — L'institut est géré par un directeur général et administré par un conseil d'orientation. Il est doté d'un conseil scientifique.

Art. 8. — Le directeur général de l'institut est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre de tutelle.

Art. 9. — Le directeur général est responsable du fonctionnement général de l'institut dont il assure la gestion dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

— il agit au nom de l'institut et le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile ;

— il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'institut et nomme à tous les emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu ;

— il est l'ordonnateur du budget général de l'institut dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur ;

— il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de l'institut ;

— il passe tous les marchés, accords et conventions en rapport avec le programme d'activité de l'institut ;

— il établit le rapport annuel d'activité qu'il adresse à l'autorité de tutelle après approbation du conseil d'orientation ;

— il prépare les réunions du conseil d'orientation et suit l'exécution de ses décisions approuvées par l'autorité de tutelle.

Art. 10. — Le directeur général est assisté dans ses fonctions par un directeur général-adjoint nommé par arrêté du ministre de tutelle sur proposition du directeur général de l'institut.

Art. 11. — Le conseil d'orientation est présidé par le représentant du ministre de l'agriculture.

Il comprend :

— le représentant du ministre chargé des finances ;

— le représentant du ministre chargé de la santé publique ;

— le représentant du ministre chargé de la recherche.

Le directeur général et l'agent comptable assistent aux réunions du conseil d'orientation à titre consultatif.

Le secrétariat du conseil d'orientation est assuré par le directeur général de l'institut.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour les questions à débattre ou susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 12. — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le conseil d'orientation délibère notamment sur :

— les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que sur les bilans d'activités ;

— les programmes d'investissements ;

— les conditions générales de passation des accords et conventions ;

— les projets de budget et les comptes annuels de l'institut ;

— l'aliénation de biens mobiliers et immobiliers ;

— les projets d'acquisition et de location d'immeubles ;

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs ;

— les montants des redevances et rétributions à percevoir à l'occasion d'études, de travaux et autres prestations effectuées par l'institut ;

— le règlement intérieur de l'institut.

Le conseil d'orientation étudie et propose toutes mesures propres à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'institut en vue de la réalisation de ses missions.

Art. 13. — Les fonctions de membre du conseil d'orientation sont gratuites. Les frais de déplacement et de séjour supportés par ses membres à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions leur sont remboursés par l'institut conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 14. — Les membres du conseil d'orientation sont au moins de rang de sous-directeur d'administration centrale et sont nommés pour une durée de trois (03) ans renouvelable, par arrêté du ministre de l'agriculture sur proposition de l'autorité dont ils relèvent.

Les mandats des membres désignés en raison de leur fonction cessent avec celle-ci.

En cas d'interruption du mandat d'un membre, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes.

Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à expiration du mandat.

Art. 15. — Le conseil d'orientation se réunit sur convocation de son président en session ordinaire deux (02) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit de son président, soit du directeur général de l'institut.

L'ordre du jour est établi par le président sur proposition du directeur général de l'institut.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour sont adressées aux membres du conseil d'orientation quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (08) jours.

Art. 16. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu à l'issue d'un délai de huit (08) jours. Le conseil d'orientation délibère alors valablement quelque soit le nombre des membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 17. — Les délibérations du conseil d'orientation sont consignées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Elle sont adressées dans les quinze (15) jours au ministre de l'agriculture pour approbation et sont exécutoires un mois après leur transmission.

Le secrétariat du conseil d'orientation est assuré par le directeur général de l'institut.

Art. 18. — Le conseil scientifique présidé par le directeur général est composé des membres suivants :

— le directeur de la production végétale du ministère de l'agriculture ou son représentant ;

— le représentant du ministre chargé de la recherche ;

— le directeur général de l'institut national de la recherche agronomique (INRA) ou son représentant

— le directeur général de l'institut national agronomique (INA) ou son représentant ;

— un représentant élu du personnel chercheur de l'institut ;

— les directeurs régionaux de la protection des végétaux ;

— les directeurs du laboratoire central et des laboratoires régionaux.

Art. 19. — Le conseil scientifique est chargé de statuer sur les activités scientifiques et techniques de l'institut.

A ce titre, il donne son avis motivé sur :

— les programmes d'activités scientifiques de l'institut et procède à leur évaluation périodique ;

— l'organisation des travaux de recherche et sur les moyens à mettre en œuvre. Il formule toutes propositions de nature à faciliter la réalisation des programmes arrêtés ;

— les besoins de l'institut en matière de formation post universitaire liée à son activité.

Art. 20. — Le conseil scientifique se réunit à la demande de son président.

Art. 21. — Les conclusions des travaux de chaque session du conseil scientifique sont consignées dans un procès verbal.

Le conseil établit en outre un rapport annuel d'évaluation des activités techniques et scientifiques de l'institut adressé à l'autorité de tutelle.

Art. 22. — Le secrétariat du conseil scientifique est assuré par l'institut.

Art. 23. — Pour la réalisation de ses missions l'institut est organisé en directions et en services déconcentrés. Il dispose d'un laboratoire central et de laboratoires régionaux.

Art. 24. — L'organisation interne de l'institut est fixé par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

### Chapitre III

#### Organisation financière

Art. 25. — Le budget de l'institut, préparé par le directeur général, est présenté au conseil d'orientation qui en délibère. Il est ensuite soumis à l'approbation conjointe du ministre de l'agriculture et du ministre des finances dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur en la matière.

Art. 26. — Le budget de l'institut comporte un titre de recettes et un titre de dépenses.

#### Les recettes comprennent :

- les subventions de fonctionnement et d'équipement allouées conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- les dons et legs octroyés et acceptés conformément à la réglementation en vigueur ;
- les ressources diverses liées à l'activité de l'institut ;
- le produit de ses prestations.

#### Les dépenses comprennent :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à l'activité de l'institut.

Art. 27. — La comptabilité de l'institut est tenue en la forme administrative selon les règles de la comptabilité publique.

La tenue des écritures et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre de l'économie.

Art. 28. — Le compte de gestion est établi par l'agent comptable qui certifie que les montants des titres à recouvrer et des mandats émis sont conformes à ses écritures.

Il est soumis avec le compte administratif par le directeur général de l'institut au ministre de l'agriculture et au ministre chargé de l'économie, accompagné d'un rapport sur la gestion financière de l'établissement.

Art. 29. — Le compte administratif, établi par l'ordonnateur est transmis, pour approbation, au ministre de l'agriculture.

Art. 30. — Un contrôleur financier est désigné par le ministre chargé de l'économie auprès de l'institut.

Art. 31. — L'ordonnance n° 75-11 du 27 février 1975 portant création de l'institut national de la protection des végétaux est abrogée.

Art. 32. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 juin 1993.

Bélaïd ABDESSELAM.



#### **Décret exécutif n° 93-140 du 14 juin 1993 portant création, organisation et fonctionnement du laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la population,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé, modifiée et complétée ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 91-311 du 7 septembre 1991 relatif à la nomination et à l'agrément des comptables publics ;

Vu le décret exécutif n° 92-05 du 4 janvier 1992 fixant les modalités d'affectation des revenus provenant des travaux et prestations effectuées par les établissements publics en sus de leur mission principale ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 92-276 du 6 juillet 1992 portant code de déontologie médicale ;

Vu le décret exécutif n° 92-284 du 6 juillet 1992 relatif à l'enregistrement des produits pharmaceutiques à usage de la médecine humaine ;

Les dispositions des articles 4 et 5 seront mises en œuvre par arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle, des finances et des collectivités locales ainsi que de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 6. — Sont transférés à la direction de la formation professionnelle de wilaya, les personnels, biens, droits et obligations liés aux activités de la formation professionnelle, exercés dans le cadre de l'emploi et de la formation professionnelle mentionné dans le décret exécutif n° 90-244 du 4 août 1990, susvisé, suivant les procédures fixées par la réglementation en vigueur.

Ce transfert donne lieu à l'établissement d'un inventaire conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 7. — Sont abrogées les dispositions contraires du décret exécutif n° 90-244 du 4 août 1990, susvisé.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Jomada El Oula 1421 correspondant au 14 août 2000.

Ahmed BENBITOUR.



**Décret exécutif n° 2000-234 du 14 Jomada El Oula 1421 correspondant au 14 août 2000 modifiant et complétant le décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'Institut national de la protection des végétaux.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'Institut national de la protection des végétaux;

## Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

"Art. 4. — L'institut est chargé :

— de développer les techniques de lutte dans le domaine de la protection des végétaux;

— de contribuer à la mise en œuvre du dispositif d'alerte préventive par la diffusion des bulletins d'avertissements agricoles;

— d'élaborer, de coordonner et de participer, en période d'invasion, à la mise en œuvre des programmes de la lutte contre le criquet pèlerin;

— de conduire les opérations de lutte contre les fléaux agricoles à caractère régional et national;

— de contribuer à la réalisation des programmes nationaux d'évaluation biologique des pesticides pour homologation;

— de réaliser les opérations de diagnostic et d'expertise pour le compte de l'autorité phytosanitaire nationale, des stations régionales de la protection des végétaux et à des tiers lorsqu'ils en font la demande;

— de réaliser des enquêtes et des études bio-écologiques sur les ennemis des cultures qui ont une incidence sur la productivité".

Art. 3. — Les dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé sont complétées et rédigées comme suit :

"Art. 11. — .....

— le représentant du ministre chargé de l'environnement;

— le représentant du ministre chargé des collectivités locales;

— le représentant du ministre chargé de la normalisation;

— le représentant du ministre chargé des ressources en eau.

..... ( Le reste sans changement) .....".

Art. 4. — Les dispositions de l'article 18 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

"Art. 18. — Le conseil scientifique, présidé par le directeur général, est composé des membres suivants :

— le directeur de la protection des végétaux et des contrôles techniques du ministère chargé de l'agriculture ou son représentant;

— le représentant du ministre chargé de la recherche scientifique;

— le directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA) ou son représentant;

— le directeur général de l'Institut national de la recherche forestière (INRF) ou son représentant;

— le directeur général de l'Institut national agronomique (INA) ou son représentant;

— un représentant élu du personnel chercheur de l'institut;

— les directeurs des stations régionales de la protection des végétaux".

Art. 5. — Les dispositions de l'article 23 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

"Art. 23. — Pour la réalisation de ses missions, l'institut est organisé en directions et stations régionales de la protection des végétaux. Il dispose d'un laboratoire central et de laboratoires régionaux".

Art. 6. — Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 28 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 28. — .....

Le compte administratif et le compte de gestion sont soumis par le directeur général de l'institut au ministre de l'agriculture et au ministre chargé des finances, accompagnés d'un rapport sur la gestion financière de l'établissement".

Art. 7. — Les dispositions des articles 3, 5 et 10 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, susvisé, sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Joumada El Oula 1421 correspondant au 14 août 2000.

Ahmed BENBITOUR.

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DES FINANCES

**Arrêté interministériel du 9 Rabie Ethani 1421 correspondant au 11 juillet 2000 fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 67 de la loi de finances pour 1989 relative à l'exonération des droits et taxes des véhicules automobiles de tourisme neufs, spécialement aménagés et destinés aux personnes atteintes, à titre civil, d'une paraplégie ou ayant subi l'amputation des membres inférieurs ou titulaires du permis de conduire catégorie "F" quel que soit le ou les membres handicapés.**

Le ministre des finances,

Le ministre du commerce,

Le ministre de la santé et de la population,

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 88-33 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour 1989, notamment son article 67 ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 65 instituant la taxe sur la valeur ajoutée ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 février 1981 fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 59 de la loi n° 78-13 du 31 décembre 1978 portant loi de finances pour 1979 relative à l'exonération des droits et taxes des véhicules automobiles de tourisme neufs, spécialement aménagés et destinés aux personnes atteintes, à titre civil, d'une paraplégie ou ayant subi l'amputation des deux membres inférieurs ;

#### Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'application des dispositions de l'article 67 de la loi de finances pour 1989 relative à l'exonération des droits et taxes de l'acquisition par les personnes handicapées de véhicules automobiles spécialement aménagés.

Art. 2. — Les personnes atteintes, à titre civil, d'une paraplégie ou ayant subi l'amputation des membres inférieurs ainsi que les personnes handicapées moteurs titulaires du permis de conduire catégorie F, quel que soit le ou les membres handicapés, peuvent acquérir tous les

**Décret exécutif n° 12-104 du 12 Rabie Ethani 1433 correspondant au 5 mars 2012 modifiant et complétant le décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, modifié et complété, portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux ;

Après approbation du Président de la République ;

**Décrète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, modifié et complété, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — L'institut est chargé :

— de réaliser les opérations de diagnostic et d'expertise pour le compte de l'autorité phytosanitaire nationale ou de tiers ;

— de coordonner et conduire les opérations de lutte contre les fléaux agricoles à caractère national et régional ;

— d'élaborer et de coordonner, en période d'invasion, les programmes de lutte contre le criquet ;

— d'organiser et de conduire, en période de rémission, les opérations de surveillance et de lutte contre le criquet ;

— de mettre en place le dispositif d'alerte préventive sur les cultures ;

— d'élaborer et de diffuser les bulletins d'avertissements agricoles ;

— de participer à l'élaboration des programmes de vulgarisation dans le domaine phytosanitaire et de contribuer à leur réalisation ;

— de développer les techniques de lutte dans le domaine de la protection des végétaux ;

— de réaliser des enquêtes et des études bio-écologiques sur les ennemis des cultures qui ont une incidence sur la productivité ;

— de contribuer à la réalisation des programmes nationaux d'évaluation biologique des pesticides pour homologation ;

— de contribuer aux programmes nationaux de recherche sur les ravageurs et les maladies des cultures et de développer les méthodes de lutte appropriées dans le domaine de la protection des végétaux ».

Art. 3. — Les dispositions du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, modifié et complété susvisé, sont complétées par un *article 9 bis* rédigé comme suit :

« Art. 9. *bis*. — Le directeur général est assisté par un directeur général adjoint nommé par arrêté du ministre de tutelle qui est chargé :

— de coordonner les services techniques de l'institut,

— de suivre les programmes et actions menés par l'institut pour le règlement des problèmes phytosanitaires,

— d'assurer toute action ou mission qui lui est confiée par le directeur général ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 18 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, modifié et complété susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 18. — Le conseil scientifique, présidé par le directeur de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie, est composé des membres suivants :

— le directeur de la protection des végétaux et des contrôles techniques du ministère chargé de l'agriculture ou son représentant ;

— le représentant du ministre chargé de la recherche scientifique ou son représentant ;

— le directeur de l'institut national de la recherche forestière (INRF) ou son représentant ;

— le directeur de l'école nationale supérieure de l'agronomie (ENSA) ou son représentant ;

— un représentant, désigné par le directeur général, parmi le personnel technique spécifique de l'institut ;

— les directeurs des stations régionales de la protection des végétaux ».

Art. 5. — Les dispositions de l'article 23 du décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, modifié et complété, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 23. — ..... (sans changement jusqu'à)

Les stations régionales de la protection des végétaux et les laboratoires régionaux peuvent être créés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

..... (le reste sans changement) ..... ».

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 12 Rabie Ethani 1433 correspondant au 5 mars 2012.

Ahmed OUYAHIA.



Art. 2. — L'organisation administrative des annexes du centre culturel islamique, y compris les annexes créées dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 72-07 du 21 mars 1972 portant création et organisation administrative et financière du centre culturel islamique, implantées dans les wilayas de : Adrar - Chlef - Laghouat - Batna - Béjaïa - Biskra - Blida - Bouira - Tamanrasset (Aïn Salah) - Tébessa - Tlemcen - Tiaret - Tizi Ouzou - Sétif - Saïda - Skikda - Sidi Bel Abbes - Annaba - Constantine - Oran - Souk Ahras - Mila - Aïn Defla - Naâma - Aïn Témouchent - Relizane; est fixée comme suit :

1 — Le bureau des études, des recherches et de la documentation.

2 — Le bureau des activités culturelles et de l'organisation des séminaires.

3 — Le bureau des personnels et des moyens.

Art. 3. — Il est créé une annexe du centre culturel islamique à la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Safar 1423 correspondant au 13 mai 2002.

Le ministre des affaires religieuses et wakfs	P. le ministre des finances, <i>Le ministre délégué auprès du ministre des finances, chargé du budget,</i>
Bouabdellah GHLAMALLAH	Mohamed TERBECHÉ
P. le Chef du Gouvernement et par délégation	
<i>Le directeur général de la fonction publique,</i>	
Djamel KHARCHI	



**Arrêté du 15 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 28 mai 2002 portant nomination des membres du Conseil d'administration du centre culturel islamique.**

Par arrêté du 15 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 28 mai 2002 sont désignés membres du Conseil d'administration du centre culturel islamique, conformément à l'article 8 du décret exécutif n° 01-316 du 28 Rajab 1422 correspondant au 16 octobre 2001 portant création du centre culturel islamique et fixant son statut, les personnes dont les noms suivent :

— Akli Zanoun, représentant du ministère des affaires religieuses et wakfs, président ;

— Guissoum Sebti, représentant du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, membre ;

— Ainel Abdelbasset, représentant du ministère de la communication et de la culture, membre ;

— Allal Henni, représentant du ministère des finances, membre ;

— Zhour Djaâffer, représentant du ministère des moudjahidine, membre ;

— Boudour Omar, représentant du ministère de la jeunesse et des sports, membre ;

— Chaâbane Djebri, représentant des travailleurs du centre, membre.



**Arrêté du 15 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 28 mai 2002 portant nomination des membres du Conseil d'orientation du centre culturel islamique.**

Par arrêté du 15 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 28 mai 2002, sont désignés membres du Conseil d'orientation du centre culturel islamique, conformément à l'article 26 du décret exécutif n° 01-316 du 28 Rajab 1422 correspondant au 16 octobre 2001 portant création du centre culturel islamique et fixant son statut, les personnes dont les noms suivent :

— Mohamed Farreh, représentant du haut conseil islamique ;

— Ammar Messâdi, représentant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

— Abdelkrim Derghal, représentant du ministère de l'éducation nationale ;

— Omar Benaïcha, représentant du ministère de la communication et de la culture ;

— Aïssa Fassi, représentant du ministère de la santé et de la population ;

— Hussein Abdous, représentant de l'établissement des éditions islamiques "El Asr" ;

— Athmane Badjadi, représentant du conseil scientifique de la fondation de la mosquée de la wilaya d'Alger ;

— Djelloul Bouzidi, imam, ayant le plus haut grade du Jamâa El Kebir d'Alger.

#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

**Arrêté interministériel du 5 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 17 février 2002 portant placement en position d'activité auprès de l'institut national de la protection des végétaux de certains corps spécifiques à l'administration chargée des transmissions nationales.**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'agriculture,

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique et l'ensemble des textes pris pour son application ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 90-203 du 30 juin 1990 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques de l'administration chargée des transmissions nationales, notamment son article 3 ;

Vu le décret exécutif n° 93-139 du 14 juin 1993, modifié et complété, portant réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret exécutif n° 90-203 du 30 juin 1990 susvisé, sont placés en position d'activité auprès de l'institut national de la protection des végétaux, les personnels appartenant aux corps et grades figurant au tableau ci-après :

CORPS	GRADES
Ingénieur	Ingénieur d'Etat Ingénieur d'application
Contrôleur	Contrôleur
Agent technique	Agent opérateur

Art. 2. — Le recrutement et la gestion des carrières des personnels appartenant aux corps et grades cités à l'article 1er ci-dessus sont assurés par l'institut national de la protection des végétaux selon les dispositions statutaires fixées par le décret exécutif n° 90-203 du 30 juin 1990, susvisé.

Toutefois, lorsque ces personnels ont été formés pour les besoins de la direction générale des transmissions nationales dans ses établissements de formation spécialisés, leur recrutement sera subordonné à l'accord préalable des services de l'administration chargée des transmissions nationales.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 17 février 2002.

Le ministre de l'agriculture      P. le ministre d'Etat,  
Saïd BARKAT      ministre de l'intérieur et des  
collectivités locales  
Le secrétaire général  
Moulay Mohamed GUENDIL

P. le Chef du Gouvernement  
et par délégation  
Le directeur général de la fonction publique,  
Djamel KHARCHI

**MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE  
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

**Arrêté interministériel du 14 Safar 1423  
correspondant au 27 avril 2002 fixant le nombre  
de postes supérieurs de l'administration centrale  
du ministère de l'action sociale et de la solidarité  
nationale.**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale,

Le ministre des finances,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 01-317 du 28 Rajab 1422 correspondant au 16 octobre 2001 fixant les attributions du ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale ;

Vu le décret exécutif n° 01-318 du 28 Rajab 1422 correspondant au 16 octobre 2001 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions du décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989 susvisé, le présent arrêté fixe le nombre des postes supérieurs de l'administration centrale du ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale comme suit :

## LOIS ET ORDONNANCES

**Ordonnance n° 76-90 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut national de la santé animale.**

AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres.

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu la charte de la révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 66-78 du 11 avril 1966 portant création de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie, modifiée par l'ordonnance n° 70-66 du 14 octobre 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 75-4 du 9 janvier 1975 relative au transfert de siège des établissements et entreprises publics ;

**Ordonne :**

### TITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

##### Chapitre 1<sup>er</sup>

##### Dénomination - Personnalité - Siège

**Article 1<sup>er</sup>.** — Il est créé sous la dénomination d'« institut national de la santé animale » ci-après désigné « l'institut », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

**Art. 2.** — L'institut national de la santé animale est placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.

**Art. 3.** — Le siège de l'institut est fixé à Alger ; il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national.

##### Chapitre 2

##### OBJETS, BUTS ET MOYENS

**Art. 4.** — L'institut participe à l'élaboration de la politique nationale en matière de santé animale et il est chargé de son exécution.

A cet effet, il contribue à l'élaboration de la politique nationale pour la santé animale, assure sa mise en application, fournit l'assistance technique aux éleveurs des secteurs coopératif, auto-géré et privé et entreprend tous travaux de recherche appliquée et ce, tels que définis ci-dessous :

a) l'institut contribue à l'élaboration de la politique nationale en matière de santé animale par :

- l'élaboration et l'exécution de programmes prophylactiques de santé animale,
- la participation à l'élaboration, et l'exécution des mesures réglementaires et techniques liées à la santé du cheptel national et à la qualité des produits d'origine animale,
- l'institut est chargé du contrôle qualitatif et hygiénique des produits d'origine animale et de ceux nécessaires à leur élaboration ; il assure à ce titre :
  - \* le contrôle et la vulgarisation des matières et des produits pharmaceutiques vétérinaires,
  - \* le contrôle qualitatif et sanitaire des aliments du bétail,
  - \* le contrôle, en relation avec les services chargés de la répression des fraudes, des produits d'origine animale destinés à la commercialisation et à la consommation, et notamment des viandes et abats ainsi que des laits et produits laitiers,

L'institut assure sur l'ensemble du territoire national :

- \* la mise en place et la gestion de l'infrastructure et des équipements sanitaires,
- \* le diagnostic de laboratoire,
- \* la production de vaccins et sérums,
- \* les soins et l'assistance sanitaire aux cheptels des éleveurs des secteurs coopératif, auto-géré et privé.

b) l'institut entreprend les études et travaux de recherche appliquée et d'expérimentation portant sur les problèmes de santé animale ; il crée un centre de documentation.

c) il fournit son assistance technique aux éleveurs et producteurs en organisant des campagnes de vulgarisation, des stages de perfectionnement et de recyclage et en participant à la formation professionnelle,

d) il participe à l'élaboration des programmes d'enseignement et de formation des écoles et instituts,

• L'institut veille à la réalisation et à l'application des tâches définies au présent article.

**Art. 5.** — Dans le cadre des attributions qui lui sont conférées en vertu des dispositions de l'article 4 ci-dessus, l'institut collabore avec les organismes et instituts intéressés.

A ce titre, il concourt aux travaux de recherche, à l'enseignement et à la formation professionnelle.

**Art. 6.** — L'institut réalise les opérations commerciales connexes à ses activités principales.

**Art. 7.** — L'institut a qualité, après accord de l'autorité de tutelle et dans le cadre de la réglementation en vigueur :

- de conclure toute convention ou accord avec les organismes étrangers ou nationaux relatifs à son programme d'activité,
- de proposer l'octroi de bourses de recherche et de charger des missions temporaires à but scientifique, d'effectuer des études ou enquêtes et recherches ayant trait à ses activités,
- de participer tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques et séminaires se rapportant à son objet.

### TITRE II

#### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT

**Art. 8.** — L'institut est administré par un conseil d'orientation et placé sous l'autorité d'un directeur général.

##### Chapitre 1<sup>er</sup>

##### Le conseil d'orientation

**Art. 9.** — Le conseil d'orientation est composé des 28 membres suivants :

- le directeur de la production animale, président,
- le directeur des études et de la planification,
- le directeur de l'administration générale,
- le directeur de l'éducation agricole,
- le directeur général de l'institut national de la recherche agronomique,
- le directeur général de l'institut de développement de l'élevage bovin,
- le directeur général de l'institut de développement de l'élevage ovin,
- le directeur général de l'institut de développement de l'élevage équin,
- le directeur général de l'institut de développement des petits élevages,
- le directeur général de l'office national du lait,
- le directeur général de l'office national des aliments du bétail,
- le directeur général de la pharmacie centrale algérienne,
- le directeur de l'école nationale vétérinaire,

- le directeur général de l'institut Pasteur d'Algérie,
- le directeur du budget et du contrôle au ministère des finances,
- le directeur des programmes au secrétariat d'Etat au plan,
- le directeur des industries alimentaires du ministère de l'industrie et de l'énergie,
- 2 représentants du personnel de l'institut,
- 9 représentants des producteurs des secteurs coopératif, autogéré et privé.

Les représentants des producteurs sont mandatés par les organismes existants.

Le directeur général et le contrôleur financier de l'institut assistent aux réunions du conseil d'orientation à titre consultatif.

Le conseil peut entendre toute personne compétente susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 10. — Le conseil d'orientation tient au moins deux réunions par an en session ordinaire sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit du président, soit du directeur général de l'institut, soit du tiers de ses membres, soit de l'autorité de tutelle.

Le président établit l'ordre du jour des réunions, sur proposition du directeur général de l'institut.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires.

Art. 11. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres au moins est présente.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit jours suivant la date de la réunion antérieurement projetée.

Dans ce dernier cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 12. — Sur le rapport du directeur général de l'institut, le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur de l'institut,
- le programme de travail annuel et pluriannuel ainsi que les bilans d'activité de l'année écoulée,
- les programmes annuels et pluriannuels des investissements ainsi que les emprunts,
- les conditions générales des passations de conventions, marchés et autres transactions engageant l'institut.
- les états prévisionnels des recettes et des dépenses de l'institut,
- les comptes annuels,
- le règlement comptable et financier,
- le statut et les conditions de rémunération du personnel,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs,

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les 15 jours suivant leur adoption.

## Chapitre 2

### Direction de l'institut

Art. 13. — Le directeur général de l'institut agit dans le cadre des directives d'ordre général de l'autorité de tutelle. Il est responsable du fonctionnement général de l'institut dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

Il représente l'institut dans tous les actes de la vie civile. Il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation. Il les présente, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Il est ordonnateur du budget général de l'institut dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. A ce titre :

- il établit le budget, engage et ordonne les dépenses de l'institut,
- il passe tous les marchés, accords et conventions,
- il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans les limites de ses attributions,
- il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'orientation approuvées par l'autorité de tutelle,
- il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Art. 14. — Le directeur général est nommé par décret sur proposition du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Il est assisté d'un secrétaire général et de chefs de départements.

Le secrétaire général et les chefs de départements sont nommés par arrêté du ministre sur proposition du directeur général de l'institut. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

### TUTELLE ET COMROLE DE L'INSTITUT

Art. 15. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire dispose à l'égard de l'institut, de tout pouvoir d'orientation et de contrôle.

A ce titre, le ministre approuve et rend exécutoires les délibérations du conseil d'orientation.

L'approbation des résultats des délibérations du conseil d'orientation est réputée acquise à l'expiration du délai de 15 jours à compter de leur transmission, sauf si l'autorité de tutelle fait opposition.

Art. 16. — Pour la réalisation de son objet, l'institut dispose :

- de services centraux organisés en départements,
- de services décentralisés au niveau des régions et des directions de l'agriculture et de la réforme agraire des wilayas,
- de centres primaires et de centres secondaires répartis à travers le territoire national,

a) le centre primaire constitue l'instrument d'exécution de l'objet de l'institut. Il ordonne l'action des centres secondaires. Il regroupe des installations, stations, laboratoires, domaines expérimentaux et autres équipements connexes.

b) le centre secondaire assure auprès des producteurs, des tâches d'appui technique dans les domaines de la santé animale ainsi que de la vulgarisation et de l'expérimentation en rapport avec celle-ci.

## TITRE IV

### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 17. — La comptabilité de l'institut est tenue en la forme administrative.

La tenue des écritures et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable.

Art. 18. — L'institut est soumis au contrôle financier de l'Etat. Un contrôleur financier désigné par le ministre des finances est placé auprès de l'institut.

Art. 19. — Les ressources de l'institut comprennent notamment :

- les revenus des biens et fonds,
- les redevances ou rétributions versées à l'occasion de travaux ou études effectuées par l'institut au profit d'un particulier ou d'une collectivité,
- les recettes ordinaires d'exploitations constituées par les sommes provenant de la vente de récoltes et produits agricoles liées à ses activités,

- le produit de la vente des livres, cartes et ouvrages publiés par l'institut,
- des subventions de l'Etat, des collectivités ou organismes publics,
- des dons et legs.

Art. 20. — Le budget de l'institut est présenté par chapitres et articles. Le budget de l'institut est préparé par le directeur général; il est transmis, pour approbation, au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, puis au ministre des finances, 45 jours au moins avant le début de l'exercice.

L'approbation du budget est réputée acquise dès la publication de la loi de finances relative à l'exercice considéré. Toutefois si, avant l'approbation de ce budget l'un des ministres fait opposition, cette approbation est remise en cause; dans ce cas, le directeur général de l'institut transmet dans un délai de trente jours à compter de la signification de la réserve, un nouveau projet aux fins d'approbation.

Art. 21. — Le compte de gestion, accompagné d'un rapport sur la gestion financière de l'établissement est soumis par le directeur général de l'institut au conseil d'orientation à sa première séance ordinaire de l'année. Ce compte est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

### TITRE V

#### DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 22. — Les stations de l'INRAA ayant pour objet principal la santé animale, sont transférées à l'institut national de la santé animale.

Un arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire déterminera les modalités de ce transfert.

Art. 23. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 octobre 1976.

Houari BOUMEDIENE.

Ordonnance n° 76-91 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut de développement des petits élevages.

### AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement;

Vu la charte de la révolution agraire;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire;

Vu l'ordonnance n° 66-78 du 11 avril 1966 portant création de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 70-66 du 14 octobre 1970;

Vu l'ordonnance n° 75-4 du 9 janvier 1975 relative au transfert de siège des établissements et entreprises publics;

Ordonne :

### TITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

##### Chapitre 1<sup>er</sup>

##### Dénomination - Personnalité - Siège

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'« institut de développement des petits élevages » ci-après désigné « l'institut », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut de développement des petits élevages est placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 3. — Le siège de l'institut est fixé à Alger; il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national.

### Chapitre 2

#### Objet, Buts et Moyens

Art. 4. — L'institut est chargé du développement des élevages avicole, cunicole, apicole, piscicole, ostréicole dans le cadre des objectifs généraux de la politique agricole. D'autres activités ayant trait au petit élevage peuvent être confiées à l'institut et ce, par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

L'institut contribue à l'élaboration de la politique nationale concernant les petits élevages, assure la mise en application des programmes de développement, fournit l'assistance technique aux éleveurs des secteurs coopératif, autogéré et privé et entreprend tous travaux de recherche appliquée et ce, tels que définis ci-dessous :

a) l'institut contribue à l'élaboration de la politique nationale en matière de petits élevages par :

- l'établissement et le contrôle de plans de développement,
- la proposition des mesures techniques ou réglementaires liées à ces élevages,
- l'établissement et le contrôle de plans de production et d'approvisionnement en cheptel sélectionné,

b) l'institut entreprend les études et travaux de recherche appliquée et d'expérimentation portant sur les problèmes posés par la production des petits élevages et notamment :

- la recherche des meilleures rations alimentaires et de la nutrition en général,
- l'étude et la mise au point des bâtiments destinés à ces élevages,
- la rationalisation de l'utilisation du matériel agricole adapté aux conditions de production des petits élevages,
- l'amélioration des conditions d'élevage par le choix des races et la sélection,
- la valorisation des produits et des sous-produits,
- la création d'un centre de documentation.

c) en relation avec les collectivités et institutions publiques et locales, notamment les assemblées populaires communales, il favorise l'organisation et le développement de la production des petits élevages au sein des coopératives, dans les familles rurales et toutes les exploitations agricoles. Il crée les centres de production pilotes,

d) l'institut assure la multiplication du cheptel de race sélectionnée et gère les centres d'élevage; il crée et gère des centres de production de parentales et grand parentales,

e) il fournit son assistance aux éleveurs et producteurs en organisant des campagnes de vulgarisation, des stages de perfectionnement et de recyclage et en participant à la formation professionnelle.

Il participe à l'élaboration des programmes d'enseignement et de formation des écoles et instituts.

f) il participe en collaboration avec l'institut national de la santé animale, aux campagnes de production du cheptel.

L'institut veille à la réalisation et à l'application des tâches définies au présent article.

Art. 5. — Dans le cadre des attributions qui lui sont conférées en vertu des dispositions de l'article 4 ci-dessus, l'institut collabore avec les organismes et instituts intéressés.

A ce titre, il concourt aux travaux de recherche, à l'enseignement et à la formation professionnelle.

Art. 6. — L'institut réalise les opérations commerciales connexes à ses activités principales.

Art. 7. — L'institut a qualité après accord de l'autorité de tutelle et dans le cadre de la réglementation en vigueur :

- de conclure toute convention ou accord avec les organismes étrangers ou nationaux relatifs à son programme d'activité,
- de participer tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques et séminaires se rapportant à son objet,
- de proposer l'octroi de bourses de recherche et de charger des missions temporaires à but scientifique à l'effet d'effectuer des études ou enquêtes et recherches ayant trait à ses activités.

Art. 5. Dans l'intervalle des réunions du conseil d'administration son président exerce les prérogatives régulièrement dévolues audit conseil d'administration.

Art. 6. — Sauf pendant les réunions du conseil d'administration et pour les délibérations et décisions collégiales, les administrateurs sont placés sous l'autorité du président du conseil d'administration du fonds qui leur confie des tâches et missions particulières.

Art. 7. — Le conseil d'administration se réunit exclusivement sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour.

Art. 8. Les fonds de participation sont tenus de mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions du présent décret exécutif dans un délai de trente (30) jours à compter de son entrée en vigueur.

Art. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 juin 1993.

Bélaïd ABDESSELAM



**Décret exécutif n° 93-147 du 22 juin 1993 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-503 du 21 décembre 1991 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale de la protection civile.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des collectivités locales;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 166;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 05 décembre 1989, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques, modifié et complété;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990, déterminant les structures et les organes des administrations centrales des ministères;

Vu le décret exécutif n° 91-01 du 19 janvier 1991, portant attributions du ministre de l'intérieur notamment son article 14;

Vu le décret exécutif n° 91-02 du 19 janvier 1991, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur;

Vu le décret exécutif n° 91-503 du 21 décembre 1991, portant organisation de l'administration centrale de la direction générale de la protection civile;

## Décète :

Article . 1er. — Il est ajouté au décret exécutif n° 91-503 du 21 décembre 1991, susvisé, un *article 6 bis* rédigé comme suit :

«Article. 6 bis. — Le directeur général de la protection civile est également assisté d'un directeur d'études chargé de suivre, d'animer et de mettre en œuvre les missions spécifiques et les activités techniques relatives à :

— l'organisation et à la mise en place d'un réseau national de déminage et d'artificiers;

— la mise en place, l'organisation et l'utilisation des moyens aériens dans le cadre des missions de la protection civile;

— l'organisation et au développement de la plongée subaquatique et de la mission de marins pompiers, pour le secours et le sauvetage;

— la gestion de l'opération relative à l'utilisation des éléments du contingent du service national, au titre des missions de protection civile.

Le directeur d'études est assisté de quatre (04) chargés d'études».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 juin 1993.

Bélaïd ABDESSELAM



**Décret exécutif n° 93-148 du 22 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la santé animale et changement de sa dénomination en institut national de médecine vétérinaire.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la Constitution notamment, ses articles 81 et 116;

Vu l'ordonnance n° 76-90 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut national de la santé animale;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique;

Vu le décret n° 83-455 du 23 juillet 1983 relatif aux unités de recherche scientifique et technique;

Vu le décret présidentiel n° 92-304 du 8 juillet 1992 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 92-307 du 19 juillet 1992 modifié et complété, portant nomination des membres du gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 91-399 du 7 septembre 1991 relatif à la nomination et à l'agrément des comptables publics;

Conformément aux dispositions constitutionnelles, la création, l'organisation et le fonctionnement des établissements publics ne relèvent plus du domaine législatif mais ressortissent du pouvoir réglementaire;

### Décrète :

Article. 1er. — Les statuts de l'institut national de la santé animale, objet de l'ordonnance n° 76-90 du 23 octobre 1976 susvisée sont réaménagés conformément aux dispositions du présent décret.

### Chapitre I

#### Dénomination - Siège - Objet

Art. 2. — L'institut national de la santé animale prend la dénomination « d'institut national de la médecine vétérinaire » "INMV" par abréviation et désigné ci-après "l'institut".

Art. 3. — L'institut est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, régi par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

Il est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture.

Son siège est fixé à Alger.

Art. 4. — L'institut est chargé dans le cadre de la politique nationale de santé animale et de santé publique vétérinaire :

- de l'accroissement de la productivité agricole par l'amélioration de la santé animale,

- du développement de la sécurité et de la qualité alimentaires des denrées d'origine animale,

- de la recherche vétérinaire et de la diffusion de l'information scientifique,

- du soutien scientifique et technique aux administrations, organisations professionnelles de l'élevage et praticiens vétérinaires intéressés.

Art. 5. — Dans le cadre de ses missions, l'institut :

- assure le diagnostic expérimental spécialisé des maladies animales et particulièrement des maladies réputées légalement contagieuses soit à son initiative soit à la demande des administrations, des organisations professionnelles de l'élevage et des praticiens vétérinaires,

- réalise des enquêtes épidémiologiques et participe à l'élaboration de la carte épidémiologique nationale,

- lutte contre les zoonoses en liaison avec les institutions et organismes concernés,

- participe à l'élaboration et à l'exécution des programmes prophylactiques de protection animale;

- assure par des analyses de laboratoire et des expertises, le contrôle sanitaire des animaux, produits animaux ou d'origine animale à l'importation et à l'exportation,

- participe au contrôle qualitatif et sanitaire des produits animaux et des aliments destinés à la consommation animale, par des analyses de laboratoire et des expertises,

- effectue des interventions d'urgence en cas de menaces sur la santé animale, d'intoxication ou de toxi-infections alimentaires,

- valide les résultats d'analyse,

- réalise des expérimentations et des expertises en matière de pharmacie vétérinaire,

- réalise des travaux d'études et de recherche appliquée dans le domaine de la médecine vétérinaire,

- réalise des actions de vulgarisation et d'éducation sanitaire vétérinaire, par tous moyens appropriés,

- assure la publication de toute revue, brochure ou bulletin lié à ses activités.

Art. 6. — A titre accessoire, l'institut peut réaliser des opérations de production de vaccins, de sérums, d'antigènes et de kits nécessaires à son activité.

Art. 7. — Pour remplir sa mission et atteindre ses objectifs, l'institut est habilité dans le cadre de la réglementation en vigueur à :

- conclure toute convention ou accord avec les organismes nationaux ou étrangers liés à ses missions,

- participer tant en Algérie qu'à l'étranger aux colloques et séminaires se rapportant à son objet,

- réaliser toutes opérations mobilières ou immobilières liées à son objet.

### Chapitre II

#### Organisation et fonctionnement

Art. 8. — L'institut est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur général.

Il est doté d'un conseil scientifique.

Art. 9. — Le conseil d'orientation est composé des membres suivants :

- le représentant du ministre de l'agriculture, président,

- le représentant du ministre chargé de la santé publique,

- le représentant du ministre chargé de la recherche,
- le représentant du ministre chargé des finances.

Le directeur général de l'institut et l'agent comptable assistent aux réunions du conseil d'orientation, à titre consultatif.

Le conseil d'orientation peut appeler en consultation toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations en raison de ses compétences sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 10. — Les membres du conseil d'orientation de rang au moins de sous-directeur d'administration centrale sont nommés pour une durée de trois (03) ans renouvelable, par arrêté du ministre de l'agriculture, sur proposition de l'autorité dont ils relèvent.

Les mandats des membres désignés en raison de leur fonction cessent avec celle-ci.

En cas d'interruption du mandat de l'un quelconque des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes.

Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à expiration du mandat.

Art. 11. — Les fonctions de membre du conseil d'orientation sont gratuites. Les frais de déplacement et de séjour supportés par ses membres à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions leur sont remboursés par l'institut conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organigramme de l'institut,
- le règlement intérieur de l'institut,
- les programmes d'activités de l'institut,
- le bilan de l'année écoulée de l'institut,
- les conditions générales de passation des conventions, contrats et autres accords,
- le projet de budget et les comptes annuels de l'institut,
- les projets d'extension, d'aménagement et d'équipement de l'institut,
- les projets d'acquisition et de location d'immeubles,
- l'acceptation ou le refus des dons et legs.

Le conseil d'orientation étudie et propose toutes mesures propres à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'institut en vue de la réalisation de ses missions.

Art. 13. — Le conseil d'orientation se réunit sur convocation de son président en session ordinaire deux (2) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit de son président, soit du directeur général de l'institut.

L'ordre du jour est établi par le président sur proposition du directeur général de l'institut.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour sont adressées aux membres du conseil d'orientation quinze (15) jours avant la date de la réunion. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 14. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu à l'issue d'un délai de huit (8) jours. Le conseil d'orientation délibère alors valablement quelque soit le nombre des membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15. — Les délibérations du conseil d'orientation sont consignées sur des procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Elles sont adressées dans les quinze (15) jours au ministre de l'agriculture pour approbation et sont exécutoires un mois après leur transmission.

Le secrétariat du conseil d'orientation est assuré par le directeur général de l'institut.

Art. 16. — Le directeur général est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre de tutelle. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Il est assisté d'un directeur général adjoint, nommé par arrêté du ministre de l'agriculture sur proposition du directeur général de l'institut.

Art. 17. — Le directeur général est responsable du fonctionnement général de l'institut et en assure la gestion dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Il est ordonnateur du budget général de l'institut dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

#### A ce titre :

- il établit le budget, ordonne et mandate les dépenses de l'institut,
- il passe tous marchés, accords, conventions et contrats conformément aux lois et règlements en vigueur,
- il peut déléguer sa signature à ses collaborateurs dans les limites de ses attributions,
- il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation dont il assure l'exécution des décisions arrêtées,



— il représente l'institut dans tous les actes de la vie civile,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels de l'institut et nomme à tous les autres emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu.

Art. 23. — Pour la réalisation de ses missions, l'institut est organisé en directions et comporte un laboratoire central et des laboratoires vétérinaires régionaux.

Art. 24. — L'organisation interne de l'institut est fixée par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture, du ministre

Art. 30. — Un contrôleur financier auprès de l'institut est désigné par le ministre chargé de l'économie.

Art. 31. — L'ordonnance n° 76-90 du 23 octobre 1976 susvisée est abrogée.

Art. 32. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 juin 1993.

Bélaïd ABDESSELAM.



**Décret exécutif n° 93-149 du 22 juin 1993  
portant statuts de la bibliothèque  
nationale.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la culture et de la communication,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique;

Vu l'ordonnance n° 70-34 du 29 mai 1970 portant réorganisation de la bibliothèque nationale;

Vu la loi n° 88-09 du 26 juin 1988 relative aux archives nationales;

Vu la loi n° 90-07 du 7 avril 1990 relative à l'information;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale;

Vu le décret n° 83-455 du 23 juillet 1983 relatif aux unités de la recherche scientifique et technique;

Vu le décret n° 86-52 du 18 mars 1986 portant statut type des travailleurs du secteur de la recherche scientifique et technique;

Vu le décret n° 88-90 du 3 mai 1988 portant organisation de stages en milieu professionnel pour les étudiants;

Vu le décret présidentiel n° 92-304 du 8 juillet 1992 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 92-307 du 19 juillet 1992, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 91-340 du 28 septembre 1991 portant statut particulier des travailleurs de la culture;

Vu le décret exécutif n° 92-145 du 14 avril 1992 fixant les attributions du ministre de la culture et de la communication;

Considérant qu'en vertu des dispositions constitutionnelles la création, la suppression, l'organisation et le fonctionnement des établissements publics ne relèvent plus du domaine de la loi mais ressortissent du domaine réglementaire;

**Décète :**

**Chapitre I**

**Dénomination — Objet — Sièg**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le réaménagement des statuts de la bibliothèque nationale.

Art. 2. — La bibliothèque nationale est placée sous la tutelle du ministre chargé de la culture.

Art. 3. — Le siège de la bibliothèque nationale est fixé à Alger. Des annexes de la bibliothèque nationale peuvent être créées en tout autre point du territoire national, par arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé des finances.

Art. 4. — La bibliothèque nationale a pour vocation, de collecter, conserver, communiquer le patrimoine culturel national quels qu'en soient les supports, et d'assurer une ouverture sur le patrimoine universel. Elle apporte sa contribution au développement du réseau national de bibliothèque et de documentation.

Dans ce cadre, la bibliothèque nationale est chargée de :

— collecter systématiquement, traiter, conserver en permanence les documents soumis au dépôt légal et appliquer la législation y afférente,

— acquérir, traiter, conserver et diffuser des ouvrages et documents écrits, sonores et visuels édités sur le territoire national et à l'étranger,

— rassembler des collections de manuscrits, de monnaies et médailles, de documents rares et précieux qui présentent un intérêt national et en dresser le catalogue,

— constituer et conserver des collections de documents divers, d'imprimés, de manuscrits, se rapportant à l'Algérie ou dont les auteurs sont algériens et publiés à l'étranger, de cartes et plans de musique, d'œuvres sonores et audiovisuelles,

— conserver les publications officielles étrangères, acquises en application des accords et conventions d'échanges internationaux et agir en tant que dépositaire,

— mettre à la disposition des utilisateurs, et notamment des chercheurs, la documentation et les moyens matériels susceptibles de faciliter leurs activités;

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**Arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada  
1417 correspondant au 2 avril 1997  
portant organisation interne de l'institut  
national de la médecine vétérinaire.**

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et,

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement,  
chargé de la réforme administrative et de la fonction  
publique,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux  
activités de médecine vétérinaire et à la protection de la  
santé animale ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut  
type des travailleurs des institutions et administrations  
publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416  
correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-148 du 22 juin 1993 portant  
réaménagement des statuts de l'institut national de la santé  
animale et changement de sa dénomination en institut  
national de la médecine vétérinaire (INMV) ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions des  
articles 23 et 24 du décret exécutif n° 93-148 du 22 juin  
1993 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer  
l'organisation interne de l'institut national de la médecine  
vétérinaire.

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général, assisté du  
directeur général adjoint, l'organisation interne de l'institut  
national de la médecine vétérinaire comprend :

**A. - Au niveau du siège :**

L'institut national de la médecine vétérinaire comporte :

- deux (2) directions ;
- le laboratoire central vétérinaire d'Alger.

**B. - Au niveau régional :**

L'institut national de la médecine vétérinaire comporte  
six (6) laboratoires vétérinaires régionaux situés à Tlemcen,  
Mostaganem, Tizi Ouzou, Laghouat, El Tarf et  
Constantine.

Art. 3. — L'organisation au niveau central est fixée  
comme suit :

**I. — La direction scientifique et technique :**

Elle comprend trois (3) départements :

— Le département de la santé animale et des zoonoses.

Il comprend deux (2) services :

- \* service des zoonoses ;
- \* service de la santé animale.

— Le département de la pharmacie et des produits  
biologiques. Il comprend deux (2) services :

- \* service de la pharmacie vétérinaire ;
- \* service des produits biologiques.

— Le département de la formation, de la recherche et de  
la vulgarisation, il comprend deux (2) services :

- \* service de la formation et de la recherche ;
- \* service de la vulgarisation et de la communication.

**II. - La direction de l'administration générale :**

Elle comprend trois (3) départements :

— Le département des ressources humaines. Il comprend  
deux (2) services :

- \* service de la gestion des personnels ;
- \* service des affaires sociales.

— Le département des budgets. Il comprend deux (2)  
services :

- \* service du budget de fonctionnement ;
- \* service du budget d'équipement.

— Le département des moyens généraux. Il comprend  
deux (2) services :

- \* service de la gestion du patrimoine ;
- \* service des approvisionnements.

Art. 4. — Le laboratoire central vétérinaire d'Alger  
est dirigé par un directeur et comprend six (6)  
services :

- service de virologie ;
- service d'hygiène alimentaire ;
- service de pathologie générale ;
- service de parasitologie ;
- service de biochimie-toxicologie ;
- service de bactériologie.

Art. 5. — Les laboratoires vétérinaires régionaux sont dirigés par des directeurs et comprennent cinq (5) services chacun :

- service de virologie ;
- service d'hygiène alimentaire ;
- service de pathologie générale ;
- service de parasitologie ;
- service de bactériologie.

Art. 6. — Il est créé au sein du laboratoire central vétérinaire d'Alger et de chaque laboratoire vétérinaire régional, un "service des affaires générales" rattaché à la direction de chaque laboratoire.

Art. 7. — D'autres laboratoires vétérinaires régionaux peuvent être créés par arrêtés conjoints du ministre de tutelle et du ministre chargé des finances.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997.

Le ministre  
de l'agriculture  
et de la pêche,

Nourredine BAHBOUH

Le ministre délégué auprès  
du chef du Gouvernement,  
chargé de la réforme  
administrative  
et de la fonction publique,

Amer HARKAT

P. le ministre des finances et par délégation,

*Le directeur général du budget,*

Ahmed SADOUDI

—————★—————

**Arrêté interministériel du 28 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 5 avril 1997 portant classement des postes supérieurs de l'institut national de la médecine vétérinaire.**

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et,

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la réforme administrative et de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié, relatif à l'indemnité d'expérience ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret n° 86-179 du 5 août 1986 relatif à la sous classification des postes supérieurs de certains organismes employeurs ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 93-148 du 22 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la santé animale et changement de sa dénomination en institut national de la médecine vétérinaire ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 février 1987 relatif à la sous classification des postes supérieurs des établissements publics à caractère administratif ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997 portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

#### Arrêtent :

Article 1er. — L'institut national de la médecine vétérinaire est classé dans la grille des indices maxima prévus par le décret n° 86-179 du 5 août 1986, susvisé, conformément au tableau ci-après :

Etablissement public	Groupe	Classement		
		Catégorie	Section	Indice
Institut national de la médecine vétérinaire (INMV)	I	A	1	1080

Art. 2. — Les postes supérieurs de l'établissement public classé au tableau prévu à l'article 1er ci-dessus bénéficient d'une sous classification dans la grille des indices maxima prévus par le décret n° 86-179 du 5 août 1986, susvisé, conformément au tableau ci-après :

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**Arrêté interministériel du 30 Ramadhan 1426 correspondant au 2 novembre 2005 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997 portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire.**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-148 du 2 Moharram 1414 correspondant au 22 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la santé animale et changement de sa dénomination en institut national de la médecine vétérinaire ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997 portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

#### Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — L'organisation au niveau central est fixée comme suit :

#### I - La direction scientifique et technique :

Elle comprend trois (3) départements :

\* Le département de l'épidémiologie. Il comprend deux (2) services :

- service de l'épidémiologie-surveillance ;
- service de la santé publique vétérinaire.

\* Le département de développement de la qualité. Il comprend deux (2) services :

- service de l'assurance-qualité ;
- service du développement de la recherche dans les laboratoires.

#### II - La direction de l'administration générale :

Elle comprend trois (3) départements :

\* Le département des ressources humaines. Il comprend deux (2) services :

- ..... ;
- service de l'informatique et des archives.

(Le reste sans changement) ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — Le laboratoire central vétérinaire d'Alger est dirigé par un directeur et comprend six (6) services :

- service de virologie ;
- service d'hygiène alimentaire ;
- service de l'histopathologie et parasitologie ;
- service de biochimie-toxicologie ;
- service de bactériologie ;
- service de l'assurance-qualité et de l'épidémiologie-surveillance ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Les laboratoires vétérinaires régionaux sont dirigés par des directeurs et comprennent cinq (5) services chacun :

- service de virologie ;
- service d'hygiène alimentaire ;
- service de l'histopathologie et parasitologie ;
- service de bactériologie ;
- service de l'assurance-qualité et de l'épidémiologie-surveillance ».

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Ramadhan 1426 correspondant au 2 novembre 2005.

Le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

Le ministre des finances  
Mourad MEDELCHI

Saïd BARKAT

Pour le Chef du Gouvernement  
et par délégation

*Le directeur général de la fonction publique*

Djamel KHARCHI

## ANNEXE (Suite)

N° CODE DOUANIER	DESIGNATION
Ex 05059000	Plumes d'oiseaux pour la fabrication de mouches artificielles (articles de pêche), simplement traités en vue de leur conservation
Ex 05059000	Plumes d'oiseaux traitées en vue de leur conservation, autres que les espèces utilisées pour le rembourrage
Ex 05059000	Têtes d'oiseaux, revêtues de leurs plumes, brutes
Ex 05059000	Têtes d'oiseaux, revêtues de leurs plumes simplement nettoyées, désinfectées
Ex 05059000	Tiges de plumes d'oiseaux brutes
Ex 05059000	Tiges de plumes d'oiseaux, simplement désinfectées ou traitées en vue de leur utilisation
Ex 05059000	Tuyaux de plumes d'oiseaux, bruts
Ex 05059000	Tuyaux de plumes d'oiseaux, nettoyés, désinfectés ou traités en vue de leur conservation
Ex 05059000	Tuyaux de plumes d'oiseaux, simplement coupés de longueur
Ex 41039000	Peaux brutes d'oiseaux, dont les plumes et le duvet ont été enlevés, chaudées
Ex 41039000	Peaux brutes d'oiseaux, dont les plumes et le duvet ont été enlevés, fraîches
Ex 41039000	Peaux brutes d'oiseaux, dont les plumes et le duvet ont été enlevés, salées
Ex 41039000	Peaux brutes d'oiseaux, dont les plumes et le duvet ont été enlevés, séchées
Ex 67010000	Articles en peaux ou autres parties d'oiseaux revêtus de leurs plumes ou de leur duvet non dénommés ni compris ailleurs
Ex 67010000	Garnitures, pour chapeaux, formées d'oiseaux, de parties d'oiseaux, de plumes
Ex 67010000	Garnitures, pour vêtements, formées d'oiseaux, de parties d'oiseaux, de plumes ou de leur duvet
Ex 67010000	Ouvrages en peaux ou autres parties d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duvet non dénommés ni compris ailleurs
Ex 67010000	Parties d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duvet, ayant subi un travail
Ex 67010000	Peaux d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duvet, ayant subi un travail

Ex : Extrait



**Arrêté interministériel du 30 Ramadhan 1426 correspondant au 2 novembre 2005 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997 portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire (rectificatif).**

-----

**J.O n° 09 du 20 Moharram 1427  
correspondant au 19 février 2006**

Page 23, 1ère colonne, art. 2, 16ème ligne :

**Au lieu de :** “service du développement de la recherche dans les laboratoires”

**Lire :** “service du développement du diagnostic de laboratoires”.

(Le reste sans changement).

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel du 29 Joumada Ethania 1430  
correspondant au 23 juin 2009 fixant la  
classification de l'institut national de la médecine  
vétérinaire ainsi que les conditions d'accès aux  
postes supérieurs en relevant.**

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-148 du 22 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la santé animale et changement de sa dénomination en institut national de la médecine vétérinaire ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 2 avril 1997, modifié et complété, portant organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 5 avril 1997 portant classement des postes supérieurs de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 13 du décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la classification de l'institut national de la médecine vétérinaire ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant.

Art. 2. — L'institut national de la médecine vétérinaire est classé à la catégorie A - section 1.

Art. 3. — Les bonifications indiciaires des postes supérieurs relevant de l'institut national de la médecine vétérinaire ainsi que les conditions d'accès à ces postes sont fixées conformément au tableau ci-après :

Etablissement public	Postes supérieurs	Classement				Conditions de nomination	Mode de nomination
		Catégorie	Section	Niveau hiérarchique	Bonification indiciaire		
Institut national de la médecine vétérinaire	Directeur général	A	1	N	1200		Décret
	Directeur général adjoint	A	1	N'	720	Médecin vétérinaire spécialiste du 2ème degré titulaire	Arrêté du ministre
	Directeur scientifique et technique					Inspecteur vétérinaire principal en chef titulaire	
Institut national de la médecine vétérinaire	Directeur de laboratoire	A	1	N'	720	Médecin vétérinaire spécialiste du 2ème degré titulaire	Arrêté du ministre
						Inspecteur vétérinaire principal en chef titulaire	
						Inspecteur vétérinaire principal justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité	

Etablissement public	Postes supérieurs	Classement				Conditions de nomination	Mode de nomination
		Catégorie	Section	Niveau hiérarchique	Bonification indiciaire		
Institut national de la médecine vétérinaire	Directeur de l'administration générale	A	1	N-1	432	Administrateur principal justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité  Administrateur justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité	Arrêté du ministre
	Chef de service technique de laboratoire	A	1	N-1	432	Médecin vétérinaire spécialiste du 1er degré titulaire  Inspecteur vétérinaire principal justifiant de trois (3) années de service effectif en cette qualité  Docteur vétérinaire justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité  Ingénieur d'Etat de laboratoire et de maintenance justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité	Décision du directeur général
	Chef de département à la direction scientifique et technique	A	1	N-1	432	Médecin vétérinaire spécialiste du 1er degré titulaire  Inspecteur vétérinaire principal justifiant de trois (3) années de service effectif en cette qualité  Docteur vétérinaire justifiant de dix (10) années de service effectif en cette qualité	Décision du directeur général
	Chef de département à la direction de l'administration générale	A	1	N-2	259	Administrateur principal titulaire justifiant de trois (3) années de service effectif en cette qualité  Administrateur justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité	Décision du directeur général



Etablissement public	Postes supérieurs	Classement				Conditions de nomination	Mode de nomination
		Catégorie	Section	Niveau hiérarchique	Bonification		
Institut national de la médecine vétérinaire	Chef de service à la direction scientifique et technique	A	1	N-2	259	Docteur vétérinaire justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité  Inspecteur vétérinaire justifiant de trois (3) années de service effectif en cette qualité	Décision du directeur général
	Chef de service à la direction de l'administration générale	A	1	N-3	156	Administrateur justifiant de quatre (4) années de service effectif en cette qualité	Décision du directeur général
	Chef de service de l'informatique et des archives (DAG)	A	1	N-3	156	Ingénieur d'Etat en informatique justifiant de quatre (4) années de service effectif en cette qualité	Décision du directeur général

Art. 4. — En application des dispositions de l'article 10 du décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, la bonification indiciaire du poste supérieur de chef de service des affaires générales dans les laboratoires vétérinaires relevant de l'institut national de la médecine vétérinaire ainsi que les conditions d'accès à ce poste sont fixées conformément au tableau ci-après :

ETABLISSEMENT PUBLIC	POSTE SUPERIEUR	BONIFICATION INDICIAIRE	CONDITIONS DE NOMINATION	MODE DE NOMINATION
Institut national de la médecine vétérinaire	Chef de service des affaires générales dans les laboratoires vétérinaires	75	Attaché principal d'administration ou grade équivalent justifiant de cinq (5) années de service effectif en cette qualité  Attaché d'administration ou grade équivalent justifiant de huit (8) années de service effectif en cette qualité	Décision du directeur général

Art. 5. — Les fonctionnaires qui occupent le poste supérieur de chef de service des affaires générales dans les laboratoires vétérinaires doivent avoir un grade correspondant aux missions dévolues à ce poste.

Art. 6. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 28 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 5 avril 1997, susvisé, sont abrogées.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Joumada Ethania 1430 correspondant au 23 juin 2009.

Pour le ministre  
des finances

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

Pour le secrétaire général du Gouvernement  
et par délégation,

*Le secrétaire général*

*Le secrétaire général*

*Le directeur général de la fonction publique*

Miloud BOUTEBBA

Sid Ahmed FEROUKHI

Djamel KHARCHI

## DECRETS

**Décret n° 87-15 du 13 janvier 1987 portant création de l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (I.N.S.I.D.).**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 182,

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée et complétée ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux ;

Vu la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière par la mise en valeur ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu l'ordonnance n° 85-01 du 13 août 1985 fixant, à titre transitoire, les règles d'occupation des sols en vue de leur préservation et de leur protection ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 80-53 du 1er mars 1980 portant création de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret n° 85-259 du 29 octobre 1985 instituant un comité national de coordination des activités des offices des périmètres d'irrigation et des offices d'aménagement et de mise en valeur ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

**Décète :**

### TITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

**Article 1er.** — Il est créé sous la dénomination : de : « Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage », par abréviation : « I.N.S.I.D. » et ci-après désigné : « l'Institut », un établissement public à caractère administratif, à vocation scientifique et technique, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

**Art. 2.** — L'Institut est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

**Art. 3.** — Le siège de l'Institut est fixé à Alger. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par voie de décret pris sur rapport du ministre chargé de l'agriculture.

### TITRE II

#### OBJET ET MISSIONS

**Art. 4.** — L'Institut a pour mission principale de procéder à l'inventaire des ressources en terres agricoles ou à vocation agricole et mettre en œuvre un programme d'actions d'aménagement en vue de leur mise en valeur et de leur préservation.

**Art. 5.** — L'Institut est chargé :

— d'établir la classification des terres agricoles et de leurs aptitudes culturales, notamment en fonction des données agro-climatologiques,

— de dresser des cartes agro-pédologiques, d'aptitudes culturales, climatiques à différentes échelles,

— d'assister les institutions et organismes chargés des opérations d'aménagement du territoire à rationaliser la localisation et l'implantation des infrastructures économiques, sociales et culturelles,

— de la détermination des techniques et méthodes de fertilisation, de bonification et de préservation des sols agricoles,

— de concourir à la mise en œuvre des opérations de remembrement et d'aménagement foncier rural,

— de déterminer les conditions d'utilisation des eaux pour l'irrigation en fonction des systèmes culturels et des différentes régions du pays,

— d'assister les exploitants agricoles à la définition des équipements d'irrigation et de drainage à la parcelle.

**Art. 6.** — L'Institut est habilité, dans le cadre de la réglementation en vigueur :

— à conclure tous marchés, conventions ou accords avec les organismes nationaux ou étrangers, relatifs à son programme d'activité,

— à participer, tant en Algérie qu'à l'étranger, aux réunions scientifiques, colloques et séminaires se rapportant à son objet,

— à réaliser tous travaux et prestations au profit des tiers.

**Art. 7.** — L'Institut réalise, conformément à la réglementation en vigueur, les opérations commerciales connexes à ses activités principales.

**Art. 8.** — Pour la réalisation de sa mission et l'exécution de ses programmes de recherche appliquée, d'expérimentation et de multiplication, l'Institut dispose :

— de stations expérimentales créées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture,

- de laboratoires,
- d'antennes de wilaya et/ou régionales,

**Art. 9.** — Le siège de l'Institut est fixé à Ghardaïa. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur rapport du ministre chargé de l'agriculture.

### TITRE III

#### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

**Art. 10.** — L'Institut est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur général.

**Art. 11.** — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le conseil d'orientation délibère notamment sur :

- l'organisation et le fonctionnement général de l'Institut,
- les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que le bilan d'activité de l'année écoulée,
- les programmes de travail annuels et pluriannuels des investissements se rapportant à l'objet de l'Institut,
- les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions,
- le projet de budget et les comptes de l'Institut,
- les projets de construction, d'acquisition, d'allélation et d'échange d'immeubles,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs,
- le montant des redevances et des rétributions à percevoir à l'occasion d'études, de travaux et de prestations effectués par l'Institut au profit des administrations, des organismes, des entreprises, des collectivités ou de particuliers,
- les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer et d'orienter les différents domaines d'activités de l'Institut.
- toutes mesures propres à améliorer le fonctionnement de l'Institut et à favoriser la réalisation de ses objectifs.

**Art. 12.** — Le conseil d'orientation comprend :

- le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant, président,
- le représentant du ministre de la défense nationale,
- le représentant du ministre de l'enseignement supérieur,
- le représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,
- le représentant du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,
- le représentant du ministre de la planification,
- le représentant du ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction,
- le représentant de l'Union nationale des paysans algériens (U.N.P.A.),
- les représentants des instituts de développement spécialisés concernés,

— le représentant de l'Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.).

**Art. 13.** — Le directeur général et l'agent comptable de l'Institut assistent aux réunions du conseil d'orientation, à titre consultatif.

**Art. 14.** — Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour des questions à débattre ou susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

**Art. 15.** — Les fonctions de membre du conseil d'orientation sont gratuites ; toutefois, les frais de déplacement et de séjour exposés par ses membres à l'occasion de l'exercice de ces fonctions leur sont remboursés conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 16.** — Les membres du conseil d'orientation sont désignés pour une durée de trois (3) ans par le ministre chargé de l'agriculture, sur proposition de l'autorité dont ils dépendent.

**Art. 17.** — Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. En cas de vacance d'un poste, il est procédé à son remplacement, au plus tard, un mois après la constatation de la vacance.

**Art. 18.** — Le conseil d'orientation se réunit sur convocation de son président, en session ordinaire, au moins une fois par an.

Il peut, en outre, être convoqué en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit des deux-tiers de ses membres ou sur proposition du directeur général.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur général de l'Institut.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion. Ce délai peut être réduit, pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

**Art. 19.** — Le directeur général de l'Institut est nommé par décret pris sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Art. 20.** — Le directeur général exécute les décisions du conseil d'orientation ; il est responsable du fonctionnement général de l'Institut. Il agit au nom de l'Institut et le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il accomplit toutes opérations dans le cadre des attributions de l'Institut :

- il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'Institut et nomme à tous les emplois,

- il établit le rapport annuel d'activité qu'il adresse au ministre de tutelle après approbation du conseil d'orientation,

- il est ordonnateur du budget général de l'Institut dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur,

— il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'Institut,

— il passe tous les marchés, accords et conventions en rapport avec le programme d'activités,

— il prépare les missions du conseil d'orientation et suit l'exécution de ses décisions.

Art. 21. — L'organisation interne de l'Institut est fixée par arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé de l'agriculture.

#### TITRE IV

#### DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 22. — Les comptes de l'Institut sont tenus conformément aux règles de la comptabilité publique. La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé par le ministre des finances et exerçant ses fonctions conformément aux dispositions des décrets n° 65-259 et 65-260 du 14 octobre 1965 susvisés. L'agent comptable peut, sous sa responsabilité et dans les conditions fixées par les décrets susvisés, déléguer sa signature à un ou plusieurs mandataires après agrément du directeur général de l'Institut.

Art. 23. — L'Institut est soumis au contrôle financier de l'Etat. Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable de l'Institut, sont soumis par le directeur général à l'adoption du conseil d'orientation à la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent, accompagnés du rapport contenant les développements et les précisions sur la gestion administrative et financière de l'Institut.

Art. 24. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés auprès des autorités concernées et au greffe de la Cour des comptes dans les conditions réglementaires.

Art. 25. — Le budget de l'Institut est présenté par chapitres et articles. Il est préparé par le directeur de l'Institut et est soumis, pour délibérations, au conseil d'orientation.

Il est ensuite transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre des finances avant le début de l'exercice auquel il se rapporte conformément à la réglementation en vigueur.

Au cas où l'approbation du budget n'intervient pas à la date du début de l'exercice, le directeur général est autorisé à engager et à mandater les dépenses indispensables au fonctionnement de l'Institut et à l'exercice de ses engagements dans la limite des crédits alloués au titre de l'exercice antérieur et ce, jusqu'à l'approbation du nouveau budget.

Toutefois, les dépenses ne pourront être engagées et mandatées qu'à concurrence d'un douzième (1/12ème) par mois du montant des crédits de l'exercice précédent.

Art. 26. — Les comptes en recettes et en dépenses de chaque station expérimentale, laboratoire, antenne de wilaya ou régionale sont individualisés au sein du budget de l'Institut. Les modalités d'application des dispositions du présent article seront précisées par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 27. — Les modifications éventuelles du budget sont préparées, font l'objet de délibérations et sont approuvées dans les mêmes formes et selon la même procédure que ci-dessus.

Art. 28. — Les ressources de l'Institut sont constituées par :

— les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics,

— les emprunts contractés par l'Institut dans le cadre de la réglementation en vigueur,

— les dons et legs,

— le produit de la vente des récoltes et produits agricoles liés à ses activités,

— toutes autres ressources découlant des activités de l'Institut en rapport avec son objet, notamment les contrats d'études, les brevets et les publications.

Art. 29. — Les dépenses de l'Institut comprennent :

— les dépenses de fonctionnement,

— les dépenses d'équipement.

Art. 30. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique populaire.

Fait à Alger, le 13 janvier 1987.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 87-16 du 13 janvier 1987 organisant les activités équestres et reconnaissant d'utilité publique la Fédération équestre algérienne.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 71-79 du 3 décembre 1971 relative à l'association, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 72-21 du 7 juin 1972 ;

Vu le décret n° 72-176 du 27 juillet 1972 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 71-79 du 3 décembre 1971 relative à l'association ;

Vu le décret n° 72-177 du 27 juillet 1972 portant dispositions statutaires communes aux associations ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'Office national de développement des élevages équins,

## DECRETS

**Décret exécutif n° 09-311 du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 modifiant et complétant le décret n° 87-15 du 13 janvier 1987 portant création de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (I.N.S.I.D).**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2),

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 05-12 du 28 Joumada Ethania 1426 correspondant au 4 août 2005, modifiée et complétée, relative à l'eau ;

Vu le décret n° 87-15 du 13 janvier 1987 portant création de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (I.N.S.I.D) ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction de membres du Gouvernement dans leurs fonctions ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Après approbation du Président de la République ;

### Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'article 8 du décret n° 87-15 du 13 janvier 1987 portant création de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (I.N.S.I.D).

Art. 2. — Les dispositions de l'article 8 du décret n° 87-15 du 13 janvier 1987, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 8. — Pour la réalisation des missions et l'exécution des programmes de l'institut, il peut être créé par arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique, des stations expérimentales, des laboratoires et des antennes régionales et/ou de wilayas ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

**Décret exécutif n° 09-312 du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n° 04-18 du 3 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 25 janvier 2004 fixant l'organisation, le fonctionnement et les missions du conseil national consultatif de la pêche et de l'aquaculture.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction de membres du Gouvernement dans leurs fonctions ;

Vu le décret exécutif n° 04-18 du 3 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 25 janvier 2004 fixant l'organisation, le fonctionnement et les missions du conseil national consultatif de la pêche et de l'aquaculture ;

Vu le décret exécutif n° 08-128 du 24 Rabie Ethani 1429 correspondant au 30 avril 2008 portant transformation du centre national d'études et de documentation pour la pêche et de l'aquaculture en centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture ;

4.3.6 — les frais de publication dans les journaux.

Les points 5 et 6 (sans changement).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 13 février 2011.

Le ministre  
des finances

Le ministre de l'agriculture et  
du développement rural

Karim DJOUDI

Rachid BENAÏSSA

— — — — ★ — — — —

**Arrêté interministériel du 18 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 21 février 2011 fixant l'organisation interne de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage.**

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 87-15 du 13 janvier 1987, modifié et complété, portant création de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage, notamment son article 21 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture, ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

#### **Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 21 du décret n° 87-15 du 13 janvier 1987, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage, ci-après désigné « l'institut ».

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général, l'organisation interne de l'institut comprend cinq (5) départements :

- le département de la cartographie, de la préservation des sols et des systèmes d'information ;
- le département de la mise en valeur ;
- le département de l'agro-météorologie ;

- le département de l'irrigation et du drainage ;
- le département de l'administration et des finances ;
- les stations expérimentales ;
- les laboratoires ;
- les antennes régionales et/ou de wilayas.

**1 - Le département de la cartographie, de la préservation des sols et des systèmes d'information est chargé :**

- d'assurer la conduite des programmes d'études, de développement des techniques et des méthodes ;
- de déterminer les aptitudes culturales des sols agricoles.

**Il comprend trois (3) services :**

- le service de la préservation et de l'aménagement des terres agricoles ;
- le service des aptitudes culturales ;
- le service de l'inventaire et de la cartographie des sols.

**2 - Le département de la mise en valeur est chargé :**

- de définir les techniques de bonification des sols et les modalités d'application des engrais ;
- du suivi technique de la mise en valeur au niveau du secteur productif.

**Il comprend trois (3) services :**

- le service de la bonification et de la fertilisation ;
- le service du suivi de la mise en valeur ;
- le service des systèmes de culture.

**3 - Le département de l'agro-météorologie est chargé :**

- de l'exploitation des paramètres météorologiques ;
- de contribuer aux études visant à déterminer les besoins des cultures en eau et à adapter les modèles des prévisions pouvant faciliter les estimations des rendements des récoltes.

**Il comprend trois (3) services :**

- le service des études des paramètres agro-météorologiques ;
- le service des besoins des plantes en eau ;
- le service des estimations et prévisions des rendements.

**4 - Le département de l'irrigation et du drainage** est chargé :

— de définir les techniques d'irrigation les mieux adaptées aux différentes conditions pédo-climatiques du pays ;

— de déterminer les systèmes de drainage adaptés aux conditions du milieu.

**Il comprend trois (3) services :**

- le service des ressources en eau ;
- le service des techniques et contrôle des équipements d'irrigation ;
- le service des systèmes et matériaux de drainage.

**5 - Le département de l'administration et des finances** est chargé :

— d'élaborer les plans de gestion des ressources humaines et d'en assurer l'exécution après approbation ;

— d'élaborer les projets de budget de fonctionnement et d'équipement et d'en assurer l'exécution ;

— de tenir la comptabilité de l'institut ;

— d'assurer la gestion, l'entretien et la maintenance des biens meubles et immeubles de l'institut ;

— de gérer les activités d'action sociale en direction des personnels de l'institut.

**Il comprend quatre (4) services :**

— le service de la gestion des ressources humaines et de la formation ;

— le service du budget et de la comptabilité ;

— le service des moyens généraux ;

— le service de la documentation et des archives.

Art. 3. — Les stations expérimentales, les laboratoires et les antennes régionales et/ou de wilayas sont dirigés par un chef de station expérimental, un chef de laboratoire et un chef d'antenne régionale et/ou de wilaya.

Les conditions de création de ces structures sont celles fixées par les dispositions de l'article 8 du décret n° 87-15 du 13 janvier 1987, modifié et complété, susvisé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 21 février 2011.

Le secrétaire général du  
Gouvernement

Ahmed NOUL.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural

Rachid BENAÏSSA.

Le ministre des finances  
Karim DJOUDI.

**Arrêté du Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011 fixant les modalités d'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice, à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Vu le décret exécutif n° 09-102 du 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009 fixant les mesures applicables lors d'importation et d'exportation des médicaments à usage vétérinaire, notamment son article 2 ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 09-102 du 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire.

Art. 2. — L'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire est délivré par le ministre chargé de l'autorité vétérinaire après examen par une commission interministérielle instituée à cet effet dénommée « commission interministérielle chargée de l'étude des demandes d'agrément pour l'importation des médicaments à usage vétérinaire ».

Art. 3. — La commission prévue à l'article 2 ci-dessus est composée des représentants :

— du ministre chargé de l'autorité vétérinaire, président ;

— du ministre chargé de la santé ;

— du ministre chargé du commerce ;

— du ministre des finances ;

désignés respectivement par les autorités dont ils relèvent.

Art. 4. — Les conditions de fonctionnement de la commission prévue à l'article 2 ci-dessus ainsi que la liste nominative des membres de cette commission sont établies par décision du ministre chargé de l'autorité vétérinaire.

**Décret exécutif n° 95-99 du 1er Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995 portant création d'un institut national de la vulgarisation agricole.**

Lé Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er juin 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 91-311 du 7 septembre 1991 relatif à la nomination et à l'agrément des comptables publics;

Vu le décret exécutif n° 91-313 du 7 septembre 1991 fixant les procédures, les modalités et le contenu de la comptabilité des ordonnateurs et des comptables publics.

**Décète :**

**CHAPITRE I**

**DENOMINATION — SIEGE — OBJET**

Article. 1er. — Il est créé, sous la dénomination d' "institut national de la vulgarisation agricole" par abréviation "I.N.V.A", ci-après désigné " l'institut ", un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 3. — L'institut est chargé d'initier et de mettre en œuvre l'ensemble des actions de vulgarisation agricole relatives à :

- la prospection, les études et les investigations en vue de développer et promouvoir les actions de vulgarisation,
- l'appui technique à la production et à l'animation en milieu rural,
- la production de supports scripto-audiovisuels liés à la vulgarisation agricole,
- la création d'une banque de données agricoles et le traitement de l'information liée à sa mission.

Art. 4. — Dans le cadre de sa mission telle que définie ci-dessus, l'institut est chargé notamment :

- de la recherche et la conception de systèmes et de méthodes de vulgarisation agricole les plus appropriés,
- de la mise au point des programmes de perfectionnement de l'encadrement nécessaire à la vulgarisation agricole,
- de l'identification et de la mise au point de l'ensemble des canaux appropriés de communication spécifiques à chaque public cible,
- de la conception et de l'adaptation de méthodes d'enquêtes et d'outils d'investigation,
- de la mise au point de programmes d'intervention des campagnes d'intérêt national,
- de l'animation, du suivi et de l'évaluation des activités de vulgarisation et de leurs impacts en fonction des différentes organisations socio-professionnelles,
- de la diffusion sur tous supports scripto-audiovisuels des techniques de vulgarisation les plus adaptées,
- de l'organisation et de l'évaluation des cycles de perfectionnement de l'encadrement de la vulgarisation,
- de la mise en place des mécanismes d'animation et de coordination en vulgarisation.

Art. 5. — L'institut est habilité dans le cadre de la réglementation en vigueur :

- à conclure tout accord et convention avec les organismes nationaux et internationaux relatifs à son domaine d'activité,
- à organiser et à participer tant en Algérie qu'à l'étranger aux colloques, séminaires et symposiums, se rapportant à son objet,
- à faire appel à des consultants nationaux et étrangers à l'effet d'effectuer des études et des recherches liées à son domaine d'activité.

**CHAPITRE II**

**ORGANISATION — FONCTIONNEMENT**

Art. 6. — L'institut est doté d'un conseil d'orientation et dirigé par un directeur général.

**Section I**

*Du conseil d'orientation*

Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

- un représentant du ministre de tutelle, président,
- un représentant du ministre chargé des finances,
- un représentant du ministre chargé de la communication,



— un représentant de l'autorité chargée de la planification,

— deux directeurs de l'administration centrale du ministère chargé de l'agriculture,

— un représentant de la chambre nationale de l'agriculture.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour les questions à débattre ou susceptible de l'éclairer sur ses délibérations.

Le directeur général de l'institut assiste aux réunions du conseil d'orientation avec voix consultative.

Art. 8. — Les membres du conseil d'orientation sont désignés, sur proposition de l'autorité dont ils relèvent, pour une durée de trois (3) années, renouvelable par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Le mandat du membre désigné en raison de sa fonction cesse avec celle-ci.

Art. 9. — En cas de vacance d'un poste de membre du conseil d'orientation, ce dernier est pourvu au plus tard un (1) mois après la constatation de la vacance, pour la durée de mandat restant à courir dans les mêmes formes que celles prévues à l'article ci-dessus.

Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à expiration du mandat.

Art. 10. — Le conseil d'orientation se réunit en session ordinaire sur convocation de son président une (1) fois par an.

Il peut, en outre être convoqué en session extraordinaire à la demande du président ou du directeur générale de l'institut.

Le président établit l'ordre du jour des sessions du conseil.

Les convocations sont adressées aux membres du conseil d'orientation au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 11. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement, que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours. Le conseil peut alors délibérer valablement quelque soit le nombre des membres présents. Les décisions du conseil d'orientation sont adoptées à la majorité simple des voix des membres présents.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 12. — Le conseil d'orientation délibère notamment sur :

— l'organisation et le fonctionnement de l'institut,

— l'examen et l'approbation du règlement intérieur de l'institut,

— les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que les bilans des activités de l'année écoulée,

— les programmes annuels et pluriannuels des investissements se rapportant à l'objet de l'institut,

— les conditions générales de passation des marchés, des accords et conventions,

— les projets de budgets et les comptes de l'institut,

— les projets de construction, d'acquisition, d'aliénation et d'échange d'immeubles,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs,

— les mesures propres à améliorer le fonctionnement de l'institut et à favoriser la réalisation de ses objectifs.

Art. 13. — Les délibérations du conseil d'orientation sont consignées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial coté et paraphé.

Les procès-verbaux sont transmis à l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivant la réunion pour approbation.

Les délibérations du conseil d'orientation deviennent exécutoires un (1) mois après leur transmission à l'autorité de tutelle, à moins que celle-ci n'y fasse opposition.

Art. 14. — Le secrétariat du conseil d'orientation est assuré par les services de l'institut.

## Section II

### *Du directeur général*

Art. 15. — Le directeur général de l'institut est nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un directeur général adjoint et de directeurs nommés par arrêté du ministre de l'agriculture sur proposition du directeur général de l'institut.

Art. 16. — Le directeur général est responsable du fonctionnement général de l'institut et en assure la gestion dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

— il est ordonnateur du budget de l'institut,

— il établit le budget, ordonne et mandate les dépenses de l'institut,

— il passe tous les marchés, accords et conventions,

— il prépare les réunions du conseil d'orientation et suit l'exécution de ses décisions approuvées,

— il agit au nom de l'institut et le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'institut et nomme à tous les emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu,

— il établit les rapports à présenter au conseil d'orientation et transmet les délibérations pour approbation à l'autorité de tutelle et en assure la mise en œuvre,

— il établit le rapport annuel d'activité qu'il adresse à l'autorité de tutelle après approbation du conseil d'orientation,

— il peut déléguer sa signature à ses proches collaborateurs.

Art. 17. — L'organisation interne de l'institut est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

### CHAPITRE III ORGANISATION FINANCIERE

Art. 18. — Le budget de l'institut est établi par le directeur général de l'institut et est présenté au conseil d'orientation qui en délibère. Il est ensuite soumis à l'approbation des autorités concernées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 19. — Le budget de l'institut comporte un titre de recettes et un titre de dépenses.

#### 1. En recettes :

- les subventions de l'Etat,
- les produits provenant de ses activités,
- les dons et legs.

#### 2. En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement,
- toutes autres dépenses nécessaires à son bon fonctionnement.

Art. 20. — La comptabilité de l'institut est tenue selon les règles de la comptabilité publique.

La tenue des écritures et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre chargé des finances.

Art. 21. — le compte de gestion est établi par l'agent comptable qui certifie que les montants des titres à recouvrer et des mandats émis sont conformes à ses écritures.

Il est soumis avec le compte administratif, ainsi que d'un rapport sur la gestion financière de l'institut, au conseil d'orientation par le directeur général.

Le compte administratif, établi par l'ordonnateur, est transmis au ministère de tutelle et au ministère chargé des finances conformément à la réglementation.

Art. 22. — Le contrôleur financier de l'institut est désigné par le ministère chargé des finances.

Art. 23. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995.

Mokdad SIFI.



**Décret exécutif n° 95-100 du 1er Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995 portant dissolution du centre national pédagogique agricole et du centre national de documentation agricole et transfert de leurs biens, droits, obligations et personnels à l'institut national de la vulgarisation agricole.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu l'ordonnance n° 67-171 du 31 août 1967, modifiée et complétée, portant création du centre national pédagogique agricole;

Vu le décret n° 83-134 du 19 janvier 1983 portant création du centre national de la documentation agricole;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

## SOMMAIRE (suite)

**Arrêté du 2 juillet 1969 du wali de Sétif** portant retrait d'autorisation de prise d'eau, p. 9.

**Arrêté du 4 juillet 1969 du wali de Constantine**, portant concession gratuite au profit de la commune de Constantine, d'un local sis 21, rue Mercuri, nécessaire à l'aménagement d'un ouvroir de veuves et filles de chouchada, p. 10.

**Arrêté du 18 juillet 1969 du wali de Constantine**, portant affectation d'un rez-de-chaussée et de deux sous-sols situés dans un immeuble bâti, bien de l'Etat, sis 28, rue Gabriel Rocques, au profit du ministère de l'intérieur, pour servir de garages et bureaux à la direction générale de la sûreté nationale à Constantine, p. 10.

**Arrêté du 18 juillet 1969 du wali de Constantine**, portant affectation d'un garage au rez-de-chaussée d'un immeuble sis 3, rue des généraux Morris, au profit du ministère de l'intérieur (direction de la sûreté nationale à Constantine), pour servir de garage annexe au service central du matériel, p. 10.

**Arrêté du 18 juillet 1969 du wali d'El Asnam**, portant affectation au ministère de la jeunesse et des sports, d'une parcelle de terrain portant le n° 25 A du plan cadastral, d'une superficie de 1 ha 18 a 36 ca, sise à El Asnam, p. 10.

**Arrêté du 24 juillet 1969 du wali de Médéa**, portant concession gratuite au profit de la commune de Hassi Bahbah, d'une parcelle de terrain dévolue à l'Etat, nécessaire à l'implantation de constructions scolaires, p. 10.

**Arrêté du 26 juillet 1969 du wali de Médéa**, portant cession gratuite au profit de la commune de Berrouaghia, des immeubles constituant l'ex-SAS, nécessaires à leur aménagement en groupes scolaires, p. 10.

**Arrêté du 30 juillet 1969 du wali d'Annaba**, portant affectation au ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, de deux parcelles de terrain, l'une à prélever du domaine autogéré « Chaoui Mabrouk », d'une superficie de 1 ha 22 a 00 ca et l'autre dépendant du domaine autogéré « Petit Tahar » d'une contenance de 2 ha 98 a 00 ca, nécessaires à l'agrandissement du terrain d'exploitation du centre de formation professionnelle agricole d'El Hadjar, p. 10.

**Arrêté du 31 juillet 1969 du wali de Constantine**, modifiant l'arrêté du 14 février 1969 portant affectation d'une parcelle de terrain, d'une superficie de 15 ares, faisant partie du domaine autogéré « Azerar Abdelkader » sis à Hamma Bouziane, daïra de Constantine, au profit du ministère des habous, pour servir de terrain d'assiette à l'implantation d'une mosquée, p. 10.

**Arrêtés du 27 août 1969 du wali d'Annaba**, portant autorisations de prises d'eau par pompage, en vue de l'irrigation de terrains, p. 11.

**Arrêté du 9 septembre 1969 du wali de l'Aurès**, modifiant l'alinéa 2 de l'arrêté du 11 juillet 1968 portant régularisation de l'affectation de deux immeubles bâtis, situés respectivement, rue Saïd Sahraoui et avenue de la République à Batna, au profit du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, pour servir de bureau de la direction de l'agriculture de la wilaya de Batna, p. 12.

**Arrêté du 29 octobre 1969 du wali des Oasis** rapportant les dispositions de l'arrêté du 13 juin 1969 portant concession gratuite au profit de la commune de Laghouat, d'un terrain domanial composé de trois parcelles d'une superficie de 4 ha, sis à 17 km à l'est de Laghouat, en vue d'édifier des logements sur le terrain en cause, p. 12.

## LOIS ET ORDONNANCES

**Ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969** portant création des instituts de technologie.

## AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des finances et du plan,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Ordonne :

TITRE I  
Création

**Article 1<sup>er</sup>.** — Des instituts de technologie seront créés dans la forme d'établissements publics à caractère administratif dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Les instituts de technologie seront placés sous la tutelle des ministères intéressés.

**Art. 2.** — Les instituts de technologie ont pour mission, compte tenu des besoins exceptionnels, de promouvoir et d'organiser la formation des cadres indispensables à la mise en œuvre du plan national de développement.

**Art. 3.** — Les instituts de technologie sont créés par décret, sur proposition du ministre de tutelle.

Le décret de création précisera la nature de l'institut, son objectif et, éventuellement, la ou les institutions auprès de laquelle ou desquelles il est placé.

**Art. 4.** — Les instituts de technologie disposent d'installations et de services divers en vue de l'accomplissement de leur mission.

**Art. 5.** — La durée de la formation dispensée par les instituts de technologie, est, selon le niveau et la spécialité, de un à quatre ans.

La durée de la scolarité est de onze mois par an.

**Art. 6.** — L'accès aux instituts de technologie se fait par sélection sans condition de diplôme.

Toutefois, les candidats doivent avoir un niveau minimum d'instruction qui sera fixé suivant les cadres à former.

Ce niveau pourra être vérifié par une attestation de scolarité et, à défaut, par un examen de contrôle des connaissances.

**Art. 7.** — Les institutions existantes auprès desquelles des instituts de technologie sont susceptibles d'être créés, sont notamment :

— des établissements d'enseignement : facultés, grandes écoles, établissements du second degré.

— des entreprises nationales ou autogérées.

— des administrations, des unités de l'Armée nationale populaire et des services publics.

Un contrat fixant dans chaque cas les modalités d'utilisation des locaux et des équipements, sera passé entre l'institution et l'institut de technologie intéressé.

Art. 8. — Les modalités d'organisation de la sélection et de la formation seront fixées par arrêté conjoint du ministre d'Etat chargé des finances et du plan et du ministre de tutelle.

Art. 9. — Le personnel des instituts de technologie se répartit en personnel permanent et personnel temporaire.

— Le personnel permanent se compose :

- 1) de cadres de formation
- 2) du personnel administratif
- 3) du personnel de service

— Le personnel temporaire se compose :

- 1) de vacataires,
- 2) de personnel au cachet.

Le personnel sera régi, selon son cadre d'origine, par la législation en vigueur.

Art. 10. — Les élèves stagiaires admis dans les instituts de technologie, bénéficient des mêmes avantages sociaux que les travailleurs salariés occupés dans le secteur public. Ils perçoivent des indemnités d'études différenciées suivant le niveau et la branche de formation et fixées par arrêté conjoint du ministre d'Etat chargé des finances et du plan et du ministre de tutelle.

Les élèves stagiaires bénéficient d'un congé annuel d'un mois.

Art. 11. — A l'issue de leur formation, les élèves stagiaires diplômés sont tenus d'effectuer de manière continue, trois années de service par année de formation dans la profession correspondant à leur formation, sans que cette période totale ainsi calculée puisse être inférieure à 2 ans ni supérieure à 10 ans.

A l'intérieur de cette période et à l'issue de leur formation, les élèves stagiaires sont tenus de servir dans l'organisme où ils ont été affectés pendant une durée minimum correspondant à la durée de formation reçue dans l'institut de technologie.

Art. 12. — Les élèves stagiaires qui, soit au cours de leur formation, soit au cours de la période prévue à l'article 11, rompent leur contrat d'études ou de travail, sont tenus de rembourser les sommes totales ou partielles correspondant aux dépenses engagées à l'occasion de leur formation.

Le montant des sommes à verser sera fixé par arrêté conjoint du ministre d'Etat chargé des finances et du plan et du ministre de tutelle.

Art. 13. — Les élèves stagiaires diplômés des instituts de technologie, pourront accéder aux corps de la fonction publique qui correspondent à leur formation.

Les modalités d'accès aux corps seront fixées par décret.

## TITRE II

### Organisation administrative

Art. 14. — Chaque institut de technologie est dirigé par un directeur et administré par un conseil d'administration composé comme suit :

- un président désigné par le ministre d'Etat chargé des finances et du plan,
- un vice-président désigné par le ministre de tutelle,
- deux à quatre représentants des utilisateurs concernés.

Ces représentants sont désignés par le ministre de tutelle,

- deux à quatre représentants élus du personnel de formation,
- un représentant du ministère de l'éducation nationale, désigné par le ministre de l'éducation nationale,
- un représentant du ministère du travail et des affaires sociales, désigné par le ministre du travail et des affaires sociales,
- un représentant de l'U.G.T.A.,
- un représentant élu des élèves stagiaires.

Le directeur de l'institut de technologie et l'agent comptable assistant, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut appeler en consultation toute autre personne dont la compétence peut paraître utile aux délibérations.

Art. 15. — Les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites.

Il peut, toutefois, être alloué aux membres du conseil, des indemnités correspondant aux frais de déplacement supportés à l'occasion des réunions, sur la base des taux des indemnités allouées aux fonctionnaires appartenant au groupe I.

Art. 16. — Le conseil d'administration se réunit à l'initiative de son président qui le convoque au moins deux fois par an, en séance ordinaire, au cours du second et du quatrième trimestre de l'année civile.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont envoyées au moins quinze jours à l'avance. Il peut également se réunir en séance extraordinaire sur convocation du président ou sur celle de quatre membres au moins.

Art. 17. — Le conseil d'administration ne délibère valablement que si le nombre des présents est au moins égal aux deux-tiers de ses membres.

Ses décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat est assuré par le directeur de l'institut de technologie. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent les noms des membres présents. Elles sont transcrites sur un registre spécial. Elles sont signées par le président et adressées au ministre de tutelle dans le mois qui suit la date de réunion.

Art. 18. — Le conseil d'administration délibère notamment sur :

- les créations, transformations et suppressions de sections spécialisées,
- les projets de budget de fonctionnement et d'équipement de l'institut de technologie,
- la gestion du directeur de l'institut de technologie,
- les programmes de recrutement et de formation du personnel de formation,
- les projets d'acquisition, d'aliénation, d'échanges d'immeubles,
- les actions en justice,
- l'affectation donnée aux revenus, produits et subventions,
- l'acceptation des dons et legs faits à l'institut de technologie,
- il délibère également sur les programmes généraux de formation de l'institut de technologie et sur les affectations à donner à chaque promotion sortante.

Art. 19. — Les délibérations du conseil d'administration portant sur le budget, les comptes, les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, l'acceptation des dons et legs ne sont exécutoires qu'après approbation du ministre d'Etat chargé des finances et du plan.

Art. 20. — Un conseil d'orientation, chargé d'étudier et de proposer toutes mesures relatives au fonctionnement pédagogique, peut être éventuellement constitué auprès de chaque institut.

Sa composition sera fixée par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 21. — Le directeur de l'institut de technologie est nommé par décret, sur proposition du ministre de tutelle intéressé.

Art. 22. — Le directeur représente l'institut de technologie dans les aspects de la vie civile. Il assure l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Il exerce personnellement et sous sa responsabilité, la direction de l'ensemble des services de l'institut de technologie.

Il établit le projet du budget, engage et ordonne les dépenses de l'institut de technologie.

Il recrute les personnels pédagogique, administratif et de service.

Il peut prendre des décisions de licenciement du personnel administratif et de service. Le licenciement du personnel de formation est soumis à l'accord préalable du conseil d'administration.

Il propose, éventuellement avec l'assistance du conseil d'orientation, les programmes de formation des instituts de technologie et contrôle leur exécution.

Il décide après accord du conseil d'administration, de l'affectation à donner aux élèves stagiaires à l'issue de leur formation.

Art. 23. — Le directeur de l'institut de technologie rend compte au conseil d'administration, des travaux et recherches en cours, et d'une manière générale, des activités de l'institut de technologie. Il établit un rapport annuel d'activité qui est soumis au conseil d'administration et au ministre de tutelle.

### TITRE III

#### Organisation financière

Art. 24. — Les ressources de l'institut de technologie comprennent, notamment :

— des subventions de l'Etat, des collectivités ou organismes publics et privés,

— les redevances ou rétributions versées à l'occasion de travaux ou recherches effectués par les élèves stagiaires des instituts de technologie,

— les revenus de biens et fonds.

— les dons et legs.

Art. 25. — L'agent de l'institut de technologie est nommé par arrêté du ministre d'Etat chargé des finances et du plan. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

### TITRE IV

#### Régime particulier

Art. 26. — Les modalités d'application de la présente ordonnance seront précisées, s'il échet, par décret.

Art. 27. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 décembre 1969.

Houari BOUMEDIENE.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret du 25 avril 1969 mettant fin aux fonctions d'un consul.

Par décret du 25 avril 1969, il est mis fin, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969, aux fonctions de consul de la République algérienne démocratique et populaire, exercées par M. Boualem Oubraham appelé à d'autres fonctions.

Arrêtés interministériels des 28 décembre 1968, 5 mars, 3 juillet, 25 septembre et 3 novembre 1969 portant détachement d'agents auprès d'autres ministères.

Par arrêté interministériel du 28 décembre 1968, M. Daho Rahmani, attaché de 3<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est placé en position de service détaché auprès de l'école nationale d'administration, pour une durée de quatre (4) ans, à compter du 7 octobre 1968.

Par arrêté interministériel du 28 décembre 1968, M. Abdelaziz Tourab, attaché d'administration centrale de 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est placé en position de service détaché auprès de l'école nationale d'administration, pour une durée de quatre (4) ans, à compter du 17 octobre 1968.

Par arrêté interministériel du 5 mars 1969, M. Haouari Mokhtari, attaché de 2<sup>ème</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est placé en position de service détaché auprès de l'école nationale d'administration, pour une nouvelle période d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1968.

Par arrêté interministériel du 3 juillet 1969, M. Abderrezak Kara Zaïtri, chancelier des affaires étrangères, est placé en position de service détaché auprès du ministre de l'intérieur (wilaya de Tlemcen), pour une période de deux ans allant du 1<sup>er</sup> mai 1969 au 30 avril 1971.

Par arrêté interministériel du 25 septembre 1969, M. Layachi Yaker, ministre plénipotentiaire de 3<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, au ministère des affaires étrangères, est détaché auprès du ministère du commerce, à compter du 9 juin 1969, pour toute la durée de sa mission.

Par arrêté interministériel du 3 novembre 1969, M. Mohamed Ould Kablia, conseiller des affaires étrangères de 5<sup>ème</sup> échelon, est placé en position de détachement pour une cinquième

période d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969, auprès du ministère de l'intérieur.

Par arrêté interministériel du 3 novembre 1969, M. Aïssa Seferdjell, secrétaire des affaires étrangères, est détaché pour une nouvelle période de deux ans, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1969, auprès du ministère du tourisme.

Les traitements des intéressés donneront lieu au précompte de la retenue de 6% pour pension calculée sur les traitements afférents à leurs grades et échelons dans leurs cadres d'origine.

Arrêtés des 28 décembre 1968, 3, 8, et 13 janvier, 7 et 11 février, 5 et 25 mars, 18 et 26 avril, 21 mai, 23 juillet, 15 et 29 septembre, 7 octobre et 5 novembre 1969 portant mouvement de personnel.

Par arrêté du 28 décembre 1968, une mise en disponibilité est accordée à M. Mohamed Mesli, secrétaire des affaires étrangères, pour une période d'un an allant du 1<sup>er</sup> janvier 1969 au 31 décembre 1969.

Durant cette période, l'intéressé cesse d'être rétribué sur le chapitre 31-11, article 01, section 07 du budget.

Par arrêté du 3 janvier 1969, la démission de M. Kaddour Nouioua, conducteur de 1<sup>ère</sup> catégorie, 2<sup>ème</sup> échelon, est acceptée.

L'intéressé est radié définitivement du corps des conducteurs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

Par arrêté du 8 janvier 1969, M. Abdeldjebbar Rahal, commis d'interprétariat de 1<sup>ère</sup> classe, est intégré dans le corps des agents d'administration au 1<sup>er</sup> échelon de l'échelle VI (indice nouveau 140).

L'ancienneté acquise depuis la date à laquelle l'intéressé a été promu commis d'interprétariat de 1<sup>ère</sup> classe, lui sera décomptée lors de son reclassement dans la nouvelle échelle.

Par arrêté du 13 janvier 1969, la démission de M. Mohamed Terra, attaché des affaires étrangères, est acceptée, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

L'intéressé est radié définitivement du corps des attachés des affaires étrangères.

Par arrêté du 7 février 1969, Mlle Fadila Djellab est recrutée, à compter du 14 juin 1967, en qualité d'agent dactylographe stagiaire, échelle IV, échelon de stage, indice 125 brut.

## SOMMAIRE (Suite)

MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA REFORME AGRAIRE

**Décret n° 70-168** du 10 novembre 1970 portant transfert d'attributions en matière de fabrication de crin végétal de palmier nain et en précisant l'exercice, p. 1088.

**Arrêté** du 14 octobre 1970 relatif aux modalités d'attribution et de renouvellement du label aux vins d'appellation d'origine garantie (V.A.O.G.), p. 1088.

## MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE

**Décret** du 10 novembre 1970 portant nomination du directeur de l'information, p. 1089.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

**Décret n° 70-172** du 12 novembre 1970 relatif au transfert, des biens nationalisés par l'ordonnance n° 70-79 du 12 novembre 1970 à la société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH), p. 1090.

MINISTERE DU TRAVAIL  
ET DES AFFAIRES SOCIALES

**Arrêté** du 17 septembre 1970 portant nomination des membres du conseil d'administration provisoire de la caisse de compensation du bâtiment et des travaux publics pour congés annuels payés de la région de Constantine, p. 1090

**Arrêté** du 30 septembre 1970 mettant fin aux fonctions de l'agent chargé des opérations financières de la caisse sociale de la région d'Alger, p. 1090.

**Arrêté** du 1<sup>er</sup> octobre 1970 portant extension du régime particulier de retraite et de prévoyance du personnel des mines d'Algérie à la mine d'Afferson, p. 1090

**Arrêté** du 1<sup>er</sup> octobre 1970 portant extension du régime particulier de retraite et de prévoyance du personnel des mines d'Algérie aux carrières du Ouillis, p. 1090.

## MINISTERE DU COMMERCE

**Décrets** du 10 novembre 1970 portant nomination de sous-directeurs, p. 1090.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**Arrêté** du 16 octobre 1970 portant ouverture et fixation de la taxe télex Algérie-Nouvelle-Calédonie, p. 1090.

## ACTES DES WALIS

**Arrêté** du 2 octobre 1970 du wali de Sétif, portant autorisation de prise d'eau, par pompage, sur l'oued Bousselam, p. 1091.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

**Marchés** — Appels d'offres, p. 1092.

— Mises en demeure d'entrepreneurs, p. 1092.

## LOIS ET ORDONNANCES

**Ordonnance n° 70-76** du 10 novembre 1970 portant institution du monopole de l'importation et de l'exportation de l'alfa, du diss, du doum ou palmier nain et du crin végétal.

## AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-20 du 3 avril 1969 portant création de l'office national de l'alfa ;

## Ordonne :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est institué le monopole de l'importation et de l'exportation de l'alfa, du diss, du doum ou palmier nain et du crin végétal.

Art. 2. — L'exercice du monopole, visé à l'article précédent, est assuré par l'office national de l'alfa (ONALFA).

Art. 3. — Des décrets ultérieurs préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente ordonnance.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 novembre 1970.

Houari BOUMEDIENE.

**Ordonnance n° 70-77** du 10 novembre 1970 portant acquisition des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination de mobil Sahara, mobil producing Sahara, Inc., mobil oil française et mobil Investment AG.

## AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et de l'énergie,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

## Ordonne :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont acquis par l'Etat, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1970, les biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature qui composent, en Algérie, les patrimoines de la société mobil Sahara dont le siège social est à Paris 8ème, 54 rue de Londres, de la société mobil producing Sahara Inc. dont le siège social est à Wilmington Delaware (Etats-unis d'Amérique), 100 West 10 th Street, de la société mobil oil française dont le siège social est à Paris (8ème) 46, rue de Courcelles et de la société mobil investment AG dont le siège social est à Zurich (Suisse) Bleicherweg 21, CH 8082, et plus généralement, les biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature, détenus en Algérie, par toutes les sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination totale ou partielle de mobil Sahara, mobil producing Sahara Inc., mobil oil française et mobil investment AG.

Art. 2. — L'ensemble des biens, parts, actions, droits et intérêts précités, est transféré à la société nationale « SONATRACH ».

Art. 3. — Les transferts visés à l'article 2, ci-dessus, feront l'objet d'un règlement direct par la SONATRACH. Les modalités de ce règlement seront précisées par un décret à intervenir dans les huit jours à compter de la date de la présente ordonnance.

Art. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 novembre 1970.

Houari BOUMEDIENE.

**Ordonnance n° 70-78** du 10 novembre 1970 modifiant l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie.

## AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du secrétaire d'Etat au plan,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie ;

#### Ordonne :

Article 1<sup>er</sup>. — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 14 de l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie, est modifié comme suit :

« Chaque institut de technologie est dirigé par un directeur et administré par un conseil d'administration composé comme suit :

- un président désigné par le ministre de tutelle,
- un vice-président désigné par le secrétaire d'Etat au plan,
- deux à quatre représentants des utilisateurs concernés, désignés par le ministre de tutelle,
- deux à quatre représentants élus du personnel de formation,
- un représentant du ministre des enseignements primaire et secondaire, désigné par le ministre des enseignements primaire et secondaire,
- un représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, désigné par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,
- un représentant du ministre du travail et des affaires sociales,
- un représentant de l'union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.),
- un représentant élu des élèves stagiaires »

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 novembre 1970.

Houari BOUMEDIENE.

Ordonnance n° 70-79 du 12 novembre 1970 portant nationalisation des biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature des sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination « Newmont Overseas petroleum Company », 300, Park avenue à New-York - N.Y. (Etats-unis d'Amérique).

#### AU NOM DU PEUPLE

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de l'industrie et de l'énergie,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

#### Ordonne :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont nationalisés, à la date de la publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire :

1. Les biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature qui composent le patrimoine de la Société Newmont Overseas petroleum company (Newmont) dont le siège social est à New-York (Etats-unis d'Amérique), 300 Park Avenue.

2. Plus généralement, les biens, parts, actions, droits et intérêts de toute nature, détenus par toutes sociétés, filiales ou établissements connus sous la raison sociale, le sigle ou la dénomination totale ou partielle de la société Newmont Overseas petroleum company (Newmont).

Art. 2. — Il sera dressé dans un délai qui sera fixé ultérieurement, un inventaire descriptif et estimatif des biens, parts, actions, droits et intérêts nationalisés, en tant que de besoin, par décret.

Art. 3. — La nationalisation résultant de la présente ordonnance, ouvrira droit à une indemnité à la charge de l'Etat, dont les modalités de fixation et de règlement seront fixées, en tant que de besoin, par décret.

Art. 4. — Les personnes physiques ou morales détenant, à quelque titre que ce soit, tout ou partie des biens, parts, actions, droits et intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, sont tenues d'en faire la déclaration au ministère de l'industrie et de l'énergie et d'en transférer la détention aux personnes physiques ou morales qui seront, à cet effet, désignées par décret.

Art. 5. — Tout contrat, engagement ou, plus généralement, tous liens ou obligations juridiques ou autres de nature à grever la valeur des biens nationalisés en vertu de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus ou à en rendre les conditions d'exploitation plus onéreuses ou plus contraignantes, peuvent être dénoncés par décision du ministre de l'industrie et de l'énergie.

Art. 6. — Le défaut de déclaration de mise à disposition ou de délivrance, dans les meilleures conditions, des biens nationalisés, peut entraîner l'annulation totale ou partielle du droit à l'indemnité prévue à l'article 3 ci-dessus.

Toute tentative de sabotage, destruction, détérioration ou dissimulation de biens nationalisés et de tous documents relatifs à ces biens, est passible de la sanction prévue à l'alinéa précédent, sans préjudice des sanctions prévues par les lois en vigueur.

Art. 7. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 novembre 1970.

Houari BOUMEDIENE.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 70-166 du 10 novembre 1970 portant composition des conseils exécutifs des wilayas.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu le décret n° 70-83 du 12 juin 1970 portant organisation du conseil exécutif de wilaya ;

Le Conseil des ministres entendu,

#### Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans chaque wilaya, l'exercice des activités relevant de sa compétence est assuré par les directions prévues à l'alinéa 2 de l'article 5 du décret n° 70-83 du 12 juin 1970 susvisé et par celles nouvellement créées dans les conditions prévues aux articles suivants.

Art. 2. — Dans la wilaya d'Alger, ces activités sont exercées par les directions suivantes :

- 1 — direction des affaires générales, de la réglementation et de l'administration locale ;
- 2 — direction des services financiers ;
- 3 — direction de l'infrastructure et de l'équipement ;
- 4 — direction de l'agriculture et de la réforme agraire ;

## SOMMAIRE (Suite)

MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA REFORME AGRAIRE

**Décret** n° 73-112 du 25 juillet 1973 fixant les limites de superficies des propriétés agricoles ou à vocation agricole dans la wilaya de l'Aurès (*rectificatif*), p. 1103.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**Décret** n° 73-183 du 21 novembre 1973 portant création d'un diplôme d'études approfondies à l'université de Constantine, p. 1103.

## MINISTERE DES FINANCES

**Décret** n° 73-194 du 21 novembre 1973 portant virement de crédits au sein du budget du ministère de la justice, p. 1103.

**Décret** n° 73-195 du 21 novembre 1973 portant virement de crédits au sein du budget du ministère des postes et télécommunications, p. 1105.

**Décret** n° 73-196 du 21 novembre 1973 portant virement de crédits au budget du ministère du commerce, p. 1105.

**Décret** n° 73-197 du 21 novembre 1973 portant virement de crédits au budget du secrétariat d'Etat à l'hydraulique, p. 1106.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

**Avis** du 23 novembre 1973 du ministre de l'industrie et de l'énergie, relatif à l'institution éventuelle de permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures dans les wilayas des Oasis et de la Saoura, p. 1107.

**Marchés** — Appels d'offres, p. 1108.

## LOIS ET ORDONNANCES

**Ordonnance** n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création d'instituts de technologie moyens agricoles et de centres de formation d'agents techniques.

## AU NOM DU PEUPLE,

**Le Chef** du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

**Sur** le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

**Vu** les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

**Vu** l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique ;

**Vu** l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969, modifiée, portant création des instituts de technologie ;

**Vu** le décret n° 68-276 du 30 mai 1968 portant statut des techniciens de l'agriculture ;

**Vu** le décret n° 68-278 du 30 mai 1968 portant statut des agents techniques spécialisés ;

**Vu** le décret n° 68-279 du 30 mai 1968 portant statut des agents techniques de l'agriculture ;

**Vu** le décret n° 69-36 du 25 mars 1969 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire ;

**Vu** le décret n° 71-81 du 9 avril 1971 portant création du corps des ingénieurs d'application ;

## Ordonne :

**Article 1<sup>er</sup>.** — Il est créé, en remplacement des écoles régionales d'agriculture, des instituts de technologie moyens

agricoles spécialisés chargés d'assurer la formation de techniciens de l'agriculture, dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

**Art. 2.** — Il est créé, en remplacement des centres de formation professionnelle agricole, des centres de formation d'agents techniques des services extérieurs du ministère, chargés d'assurer la formation d'agents techniques spécialisés et d'agents techniques de l'agriculture, et de dispenser un complément de formation aux agents en fonctions dans l'agriculture.

**Art. 3.** — Les instituts de technologie moyens agricoles spécialisés peuvent, en tant que de besoin, être érigés, par décret, en instituts de technologie agricole, ayant mission d'assurer la formation d'ingénieurs d'application de l'agriculture.

**Art. 4.** — Les spécialisations au sein des établissements d'enseignement agricole, peuvent être modifiées par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

**Art. 5.** — Des annexes des instituts de technologie agricoles de Mostaganem et des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés, peuvent être créées par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

**Art. 6.** — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance et notamment l'ordonnance n° 67-171 du 31 août 1967 portant création des écoles régionales d'agriculture et le décret n° 67-180 du 31 août 1967 portant organisation des centres de formation professionnelle agricole.

**Art. 7.** — La réorganisation du régime des études et leur sanction, sont fixées par décret.

**Art. 8.** — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 novembre 1973.

Houari BOUMEDIENE.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

**Décret** n° 73-178 du 21 novembre 1973 portant statut des appelés au service national.

**Le Chef** du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

**Sur** le rapport du ministre de la défense nationale,

**Vu** les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

**Vu** l'ordonnance n° 68-82 du 16 avril 1968 portant institution du service national, complétée par l'ordonnance n° 69-6 du 18 février 1969 ;



**Arrêté du 10 octobre 1967 portant transfert de crédit au budget du ministère du travail et des affaires sociales.**

Le ministre des finances et du plan,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 66-368 du 31 décembre 1966 portant loi de finances pour 1967 modifiée et complétée par l'ordonnance n° 67-83 du 2 juin 1967 ;

Vu le décret n° 67-14 du 9 janvier 1967, portant répartition des crédits ouverts pour 1967 au ministère du travail et des affaires sociales ;

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>. — Est annulé sur 1967, un crédit de cinq mille dinars (5.000 DA) applicable au budget du ministère du travail et des affaires sociales, chapitre 34-45 « formation professionnelle des adultes et sélection professionnelle, habillement ».

Art. 2. — Est ouvert sur 1967, un crédit de cinq mille dinars (5.000 DA) applicable au budget du ministère du travail et des affaires sociales, chapitre 34-05 « administration centrale - Habillement ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 10 octobre 1967.

P. le ministre des finances et du plan,

Le secrétaire général,

Salah MEBROUKINE.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

**Décret n° 67-217 du 17 octobre 1967 relatif à la libération anticipée d'une partie de la récolte des vins 1967-1968.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1936 portant code du vin ;

Vu le décret n° 66-279 du 12 septembre 1966 relatif à la libération anticipée d'une partie de la récolte 1966-1967 viti-vinicole ;

Vu le décret n° 67-29 du 25 janvier 1967 organisant la campagne viti-vinicole 1967 ;

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Chaque viticulteur pourra, dès la publication du présent décret au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*, disposer, par hectare, de quinze hectolitres de vin de la récolte 1967-1968 en vue de leur exportation.

Art. 2. — Les mûtes destinés à la fabrication de jus de fruits et de mistelles et les vins à usage industriel (vinage par enrichissement d'alcool) ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ; la commercialisation de ces produits s'effectue librement, dans le cadre de la législation en vigueur.

Art. 3. — Les conditions et les modalités définitives d'organisation de la campagne 1967-1968, seront définies par un texte ultérieur.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, le ministre des finances et du plan et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 17 octobre 1967.

Houari BOUMEDIENE.

**Décret n° 67-218 du 17 octobre 1967 portant création d'écoles régionales d'agriculture.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 67-179 du 31 août 1967 portant création des écoles régionales d'agriculture et notamment son article 3 ;

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — La liste des écoles régionales d'agriculture, est fixée comme suit :

- Ecole régionale d'agriculture d'Alger ;
- Ecole régionale d'agriculture d'Ain Témouchent ;
- Ecole régionale d'agriculture de Constantine ;
- Ecole régionale d'agriculture de Guelma ;
- Ecole régionale d'agriculture de Sidi Bel Abbès ;
- Ecole régionale d'agriculture de Skikda ;
- Ecole régionale d'agriculture de Tizi Quizou ;
- Ecole régionale d'agriculture de Tlemcen ;
- Ecole régionale d'agriculture d'El Biar (enseignement féminin agricole).

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 17 octobre 1967.

Houari BOUMEDIENE.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Arrêtés des 1<sup>er</sup> juin et 10 octobre 1967 portant mouvement dans le corps de la magistrature.**

Par arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1967, M. Ahmed Derradji, conseiller à la cour suprême, est détaché au ministère de la justice en qualité de directeur des affaires judiciaires.

Par arrêté du 10 octobre 1967, M. Abderrezak Dib, conseiller à la cour de Tlemcen, est suspendu de ses fonctions, sans traitement, à compter du 29 septembre 1967.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret du 17 octobre 1967 portant nomination d'un sous-directeur.**

Par décret du 17 octobre 1967, M. Baghdadi Si Mohamed est nommé sous-directeur des personnels administratifs.

Ledit décret prendra effet à compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DES ANCIENS MOUDJAHIDINE

**Décret n° 67-209 du 9 octobre 1967 portant création et fonctionnement des ouvroirs.**

Le Chef du Gouvernement, Président du conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre des anciens moudjahidine,

Vu l'ordonnance n° 66-36 du 2 février 1966 relative à la protection sociale des anciens moudjahidine ;

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il peut être créé, dans toute commune figurant dans l'état ci-joint, par délibération de l'assemblée populaire communale, un ouvroir de formation de couture, au profit des veuves et filles de chouhada.

L'ouvroir fonctionne comme un service communal.

Le plan d'emploi est établi à la fin de la 2<sup>ème</sup> année de formation.

Art. 15. — Les élèves-ingénieurs bénéficient d'un présalaire, selon des conditions qui seront fixées dans un texte ultérieur.

Art. 16. — Les élèves-ingénieurs bénéficient des mêmes avantages sociaux que les travailleurs salariés occupés dans le secteur public.

Art. 17. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 mai 1971.

Houari BOUMEDIENE

# Décret n° 71-141 du 26 mai 1971 portant création d'un institut de technologie d'horticulture (I.T.H.).

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969, portant création des instituts de technologie, modifiée ;

Vu l'ordonnance n° 70-10 du 20 janvier 1970, portant plan quadriennal 1970-1973 ;

Décète :

## TITRE I

### Création

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'institut de technologie d'horticulture (I.T.H.) ci-après désigné l'institut, un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire. Son siège est fixé à Ain Taya (wilaya d'Alger).

Art. 3. — L'institut est chargé d'assurer la formation de techniciens dans les branches suivantes :

— Cultures maraîchères, cultures florales, arboriculture.

Il peut également assurer dans ces branches, la formation et le perfectionnement du personnel en activité.

Art. 4. — Dans le cadre de son objet, l'institut peut :

— accueillir les élèves des autres établissements d'enseignement et de formation agricole,

— participer en liaison avec les organismes responsables, à toute action de diffusion du progrès technique ou de développement, entreprise auprès des agriculteurs de la région.

## TITRE II

### Organisation administrative

Art. 5. — L'institut est administré par un conseil d'administration, composé comme suit :

— un président désigné par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

— un vice-président désigné par le secrétaire d'Etat au plan,

— quatre représentants des utilisateurs, désignés par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

— un représentant du ministre des enseignements primaire et secondaire,

— un représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

— un représentant du ministre du travail et des affaires sociales,

— un représentant de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.),

— deux enseignants de l'institut, élus par le personnel de formation,

— un représentant élu des élèves stagiaires.

Le directeur de l'institut et l'agent comptable assistant, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut appeler en consultation, toute personne dont la compétence apparaît utile aux délibérations.

Art. 6. — Les modalités de fonctionnement et de délibération du conseil d'administration, sont régies par les dispositions des articles 15 à 19 de l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969, susvisée.

Art. 7. — L'institut est géré par un directeur dont le rôle et les attributions sont définis par l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Le directeur est assisté :

— d'un secrétaire général chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut avec l'aide d'un sous-intendant,

— d'un directeur pédagogique responsable de l'élaboration de la mise en œuvre des méthodes et programmes pédagogiques, de la sélection de l'orientation et de la formation des élèves, avec l'aide d'un responsable des stages.

Le secrétaire général et le directeur pédagogique sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

## TITRE III

### Organisation financière

Art. 8. — Le contrôle financier de l'institut est exercé par un contrôleur financier désigné par le ministre des finances.

Art. 9. — Le budget approuvé, le directeur de l'institut en transmet le double au contrôleur financier.

Art. 10. — Le compte de gestion, accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur de l'institut au conseil d'administration à sa première séance ordinaire de l'année. Il est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, et du ministre des finances avec les observations du conseil d'administration.

Art. 11. — Des textes ultérieurs préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 mai 1971.

Houari BOUMEDIENE.

Arrêté interministériel du 21 décembre 1970 modifiant l'arrêté interministériel du 12 juin 1970 relatif aux mesures de régularisation applicables aux ventes de farines et de semoules au cours de la campagne 1968-1969.

Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, et

Le ministre du commerce,

Vu l'ordonnance du 12 juillet 1962 relative à l'organisation du marché des céréales en Algérie et de l'office algérien interprofessionnel des céréales, ensemble les textes subséquents ;

Vu le décret n° 68-126 du 27 mai 1966 relatif aux attributions et à l'organisation administrative et financière de la caisse algérienne d'intervention économique ;

Vu le décret n° 68-384 du 3 juin 1968 fixant les prix et modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des blés, orges et avoines pour la campagne 1968-1969 ;

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

**Décret n° 73-66 du 16 avril 1973 portant création d'un institut de technologie de céréaliculture.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie, modifiée ;

**Décète :**

### TITRE I CREATION

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'« Institut de technologie de céréaliculture », (I.T.E.C.), un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Son siège est fixé à Sétif (Wilaya de Sétif).

Art. 3. — L'institut est chargé d'assurer la formation et la spécialisation de techniciens, nécessaires à la satisfaction des besoins de l'agriculture dans le système agro-écologique céréalier.

Il peut assurer la formation et le perfectionnement des personnels en activité dans ce secteur.

Art. 4. — Dans le cadre de son objet, l'institut peut :

- accueillir en vue de leur dispenser un complément de formation en céréaliculture, les élèves des autres établissements d'enseignement agricole ;
- contribuer à la formation de chercheurs dans le domaine de la céréaliculture, en accord avec l'institut national de la recherche agronomique et de la direction de la production végétale.
- participer activement, avec les organismes responsables, à l'information et à la vulgarisation agricoles dans les wilayas à vocation céréalière.

A cette fin, il a la charge de constituer un service d'études, de documentation, et de diffusion, en liaison avec l'institut national de la recherche agronomique et de la direction de la production végétale.

### TITRE II

#### ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 5. — L'institut est administré par un conseil d'administration composé comme suit :

- Le président, désigné par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.
- Le vice-président, désigné par le secrétaire d'Etat au plan.
- Trois représentants des utilisateurs concernés, désignés par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,
- Un représentant du ministre des enseignements primaire et secondaire ;
- Un représentant du ministre du travail et des affaires sociales ;
- Un représentant de l'union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) ;
- Quatre enseignants de l'institut, élus par le personnel de formation ;
- Deux représentants élus des élèves stagiaires.

Le directeur de l'institut et l'agent comptable assistent aux délibérations, avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut appeler, en consultation, toute personne dont la compétence lui paraît utile à ses délibérations.

Art. 6. — Les modalités de fonctionnement et de délibération du conseil d'administration, sont régies par les dispositions des articles 15 à 19 de l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Art. 7. — L'institut est géré par un directeur nommé par décret et dont le rôle et les attributions sont définis par l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Le directeur est assisté :

- d'un secrétaire général chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut.
- d'un directeur pédagogique responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre des méthodes et programmes pédagogiques de la sélection, de l'orientation et de la formation des élèves avec l'aide d'un responsable des stages.

Le secrétaire général et le directeur pédagogique sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

### TITRE III

#### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 8. — Le contrôle financier de l'institut est exercé par un contrôleur financier, désigné par le ministre des finances.

Art. 9. — Le budget approuvé, le directeur en transmet le double au contrôleur financier.

Art. 10. — Le compte de gestion, accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur de l'institut au conseil d'administration à sa première séance ordinaire de l'année.

Il est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et du ministre des finances, avec les observations du conseil d'administration.

Art. 11. — Des textes ultérieurs préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 avril 1973.

Houari BOUMEDIENE.

**Décret n° 73-67 du 16 avril 1973 portant création d'un institut de technologie agro-pastorale.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie modifiée ;

**Décète :**

### TITRE I CREATION

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'« Institut de technologie agro-pastorale », (I.T.A.P.), un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

**Décret n° 73-66 du 16 avril 1973 portant création d'un institut de technologie de céréaliculture.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie, modifiée ;

**Décète :**

### TITRE I CREATION

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'« Institut de technologie de céréaliculture », (I.T.E.C.), un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Son siège est fixé à Sétif (Wilaya de Sétif).

Art. 3. — L'institut est chargé d'assurer la formation et la spécialisation de techniciens, nécessaires à la satisfaction des besoins de l'agriculture dans le système agro-écologique céréalier.

Il peut assurer la formation et le perfectionnement des personnels en activité dans ce secteur.

Art. 4. — Dans le cadre de son objet, l'institut peut :

- accueillir en vue de leur dispenser un complément de formation en céréaliculture, les élèves des autres établissements d'enseignement agricole ;
- contribuer à la formation de chercheurs dans le domaine de la céréaliculture, en accord avec l'institut national de la recherche agronomique et de la direction de la production végétale.
- participer activement, avec les organismes responsables, à l'information et à la vulgarisation agricoles dans les wilayas à vocation céréalière.

A cette fin, il a la charge de constituer un service d'études, de documentation, et de diffusion, en liaison avec l'institut national de la recherche agronomique et de la direction de la production végétale.

### TITRE II

#### ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 5. — L'institut est administré par un conseil d'administration composé comme suit :

- Le président, désigné par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.
- Le vice-président, désigné par le secrétaire d'Etat au plan.
- Trois représentants des utilisateurs concernés, désignés par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,
- Un représentant du ministre des enseignements primaire et secondaire ;
- Un représentant du ministre du travail et des affaires sociales ;
- Un représentant de l'union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) ;
- Quatre enseignants de l'institut, élus par le personnel de formation ;
- Deux représentants élus des élèves stagiaires.

Le directeur de l'institut et l'agent comptable assistent aux délibérations, avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut appeler, en consultation, toute personne dont la compétence lui paraît utile à ses délibérations.

Art. 6. — Les modalités de fonctionnement et de délibération du conseil d'administration, sont régies par les dispositions des articles 15 à 19 de l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Art. 7. — L'institut est géré par un directeur nommé par décret et dont le rôle et les attributions sont définis par l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Le directeur est assisté :

- d'un secrétaire général chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut.
- d'un directeur pédagogique responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre des méthodes et programmes pédagogiques de la sélection, de l'orientation et de la formation des élèves avec l'aide d'un responsable des stages.

Le secrétaire général et le directeur pédagogique sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

### TITRE III

#### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 8. — Le contrôle financier de l'institut est exercé par un contrôleur financier, désigné par le ministre des finances.

Art. 9. — Le budget approuvé, le directeur en transmet le double au contrôleur financier.

Art. 10. — Le compte de gestion, accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur de l'institut au conseil d'administration à sa première séance ordinaire de l'année.

Il est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et du ministre des finances, avec les observations du conseil d'administration.

Art. 11. — Des textes ultérieurs préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 avril 1973.

Houari BOUMEDIENE.

**Décret n° 73-67 du 16 avril 1973 portant création d'un institut de technologie agro-pastorale.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie modifiée ;

**Décète :**

### TITRE I CREATION

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination d'« Institut de technologie agro-pastorale », (I.T.A.P.), un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Son siège est fixé à Djelfa (Wilaya de Médéa).

Art. 3. — L'institut est chargé d'assurer la formation et la spécialisation de techniciens nécessaires à la satisfaction des besoins dans le domaine agro-pastoral.

Il peut assurer la formation et le perfectionnement des personnels en activité dans ce secteur.

Art. 4. — Dans le cadre de son objet, l'institut peut :

- accueillir en vue de leur dispenser un complément de formation agro-pastorale, les élèves des autres établissements d'enseignement agricole.
- contribuer à la formation de chercheurs dans le domaine agro-pastoral, en accord avec l'institut national de la recherche agronomique de l'école nationale vétérinaire.
- participer activement, avec les organismes responsables, à l'information et à la vulgarisation agricoles dans les wilayas à vocation pastorale. A cette fin, il aura la charge de constituer un service d'études, de documentation et de diffusion en liaison étroite avec le centre national de recherche zootechnique (C.N.R.Z.) et l'école nationale vétérinaire.

## TITRE II

### ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 5. — L'institut est administré par un conseil d'administration composé comme suit :

- Le président, désigné par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.
- Le vice-président, désigné par le secrétaire d'Etat au plan.
- Trois représentants des utilisateurs, désignés par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,
- Un représentant du ministre des enseignements primaire et secondaire ;
- Un représentant du ministre du travail et des affaires sociales ;
- Un représentant de l'union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) ;
- Quatre enseignants de l'institut, élus par le personnel de formation ;
- Deux représentants élus des élèves stagiaires.

Le directeur de l'institut et l'agent comptable, assistent aux délibérations avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut appeler, en consultation, toute personne dont la compétence lui paraît utile à ses délibérations.

Art. 6. — Les modalités de fonctionnement et de délibération du conseil d'administration, sont régies par les dispositions des articles 15 à 19 de l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Art. 7. — L'institut est géré par un directeur nommé par décret et dont le rôle et les attributions sont définis par l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969, susvisée.

Le directeur est assisté :

- d'un secrétaire général chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut.
- d'un directeur pédagogique responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre des méthodes et programmes pédagogiques de la sélection, de l'orientation et de la formation des élèves avec l'aide d'un responsable des stages.

Le secrétaire général et le directeur pédagogique sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

## TITRE III

### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 8. — Le contrôle financier de l'institut est exercé par un contrôleur financier, désigné par le ministre des finances.

Art. 9. — Le budget approuvé, le directeur en transmet le double au contrôleur financier.

Art. 10. — Le compte de gestion, accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur de l'institut au conseil d'administration à sa première séance ordinaire de l'année.

Il est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et du ministre des finances, avec les observations du conseil d'administration.

Art. 11. — Des textes ultérieurs préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 avril 1973.

Houari BOUMEDIENE.

## MINISTRE DE LA JUSTICE

Arrêtés des 4 octobre 1971 et 15 décembre 1972 portant création d'audiences rurales.

Par arrêté du 4 octobre 1971, il est créé, dans le ressort du tribunal de Khemis Miliana, deux audiences rurales qui se tiendront :

- 1) à Oued Chorfa, les premier et troisième vendredis de chaque mois ;
- 2) à Djendel, les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

Par arrêté du 4 octobre 1971, il est créé, dans le ressort du tribunal de Bou Saada, six audiences rurales qui se tiendront :

- 1) à Ben Srou, les premier et troisième lundis de chaque mois ;
- 2) à Djebel Messaad, les premier et troisième mercredis de chaque mois ;
- 3) à Medjedel, les premier et troisième jeudis de chaque mois ;
- 4) à Slim, les deuxième et quatrième vendredis de chaque mois ;
- 5) à Aïn Mellah, les premier et troisième samedis de chaque mois ;
- 6) à Sidi Ameur, les premier et troisième vendredis de chaque mois.

Par arrêté du 15 décembre 1972, il est créé, dans le ressort du tribunal de Tébessa, quatre audiences rurales qui se tiendront :

- 1) à Chéria, les premier et troisième mercredis de chaque mois ;
- 2) à El Aouinet, les premier et troisième samedis de chaque mois ;
- 3) à Bir El Ater, le deuxième mercredi de chaque mois ;
- 4) à Ouenza, le premier mardi de chaque mois.

Par arrêté du 15 décembre 1972, il est créé, dans le ressort du tribunal de Souk Ahras, trois audiences rurales qui se tiendront :

- 1) à Khedara, les premier et troisième samedis de chaque mois ;
- 2) à Hammam M'Bails, les premier et troisième jeudis de chaque mois ;
- 3) à Taoura, les premier et troisième lundis de chaque mois.

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 68-211 du 30 mai 1968 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux ingénieurs d'application de l'agriculture ;

Vu le décret n° 71-81 du 9 avril 1971 portant création d'un corps d'ingénieurs d'application de l'agriculture ;

Vu le décret n° 71-140 du 26 mai 1971 relatif à l'organisation de la formation à l'institut de technologie agricole (I.T.A.) ;

### Décète :

Article 1er. — L'article 6 du décret n° 71-81 du 9 avril 1971 portant création d'un corps d'ingénieurs d'application de l'agriculture est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 6. — Les ingénieurs d'application de l'agriculture sont recrutés :

1) par voie de concours sur titres parmi les candidats âgés de 35 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours, titulaires d'un diplôme d'ingénieur dans l'une des spécialités correspondant aux filières énumérées à l'article 3 ci-dessus, délivré par une école d'ingénieurs d'application ».

« Le reste sans changement ».

Art. 2. — Il est ajouté un article 6 bis ainsi conçu :

« Art. 6 bis. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1°) de l'article 6 ci-dessus et jusqu'au 31 décembre 1982, les ingénieurs d'application réunissant les conditions d'âge et de titres peuvent être recrutés sur titres ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1979.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 79-244 du 1er décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie, modifiée par l'ordonnance n° 70-78 du 10 novembre 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création d'instituts de technologie moyens agricoles et de centre de formation d'agents techniques de l'agriculture ;

### Décète :

#### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Les instituts de technologie moyens agricoles spécialisés sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Les instituts de technologie moyens agricoles spécialisés sont placés sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire.

Art. 3. — Les instituts de technologie moyens agricoles spécialisés sont chargés d'assurer la formation des techniciens de l'agriculture. Ils peuvent également assurer le perfectionnement et la formation du personnel en activité.

Art. 4. — Dans le cadre de leur objet, les instituts de technologie moyens agricoles spécialisés :

— peuvent recevoir des stagiaires en vue d'un complément de formation,

— participent à toute action de diffusion du progrès technique ou de développement, entreprise auprès des agriculteurs des régions où ils sont implantés.

#### CHAPITRE II

#### ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 5. — Chaque institut de technologie moyen agricole spécialisé désigné ci-après « l'institut » est dirigé par un directeur et administré par un conseil d'administration composé comme suit :

— le directeur de l'institut national de développement de la spécialité, président,

— un représentant du ministre chargé du plan,

— le directeur de l'éducation agricole ou son représentant,

— le directeur de l'agriculture et de la révolution agraire de la wilaya où est implanté l'institut.

— un représentant de la direction générale de la fonction publique,

— un représentant du ministre des finances,

— un représentant du ministre de l'éducation,

— un représentant du ministre du travail et de la formation professionnelle,

— deux représentants de l'U.G.T.A.,

— un représentant des élèves stagiaires,

Le directeur de l'institut et l'agent comptable assistant, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut appeler en consultation toute autre personne jugée compétente pour les questions inscrites à l'ordre du jour.

**Art. 6.** — Les modalités de fonctionnement du conseil d'administration sont régies par les dispositions des articles 15 à 19 de l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

**Art. 7.** — Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une durée de deux (2) ans. Le mandat des personnes nommées en raison de leurs fonctions cesse s'il est mis fin à celles-ci.

En cas de vacance d'un siège par démission, décès ou toute autre cause, le nouveau membre est désigné conformément à l'article 5 du présent décret. Il achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 8.** — Le directeur de l'institut est nommé par décret sur proposition du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Art. 9.** — Le directeur assume la direction de l'ensemble des services de l'institut et veille à son bon fonctionnement.

Il représente l'institut dans tous les actes de la vie civile et assure l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Il établit le budget, engage et ordonne les dépenses de l'institut.

**Art. 10.** — Le directeur est assisté d'un secrétaire général et d'un directeur de pédagogie, nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire, sur proposition du directeur.

**Art. 11.** — Le secrétaire général est chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut.

Il remplace le directeur en cas d'absence de celui-ci.

**Art. 12.** — Le directeur de pédagogie est chargé, sous le contrôle du directeur de l'institut, de diriger l'enseignement dispensé à l'institut de technologie moyen agricole spécialisé.

Il est chargé notamment :

- d'étudier et d'organiser le travail des équipes pédagogiques et celui des élèves stagiaires,

- d'établir et d'adapter les programmes et leur contenu,

- de contrôler la valeur pédagogique de l'animation-diffusion ainsi que des documents d'enseignement,

- de participer à la formation pédagogique des personnels enseignants de son établissement,

- de veiller au respect des normes de travail et des horaires,

- d'assurer la centralisation et la sauvegarde des documents d'enseignement de toute nature réalisés par l'institut.

**Art. 13.** — La direction de la pédagogie se subdivise en cellules de conception, dont le nombre et la définition seront précisés par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire et de l'autorité chargée de la fonction publique.

**Art. 14.** — Chaque cellule de conception est placée sous l'autorité d'un responsable nommé par arrêté du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire.

**Art. 15.** — Le responsable de cellule de conception est chargé, sous le contrôle du directeur de pédagogie :

- de gérer le matériel pédagogique,

- d'organiser et d'animer l'enseignement pratique et l'emploi des méthodes actives,

- de participer à la détermination des objectifs d'enseignement et des moyens correspondants,

- de concevoir, au niveau de sa cellule, les méthodes et techniques nécessaires.

**Art. 16.** — Chaque année d'enseignement est placée sous la conduite d'un responsable d'année, d'animateurs et d'adjoints d'enseignement nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire.

**Art. 17.** — Sous l'autorité du directeur de la pédagogie, le responsable d'année est chargé notamment :

- de participer à l'établissement du programme et à la mise au point des documents pédagogiques,

- d'analyser les résultats et d'étudier les ajustements nécessaires à l'acquisition des connaissances,

- d'actualiser les contenus de l'enseignement,

- d'étudier les moyens nécessaires au déroulement des séances d'enseignement en liaison avec les responsables de cellules de conception,

- de participer à la mise au point de l'harmonisation entre les besoins de la profession et les objectifs de la formation,

- de participer à l'élaboration des tests et à leur évaluation,

- d'organiser et d'animer le travail des animateurs, de coordonner leur action et de suivre les résultats des évaluations.

**Art. 18.** — L'animateur, en collaboration avec l'équipe pédagogique, est chargé de réaliser :

- la préparation des séances d'enseignement,

- la diffusion théorique et pratique de cet enseignement par l'utilisation des méthodes actives auprès d'un ou de plusieurs groupes d'élèves, sur une ou plusieurs matières du programme,

- l'élaboration des tâches d'évaluation primaire.

**Art. 19.** — L'adjoint d'enseignement, placé sous l'autorité du responsable d'année, est chargé :

— de la participation, avec les animateurs, aux tâches de l'enseignement,

— de la diffusion des travaux pratiques pour une partie d'un groupe d'élèves.

### CHAPITRE III

#### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 20. — Le budget de l'institut comprend :

##### En ressources :

— les subventions de fonctionnement et d'équipement alloués par l'Etat, les collectivités ou organismes publics,

— les dons et legs y compris les dons de l'Etat ou organismes étrangers ou internationaux publics ou privés,

— les ressources diverses liées à l'activité de l'institut.

##### En dépenses :

— les dépenses de fonctionnement et d'équipement et, d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'établissement.

Art. 21. — Le contrôle financier de l'institut est exercé par un contrôleur financier désigné par le ministre des finances.

Art. 22. — Le budget de l'institut est préparé par le directeur et transmis à l'autorité de tutelle, après adoption par le conseil d'administration avant le 30 juin précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est approuvé par décision conjointe du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire et du ministre des finances.

Art. 23. — En cas d'opposition d'un ministre, un autre projet de budget doit être proposé par le conseil d'administration dans un délai de quinze (15) jours.

La décision d'approbation doit intervenir dans un délai de 30 jours.

Art. 24. — Dans le cas où aucune décision n'est intervenue à la date du début de l'exercice auquel se rapporte le budget, le directeur est autorisé à engager les dépenses nécessaires dans la limite des crédits prévus dans le budget de l'exercice précédent.

Art. 25. — Le budget peut être modifié en cours d'exercice conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 26. — La tenue des écritures comptables et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé par arrêté du ministre des finances.

Art. 27. — Les comptes relatifs aux exercices clos sont arrêtés par le conseil d'administration avant le 1er septembre suivant la clôture de l'exercice.

Ils sont approuvés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 28. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er décembre 1979.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 79-245 du 1er décembre 1979 portant organisation du régime des études dans les instituts de technologie moyens agricoles spécialisés.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 70-78 du 10 novembre 1970 ;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 31 novembre 1973 portant création des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés et des centres de formation d'agents techniques agricoles ;

Vu le décret n° 79-244 du 1er décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés ;

##### Décrète :

Article 1er. — L'admission en première année des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés s'effectue par voie de concours sur épreuves ouvert :

— aux candidats âgés de 17 ans au moins et de 30 ans au plus, justifiant d'un certificat de fin de scolarité d'une classe de quatrième année de l'enseignement moyen ou d'un titre admis en équivalence,

— aux agents techniques spécialisés titulaires justifiant de trois années d'ancienneté dans le corps et dans les mêmes conditions d'âge,

— aux agents techniques de l'agriculture titulaires justifiant de quatre années d'ancienneté dans le corps et dans les mêmes conditions d'âge.

Art. 2. — Sont admis directement en deuxième année des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés, par voie de concours sur épreuves, les



Vu le décret n° 83-363 du 28 mai 1983 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 mars 1985 portant création d'une commission sectorielle de tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure relevant du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

#### Décète :

Article 1er. — Il est créé un institut de formation de techniciens supérieurs de l'agriculture à Sidi Bel Abbès, régi par les dispositions du décret n° 83-202 du 19 mars 1983 susvisé.

Art. 2. — Le siège de l'institut est fixé à Sidi Bel Abbès.

Art. 3. — La tutelle pédagogique de l'institut s'exerce suivant les dispositions du décret n° 83-363 du 28 mai 1983 susvisé.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 15 octobre 1985.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 85-251 du 15 octobre 1985 portant création d'un institut de technologie moyen agricole à Bordj Mira (wilaya de Béjaïa).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création des instituts de technologie moyens agricoles et des centres de formation d'agents techniques agricoles ;

Vu le décret n° 79-244 du 1er décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles ;

Vu le décret n° 79-245 du 1er décembre 1979 portant organisation du régime des études dans les instituts de technologie moyens agricoles spécialisés ;

Vu le décret n° 79-247 du 1er décembre 1979 portant création d'emplois spécifiques au sein des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

#### Décète :

Article 1er. — Il est créé un institut de technologie moyen agricole à Bordj Mira (wilaya de Béjaïa) régi par les dispositions des décrets n° 79-244, 79-245 et 79-247 du 1er décembre 1979 susvisés.

Art. 2. — Le siège de l'institut est fixé à Bordj Mira (wilaya de Béjaïa).

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 15 octobre 1985.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 85-252 du 15 octobre 1985 portant création d'un institut de technologie moyen agricole à Timimoun.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969, modifiée, portant création des instituts de technologie ;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création des instituts de technologie moyens agricoles et des centres de formation d'agents techniques agricoles ;

Vu le décret n° 79-244 du 1er décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles ;

Vu le décret n° 79-245 du 1er décembre 1979 portant organisation du régime des études dans les instituts de technologie moyens agricoles ;

Vu le décret n° 79-247 du 1er décembre 1979 portant création d'emplois spécifiques au sein des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

#### Décète :

Article 1er. — Il est créé un institut de technologie moyen agricole à Timimoun régi par les dispositions des décrets n° 79-244, 79-245 et 79-247 du 1er décembre 1979 susvisés.

Art. 2. — Le siège de l'institut est fixé à Timimoun (wilaya d'Adrar).

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 15 octobre 1985.

Chadli BENDJEDID

— Vu le décret exécutif n° 90-226 du 25 juillet 1990 fixant les droits et obligations des travailleurs exerçant les fonctions supérieures de l'Etat ;

— Vu le décret exécutif n° 90-227 du 25 juillet 1990 fixant la liste des fonctions supérieures de l'Etat, au titre de l'administration des institutions et organismes publics ;

— Vu le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990 fixant le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat.

### Décète :

**Article 1<sup>er</sup>.** — En application de l'article 17 du décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990, susvisé, l'inspection générale, placée sous l'autorité du ministre de la santé, est chargée des missions d'inspection, de contrôle et d'évaluation des activités des structures, organismes et établissements relevant du ministère de la santé.

**Art. 2.** — Dans le cadre des missions générales prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, l'inspection générale concourt notamment à travers ses actions à :

— veiller à l'application de la législation et de la réglementation qui les concernent,

— prévenir les défaillances dans la gestion et la marche de leurs services,

— orienter et conseiller les gestionnaires pour leur permettre de mieux assurer leurs prérogatives dans le respect des lois et règlements en vigueur,

— veiller à l'utilisation rationnelle et optimale des moyens et des ressources mis en place,

— s'assurer de la concrétisation de l'impératif de rigueur dans l'organisation du travail.

**Art. 3.** — L'inspection générale procède à des vérifications sur pièces et sur place globales ou focalisées, qui portent notamment sur les conditions et procédures :

— d'application des programmes nationaux établis par le ministère de la santé,

— des services assurés aux usagers quant à leur qualité,

— des organes et structures d'organisation et de leur fonctionnement,

— de gestion et d'utilisation de leurs moyens humains,

— de gestion et d'utilisation de leurs ressources financières,

— d'utilisation, de préservation, de maintenance et de sécurité de leur patrimoine immobilier et mobilier.

A l'issue de ses interventions, l'inspection générale peut proposer toute mesure susceptible d'améliorer et de renforcer l'exercice des activités des organes, structures et établissements inspectés.

**Art. 4.** — L'inspection générale intervient sur la base d'un programme annuel d'inspection qu'elle soumet à l'approbation du ministre de la santé.

Elle peut également intervenir de manière inopinée à la demande du ministre de la santé.

Toute mission d'inspection ou de contrôle est sanctionnée par un rapport que l'inspecteur général soumet au ministre de la santé.

**Art. 5.** — L'inspection générale peut à l'occasion de ses interventions, prendre les mesures conservatoires dictées par les circonstances en vue de rétablir le bon fonctionnement des structures et organes inspectés. Elle doit rendre compte immédiatement au ministre.

**Art. 6.** — L'inspection générale est dirigée par un inspecteur général assisté de six (6) inspecteurs.

**Art. 7.** — L'inspecteur général anime, coordonne et suit les activités des inspecteurs placés sous son autorité. Il rend compte régulièrement au ministre des activités menées par l'inspection générale.

Il établit, en outre, un rapport annuel d'activité de l'inspection générale qu'il soumet au ministre de la santé.

L'inspecteur général reçoit, dans la limite de ses attributions, délégation de signature du ministre.

**Art. 8.** — L'inspecteur général et les inspecteurs sont nommés par décret exécutif sur proposition du ministre de la santé.

Il sont régis par les dispositions des décrets exécutifs n° 90-226, 90-227 et 90-228 du 25 juillet 1990 susvisés.

**Art. 9.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 décembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

«»

**Décret exécutif n° 91-506 du 21 décembre 1991 modifiant le décret n° 79-244 du 1<sup>er</sup> décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret n° 79-244 du 1<sup>er</sup> décembre 1979 portant organisation administrative des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés ;

Vu le décret présidentiel n° 91-198 du 5 juin 1991 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 91-199 du 18 juin 1991 modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture.

### Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — *l'article 8* du décret n° 79-244 du 1er décembre 1979 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 8. — Le directeur de l'institut est nommé par arrêté du ministre de l'agriculture.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 décembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

### Décret exécutif n° 91-507 du 22 décembre 1991 modifiant la répartition par secteur des dépenses à caractère définitif du plan national pour 1991.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 alinéa 4 et 116 alinéa 2 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-02 du 12 janvier 1988 relative à la planification ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991 ;

Vu la loi n° 90-37 du 31 décembre 1990 portant plan national pour 1991, modifiée et complétée ;

Vu la loi n° 91-12 du 7 septembre 1991 portant loi de finances complémentaire pour 1991 ;

### Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est annulé sur l'exercice 1991, un crédit de un milliard cinq cent vingt six millions de dinars (1.526.000.000 DA) applicable aux dépenses à caractère définitif du plan national pour 1991 conformément au tableau « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur l'exercice 1991 un crédit de un milliard cinq cent vingt six millions de dinars (1.526.000.000 DA) applicable aux dépenses à caractère définitif du plan national pour 1991 conformément au tableau « B » annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 décembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

### A N N E X E

Tableau « A » : Concours définitifs

SECTEURS	CREDITS ANNULES EN MILLIERS DE DINARS
Industries manufacturières	144.500
Agriculture — Hydraulique	444.500
Services	177.500
Infrastructures socio-culturelles	120.000
Habitat	69.500
Subventions et sujétions d'aménagement du territoire	50.000
Subventions d'équipement aux EPIC et aux CRD	520.000
<b>Total</b>	<b>1.526.000</b>

Tableau « B » : Concours définitifs

SECTEURS	CREDITS OUVERTS EN MILLIERS DE DINARS
Mines et énergie	80.000
Infrastructures économiques et administratives	692.000
Dotation du fonds d'assainissement des entreprises publiques	754.000
<b>Total</b>	<b>1.526.000</b>

## DECRETS

**Décret exécutif n° 2000-235 du 15 Jomada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000 portant dissolution du centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Oued Rhiou féminin et transfert de ses biens, droits et obligations à la wilaya de Relizane et au CFPA de Djidiouia (wilaya de Relizane).**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de la formation professionnelle et du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Vu le décret exécutif n° 93-310 du 30 Jomada Ethania 1414 correspondant au 14 décembre 1993 portant création des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage ;

Vu le décret exécutif n° 98-401 du 13 Chaâbane 1419 correspondant au 2 décembre 1998 portant création et suppression de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) ;

### Décète :

Article 1er. — Le centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Oued Rhiou féminin (wilaya de Relizane), créé par le décret exécutif n° 93-310 du 30 Jomada Ethania 1414 correspondant au 14 décembre 1993, susvisé est dissous.

Art. 2. — La dissolution prévue à l'article 1er ci-dessus, emporte le transfert à la wilaya de Relizane des biens immeubles, droits et obligations dudit centre.

Art. 3. — Les biens meubles du centre sont transférés au CFPA de Djidiouia (wilaya de Relizane).

Art. 4. — Le transfert des biens, droits et obligations donne lieu à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'inventaire prévu à l'alinéa ci-dessus est établi par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre des finances, le ministre de la formation professionnelle et le ministre de l'intérieur et des collectivités locales.

Art. 5. — Les personnels liés au fonctionnement et à la gestion de l'ensemble des structures et moyens du centre, sont transférés au centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Djidiouia (wilaya de Relizane) conformément à la réglementation en vigueur.

Les droits et obligations des personnels concernés demeurent régis par les dispositions légales, statutaires ou contractuelles qui les régissent à la date du transfert.

Art. 6. — La liste des centres de formation professionnelle telle que consacrée par le décret exécutif n° 93-310 du 30 Jomada Ethania 1414 correspondant au 14 décembre 1993 portant création de CFPA est modifiée en conséquence.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Jomada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000.

Ahmed BENBITOUR.



**Décret exécutif n° 2000-236 du 15 Jomada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000 portant transformation d'instituts de technologie moyens agricoles spécialisés (I.T.M.A.S) en instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la formation professionnelle,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création des instituts de technologie moyens agricoles et des centres de formation d'agents techniques ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-235 du 28 juillet 1990 portant statut-type des instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 98-176 du 27 Moharram 1419 correspondant au 24 mai 1998 conférant au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle le pouvoir de tutelle sur l'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Bougara ;

Vu le décret exécutif n° 98-177 du 27 Moharram 1419 correspondant au 24 mai 1998 conférant au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle le pouvoir de tutelle sur l'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Tlemcen ;

Vu le décret exécutif n° 2000-126 du 8 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 11 juin 2000 fixant les attributions du ministre de la formation professionnelle ;

### Décrète :

Article 1er. — L'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Bougara et l'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Tlemcen sont transformés en instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle, régis par les dispositions du décret exécutif n° 90-235 du 28 juillet 1990, susvisé.

Art. 2. — Les formations dispensées dans les établissements mentionnés à l'article 1er ci-dessus et ne relevant pas des missions des instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle, continuent à être assurées par les nouveaux établissements jusqu'à leur extinction.

Art. 3. — Les biens meubles et immeubles et les personnels de chaque établissement reconverti, sont transférés à l'institut national spécialisé de formation professionnelle correspondant.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Joumada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000.

### ANNEXE

#### LISTE DES ETABLISSEMENTS TRANSFORMES EN I.N.S.F.P

WILAYA	ETABLISSEMENTS TRANSFORMES	INSTITUT NATIONAL SPECIALISE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
Blida	Institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Bougara	Institut national spécialisé de formation professionnelle de Bougara
Tlemcen	Institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Tlemcen	Institut national spécialisé de formation professionnelle de Tlemcen

**Décret exécutif n° 2000-237 du 15 Joumada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000 portant transformation de centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la formation professionnelle,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 81-07 du 27 juin 1981, modifiée et complétée, relative à l'apprentissage et l'ensemble des textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 85-247 du 15 octobre 1985 portant création de centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

# DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS

Décision du 4 février 1975 portant attribution d'une licence de taxi dans la wilaya de Saïda.

Par décision du 4 février 1975, est attribuée une licence de taxi avec centre d'exploitation à Saïda, à Mme Vve Abdelkader Médeghri, née Mokhtaria Seloua, domiciliée 3, rue Maata Mohamed à Saïda.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Arrêté du 10 septembre 1974 portant tableau récapitulatif des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés.

Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie, modifiée ;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création des instituts de technologie moyens agricoles et de centres de formation d'agents techniques agricoles et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 68-276 du 30 mai 1968 portant statut des techniciens de l'agriculture ;

Vu le décret n° 69-38 du 25 mars 1969 portant organisation de l'administration générale du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Les spécialisations au sein des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés, sont modifiées comme suit :

Localisation	Dénomination et spécialisation
Skikda	Institut de technologie d'aménagement rural
Guelma	Institut de technologie moyen agricole de productions animales
Batna	Institut de technologie moyen agricole des eaux et forêts
Constantine	Institut de technologie de machinisme agricole
Ouargla	Institut de technologie d'agriculture saharienne
Aïn Taya	Institut de technologie d'horticulture
Sétif	Institut de technologie de cerealiculture
Tizi Ouzou	Institut de technologie d'économie et de gestion commercialisation
Bougara	Institut de technologie d'économie et de gestion agricole
El Biar	Institut de technologie d'application pédagogique
Jardin d'essai	Institut de technologie de floriculture
Djelfa	Institut de technologie de pastoralisme
Khemis Miliana	Institut de technologie de culture industrielle
Tiaret	Institut de technologie agricole d'élevage
Sidi Bel Abbès	Institut de technologie de santé animale
Tlemcen	Institut de technologie agricole d'arboriculture
Aïn Témouchent	Institut de technologie d'agriculture générale et vulgarisation

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 septembre 1974.

Mohamed TAYEBI

## MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés des 31 décembre 1974, 4 et 18 janvier 1975 portant acquisition de la nationalité algérienne.

Par arrêtés des 31 décembre 1974, 4 et 18 janvier 1975, acquièrent la nationalité algérienne et jouissent de tous les droits attachés à la qualité d'Algérien, dans les conditions de l'article 9 de l'ordonnance n° 70-86 du 15 décembre 1970 portant code de la nationalité algérienne :

M. Abdelkrim oudl Fodil, né le 16 octobre 1951 à Tiaret ;

M. Abderrahmane ben Ali, né le 18 février 1953 à Saïda, qui s'appellera désormais : Benali Abderrahmane ;

M. Abderrahmane oudl Mohamed, né le 6 avril 1964 à Alger ;

M. Abdesselam Mohamed, né le 7 janvier 1952 à Adélia, commune de Miliana (El Asnam) ;

M. Ahmed ben Atmane, né le 5 mai 1952 à Relizane (Mostaganem), qui s'appellera désormais : Atmane Ahmed ;

M. Ahmed oudl Mohamed, né le 29 novembre 1950 à Tiaret, qui s'appellera désormais : Bekouch Ahmed ;

Mlle Baba Kaira, née le 9 janvier 1951 à Dahmouni (Tiaret) ;

M. Belhadi Abdelkrim, né le 27 janvier 1952 à Relizane (Mostaganem) ;

Mlle Belhadj Leila, née le 7 octobre 1954 à Tlemcen ;

M. Benmohamed Abdelouahab, né le 28 décembre 1951 à Annaba ;

Mlle Daouia bent Mohammed, née le 23 juillet 1950 à Oran ;

Mlle Djazia bent Mohammed, née le 23 mars 1954 à Alger, qui s'appellera désormais : Ferrani Djazia ;

Mlle El Afsa Khedidja, née le 9 décembre 1950 à Oran ;

M. El Djebli Moubarek, né le 17 mars 1952 à Béni Saf (Tlemcen) ;

M. El Khadir ben Mohamed, né le 1<sup>er</sup> juin 1950 à Chaabat El Leham (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Adergal El Khadir ;

Mlle Fatima bent Ahmed, née le 27 octobre 1953 à Méchéria (Saïda) ;

Mlle Fatna bent Mohamed, née le 2 janvier 1952 à Aïn El Arba (Sidi Bel Abbès), qui s'appellera désormais : Belhadj Fatna ;

M. Hariga Abdelaziz, né le 17 avril 1952 à Souk Ahras (Guelma) ;

M. Lahcene oudl Mohand, né le 16 février 1951 à Bouzaréah (Alger) ;

Mlle Lalami Feriella Nour El Houda, née le 2 juin 1953 à Alger ;

M. Lenne Pierre Claude, né le 17 mai 1950 à Adrar ;

M. Maroci Abdelkader, né le 7 novembre 1951 à M'Sirda Fouaga (Tlemcen) ;

M. Omar ben Hassen, né le 16 août 1952 à El Harrach (Alger) ;

Mlle Riffi Sifia, née le 19 mars 1950 à Béni Saf (Tlemcen) ;

Mlle Saliha bent Kébir, née le 22 avril 1952 à Alger, qui s'appellera désormais : El Kébir Saliha ;

Mlle Zahia bent Boudjemaa, née le 24 octobre 1952 à Béni Saf (Tlemcen), qui s'appellera désormais : Khaldi Zahia ;

M. Zoubir oudl Abdellah, né le 7 août 1952 à Saoula (Alger).

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 30 Ramadhan 1425 correspondant au 13 novembre 2004, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“Art. 2. — La commission permanente ..... :

— M. : Nessala Brahim, représentant du ministre chargé des ressources en eau, président, en remplacement de M. Mustapha Karim Rahiel”.

— M. Tolba Tahar, représentant du ministre chargé de l'environnement est désigné en remplacement de M. Lahrech Abdel Karim.

..... (le reste sans changement) .....”.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Jomada El Oula 1427 correspondant au 3 juin 2006.

Abdelmalek SELLAL.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU  
DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006 portant création d'une commission des œuvres sociales au sein de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé de Aïn Taya.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 71-141 du 26 mai 1971 portant création d'un institut de technologie d'horticulture (ITH) ;

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, au sein de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé de Aïn Taya, d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006.

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

*Le secrétaire général*

Abdessalam CHELGHOUM.

— — — — ★ — — — —

**Arrêté du 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006 portant création d'une commission des œuvres sociales au sein du centre cynégétique de Réghaïa.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 83-75 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Réghaïa ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982, susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, au sein du centre cynégétique de Réghaïa, d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006.

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

*Le secrétaire général*

Abdessalam CHELGHOUM.

**Arrêté du 7 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 17 novembre 2007 portant renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce.**

-----

Par arrêté du 7 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 17 novembre 2007, la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère du commerce est composée comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	REPRESENTANTS DU PERSONNEL
Nourredine Chérif	Rachid Baloul
Naser-Eddine Bouguerra	Abdelhamid Kaoumi
Mohamed Boukais	Saad-Eddine Benagoudjil
Ali Zerroukhi	Youcef Belgherib
Zoubir Ezziat	Abdesselam Kechairi
M'Barek Hasni	Yasmina Kemali
Zoulikha Zahaf	Mohamed Lamouri

La présidence de la commission de recours est assurée conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 10 Chaoual 1428 correspondant au 22 octobre 2007 portant création d'une commission des œuvres sociales auprès de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé du jardin d'Essais (Alger).**

-----

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982, susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, auprès de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé du jardin d'Essais (Alger), d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Chaoual 1428 correspondant au 22 octobre 2007.

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural,

*Le secrétaire général*

Abdesselam CHELGHOUM

-----★-----

**Arrêté du 25 Chaoual 1428 correspondant au 6 novembre 2007 fixant la composition du comité interprofessionnel du lait (CIL).**

-----

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL), notamment son article 20 ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 20 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition du comité interprofessionnel du lait, organe consultatif auprès de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL).

Art. 2. — Le comité interprofessionnel du lait de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers est composé comme suit :



Art. 3. — L'institut est chargé d'assurer la formation et la spécialisation des techniciens et cadres supérieurs nécessaires à la satisfaction des besoins de l'agriculture saharienne.

Il peut également assurer la formation et le perfectionnement des personnels en activité dans ce secteur.

Art. 4. — Dans le cadre de son objet, l'institut peut :

- accueillir les élèves des autres établissements d'enseignement et de formation agricoles
- participer à la formation de chercheurs dans le domaine agricole saharien, en collaboration avec les organismes et ministères intéressés.
- participer activement, avec les organismes responsables, à l'information et à la vulgarisation agricoles dans les wilayas concernées. A cette fin, il a la charge de constituer un service d'études, de documentation et de diffusion en liaison étroite avec les organismes intéressés, implantés sur le même périmètre d'activité que celui de l'institut.

## TITRE II

### Organisation administrative

Art. 5. — L'institut est administré par un conseil d'administration, composé comme suit :

- un président désigné par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,
- un vice-président désigné par le secrétaire d'Etat au plan,
- le directeur général de l'institut national de la recherche agronomique,
- le directeur de l'agriculture de la wilaya des Oasis,
- le directeur de l'agriculture de la wilaya de la Saoura,
- le directeur de l'agriculture de la wilaya de l'Aurès,
- un représentant du ministre des enseignements primaire et secondaire,
- un représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,
- un représentant du ministre du travail et des affaires sociales,
- un représentant de l'union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.),
- quatre enseignants de l'institut, élus par le personnel de formation,
- deux représentants élus des élèves stagiaires.

Le directeur de l'institut et l'agent comptable assistent aux délibérations avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut appeler en consultation toute personne dont la compétence peut paraître utile aux délibérations.

Art. 6. — L'institut est géré par un directeur dont le rôle et les attributions sont définies par l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Le directeur est assisté :

- d'un secrétaire général chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut avec l'aide d'un sous-intendant.
- d'un directeur pédagogique responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre des méthodes et programmes pédagogiques, de la sélection, de l'orientation et de la formation des élèves avec l'aide d'un responsable des stages.

Le secrétaire général et le directeur pédagogique sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

## TITRE III

### Organisation financière

Art. 7. — Le contrôle financier de l'institut est exercé par un contrôleur financier désigné par le ministre des finances.

Art. 8. — Le budget approuvé, le directeur en transmet le double au contrôleur financier.

Art. 9. — Le compte de gestion, accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur de l'institut au conseil d'administration à sa première séance ordinaire de l'année.

Il est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et du ministre des finances, avec les observations du conseil d'administration.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Saida, le 19 octobre 1971.

Houari BOUMEDIENE.

Décret n° 71-256 du 19 octobre 1971 portant création d'un institut de technologie forestière (I.T.E.F.).

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie, modifiée ;

Vu l'ordonnance n° 70-10 du 20 janvier 1970 portant plan quadriennal 1970-1973 ;

Décète :

## TITRE I

### Création

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé sous la dénomination « d'institut de technologie forestière » (I.T.E.F.), ci-après désigné « l'institut » un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire. Son siège est fixé à Batna (wilaya de l'Aurès).

Art. 3. — L'institut est chargé d'assurer la formation de techniciens dans les branches suivantes :

Sylviculture, aménagement et exploitation de la forêt, défense et restauration des sols.

Il peut également assurer dans ces branches la formation et le perfectionnement du personnel en activité.

Art. 4. — Dans le cadre de son objet, l'institut :

- peut accueillir des élèves des autres établissements d'enseignement et de formation agricoles.
- participe en liaison avec les organismes responsables, à toute action de diffusion du progrès technique ou de développement entreprise auprès des agriculteurs de la région.

## TITRE II

### Organisation administrative

Art. 5. — L'institut est administré par un conseil d'administration composé comme suit :

- Un président désigné par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,
- Un vice-président désigné par le secrétaire d'Etat au plan.
- Quatre représentants des utilisateurs désignés par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,
- Un représentant du ministre des enseignements primaire et secondaire,
- Un représentant du ministre du travail et des affaires sociales.

- Un représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
- Un représentant de l'union générale des travailleurs algériens (UGTA).
- Deux enseignants de l'institut, élus par le personnel de formation.
- Un représentant élu des élèves.

Le directeur de l'institut et l'agent comptable assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut appeler en consultation toute personne dont la compétence apparaît utile aux délibérations.

Art. 6. — Les modalités de fonctionnement du conseil d'administration sont régies par les dispositions des articles 15 à 19 de l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Art. 7. — Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une durée de 2 ans. Le mandat des personnes nommées en raison de leurs fonctions cesse, s'il est mis fin à celles-ci.

En cas de vacance d'un siège par démission, décès ou autre cause, le nouveau membre désigné selon les modalités fixées à l'article 5 du présent décret, achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 8. — L'institut est géré par un directeur dont le rôle et les attributions sont définis par l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 susvisée.

Le directeur est assisté :

- d'un secrétaire général chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut avec l'aide d'un sous-intendant.
- d'un directeur pédagogique responsable de l'élaboration de la mise en œuvre des méthodes et programmes pédagogiques, de la sélection de l'orientation et de la formation des élèves, avec l'aide d'un responsable des stages.

Le secrétaire général et le directeur pédagogique sont nommés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

### TITRE III

#### Organisation financière

Art. 9. — Le contrôle financier de l'institut est exercé par un contrôleur financier désigné par le ministre des finances.

Art. 10. — Le budget approuvé, le directeur de l'institut en transmet le double au contrôleur financier.

Art. 11. — Le compte de gestion accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur de l'institut au conseil d'administration lors de la première séance ordinaire de l'année. Il est ensuite soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et du ministre des finances avec les observations du conseil d'administration.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Saïda, le 19 octobre 1971.

Houari BOUMEDIENE.

## MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Arrêté interministériel du 4 septembre 1971 précisant les modalités de sélection, d'organisation et de sanction des études dans les instituts de technologie de l'éducation.

Le ministre des enseignements primaire et secondaire et  
Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966 portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 69-106 du 26 décembre 1969 portant création des instituts de technologie ;

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 70-115 du 1er août 1970 portant création des instituts de technologie de l'éducation ;

Vu le décret n° 70-177 du 23 novembre 1970 portant statut des élèves des instituts de technologie de l'éducation ;

Arrêtent :

### CHAPITRE I

#### RECRUTEMENT

##### Section 1

##### Dispositions générales

Article 1<sup>er</sup>. — L'accès aux instituts de technologie de l'éducation est ouvert conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. — Chaque année, la date du déroulement des épreuves de sélection et le nombre de places offertes par section seront précisées suivant les conditions fixées par le décret n° 66-145 du 2 juin 1966 susvisé.

##### Section 2

##### Dispositions particulières

Art. 3. — Les tests de sélection prévus aux articles 10, 18 et 25 du décret n° 70-177 du 23 novembre 1970 susvisé, comportent les épreuves suivantes :

##### I — Section « instructeurs » :

a) étude d'un texte littéraire pour les arabophones, de portée générale pour les francophones et comprenant les points suivants :

- plan du texte,
- enchaînement des idées,
- questions relatives à la grammaire et à la syntaxe,
- rédaction d'un essai limité à une dizaine de lignes dont le sujet sera tiré du texte.

(durée 2 heures, coefficient 3).

b) une épreuve commune portant sur une série de cinq questions de mathématiques de difficulté croissante, la dernière faisant plus systématiquement appel au raisonnement (durée 1 heure 1/2, coefficient 2).

c) une épreuve obligatoire de langue arabe pour les francophones comprenant :

- la vocalisation d'un texte très simple de huit lignes,
- des questions portant sur le sens du texte, le vocabulaire et la grammaire,

(durée 1 heure, coefficient 2).

d) une épreuve facultative de langue française pour les arabophones comprenant une dictée du niveau de la fin du cycle élémentaire, suivie de trois questions portant sur :

- le sens de quelques mots ou expressions,
- la grammaire,
- la rédaction d'un court paragraphe inspiré du texte,

(durée 1 heure, coefficient 1).

##### II — Section « Instituteurs » :

a) étude d'un texte littéraire en vers ou en prose pour les arabophones, de portée générale pour les francophones. Cette étude portera sur les points suivants :

- commentaire du texte, s'il s'agit d'une poésie qui ne devra pas excéder une demi-douzaine de vers et portant essen-

En outre, l'office peut, dans la limite de ses capacités de réalisation, apporter son concours à l'exécution de certains projets décentralisés au niveau d'une wilaya ».

Le reste sans changement.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 décembre 1979.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 79-268 du 22 décembre 1979 portant réorganisation de l'institut de technologie forestière (I.T.E.F.).

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 71-256 du 19 octobre 1971 portant création de l'institut de technologie forestière (I.T.E.F.) ;

Vu le décret n° 79-57 du 8 mars 1979 portant organisation et formation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 79-263 du 22 décembre 1979 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement ;

Décète :

Article 1er. — Les articles 2, 5, 8 et 11 du décret n° 71-256 du 19 octobre 1971 portant création de l'institut de technologie forestière, sont modifiés comme suit :

« Art. 2. — L'institut est placé sous la tutelle du secrétariat d'Etat aux forêts et au reboisement ».  
(Le reste sans changement).

« Art. 5. — L'institut est administré par un conseil d'administration composé comme suit :

— un président désigné par le secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement,

— un vice-président désigné par le ministre de la planification et de l'aménagement du territoire,

— un représentant du ministre du travail et de la formation professionnelle,

— un représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,

— un représentant du ministre de l'éducation,

— un représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

— un représentant de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.),

— Quatre représentants des utilisateurs désignés par le secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement,

— deux représentants élus des enseignants de l'institut,

— deux représentants élus des élèves ».

(Le reste sans changement).

« Art. 8. — Le directeur de l'institut est nommé par décret, sur proposition du secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement.

Le directeur est assisté :

— d'un secrétaire général, chargé de l'administration générale et de la coordination de l'ensemble des services de l'institut avec l'aide d'un sous-intendant,

— d'un directeur pédagogique, responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre des méthodes et programmes pédagogiques, de la sélection, de l'orientation et de la formation des élèves, avec l'aide d'un responsable des stages.

Le secrétaire général et le directeur pédagogique sont nommés par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement.

« Art. 11. — » Le compte de gestion, accompagné d'un rapport contenant tous développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement, est soumis par le directeur de l'institut au conseil d'administration lors de la première séance ordinaire de l'année. Il est ensuite soumis à l'approbation du secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement et du ministre des finances, avec les observations du conseil d'administration ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 décembre 1979.

Chadli BENDJEDID,

Décret n° 79-269 du 22 décembre 1979 modifiant le décret n° 68-280 du 30 mai 1968 portant statut particulier des gardes-forestiers.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et au reboisement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 79-57 du 8 mars 1979 portant organisation et constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 68-280 du 30 mai 1968 portant statut particulier des gardes-forestiers ;

## DECRETS

**Décret n° 85-246 du 15 octobre 1985 fixant les conditions de création et de fonctionnement des centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A.).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 71-78 du 3 décembre 1971 fixant les conditions d'attribution de bourses, de présalaires et de traitements de stages, complétée par l'ordonnance n° 72-87 du 13 novembre 1972 ;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création d'instituts de technologie moyens agricoles et de centres de formation d'agents techniques ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables publics ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 84-118 du 10 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Considérant qu'en vertu des dispositions constitutionnelles la création d'établissements publics ne relève plus du domaine législatif mais ressortit du domaine réglementaire ;

**Décète :**

### CHAPITRE I

#### DENOMINATION - OBJET - SIEGE

**Article 1er.** — Les centres de formation et de vulgarisation agricole, par abréviation « C.F.V.A. » sont des établissements publics à caractère administratif dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

**Art. 2.** — Les centres de formation et de vulgarisation agricole sont placés sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Le décret de création précise le siège de chaque centre.

**Art. 3.** — Les centres de formation et de vulgarisation agricole sont chargés :

- d'assurer la formation professionnelle des travailleurs agricoles qualifiés et de maîtrise ;
- d'assurer le perfectionnement et le recyclage des personnels et travailleurs agricoles en activité ;
- d'organiser des actions de vulgarisation en vue de la diffusion du progrès technique en milieu agricole et rural ;

— de participer, en relation avec les structures et organismes agricoles, à toutes actions ayant trait au développement agricole dans leur région d'implantation.

**Art. 4.** — Les centres de formation et de vulgarisation agricole peuvent faire l'objet d'extension par la création d'annexes.

Les annexes sont créées, en tant que de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre des finances.

**Art. 5.** — L'annexe est une unité pédagogique et technique qui fonctionne sous l'autorité du directeur du centre de rattachement.

**Art. 6.** — Des centres de formation et de vulgarisation agricoles peuvent être érigés en instituts de technologie moyens agricoles (I.T.M.A.).

### CHAPITRE II

#### ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

**Art. 7.** — Chaque centre est administré par un conseil d'orientation et dirigé par un directeur.

Il est doté d'un conseil pédagogique.

#### Section I

##### Le conseil d'orientation

**Art. 8.** — Le conseil d'orientation comprend :

- un représentant du ministre de l'agriculture et de la pêche, président ;
- un représentant du directeur de wilaya, chargé de l'agriculture et de la pêche ;
- un représentant du directeur de wilaya, chargé de la formation professionnelle et du travail ;
- un représentant du directeur de la coordination financière de wilaya ;
- un représentant de l'institut national de développement de la spécialité du centre concerné ;
- deux représentants élus du personnel enseignant.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Le directeur et l'agent comptable du centre assistent aux réunions du conseil d'orientation avec voix consultative.

**Art. 9.** — Le conseil d'orientation se prononce sur :

- le fonctionnement général et le règlement intérieur du centre ;
- les projets du budget et les comptes du centre ;
- l'acceptation des dons et legs ;
- le rapport annuel et le compte de gestion ;
- les marchés et contrats du centre.

**Art. 10.** — Le conseil d'orientation se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire, sur convocation de son président.

Il peut se réunir, en session extraordinaire, sur convocation de son président et à la demande de ses membres ou du directeur du centre.

L'ordre du jour de chaque réunion ordinaire ou extraordinaire est fixé par le président, sur proposition du directeur du centre.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins huit jours avant la réunion.

**Art. 11.** — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit jours.

Dans ce cas, le conseil d'orientation délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont adoptées à la majorité simple des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Les procès-verbaux des délibérations sont inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

**Art. 12.** — Les délibérations adoptées par le conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans le mois qui suit leur approbation.

A l'exception de celles relatives au budget, les délibérations deviennent exécutoires sauf opposition expresse de l'autorité de tutelle.

## Section II

### Le directeur

**Art. 13.** — Le directeur est responsable du fonctionnement général du centre dans le respect des attributions du conseil d'orientation et des directives de l'autorité de tutelle.

Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation.

Il est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre,

— il passe tous les marchés et contrats.

**Art. 14.** — Le directeur est nommé par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

**Art. 15.** — Le directeur du centre est assisté dans sa tâche par un adjoint technique et pédagogique et par un sous-intendant.

## Section III

### Le comité pédagogique

**Art. 16.** — Le comité pédagogique propose au directeur toutes mesures susceptibles d'améliorer le fonctionnement pédagogique de l'établissement.

Le comité pédagogique est chargé, sous l'autorité du directeur, de la coordination pédagogique entre les différents enseignements théoriques et pratiques ainsi que des stages d'application.

Il émet son avis sur :

- l'élaboration des plans d'études de formation,
- l'application des programmes de formation,
- la mise au point des méthodes pédagogiques,
- la recherche pédagogique et la documentation,
- le fonctionnement et le recyclage,

Le comité pédagogique est érigé, en outre, en commission de recrutement.

**Art. 17.** — Le comité pédagogique est composé comme suit :

- le directeur du centre, président,
- l'adjoint technique et pédagogique,
- un formateur par spécialité enseignée,
- le sous-intendant,
- le responsable de l'annexe, le cas échéant,
- un représentant élu des stagiaires lorsque le comité pédagogique se réunit pour un cas disciplinaire.

**Art. 18.** — Le personnel enseignant du centre comprend des membres permanents et des enseignants à temps partiel.

## CHAPITRE III

### REGIME DES ETUDES

**Art. 19.** — Le régime des études du centre est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de la formation professionnelle et du ministre chargé de l'agriculture.

## CHAPITRE IV

### ORGANISATION FINANCIERE

**Art. 20.** — Le budget du centre comprend :

\* en ressources :

- les subventions de fonctionnement et d'équipement, allouées par l'Etat, les collectivités locales ou les organismes publics,
- les dons et legs, y compris les dons de l'Etat ou d'organismes étrangers ou internationaux publics ou privés,
- les ressources diverses liées à son activité,

\* en dépenses :

- les dépenses de fonctionnement et d'équipement et, d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs du centre.

Art. 21. — Le budget du centre est préparé par le directeur du centre et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Il est transmis, pour approbation, à l'autorité de tutelle dans les délais requis par la réglementation en vigueur.

Art. 22. — La tenue des écritures comptables et le manement des fonds sont confiés à un agent comptable agréé par le ministre des finances.

Art. 23. — Les comptes relatifs aux exercices clos sont arrêtés par le conseil d'orientation dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

Ils sont approuvés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 24. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 octobre 1985.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 85-247 du 15 octobre 1985 portant création de centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A.).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152;

Vu l'ordonnance n° 71-78 du 3 décembre 1971 fixant les conditions d'attribution de bourses, de présalaires et de traitements de stages, complétée par l'ordonnance n° 72-67 du 13 novembre 1972;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 2 novembre 1973 portant création d'instituts de technologie moyens agricoles et de centres de formation d'agents techniques;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche;

Vu le décret n° 85-246 du 15 octobre 1985 fixant les conditions de création et de fonctionnement des centres de formation et vulgarisation agricoles (C.F.V.A.);

Décète :

Article 1er. — Il crée les centres de formation et de vulgarisation agricoles suivants :

WILAYAS	SIEGES
Oum El Bouaghi	Oum El Bouaghi
Béjaia	Oued Ghir

WILAYAS	SIEGES
Béchar	Abadla
Bouira	Aïn Bessem
Tébessa	Hammamet
Tlemcen	Oued Mimoun Mahnia
Tiaret	Tiaret
Tizi Ouzou	Mechtras Fréha
Jijel	Jijel
Sétif	Sétif
Saïda	Saïda
Sidi Bel Abbès	Sidi Brahim
Annaba	Annaba El Hadjar
Médéa	Médéa
M'Sila	Ouled Sidi Brahim M'Sila Aïn Melh
Mascara	Mascara El Maamounia
Ouargla	Sidi Mahdi
Oran	Hassi Bounif Misserghin
El Bayadh	El Bayadh
El Oued	El Arfiâne
Khenchela	Kaïs
Souk Ahras	Sedrata
Mila	Chelghoum Laïd
Aïn Defla	El Attaf
Relizane	Oued Rhlou El Matmar

Art. 2. — Les centres de formation et de vulgarisation agricoles sont régis par les dispositions du décret n° 85-246 du 15 octobre 1985 susvisé.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 octobre 1985.

Chadli BENDJEDID.

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création des instituts de technologie moyens agricoles et des centres de formation d'agents techniques ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-235 du 28 juillet 1990 portant statut-type des instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 98-176 du 27 Moharram 1419 correspondant au 24 mai 1998 conférant au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle le pouvoir de tutelle sur l'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Bougara ;

Vu le décret exécutif n° 98-177 du 27 Moharram 1419 correspondant au 24 mai 1998 conférant au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle le pouvoir de tutelle sur l'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Tlemcen ;

Vu le décret exécutif n° 2000-126 du 8 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 11 juin 2000 fixant les attributions du ministre de la formation professionnelle ;

### Décrète :

Article 1er. — L'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Bougara et l'institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Tlemcen sont transformés en instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle, régis par les dispositions du décret exécutif n° 90-235 du 28 juillet 1990, susvisé.

Art. 2. — Les formations dispensées dans les établissements mentionnés à l'article 1er ci-dessus et ne relevant pas des missions des instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle, continuent à être assurées par les nouveaux établissements jusqu'à leur extinction.

Art. 3. — Les biens meubles et immeubles et les personnels de chaque établissement reconverti, sont transférés à l'institut national spécialisé de formation professionnelle correspondant.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Joumada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000.

### ANNEXE

#### LISTE DES ETABLISSEMENTS TRANSFORMES EN I.N.S.F.P

WILAYA	ETABLISSEMENTS TRANSFORMES	INSTITUT NATIONAL SPECIALISE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
Blida	Institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Bougara	Institut national spécialisé de formation professionnelle de Bougara
Tlemcen	Institut de technologie moyen agricole spécialisé (I.T.M.A.S) de Tlemcen	Institut national spécialisé de formation professionnelle de Tlemcen

**Décret exécutif n° 2000-237 du 15 Joumada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000 portant transformation de centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la formation professionnelle,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 81-07 du 27 juin 1981, modifiée et complétée, relative à l'apprentissage et l'ensemble des textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 85-247 du 15 octobre 1985 portant création de centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-64 du 2 mars 1991, modifié et complété, fixant la liste des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage ;

Vu le décret exécutif n° 92-27 du 20 janvier 1992, modifié et complété, portant statut-type des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage ;

Vu le décret exécutif n° 98-178 du 27 Moharram 1419 correspondant au 24 mai 1998 conférant au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle le pouvoir de tutelle sur les centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) de Aïn Bessam, Kaïs, Mechtras, Messerghin et Hassi Bounif ;

Vu le décret exécutif n° 2000-126 du 8 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 11 juin 2000 fixant les attributions du ministre de la formation professionnelle ;

#### Décrète :

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret exécutif n° 92-27 du 20 janvier 1992, susvisé, les centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) de Aïn Bessam, Kaïs, Mechtras, Messerghin et Hassi Bounif sont transformés en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (C.F.P.A).

Art. 2. — La liste des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (C.F.P.A) mentionnés à l'article 1er ci-dessus complète celle consacrée par le décret exécutif n° 91-64 du 23 mars 1991, susvisé.

Art. 3. — Les formations dispensées dans les établissements mentionnés à l'article 1er ci-dessus et ne relevant pas des missions des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage continuent à être assurées par les nouveaux établissements jusqu'à leur extinction.

Art. 4. — Les biens meubles et immeubles et les personnels de chaque établissement reconverti sont transférés au centre de formation professionnelle et de l'apprentissage correspondant.

Art. 5. — Est modifiée, en conséquence, la liste des centres de formation et de vulgarisation agricoles telle que consacrée par l'article 1er du décret n° 85-247 du 15 octobre 1985, susvisé.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Joumada El Oula 1421 correspondant au 15 août 2000.

Ahmed BENBITOUR.

#### ANNEXE

##### LISTE DES ETABLISSEMENTS TRANSFORMES EN C.F.P.A

WILAYA	ETABLISSEMENTS TRANSFORMES	CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE
10 – Bouira	Centre de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) d'Aïn Bessam	10.12 Centre de formation professionnelle et de l'apprentissage d'Aïn Bessam
15 – Tizi-Ouzou	Centre de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) de Mechtras	15.14 Centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Mechtras
31 – Oran	Centre de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) de Messerghin	31.13 Centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Messerghin
	Centre de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) de Hassi Bounif	31.14 Centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Hassi Bounif
40 — Khenchela	Centre de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A) de Kaïs	40.8 Centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Kaïs



Art. 21. — Le budget du centre est préparé par le directeur du centre et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Il est transmis, pour approbation, à l'autorité de tutelle dans les délais requis par la réglementation en vigueur.

Art. 22. — La tenue des écritures comptables et le manement des fonds sont confiés à un agent comptable agréé par le ministre des finances.

Art. 23. — Les comptes relatifs aux exercices clos sont arrêtés par le conseil d'orientation dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

Ils sont approuvés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 24. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 octobre 1985.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 85-247 du 15 octobre 1985 portant création de centres de formation et de vulgarisation agricoles (C.F.V.A.).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152;

Vu l'ordonnance n° 71-78 du 3 décembre 1971 fixant les conditions d'attribution de bourses, de présalaires et de traitements de stages, complétée par l'ordonnance n° 72-67 du 13 novembre 1972;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 2 novembre 1973 portant création d'instituts de technologie moyens agricoles et de centres de formation d'agents techniques;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche;

Vu le décret n° 85-246 du 15 octobre 1985 fixant les conditions de création et de fonctionnement des centres de formation et vulgarisation agricoles (C.F.V.A.);

Décète :

Article 1er. — Il crée les centres de formation et de vulgarisation agricoles suivants :

WILAYAS	SIEGES
Oum El Bouaghi	Oum El Bouaghi
Béjaia	Oued Ghir

WILAYAS	SIEGES
Béchar	Abadla
Bouira	Aïn Bessem
Tébessa	Hammamet
Tlemcen	Oued Mimoun Mahnia
Tiaret	Tiaret
Tizi Ouzou	Mechtras Fréha
Jijel	Jijel
Sétif	Sétif
Saïda	Saïda
Sidi Bel Abbès	Sidi Brahim
Annaba	Annaba El Hadjar
Médéa	Médéa
M'Sila	Ouled Sidi Brahim M'Sila Aïn Melh
Mascara	Mascara El Maamounia
Ouargla	Sidi Mahdi
Oran	Hassi Bounif Misserghin
El Bayadh	El Bayadh
El Oued	El Arfiane
Khenchela	Kaïs
Souk Ahras	Sedrata
Mila	Chelghoum Laïd
Aïn Defla	El Attaf
Relizane	Oued Rhlou El Matmar

Art. 2. — Les centres de formation et de vulgarisation agricoles sont régis par les dispositions du décret n° 85-246 du 15 octobre 1985 susvisé.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 octobre 1985.

Chadli BENDJEDID.

semblée populaire communale lorsqu'il s'agit d'une route communale ou au wail lorsqu'il s'agit d'auto-route, de route nationale ou de chemin de wilaya.

Le bénéficiaire est tenu de refaire les travaux suivant les dispositions initiales contenues dans la permission de voirie.

Art. 22. — En cas de non-poursuite des travaux suivant les dispositions prescrites par la permission de voirie, l'autorité ayant délivré la permission pourra recourir dans les conditions définies à l'article 16 du présent décret à la remise en état des lieux aux frais du bénéficiaire.

L'autorité ayant délivré la permission de voirie pourra également prononcer la mise en fourrière, aux frais du bénéficiaire de la permission de voirie, des matériaux et engins entreposés sur la voie publique.

Art. 23. — L'exécution des travaux ou l'utilisation du sol en méconnaissance des obligations imposées par le présent décret est punie conformément aux dispositions du code pénal.

Les peines prévues peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux ou toutes personnes responsables de l'exécution desdits travaux.

Art. 24. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID

## SECRETARIAT D'ETAT AUX FORETS ET A LA MISE EN VALEUR DES TERRES

Décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 71-78 du 3 décembre 1971, modifiée, fixant les conditions d'attribution de bourses, présalaires et traitements de stage ;

Vu l'ordonnance n° 73-59 du 21 novembre 1973 portant création d'instituts de technologie moyens agricoles et des centres de formation des agents techniques ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 66-137 du 2 juin 1966 instituant les échelles de rémunération des corps de fonctionnaires et organisant les carrières de ces fonctionnaires ;

Vu le décret n° 66-150 du 2 juin 1966 relatif à certaines positions des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 68-278 du 30 mai 1968 portant statut particulier des agents techniques spécialisés de l'agriculture ;

Vu le décret n° 68-279 du 30 mai 1968 portant statut particulier des agents techniques de l'agriculture ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres

Décète :

### TITRE I

#### DENOMINATION - OBJET - SIEGE

Article 1er. — Les centres de formation des agents techniques spécialisés des forêts, dont les conditions de création et de fonctionnement sont définies par le présent décret, sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ils sont placés sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 2. — Les centres de formation des agents techniques des forêts sont créés par décret. Le même décret précise le siège du centre.

Art. 3. — Outre la formation d'agents techniques spécialisés des forêts nécessaires à la satisfaction des besoins du secteur forestier, les centres de formation sont chargés également d'assurer le perfectionnement et le recyclage des personnels techniques du secteur forestier.

### TITRE II

#### ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Art. 4. — Chaque centre de formation des agents techniques spécialisés des forêts, désigné ci-après « le centre » est dirigé par un directeur et administré par un conseil d'administration composé comme suit :

— un représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,

— un représentant de l'institut de technologie forestière le plus proche de la zone pédagogique,

— un représentant de l'institut national de la recherche forestière,

— deux représentants élus du personnel enseignant,

— un représentant de l'entreprise de mise en valeur du fonds forestier (E.M.I.F.O.R.),

— un représentant de l'office national des travaux forestiers (O.N.T.F.),

— un représentant du directeur de wilaya, chargé de l'agriculture et des forêts,

— un représentant du directeur de wilaya chargé du travail et de la formation,

Le directeur, le secrétaire général et l'agent comptable du centre assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative,

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

**Art. 5. — Le conseil d'administration délibère sur :**

— le fonctionnement général et le règlement intérieur du centre,

— l'organisation de la scolarité,

— les projets de budget et les comptes du centre,

— le règlement financier,

— l'acceptation des dons et legs,

— l'approbation du rapport annuel et du compte de gestion présentés par le directeur,

— les marchés et autres transactions engageant le centre dans le cadre de la réglementation en vigueur.

**Art. 6. — Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire, sur convocation de son président.**

Il peut se réunir, en session extraordinaire, sur convocation de son président et à la demande du tiers au moins de ses membres ou du directeur du centre.

L'ordre du jour de chaque réunion ordinaire ou extraordinaire est fixé par le président, sur proposition du directeur du centre.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins huit jours avant la réunion.

**Art. 7. — Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.**

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit jours.

Dans ce cas, le conseil d'administration délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont adoptées à la majorité simple des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Les procès-verbaux des délibérations sont inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

**Art. 8. — Les délibérations adoptées par le conseil d'administration sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans le mois suivant leur approbation.**

A l'exception de celles relatives au budget, les délibérations deviennent exécutoires sauf opposition expresse de l'autorité de tutelle.

**Art. 9. — Le directeur du centre est responsable du fonctionnement du centre dans le respect des attributions du conseil d'administration.**

— il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du centre,

— il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'administration,

— il assure la préparation du conseil d'administration,

Il est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre,

— il passe tous les marchés et accords.

**Art. 10. — Le directeur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.**

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Art. 11. — Le directeur est assisté dans sa tâche d'un secrétaire général chargé des questions d'administration générale du centre.**

**Art. 12. — Le secrétaire général est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, sur proposition du directeur du centre.**

**Art. 13. — Le personnel enseignant du centre comprend des membres permanents et des enseignants à temps partiel.**

**Art. 14. — Le conseil pédagogique est consulté sur toutes les questions relatives à l'enseignement et au déroulement des études et des stages.**

Il est présidé par le directeur du centre et comprend :

— deux enseignants,

— deux représentants élus des élèves pour une durée d'une année.

Le secrétaire général du centre assiste, à titre consultatif, aux réunions du conseil pédagogique.

### TITRE III

#### REGIME DES ETUDES

**Art. 15. — Le régime des études du centre est fixé par arrêté interministériel.**

### TITRE IV

#### ORGANISATION FINANCIERE

**Art. 16. — Le budget du centre comprend :**

**En ressources :**

— les subventions de l'Etat, des collectivités ou organismes publics ;

- les dons et legs ;
- les ressources diverses liées à l'activité de l'établissement.

**En dépenses :**

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le contrôle financier du centre est exercé par un contrôleur financier, désigné par le ministre des finances.

Art. 18. — Le budget du centre est préparé par le directeur du centre et soumis, pour délibération, au conseil d'administration.

Il est ensuite transmis, pour approbation, à l'autorité de tutelle dans les délais requis par la réglementation en vigueur.

Art. 19. — La tenue des écritures comptables et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable agréé par le ministère des finances.

Art. 20. — Les comptes relatifs aux exercices clos sont arrêtés par le conseil d'administration dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

Ils sont approuvés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-701 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Sidi Bel Abbès.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Sidi Bel Abbès, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

Art. 2. — Le siège du centre est fixé à Sidi Bel Abbès.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-702 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

Art. 2. — Le siège du centre est fixé à Médéa.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-703 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Jijel.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

- les dons et legs ;
- les ressources diverses liées à l'activité de l'établissement.

**En dépenses :**

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement.

**Art. 17.** — Le contrôle financier du centre est exercé par un contrôleur financier, désigné par le ministre des finances.

**Art. 18.** — Le budget du centre est préparé par le directeur du centre et soumis, pour délibération, au conseil d'administration.

Il est ensuite transmis, pour approbation, à l'autorité de tutelle dans les délais requis par la réglementation en vigueur.

**Art. 19.** — La tenue des écritures comptables et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable agréé par le ministère des finances.

**Art. 20.** — Les comptes relatifs aux exercices clos sont arrêtés par le conseil d'administration dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

Ils sont approuvés conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 21.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-701 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Sidi Bel Abbès.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Sidi Bel Abbès, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

**Art. 2.** — Le siège du centre est fixé à Sidi Bel Abbès.

**Art. 3.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-702 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

**Art. 2.** — Le siège du centre est fixé à Médéa.

**Art. 3.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-703 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Jijel.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

- les dons et legs ;
- les ressources diverses liées à l'activité de l'établissement.

**En dépenses :**

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le contrôle financier du centre est exercé par un contrôleur financier, désigné par le ministre des finances.

Art. 18. — Le budget du centre est préparé par le directeur du centre et soumis, pour délibération, au conseil d'administration.

Il est ensuite transmis, pour approbation, à l'autorité de tutelle dans les délais requis par la réglementation en vigueur.

Art. 19. — La tenue des écritures comptables et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable agréé par le ministère des finances.

Art. 20. — Les comptes relatifs aux exercices clos sont arrêtés par le conseil d'administration dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

Ils sont approuvés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-701 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Sidi Bel Abbès.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Sidi Bel Abbès, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

Art. 2. — Le siège du centre est fixé à Sidi Bel Abbès.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-702 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

**Décète :**

Article 1er. — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

Art. 2. — Le siège du centre est fixé à Médéa.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-703 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Jijel.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

#### Décète :

Article 1er. — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Jijel, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

Art. 2. — Le siège du centre est fixé à Jijel.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-704 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à M'Sila.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 relatif à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ;

#### Décète :

Article 1er. — Il est créé un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à M'Sila, régi par les dispositions du décret n° 83-700 du 26 novembre 1983 susvisé.

Art. 2. — Le siège du centre est fixé à M'Sila.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 novembre 1983.

Chadli BENDJEDID.

## SECRETARIAT D'ETAT A LA PECHE ET AUX TRANSPORTS MARITIMES

Arrêté du 1er septembre 1983 relatif aux commissions disciplinaires maritimes locales.

Le secrétaire d'Etat à la pêche et aux transports maritimes,

Vu l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976 portant code maritime ;

Vu le décret n° 82-39 du 23 janvier 1982 fixant les attributions du secrétaire d'Etat à la pêche et aux transports maritimes ;

Vu l'arrêté interministériel du 14 juillet 1980 relatif aux modalités d'organisation et de fonctionnement des directions des transports et des directions de transports et de la pêche au sein des conseils exécutifs de wilaya ;

#### Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre des dispositions de l'article 531 de l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976 portant code maritime, l'organisation, la composition et le fonctionnement des commissions disciplinaires maritimes locales sont déterminées par le présent arrêté.

#### I — ORGANISATION

Art. 2. — L'autorité administrative maritime de wilaya dispose d'une commission disciplinaire maritime locale.

Art. 3. — La commission disciplinaire maritime locale est compétente pour :

— connaître de toutes les fautes contre la discipline, commises par les marins à bord des navires ou à terre, les infractions à la discipline énumérées à l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976 portant code maritime,

— prononcer, après enquête, sous réserve des dispositions réglementaires en vigueur en la matière, les sanctions disciplinaires énumérées au code maritime,

— examiner, conformément aux dispositions du code maritime, les recours émanant de marins sanctionnés, pour les fautes contre la discipline, par le capitaine ou l'armateur,

— procéder au réexamen de toute affaire disciplinaire, selon les conditions fixées par le code maritime,

— statuer sur le cas de marins ayant fait l'objet de sanction pénale à la suite de crimes ou délits.

#### II — COMPOSITION

Art. 4. — La commission disciplinaire maritime locale, présidée par le wali ou de son représentant, comprend :

— deux représentants de l'administration maritime, compétents pour les affaires maritimes,

## DECRETS

**Décret n° 85-78 du 23 avril 1985 portant création d'un chapitre et transfert de crédits au budget du ministère de l'intérieur et des collectivités locales.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 84-21 du 24 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985 ;

Vu le décret n° 84-407 du 24 décembre 1984 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1985, au ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu le décret du 24 décembre 1984 portant répartition des crédits ouverts au budget des charges communes ;

### Décrète :

**Article 1er.** — Il est créé au sein de la nomenclature du budget du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, titre IV. — Interventions publiques, 6ème partie : « Action sociale — Assistance et solidarité », un chapitre 46-04 intitulé : « Directions de wilaya — Aide aux étrangers victimes de la sécheresse ».

**Art. 2.** — Il est annulé sur 1985, un crédit de huit millions six cent mille dinars (8.600.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre 37-91 : « Dépenses éventuelles ».

**Art. 3.** — Il est ouvert sur 1985, un crédit de huit millions six cent mille dinars (8.600.000 DA), applicable au budget du ministère de l'intérieur et des collectivités locales et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

**Art. 4.** — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur et des collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 avril 1985.

Chadli BENDJEDID.

### ETAT « A »

N°s DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS en DA
	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES</b>	
	<b>TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>6ème partie — Action sociale Assistance et solidarité</b>	
46-02	Secours d'urgence aux victimes des calamités naturelles .....	600.000
46-04	Directions de wilaya — Aide aux étrangers victimes de la sécheresse .....	8.000.000
	<b>Total des crédits ouverts au budget du ministère de l'intérieur et des collectivités locales .....</b>	<b>8.600.000</b>

**Décret n° 85-79 du 23 avril 1985 portant création du muséum national de la nature.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

Vu le décret n° 84-159 du 7 juillet 1984 portant création du commissariat à la recherche scientifique et technique.



## Dérècte :

## TITRE I

## DENOMINATION - OBJET - SIEGE

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination : « Muséum national de la nature » désigné ci-après : « Muséum national », un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière et placé sous la tutelle du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts.

Art. 2. — Le siège du muséum national est fixé à Alger.

Art. 3. — Le muséum national a pour vocation de préserver, de rassembler et de présenter les éléments physiques, permettant la connaissance de l'évolution naturelle des espèces végétales et animales.

Le muséum national dispose du Jardin des Plantes du Hamma en vue de sa préservation, de son développement et de son enrichissement au bénéfice de la collectivité.

A ce titre, le muséum national a pour objet, notamment :

## 1°) En matière botanique :

- la conservation et le développement de la flore,
- la mise en place de laboratoires de recherche et d'expérimentation,
- la création de jardins exotiques expérimentaux,
- l'exploitation de pépinières expérimentales et de séminarium.

## 2°) En matière zoologique :

- la présentation, la conservation et l'enrichissement d'une faune exotique nationale, notamment par la création de collections vivantes ou mortes,
- l'échange d'animaux avec les différents parcs zoologiques étrangers,
- la vulgarisation et la sensibilisation en matière faunistique.

## 3°) En matière d'histoire naturelle :

- la présentation, la conservation et l'enrichissement à tous les niveaux de collections, notamment à caractère anthropologique, paléontologique, hydrobiologique, géologique, astronomique et océanographique.

## 4°) En matière de recherche :

- le développement et la diffusion des connaissances dans le domaine des sciences de la nature,
- l'observation du développement de la nature et l'évolution de l'équilibre écologique,
- l'expérimentation et les études dans le domaine de la faune et de la flore,
- le concours à la réalisation d'opérations de formation.

## 5°) En matière didactique et de loisirs :

- l'organisation permanente de manifestations nationales ou internationales à caractère scientifique et culturel entrant dans le cadre de son objet,

— la participation à la promotion et à l'animation des structures et associations ayant le même objet,

— l'organisation et la gestion de tous les services nécessaires à l'information et à la détente du public.

— la promotion d'éco-musées sur les sites remarquables du pays.

## 6°) En matière de documentation :

- la constitution d'un centre de documentation,
- l'échange de documentation à caractère scientifique et technique avec les organismes nationaux et étrangers,
- l'élaboration et l'édition de supports liés à son activité.

Art. 4. — Le muséum national dispose, pour assurer ses missions, d'annexes spécialisées sur tout le territoire national. Ces annexes sont créées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre de tutelle, sur proposition du directeur du muséum national.

Art. 5. — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le muséum national peut conclure tous contrats et accords nationaux et étrangers relatifs à son domaine d'activité et participer, tant en Algérie, qu'à l'étranger, aux colloques, séminaires, symposiums se rapportant à son objet.

## TITRE II

## ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6. — Le muséum national est géré par un directeur, administré par un conseil d'orientation et assisté d'un conseil scientifique,

## Chapitre I

## Le conseil d'orientation

Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

- le vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ou son représentant, président,
- le représentant du Premier ministre,
- le représentant du ministre des finances,
- le représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,
- le représentant du ministre de l'information,
- le représentant du ministre de l'agriculture et de la pêche,
- le représentant du ministre de l'éducation nationale,
- le représentant du ministre de l'enseignement supérieur,
- le représentant du ministre de la culture et du tourisme,
- le représentant du ministre de la planification et de l'aménagement du territoire,
- le représentant du ministre de la jeunesse et des sports,
- le représentant du Parti,
- le représentant du wali d'Alger,
- le représentant du commissariat de la recherche scientifique et technique,

- le représentant du directeur général de l'office de Ryadh El Feth,
- le président du conseil scientifique du musée national,
- un chercheur désigné par le directeur du musée national.

Le directeur du musée national et l'agent comptable assistent aux réunions avec voix consultative.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toutes personnes susceptibles de l'éclairer dans ses délibérations.

**Art. 8.** — Les membres du conseil d'orientation sont désignés par arrêté du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts sur proposition de leur tutelle respective.

Le conseil d'orientation se réunit obligatoirement deux fois par an en session ordinaire.

Il peut se réunir également en session extraordinaire à la demande, soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour sur proposition du directeur.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins quinze jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

**Art. 9.** — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours, suivant la date initialement prévue ; dans ce cas, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont constatées sur les procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**Art. 10.** — Le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organisation, le fonctionnement et le règlement intérieur du musée national,
- les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que les bilans d'activités de l'année écoulée,
- Les programmes annuels et pluriannuels des investissements et emprunts,
- les conditions générales de passation de convention et marchés et autres transactions qui engagent le musée national,
- les états prévisionnels de recettes et de dépenses,
- les comptes annuels,
- le règlement comptable et financier,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans le mois suivant leur adoption.

## Chapitre II

### Le conseil scientifique

**Art. 11.** — Il est institué, auprès du musée national, un conseil scientifique.

Le conseil scientifique oriente, propose et évalue le programme des activités scientifiques et techniques du musée national dans le cadre de la réglementation prévue en matière de recherche scientifique.

**Art. 12.** — Le conseil scientifique est composé de chercheurs choisis à raison de deux tiers (2/3) parmi les chercheurs du musée national et un tiers de scientifiques extérieurs dont les disciplines sont liées aux activités du musée national.

Les chercheurs extérieurs cités dans l'alinéa précédent sont désignés par leur autorité supérieure pour une période minimale de quatre années.

**Art. 13.** — L'organisation et le fonctionnement du conseil scientifique sont fixés par arrêté du ministre de tutelle.

## Chapitre III

### Le directeur

**Art. 14.** — Le directeur est nommé par décret sur proposition du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Il est assisté de chefs de département et de responsables d'annexes.

Les chefs de département et les responsables d'annexes sont nommés par arrêté du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts, sur proposition du directeur du musée national.

Le directeur est responsable du fonctionnement du musée national et ce, dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

Il représente le musée national dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du musée national.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation pour approbation à l'autorité de tutelle.

Il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'orientation approuvées par l'autorité de tutelle.

Il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans la limite de ses attributions.

Il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Il est ordonnateur du musée national conformément à la réglementation en vigueur. A ce titre :

- Il établit le budget, engage et ordonne les dépenses,
- Il passe tous les marchés, accords et conventions.

## TITRE III

## ORGANISATION FINANCIERE

Art. 15. — Les opérations de recettes et de dépenses du musée national sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté dans les règles de la comptabilité publique.

Art. 16. — La tenue des écritures comptables du musée national et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 17. — Le musée national est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Art. 18. — Les ressources du musée national comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et organismes publics,
- les emprunts,
- les dons et legs,
- les ressources diverses liées à l'activité du musée national.

Art. 19. — Les dépenses du musée national comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

Art. 20. — Le budget du musée national est présenté par chapitre et article.

Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour adoption, au conseil d'orientation.

Il est ensuite transmis pour approbation au ministre de tutelle et au ministre des finances avant le début de l'exercice auquel il se rapporte, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 21. — Les comptes administratifs et de gestion établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable sont soumis pour adoption par le directeur au conseil d'orientation avant la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent, accompagnés d'un rapport contenant des développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 22. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés au greffe de la Cour des comptes dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 23. — Les biens immobiliers bâtis et non bâtis situés dans l'enceinte de la structure dénommée « Jardin d'Essai », sont affectés au musée national.

Sont également affectés au musée national le personnel et les moyens reconnus nécessaires à l'activité du musée.

Art. 24. — Un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, du ministre des finances, du ministre de la planification et de l'aménagement du territoire, du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts déterminera les modalités d'application de l'article 21 cité ci-dessus et des conditions de transfert des occupants situés dans l'enceinte du musée national.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 avril 1985.

Chadli BENDJEDID.

## ARRETES DECISIONS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

Arrêtés des 17, 19, 20 et 27 novembre 1984 portant mouvement dans le corps des administrateurs.

Par arrêté du 17 novembre 1984, M. Ahmed Boussa est promu par avancement dans le corps des administrateurs au 2ème échelon, indice 345, à compter du 2 avril 1978, au 3ème échelon, indice 370, à compter du 2 avril 1979, au 4ème échelon, indice 395, à compter du 2 avril 1981 et au 5ème échelon, indice 420, à compter du 2 avril 1983.

Par arrêté du 17 novembre 1984, M. Mohamed Bensenane est promu par avancement dans le corps des administrateurs au 2ème échelon, indice 345, à

compter du 1er septembre 1978, au 3ème échelon, indice 370, à compter du 1er septembre 1979, au 4ème échelon, indice 395, à compter du 1er septembre 1981 et au 5ème échelon, indice 420, à compter du 1er septembre 1983.

Par arrêté du 17 novembre 1984, M. Bey Akhamok est promu par avancement dans le corps des administrateurs au 3ème échelon, indice 345, à compter du 27 août 1980, au 3ème échelon, indice 370, à compter du 27 août 1981 et au 4ème échelon, indice 395, à compter du 27 août 1983.

Par arrêté du 17 novembre 1984, M. Boumediène Aissaoui est promu par avancement dans le corps des administrateurs au 2ème échelon, indice 345, à compter du 29 mai 1972, au 3ème échelon, indice 370, à compter du 29 mai 1973, au 4ème échelon, indice 395,

**Décète :**

Article. 1<sup>er</sup>. — Est approuvé et sera exécuté conformément aux lois et règlements en vigueur, l'accord de prêt n° 3216 AL signé le 26 septembre 1990 à Washington (DC) entre la République algérienne démocratique et populaire et la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour le financement d'un projet de recherche agricole et de vulgarisation agricole pilote.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 février 1991.

Chadli BENDJEDID

**Décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du musée national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature.**

Le Chef du Gouvernement ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles, à la protection des sites, monuments historiques et naturels ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de recrutement des comptables publics ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983, fixant le statut type des parcs nationaux.

Vu le décret n° 85-79 du 23 avril 1985 portant création du musée national de la nature ;

Vu le décret n° 87-143 du 16 juin 1987 fixant les règles et modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles ;

Vu le décret n° 87-144 du 16 juin 1987 fixant les modalités de création et de fonctionnement des réserves naturelles ;

**Décète :**

Article. 1<sup>er</sup>. — Le musée national de la nature créé par le décret n° 85-79 du 23 avril 1985 susvisé, est réorganisé en agence nationale pour la conservation de la nature et ses statuts, modifiés conformément aux dispositions du présent décret.

**Chapitre I****Dénomination — objet — siège**

Art. 2. — L'agence nationale pour la conservation de la nature par abréviation "ANN" est un établissement public à caractère administratif et à vocation technique et scientifique, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 3. — L'agence est placée sous la tutelle du ministre chargé de la protection de la nature. Son siège est fixé à Alger.

Art. 4. — L'agence a pour objet d'assurer l'inventaire et la préservation du patrimoine (flore et faune) des zones naturelles. Elle est chargée de toutes les actions d'étude, de recherche, de surveillance de contrôle et de suivi liées à la protection de la nature et des pratiques cynégétiques, permettant la connaissance et l'évaluation des espèces végétales et animales et le développement de l'horticulture.

A ce titre, l'agence est chargée notamment :

— d'inventorier et de proposer le classement des sites susceptibles de faire l'objet d'aires protégées,

— de coordonner, de suivre, d'animer et d'évaluer les actions entreprises dans les aires protégées et en dresser les bilans nationaux, notamment les parcs nationaux, les réserves naturelles, les réserves de chasse les centres cynégétiques,

— de conserver et de développer la flore et particulièrement les espèces végétales menacées et en voie de disparition ou celles qui présentent un intérêt économique, utilitaire ou scientifique,

— d'introduire et d'acclimater les espèces végétales et animales exotiques,

— de constituer les banques phytogénétiques et de prendre toute mesure pour préserver le capital génétique de la flore et de prévenir tout risque de pollution de l'hérédité végétale,

— de conserver et de développer la faune sauvage nationale particulièrement les espèces animales menacées et en voie de disparition ou celles qui présentent un intérêt économique, utilitaire ou scientifique.

— d'effectuer des études en vue d'apprécier et d'évaluer le capital cynégétique, de définir les paramètres de son évolution et de contrôler les règles d'organisation en relation avec les structures concernées,

— de procéder à des repeuplements ou à des enrichissements cynégétiques,

— de mener en collaboration avec les structures concernées des travaux de recherche, d'expérimentation et d'études en matière de flore et de faune, de développement cynégétique ou d'horticulture,

— de participer ou d'organiser des manifestations nationales et internationales à caractère scientifique et culturel entrant dans le cadre de son objet,

— de mettre en place, une banque de données sur les espèces animales et végétales,

— de vulgariser et de mener des actions de sensibilisation auprès des citoyens par l'édition de publications liées à son activité et l'animation d'associations se rapportant à son objet,

— d'échanger et d'éditer la documentation à caractère scientifique et technique et en collaboration avec les organismes nationaux et étrangers se rapportant à son objet.

— de mettre en œuvre les réglementations nationales, et internationales liées à la protection de la nature.

Art. 5. — Pour la réalisation de ses objectifs, l'agence dispose :

- de services centraux.
- de services déconcentrés.
- d'unités spécialisées.
- d'unités de recherche.

Art. 6. — L'agence dispose, pour assurer ses missions, de centres spécialisés sur tout le territoire national. Ces centres sont créés en tant que de besoin par arrêté du ministre de tutelle sur proposition du directeur général de l'agence.

En outre, l'agence participe au contrôle et à l'animation des structures ayant le même objet dont notamment les parcs nationaux, les réserves naturelles, les réserves de chasse et les centres cynégétiques.

Art. 7. — Dans le cadre de la réglementation en vigueur, l'agence nationale peut conclure tous contrats, concessions, conventions et accords nationaux ou internationaux relatifs à son domaine d'activité et participer tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques, séminaires, symposiums se rapportant à son objet.

## Chapitre II

### Organisation et fonctionnement

Art. 8. — L'agence est gérée par un directeur général, administrée par un conseil d'orientation et assistée d'un conseil scientifique.

#### Le conseil d'orientation

Art. 9. — Le conseil d'orientation comprend :

- le ministre de l'agriculture, ou son représentant, président,
- le représentant du ministre chargé des finances,
- le représentant du ministre chargé de l'environnement,
- le représentant du ministre chargé de l'éducation nationale,
- le représentant du ministre chargé de la jeunesse,
- le représentant du ministre chargé de la recherche,
- le représentant du conseil national de la planification,
- le directeur général de l'agence nationale des forêts,
- le directeur général de l'agence nationale pour la protection de l'environnement,
- le directeur général de l'agence et l'agent comptable assistent aux réunions avec voix consultative,

le conseil d'orientation peut faire appel à toutes personnes susceptibles de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 10. — Les membres du conseil d'orientation sont désignés par arrêté du ministre de l'agriculture sur proposition de leur autorité de tutelle respective.

Le conseil d'orientation se réunit obligatoirement deux (2) fois par an, en session ordinaire.

Il peut se réunir également en session extraordinaire à la demande, soit du directeur général, soit du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour sur proposition du directeur général.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour sont adressées au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 11. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours, suivant la date initialement prévue, dans ce cas, les délibérations sont valables quel que soit, le nombre des membres présent.

Les délibérations sont constatées sur les procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 12. — Le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organisation et le fonctionnement de l'agence,
- les programmes de travail annuel et pluriannuels, ainsi que les bilans d'activité de l'année écoulée,
- les programmes annuels et pluriannuels des investissements et emprunts,
- les conditions générales de passation des conventions et marchés et autres transactions qui engagent l'agence,
- les états prévisionnels de recettes et de dépenses,
- les comptes annuels,
- le règlement comptable et financier,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle, dans le mois suivant leur adoption.

### Le directeur général

Art. 13. — Le directeur général de l'agence est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre de tutelle. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 14. — Le directeur général est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un directeur général adjoint, par des directeurs et des responsables de centres et d'unités.

Art. 15. — Le directeur général adjoint est nommé par arrêté du ministre de tutelle sur proposition du directeur général de l'agence.

Les directeurs, les responsables de centres et d'unités sont nommés par décision du directeur général.

Art. 16. — Le directeur général est responsable du fonctionnement général de l'agence et ce, dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

Il représente l'agence dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel de l'agence.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation pour approbation à l'autorité de tutelle,

Il met en œuvre, les résultats des délibérations du conseil d'orientation approuvés par l'autorité de tutelle,

Il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans la limite de ses attributions,

Il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat,

Il est ordonnateur de l'agence conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- Il établit le budget, engage et ordonne les dépenses,
- Il passe tous les marchés, accords et conventions.

### Le conseil scientifique

Art. 17. — Il est institué auprès de l'agence, un conseil scientifique dont l'organisation et le fonctionnement seront définis par arrêté du ministre de la tutelle.

Le conseil scientifique oriente, propose et évalue le programme des activités scientifiques et techniques de l'agence dans le cadre de la réglementation prévue en matière de recherche scientifique.

Art. 18. — Le conseil scientifique est composé de chercheurs, choisis à raison de deux tiers (2/3) parmi les représentants de l'agence et un tiers 1/3 de personnalités scientifiques dont les disciplines sont liées aux activités de l'agence.

Les personnalités scientifiques citées à l'alinéa précédent sont désignées par leur autorité hiérarchique, pour une période minimale de quatre (4) années.

Art. 19. — L'organisation interne de l'agence sera fixée par arrêté du ministre de tutelle et de l'autorité chargée de la fonction publique.

### Chapitre III

#### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 20. — Les opérations de recettes et de dépenses de l'agence sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté dans les règles de la comptabilité publique.

Art. 21. — La tenue des écritures comptables de l'agence et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre chargé des finances.

Art. 22. — L'agence est soumise au contrôle financier de l'Etat.

Art. 23. — Les ressources de l'agence comprennent :  
— les subventions de l'Etat, des collectivités locales et organismes publics.

les emprunts;  
les dons et legs;  
les ressources diverses liées à l'activité de l'agence;  
le produit des prestations liées à son objet;

Art. 24. — Les dépenses de l'agence comprennent :

les dépenses de fonctionnement;  
les dépenses d'équipement;  
toutes autres dépenses nécessaires au bon déroulement des activités de l'agence.

Art. 25. — Le budget de l'agence est présenté par chapitres et articles.

Le budget est préparé par le directeur général et soumis pour adoption, au conseil d'orientation.

Il est en suite transmis pour approbation au ministre de tutelle et au ministre chargé des finances, avant le début de l'exercice auquel il se rapporte, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 26. — Les comptes administratifs et de gestion établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis pour adoption par le directeur général, au conseil d'orientation avant la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent, accompagné d'un rapport contenant des développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 27. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés au greffe de la cour des comptes, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 28. — Hormis l'acte de création, les autres dispositions du décret n° 85-79 du 23 avril 1985 susvisé sont abrogées.

Art. 29. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 février 1991.

Mouloud HAMROUCHE

«»

**Décret exécutif n° 91-34 du 9 février 1991 portant subrogation de l'office national du tourisme à l'agence nationale des eaux minérales, thermo-minérales du thermalisme et du climatisme.**

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution et notamment son article 81 (1° et 4° alinéa) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1<sup>er</sup> décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret n° 86-140 du 10 juin 1986 portant création de l'agence nationale des eaux minérales, thermo-minérales du thermalisme et du climatisme ;

Vu le décret n° 88-214 du 31 octobre 1988 portant création et organisation de l'office national du tourisme ;

Vu le décret exécutif n° 89-165 du 29 août 1989 fixant les attributions du ministre des transports modifié et complété;

Vu le décret présidentiel n° 89-171 du 9 septembre 1989 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 89-178 du 16 septembre 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-189 du 23 juin 1990 fixant les attributions du ministre de l'économie ;

Vu le décret présidentiel n° 90-224 du 25 juillet 1990, modifiant et complétant le décret présidentiel n° 89-178 du 16 septembre 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;

### Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — L'office national du tourisme, en vertu du décret n° 88-214 du 31 octobre 1988 relatif à sa création qui lui confère des missions et des attributions visant à développer le thermalisme et le climatisme et d'en organiser la mise en œuvre, se substitue à l'agence nationale des eaux minérales, thermo-minérales, du thermalisme et du climatisme.

A ce titre, conformément à la réglementation en vigueur et des procédures établies en l'espèce, les activités, les structures, les moyens et les personnels déterminés sont intégrés et pris en charge par les différents ensembles organiques résultant des missions et attributions de l'office national du tourisme.

Art. 2. — L'opération ainsi définie emporte, subrogation de l'office national du tourisme à l'agence nationale des eaux minérales, thermo-minérales, du thermalisme et du climatisme et cessation des activités exercées par ladite agence, à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 3. — En application des dispositions ci-dessus.

A - Il est établi :

1) Un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif dressé conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission, dont les membres sont désignés conjointement par le ministre compétent, investi des prérogatives en matière de thermalisme et de climatisme le ministre de l'économie en tant que de besoin, toute autre autorité concernée.

## ETAT ANNEXE

Nos DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	<b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE</b>  <b>SECTION I</b>  <b>SECTION UNIQUE</b>  <b>SOUS-SECTION I</b>  <b>SERVICES CENTRAUX</b>  <b>TITRE III</b>  <b>MOYENS DES SERVICES</b>  4ème Partie  <i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais.....	500.000
34-90	Administration centrale — Parc automobile.....	900.000
	Total de la 4ème partie.....	1.400.000
	Total du titre III.....	1.400.000
	Total de la sous-section I.....	1.400.000
	Total de la section I.....	1.400.000
	<b>Total des crédits ouverts.....</b>	<b>1.400.000</b>

**Décret exécutif n° 98-352 du 20 Rajab 1419 correspondant au 10 novembre 1998 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du muséum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du muséum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature;

**Décrète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 4. — En liaison avec les structures concernées, l'agence a pour objet d'assurer l'inventaire général de la flore et de la faune nationales et de proposer l'ensemble des mesures nécessaires à sa préservation et à son développement.



A ce titre l'agence est chargée, notamment :

— de mener les actions d'études, d'observation et d'évaluation des écosystèmes naturels nationaux;

— d'inventorier et de proposer le classement des sites susceptibles de faire l'objet d'aires protégées;

— de veiller à la conservation et au développement de la faune et de la flore nationales et plus particulièrement les espèces menacées ou en voie de disparition ainsi que celles qui présentent un intérêt économique, utilitaire ou scientifique;

— d'introduire et d'acclimater les espèces végétales et animales exotiques;

— de constituer des conservatoires de semences et de graines, de proposer et de prendre toute mesure pour préserver le capital génétique de la flore et de prévenir tout risque de pollution de l'hérédité végétale;

— d'effectuer des études en vue d'apprécier et d'évaluer le capital cynégétique, de définir les paramètres de son évolution et de proposer les règles d'organisation relatives à sa conservation et à son développement;

— de proposer et de concourir à la mise en œuvre de programmes de repeuplement ou d'enrichissement cynégétiques;

— de mener, en collaboration avec les structures concernées, des travaux de recherche, d'expérimentation et d'études en matière de flore et de faune, de développement cynégétique et d'horticulture;

— d'organiser ou participer aux manifestations nationales et internationales à caractère scientifique et culturel entrant dans le cadre de son objet;

— de mettre en place une banque de données sur les espèces animales et végétales;

— de vulgariser et de mener des actions de sensibilisation auprès des citoyens par l'édition de publications liées à son activité et l'animation d'association se rapportant à son objet;

— d'échanger et d'éditer la documentation à caractère scientifique et technique en collaboration avec les organismes nationaux, internationaux ou étrangers se rapportant à son objet;

— de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre, à l'évaluation des réglementations nationales et internationales liées à la protection de la nature".

Art. 3. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 5. — Pour la réalisation de ses objectifs l'agence dispose :

— de services centraux ;

— d'unités spécialisées".

Art. 4. — Les dispositions de l'article 9 du décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 9. — Le conseil d'orientation est composé des membres suivants :

— le représentant du ministre de tutelle, président;

— le représentant du ministre chargé de l'environnement;

— le représentant du ministre chargé des finances;

— le représentant du ministre chargé de l'éducation nationale;

— le représentant du ministre chargé de la recherche scientifique;

— le représentant du ministre chargé de la planification.

Le directeur de l'agence et l'agent comptable assistent aux réunions avec voix consultative.

Les membres du conseil d'orientation représentant des ministres doivent, au moins, avoir le rang de sous-directeur de l'administration centrale".

Art. 5. — Les dispositions de l'article 13 du décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 13. — Le directeur général est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre de tutelle.

Il est assisté, dans l'exercice de ses fonctions par des directeurs et des responsables d'unités.

Les directeurs sont nommés par arrêté du ministre de tutelle sur proposition du directeur général de l'agence.

Les responsables d'unités sont nommés par décision du directeur général".

Art. 6. — Les dispositions de l'article 19 du décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 19. — L'organisation interne de l'agence est fixée par arrêté conjoint du ministre de tutelle, du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la fonction publique".

Art. 7. — Les dispositions des articles 6, 14 et 15 du décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, susvisé, sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rajab 1419 correspondant au 10 novembre 1998.

Ahmed OUYAHIA.

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret exécutif n° 05-137 du 15 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 24 avril 2005 portant création d'une agence nationale de réalisation et de gestion de la mosquée d'Alger ;

#### Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 12 *bis* de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, susvisée et conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé, le présent décret a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la mosquée d'Alger sur le territoire de la commune de Mohammadia, wilaya d'Alger, en raison du caractère d'infrastructure d'intérêt général, d'envergure nationale et stratégique de ces travaux.

Art. 2. — Le caractère d'utilité publique concerne les biens immeubles et les droits réels immobiliers servant d'emprise à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3. — La superficie globale des biens immobiliers et/ou droits réels immobiliers servant d'emprise à la réalisation de l'opération est de vingt (20) hectares, situés sur le territoire de la commune de Mohammadia, wilaya d'Alger et délimitée conformément au plan annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — La consistance des travaux à engager au titre de la réalisation de la mosquée d'Alger concerne les structures suivantes :

- la mosquée et l'esplanade ;
- le minaret ;
- Dar El Coran d'une capacité de 300 places pédagogiques ;
- le centre culturel islamique ;
- l'administration et les logements de fonction ;
- le parking ;
- les voies d'accès ;
- les espaces verts.

Art. 5. — Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer, au profit des intéressés, pour les opérations d'expropriation des biens immobiliers et droits réels immobiliers nécessaires à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ci-dessus, doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Ramadhan 1427 correspondant au 5 octobre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

#### Décret exécutif n° 06-350 du 12 Ramadhan 1427 correspondant au 5 octobre 2006 portant transfert du Jardin d'Essai du Hamma à la wilaya d'Alger.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Jomada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991, modifié et complété portant réorganisation du Muséum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature ;

#### Décète :

Article 1er. — Le Jardin d'Essai du Hamma est transféré à la wilaya d'Alger.

Art. 2. — L'ensemble des personnels et le patrimoine du Jardin d'Essai du Hamma, comprenant les biens, droits, obligations et moyens de toutes natures détenus par celui-ci sont transférés à la wilaya d'Alger.

Le transfert donne lieu à l'établissement d'un inventaire estimatif, quantitatif et qualitatif des personnels et du patrimoine transférés par une commission *ad hoc* dont les membres sont désignés conjointement par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales, les ministres des finances, de l'agriculture et du développement rural et le wali d'Alger.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Ramadhan 1427 correspondant au 5 octobre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

— la gestion et l'utilisation des ressources financières qui leur sont allouées,

— l'utilisation, la préservation, la maintenance et la sécurité de leur patrimoine immobilier et mobilier ;

— la gestion et l'utilisation des moyens humains qui leur sont affectés.

La qualité des prestations offertes aux étudiants en matière d'œuvres sociales.

Dans ce cadre, elle propose toutes mesures susceptibles d'améliorer et de renforcer l'exercice des activités des services et structures inspectés.

Art. 3. — Sont exclues du domaine d'intervention de l'inspection générale, les activités pédagogiques et scientifiques.

Art. 4. — L'inspection générale intervient sur la base d'un programme annuel d'activités qu'elle soumet à l'approbation du ministre. Elle peut, en outre, intervenir de manière inopinée à la demande du ministre pour effectuer toute mission d'enquête rendue nécessaire par une situation particulière.

Art. 5. — L'inspection générale est dirigée par un inspecteur général assisté de sept (07) inspecteurs.

Art. 6. — L'inspecteur général et les inspecteurs sont nommés par décret exécutif sur proposition du ministre des universités et de la recherche scientifique. Ils sont régis par les dispositions des décrets exécutifs n° 90-226 à 90-228 du 25 juillet 1990 susvisés.

Dans la limite de ses attributions, l'inspecteur général reçoit délégation de signature.

Art. 7. — L'inspecteur général anime, coordonne et assure le suivi des activités des inspecteurs.

Art. 8. — Les interventions de l'inspection générale s'appuient sur le concours actif et la collaboration des structures, organes et des établissements relevant du ministère des universités et de la recherche scientifique.

Art. 9. — L'inspecteur général et les inspecteurs sont, dans le cadre, de leurs interventions, habilités à se faire présenter pour consultation et/ou reproduction de tout document lié à l'activité de la structure ou du service inspecté et à formuler toute demande de renseignements verbale ou écrite.

Art. 10. — Dans l'exercice de leur mission, l'inspecteur général et les inspecteurs sont, notamment tenus :

— de préserver, en toute circonstance, le secret professionnel, en ne portant les faits constatés au cours de leur mission, qu'à la connaissance des autorités supérieures habilitées,

— d'éviter toute ingérence dans la gestion des services inspectés, en s'interdisant particulièrement toute injonction susceptible de mettre en cause les prérogatives dévolues aux responsables des dits services,

— de restituer en l'état, les documents consultés.

Art. 11. — Aucun agent ou responsable ne peut lors d'une inspection se soustraire aux dispositions prévues à l'article 9 ci-dessus, en opposant le respect de la voie hiérarchique ou le secret professionnel.

Art. 12. — En cas de constatation de faits graves l'inspecteur général saisit immédiatement le ministre. L'inspecteur général et les inspecteurs font prendre, le cas échéant, par les supérieurs hiérarchiques ou l'autorité de tutelle toute mesure conservatoire jugée utile.

Art. 13. — Chaque mission d'inspection est sanctionnée par un rapport final remis au ministre et à la structure inspectée.

Art. 14. — Les activités de l'inspection générale donnent lieu, à l'élaboration d'un bilan annuel.

Art. 15. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées, notamment le décret n° 85-306 du 17 décembre 1985 susvisé.

Art. 16. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 mars 1992.

Sid Ahmed GHOZALI.

«»

**Décret exécutif n° 92-133 du 28 mars 1992 portant création du centre national de contrôle et de certification des semences et plants.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 87-17 du 1<sup>er</sup> juillet 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-32 du 4 décembre 1990 relative à l'organisation et au fonctionnement de la Cour de comptes ;

Vu le décret n° 80-53 du 1<sup>er</sup> mars 1980 portant création de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret présidentiel n° 91-198 du 5 juin 1991 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-311 du 7 septembre 1991 relatif à la nomination et à l'agrément des comptables publics ;

Vu le décret exécutif n° 91-313 du 7 septembre 1991 fixant les procédures, les modalités et le contenu de la comptabilité les ordonnateurs et les comptables publics.

**Décète :****Chapitre I****Dénomination – Objet – Siège**

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé, sous la dénomination de « Centre national de contrôle et de certification des semences et plants » par abréviation « C.N.C.C. » ci-après désigné le centre, un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le centre est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 3. — Le centre a pour mission le contrôle et la certification des semences et plants et la gestion du catalogue officiel des espèces et variétés des plantes cultivées.

Art. 4. — En matière de contrôle et de certification des semences et plants, le centre est chargé notamment :

- du contrôle en végétation de la production des semences et plants,
- du contrôle en laboratoire des qualités physiologiques, physiques et sanitaires de toutes semences et/ou plants, de production nationale et/ou d'importation,
- du contrôle des conditions de stockage et de conservation des semences et plants,
- de la certification des semences et plants préalable à toute commercialisation et utilisation,
- de délivrer des documents officiels de certification dont les modèles sont définis par arrêté du ministre chargé de l'agriculture,
- de proposer toute réglementation en la matière et de veiller à son application.

Art. 5. — En matière de gestion du catalogue officiel des espèces et variétés, le centre est chargé notamment :

- d'élaborer la réglementation technique régissant les procédures d'inscription et/ou de radiation des espèces et variétés des plants cultivées,
- de réaliser les essais d'homologation des variétés préalablement à leur inscription au catalogue officiel,
- de conserver des échantillons de référence ou témoins des variétés inscrites dans le catalogue officiel,
- de constituer et de conserver des dossiers complets pour chaque variété cataloguée.

Art. 6. — Le centre est chargé d'organiser et de fournir l'assistance technique aux producteurs et aux organismes stockeurs concernés par son activité.

Dans ce cadre, il a pour mission :

- de diffuser sur tous supports et par tous moyens adéquats les techniques en rapport avec son objet ainsi que par l'organisation de séances de vulgarisation,

— de participer à l'élaboration de programmes d'enseignement et de formation professionnelle ainsi qu'à l'organisation de stages de recyclage et de perfectionnement en faveur des producteurs sémenciers et de l'encadrement technique des structures chargées de la production, du conditionnement, de la conservation et de la commercialisation des semences et plants,

— d'entreprendre tous travaux de recherche et d'expérimentation ayant trait au contrôle et à la certification des semences et plants et à l'homologation des espèces et variétés des plantes cultivées,

— d'entreprendre, pour le compte de tiers des expertises liées à la qualité des semences et plants de production nationale et/ou d'importation.

Art. 7. — Pour la réalisation de ses missions, le centre est doté par l'Etat de moyens matériels d'intervention, de laboratoires, de terrains d'expérimentation et d'ateliers de recherche et d'expérimentation.

Art. 8. — Le centre est habilité à :

- initier et à concourir à l'organisation de manifestations techniques, scientifiques, d'expositions, de séminaires et colloques ayant trait à son objet,
- conclure, après approbation de l'autorité de tutelle, tous marchés, conventions ou accords relatifs à son objet, avec les organismes nationaux ou étrangers et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

**Chapitre II****Organisation – Fonctionnement**

Art. 9. — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur général.

**Section I****Le conseil d'orientation**

Art. 10. — Le conseil d'orientation délibère notamment sur les questions suivantes :

- l'organisation et le fonctionnement du centre,
- les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que le bilan d'activités de l'année écoulée,
- les programmes annuels et pluriannuels d'investissement se rapportant à l'objet du centre,
- les états prévisionnels de recettes et de dépenses et le budget du centre,
- le règlement intérieur relatif à l'organisation et au fonctionnement du centre,
- les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions,
- les projets de construction, d'acquisition, d'aliénation et d'échanges d'immeubles,
- l'acceptation, et l'affectation des dons et legs,
- les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer, et d'orienter les différents domaines d'activités du centre,
- toutes mesures propres à améliorer le fonctionnement du centre et favoriser la réalisation de ses objectifs,

Art. 11. — Le conseil d'orientation est composé :

- du ministre chargé de l'agriculture ou de son représentant, président,
- du représentant du ministre chargé des finances,
- du représentant du ministre chargé du commerce,
- du représentant au conseil national de la planification,
- des représentants des organismes chargés de la collecte, de la conservation et de la commercialisation des semences et plants,
- d'un représentant des personnels techniques et administratifs du centre,
- d'un représentant élu des agriculteurs.

Le directeur général et l'agent comptable du centre assistent aux réunions du conseil d'administration, à titre consultatif.

Le secrétariat du conseil est assuré par le directeur général du centre.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour des questions à débattre ou susceptibles de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 12. — Les membres du conseil d'orientation sont choisis en raison de leur compétence en la matière et nommés pour une durée de trois (3) ans, par le ministre chargé de l'agriculture sur proposition des autorités dont ils relèvent.

Art. 13. — En cas de vacance d'un poste de membre du conseil d'orientation, ce dernier est pourvu au plus tard un (1) mois après la constatation de la vacance dans les mêmes formes que celles prévues à l'article 12 ci-dessus.

Art. 14. — Le conseil d'orientation se réunit sur convocation de son président en session ordinaire au moins deux (2) fois par an.

Il peut en outre, être convoqué en session extraordinaire à la demande soit, de son président, soit du tiers de ses membres ou sur proposition du directeur général.

Le président établit l'ordre du jour.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion.

Le délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 15. — Le conseil d'orientation ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de sept (7) jours suivant la date de la réunion reportée ; dans ce cas, le conseil peut alors délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 16. — Les décisions du conseil d'orientation sont adoptées à la majorité simple des voix des membres présents.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

## Section II

### *Le directeur général*

Art. 17. — Le directeur général du centre est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 18. — Le directeur général exécute les décisions du conseil d'orientation. Il est responsable du fonctionnement général du centre et en assure la gestion dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- il agit au nom du centre et le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- il établit les rapports d'activités qu'il présente à l'autorité de tutelle ;
- il est ordonnateur du budget du centre dans les conditions fixées par les lois et les règlements en vigueur ;
- il établit le budget prévisionnel, engage et ordonne les dépenses de fonctionnement et d'équipement ;
- il passe tous marchés, conventions et accords en rapport avec le programme d'activités du centre ;
- il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel du centre et nomme à tous les emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu ;
- il prépare les réunions du conseil d'orientation et suit l'exécution de ses décisions régulièrement approuvées.

## Section III

### *Les structures du centre*

Art. 19. — Pour la réalisation des missions qui lui sont assignées par les présents statuts, le centre dispose de services centraux et de services déconcentrés.

Art. 20. — L'organisation interne du centre est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 21. — Le centre dispose d'un conseil scientifique dont l'organisation, les missions et le fonctionnement sont définis par un arrêté du ministre de tutelle sur proposition du directeur général.

### Chapitre III

#### Dispositions financières

Art. 22. — Les comptes du centre sont tenus en la forme administrative conformément aux règles de la comptabilité publique.

La tenue des écritures et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable agréé par le ministre chargé des finances et exerçant ses fonctions conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 23. — Le centre est soumis au contrôle financier de l'Etat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 24. — Les comptes administratifs et de gestion du centre préparés par le directeur général, sont soumis pour adoption au conseil d'orientation à la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent et transmis, accompagnés du rapport contenant les avis et recommandations du conseil d'orientation à la Cour des comptes, au ministre de tutelle et au ministre chargé des finances dans les conditions, formes et délais prévus par les lois et règlements en vigueur.

Art. 25. — Les recettes du centre sont constituées par :

- les subventions de fonctionnement et d'équipement allouées par l'Etat dans le cadre des lois en vigueur,
- les subventions des collectivités locales, des institutions et organismes nationaux ou étrangers,
- le produit des prestations liées à ses activités,
- les dons et legs,
- les emprunts contractés dans le cadre de la réglementation en vigueur,

Art. 26. — La subvention d'équipement du centre figure au budget général de l'Etat au titre du budget de l'équipement public.

Art. 27. — Les dépenses du centre comprennent :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires au bon fonctionnement du centre.

Art. 28. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 mars 1992.

Sid Ahmed GHOZALI.

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTRE DE L'ECONOMIE

#### Arrêté du 9 octobre 1991 portant désignation des inspections des domaines et fixant leurs circonscriptions.

Le ministre de l'économie,

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu le décret exécutif n° 90-189 du 23 juin 1990 fixant les attributions du ministre de l'économie ;

Vu le décret exécutif n° 90-190 du 23 juin 1990 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'économie ;

Vu le décret exécutif n° 91-65 du 2 mars 1991 portant organisation des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière, notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1991 fixant l'organisation interne des inspections des domaines et des conservations foncières ;

Vu l'arrêté du 31 août 1985 portant désignation des inspections des domaines et fixant leurs circonscriptions et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;

#### Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — La liste et les circonscriptions des inspections des domaines sont déterminées conformément au tableau joint en annexe du présent arrêté.

Art. 2. — Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées, notamment celles de l'arrêté du 31 août 1985 susvisé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 octobre 1991.

P. Le ministre de l'économie,

*Le ministre délégué au budget,*

Mourad MEDELICI.

## Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1981, un crédit de quatre cent soixante mille dinars (460.000 DA) applicable au budget du ministère des travaux publics et aux chapitres énumérés à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1981, un crédit de quatre cent soixante mille dinars (460.000 DA) applicable au budget du ministère des travaux publics,

au chapitre n° 35-61 : « Signalisation maritime - Phares et balises - travaux d'entretien et de réparations ».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 décembre 1981.

Chadli BENDJEDID.

## ETAT « A »

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULES EN D.A.
	<b>MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS</b>	
	<b>TITRE III — MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>4ème partie — Matériel et fonctionnement des services</b>	
34 - 01	Administration centrale — Remboursement de frais	100.000
34 - 04	Administration centrale — Charges annexes .....	200.000
34 - 90	Administration centrale — Parc automobile .....	100.000
34 - 92	Administration centrale — Loyers .....	60.000
	<b>Total des crédits annulés .....</b>	<b>460.000</b>

# **MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE**

Décret n° 81-337 du 12 décembre 1981 portant création du Haut commissariat au développement de la steppe.

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la Charte de la révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral ;

Vu le décret n° 75-166 du 30 décembre 1975 portant limites des zones steppiques ;

## Décrète :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

## Chapitre I

## Dénomination - Personnalité - Siège

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination de « Haut commissariat au développement de la steppe », ci-après désigné « Le haut commissariat », un établissement public à caractère administratif, à vocation technique et scientifique, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le haut commissariat est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire.

Art. 3. — Le siège du haut commissariat est fixé à Djelfa; il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national par décret.

## Chapitre II

### Objet - Missions

**Art. 4.** — Le haut commissariat est l'organisme chargé de l'application de la politique nationale en matière de développement intégré des zones steppiques et pastorales.

**Art. 5.** — Le haut commissariat procède à l'évaluation du patrimoine agricole de la steppe. A cet effet, recense, regroupe et exploite toutes les études de base réalisées sur le milieu.

**Art. 6.** — Le haut commissariat élabore et propose toute réglementation, notamment en matière de pastoralisme, de protection, d'aménagement et de gestion des parcours. Il réunit les conditions et moyens d'application de la réglementation et veille à l'exécution de celle-ci par l'exercice de prérogatives de contrôle.

**Art. 7.** — Dans le cadre de l'application de la troisième phase de la révolution agraire et conformément aux dispositions du code pastoral, le haut commissariat est chargé :

a) de déterminer l'utilisation des sols, de fixer leur vocation agricole, alfatière ou pastorale, d'identifier et de répartir :

- les terres de parcours destinées aux coopératives d'élevage,
- les terres de parcours communes aux éleveurs,
- les terres de parcours dégradées à restaurer.

b) d'élaborer la cartographie de l'occupation des terres, des types de végétation et de la production pastorale et de confectionner les programmes d'aménagement et d'organisation des parcours comportant :

- les plans de mise en défens,
- les plans de rotation,
- les projets de mise en valeur agricole,
- les projets en matière de protection des ressources pastorales.

c) de proposer le découpage de la steppe en zones homogènes à ériger en unités de gestion destinées à servir d'assise territoriale de base à l'application de la politique pastorale.

d) de s'assurer, en concertation avec l'administration des domaines et des affaires foncières, de la conduite des opérations cadastrales relatives aux unités pastorales identifiées, de l'établissement de l'état de consistance de celles-ci et de la réalisation du bornage.

**Art. 8.** — En matière d'hydraulique pastorale, le haut commissariat, en concertation avec les services techniques compétents du ministère de l'hydraulique, participe à la mise en œuvre des programmes relatifs à la connaissance, à la mobilisation et à l'affectation des ressources hydrauliques sur toute l'étendue des zones steppiques. A ce titre :

- il dresse l'inventaire des points d'eau existants,
- il participe à l'affectation des ressources en eau compte tenu de l'objectif d'intensification des productions fourragères,

— il contribue à la mise en place de services spécialisés pour la gestion et l'entretien des équipements hydrauliques,

— il étudie et exploite les possibilités de l'utilisation des énergies solaires et éoliennes.

**Art. 9.** — Le haut commissariat a pour mission de promouvoir l'élevage, d'en améliorer et d'en intensifier les productions. A ce titre :

- il initie les programmes de développement,
- il veille à l'application des programmes de recherche,
- il étudie et met en œuvre les mesures propres à améliorer la conduite et la productivité des troupeaux ovins et camélins,
- il s'assure de la protection sanitaire du cheptel et de la mise en place d'un système de prévention.

**Art. 10.** — Le haut commissariat organise les complémentarités entre les zones agricoles d'une part et les zones steppiques et pastorales d'autre part. Dans ce cadre :

- il coordonne en collaboration avec les services du ministère de l'intérieur, les actions de prise en charge des problèmes de l'achaba,
- il propose la politique de constitution des réserves alimentaires et met en place le dispositif de sa mise en œuvre,
- il oriente les plans de production fourragère dans les zones de culture.

**Art. 11.** — En matière de prévention et de lutte contre les calamités pastorales telles que définies par l'article 74 du code pastoral, le haut commissariat arrête conjointement avec les collectivités locales et notamment avec les walis concernés, la stratégie d'actions à engager, coordonne et dirige le cas échéant, toutes les opérations qui en découlent,

**Art. 12.** — Au plan socio-professionnel, le haut commissariat est chargé de promouvoir les conditions de vie et de travail des populations pastorales. A cet effet :

- il participe à l'élaboration des plans de formation et d'enseignement nécessités par le développement pastoral,
- il oriente et développe la formation professionnelle et favorise, par une formation adaptée, la promotion et l'insertion dans la vie professionnelle des jeunes issus du milieu,
- il contribue à l'expression des besoins en matière d'équipement culturel et socio-économique des éleveurs, des cueilleurs d'alfa et de leurs familles,
- il contribue à la maîtrise des formes de sédentarisation et mobilise dans la phase transitoire, les moyens propres à améliorer le déplacement des hommes et de leurs troupeaux.

**Art. 13.** — Le haut commissariat mène en milieu pastoral et agro-pastoral, les actions indispensables de vulgarisation.

— il crée, à cet effet, des centres et des ateliers de vulgarisation,



— il soutient les manifestations techniques et scientifiques qui concourent à la promotion de l'élevage : concours d'animaux de choix, distinctions, expositions, séminaires et colloques...

— il développe ou mobilise par ailleurs les moyens propres à assurer :

- \* la promotion des petits élevages en milieu familial et coopératif,
- \* la protection de la faune sauvage, en participant à la création de réserves ou de parcs de repeuplement.

**Art. 14.** — Le haut commissariat soutient les activités artisanales, étudie les possibilités de leur diversification et recherche les moyens d'une meilleure valorisation industrielle ou agro-industrielle des produits locaux.

— il porte notamment l'effort sur les secteurs de l'alimentation du cheptel et de la santé animale,

— il est obligatoirement consulté sur tout projet d'industrialisation des zones steppiques.

**Art. 15.** — Le haut commissariat est chargé de déterminer, en relation avec les services techniques du secrétariat d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, le cadre spécial et économique inhérent aux activités alfatières liées au développement du pastoralisme.

**Art. 16.** — En association avec le haut commissariat au service national, il détermine la nature et fixe l'importance des infrastructures à mettre en place pour étendre l'action de quadrillage de la steppe aux domaines :

- de l'abreuvement du cheptel,
- de la santé animale,
- de la météorologie,
- des voies de liaison et de pénétration.

**Art. 17.** — Le haut commissariat propose à l'autorité de tutelle, les formes de concertation, de coordination et d'intervention à mettre en œuvre en vue d'intégrer les activités des organismes et services relevant du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire, qui concourent au développement des zones steppiques, notamment : l'IDIVI, l'INSA, les CAPCS pastorales et les GPMV.

## TITRE II

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

**Art. 18.** — Le haut commissariat se compose des organes suivants :

- le haut commissaire,
- les services centraux organisés en départements,
- le conseil d'orientation,
- les commissaires régionaux,
- les circonscriptions pastorales,
- les districts pastoraux,
- les unités pastorales,

## Chapitre I

### Le haut commissaire

**Art. 19.** — Le haut commissaire agit dans le cadre des directives d'ordre général de l'autorité de tutelle. Il est responsable du fonctionnement général du haut commissariat dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

— il représente le haut commissariat dans tous les actes de la vie civile,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel,

— il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation ; il les présente pour approbation à l'autorité de tutelle,

— il est ordonnateur du budget général du haut commissariat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses,

— il passe tous les marchés, accords et conventions,

— il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'orientation approuvées par l'autorité de tutelle,

— il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat,

— il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans la limite de ses attributions.

**Art. 20.** — Le haut commissaire est nommé par décret sur proposition du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Art. 21.** — Le haut commissaire est assisté, au niveau central, par des chefs de départements et d'un conseil scientifique consultatif.

Un arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire, du ministre des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique déterminera le nombre, l'organisation interne et le fonctionnement des départements.

Le conseil scientifique consultatif, placé auprès du haut commissaire, est créé par un arrêté du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire qui en définira l'organisation et le fonctionnement.

## Chapitre II

### Le conseil d'orientation

**Art. 22.** — Le conseil d'orientation est composé des 27 membres suivants :

— le ministre de l'agriculture et de la révolution agraire, président,

— deux représentants du ministère de l'intérieur, dont le directeur général des collectivités locales,

— trois walis des zones concernées (pastorale, agro-pastorale et saharienne) désignés par le ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,

— le directeur des affaires domaniales et foncières au ministère des finances,

— le représentant du ministère de la planification et de l'aménagement du territoire,

— le représentant du ministère de l'hydraulique

— le représentant du ministère de l'habitat et de l'urbanisme,

— le représentant du ministère des industries agères,

— le représentant du ministère des transports et de la pêche,

— le représentant du ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique,

— le représentant du ministère du travail et de la formation professionnelle,

— le représentant du ministère des travaux publics,

— le représentant du secrétariat d'état aux forêts et à la mise en valeur des terres,

— le représentant du haut commissariat au service national,

— le directeur général de la production animale au ministère de l'agriculture et de la révolution agraire,

— le directeur général de l'administration générale et de la formation au ministère de l'agriculture et de la révolution agraire,

— le directeur général de la révolution agraire et de l'aménagement rural,

— le directeur général de l'institut de développement de l'élevage ovin (IDOV),

— le directeur général de l'institut national de la santé animale (INSA),

— deux représentants de l'UNPA,

— trois présidents de CAPCS.

Le contrôleur financier du haut commissariat assiste aux réunions du conseil d'orientation à titre consultatif. Le conseil peut entendre toute personne dont il juge la participation utile.

Art. 23. — Le conseil d'orientation tient au moins une réunion par an sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit du président, soit du haut commissaire, soit du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour de la réunion, sur proposition du haut commissaire.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins quinze jours avant la date de la réunion. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires.

Art. 24. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres au moins sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit jours suivant la date de la réunion antérieurement projetée.

Dans ce dernier cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits au registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance. Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 25. — Sur le rapport du haut commissaire, le conseil d'orientation délibère sur :

— le bilan de l'année pastorale écoulée, présenté sous la forme d'un rapport,

— le programme de travail annuel et pluriannuel,

— les programmes annuels et pluriannuels des investissements ainsi que des emprunts,

— les conditions générales de passation des conventions, marchés et autres transactions engageant le haut commissariat,

— les comptes annuels,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

### Chapitre III

#### Les commissaires régionaux

Art. 26. — Au plan régional, le haut commissaire est représenté par quatre commissaires régionaux.

Les commissaires régionaux sont nommés par décret sur proposition du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

La compétence territoriale de chaque commissaire régional est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire sur proposition du haut commissaire.

Art. 27. — Les commissaires régionaux ont pour mission d'élaborer et de proposer, en concertation avec les walis concernés, la coordination des actions de conception et de mise en œuvre des programmes par région, en matière de pastoralisme et de développement de la steppe.

Art. 28. — Les commissaires régionaux, outre les tâches de coordination générale, sont chargés :

— de proposer les normes nécessaires à la régulation des courants d'échanges entre les différentes wilayas et notamment celles permettant d'assurer la complémentarité entre les zones agricoles et les zones pastorales,

— de soutenir, au plan de la logistique, l'activité pastorale régionale.

Art. 29. — Les commissaires régionaux sont responsables, chacun, d'une base régionale de génie pastoral.

**Art. 30.** — La base régionale de génie pastoral est un organe d'intervention disposant des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

#### Chapitre IV

##### Les circonscriptions pastorales

**Art. 31.** — La circonscription pastorale est une cellule technico-administrative chargée de la gestion du fonds pastoral.

L'assiette territoriale de la circonscription pastorale est déterminée conformément au découpage de la steppe en zones homogènes, telle que prévue par l'article 7 ci-dessus.

**Art. 32.** — La circonscription pastorale se subdivise en districts pastoraux au niveau de la commune et en unités pastorales à l'échelon inférieur.

Un arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire, du ministre de l'intérieur et du ministre de la planification et de l'aménagement du territoire détermine les limites territoriales des circonscriptions et de leurs subdivisions pastorales et fixe l'organisation des rapports entre les districts et les APC.

#### TITRE III

##### DISPOSITIONS FINANCIERES

**Art. 33.** — Les opérations de recettes et de dépenses du haut commissariat sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

**Art. 34.** — La tenue des écritures comptables de l'établissement et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances et exerçant ses attributions dans le cadre des dispositions du décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables.

**Art. 35.** — Le haut commissariat est soumis au contrôle financier de l'Etat.

**Art. 36.** — Les ressources du haut commissariat comprennent :

- les revenus des biens et fonds,
- les redevances ou rétributions versées à l'occasion de travaux ou d'études effectués par le haut commissariat pour le compte des tiers,
- les recettes ordinaires d'exploitation et les recettes résultant de la vente de livres, cartes et ouvrages publiés par le haut commissariat,
- les subventions de fonctionnement,
- les dons et legs.

**Art. 37.** — Les dépenses du haut commissariat comprennent :

- d'une part, les dépenses de fonctionnement,
- d'autre part, les dépenses d'équipement.

**Art. 38.** — Le budget du haut commissariat est présenté par chapitres et articles.

Il est préparé par le haut commissariat et transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre des finances, avant le début de l'exercice auquel il se rapporte, conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. 39.** — Le haut commissaire est ordonnateur du budget du haut commissariat.

A ce titre, il soumet le compte administratif au conseil d'orientation avant la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice accompagné d'un rapport contenant tous les développements et explications utiles sur la gestion financière de l'établissement.

**Art. 40.** — Le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion de l'agent comptable sont déposés au greffe de la Cour des comptes dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

**Art. 41.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 décembre 1981.

Chadli BENDJEDID.

#### MINISTERE DE LA SANTE

**Décret n° 81-338 du 12 décembre 1981 portant création d'un conseil national consultatif pour la protection des handicapés.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la santé,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 76-79 du 23 octobre 1976 portant code de la santé publique, notamment son livre IV ;

Vu le décret n° 81-66 du 18 avril 1981 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la santé ;

#### Décète :

**Article 1er.** — Il est créé, auprès du ministre de la santé, un conseil national consultatif pour la protection des handicapés, désigné ci-après « le conseil ».

**Art. 2.** — Le conseil est consulté, notamment, sur :

- les programmes d'actions à mener en faveur des personnes handicapées ;
- la normalisation des équipements et des appareillages destinés aux handicapés ;

CORPS	Représentants du personnel		Représentants de l'administration	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
Secrétaires d'administration Contrôleurs de la sécurité sociale agricole et des affaires rurales	3	3	3	3
Agents d'administration Sténodactylographes	4	4	4	4
Agents dactylographes	3	3	3	3
Agents de bureau	3	3	3	3
Conducteurs d'automobiles de 1ère catégorie Ouvriers professionnels de 1ère catégorie	2	2	2	2
Conducteurs d'automobiles de 2ème catégorie	3	3	3	3
Ouvriers professionnels de 2ème catégorie	2	2	2	2
Ouvriers professionnels de 3ème catégorie	2	2	2	2
Agents de service	3	3	3	3

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 mai 1986.

P. le ministre de l'agriculture  
et de la pêche,  
Le secrétaire général,  
Noureddine KADRA

Arrêté du 25 mai 1986 portant création de commissions paritaires des personnels du Haut commissariat au développement de la steppe (H.C.D.S.).

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 fixant le nombre de représentants aux commissions paritaires ;

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 81-337 du 12 décembre 1981 portant création du Haut commissariat au développement de la steppe (H.C.D.S.) ;

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Arrête :

Article 1er. — Il est créé auprès du Haut commissariat au développement de la steppe (H.C.D.S.), des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps de fonctionnaires ci-après énumérés :

- 1°) Ingénieurs d'application de l'agriculture,
- 2°) Techniciens de l'agriculture.

Art. 2. — La composition des commissions paritaires prévues à l'article 1er ci-dessus est fixée au tableau ci-après :

CORPS	Représentants du personnel		Représentants de l'administration	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
Ingénieurs d'application de l'agriculture	2	2	2	2
Techniciens de l'agriculture	2	2	2	2

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire,

Fait à Alger, le 25 mai 1986,

P. le ministre de l'agriculture  
et de la pêche,  
Le secrétaire général,  
Noureddine KADRA

Arrêté du 25 mai 1986 portant création de commissions paritaires des personnels du Centre national pédagogique agricole (C.N.P.A.).

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 67-171 du 31 août 1967 portant création du Centre national pédagogique agricole, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 71-40 du 17 juin 1971 ;

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires ;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 fixant le nombre de représentants aux commissions paritaires ;

#### Arrête :

Article 1er. — Il est créé au Centre national pédagogique agricole (C.N.P.A.), des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps de fonctionnaires ci-après énumérés :

- 1° Ingénieurs d'application,
- 2° Techniciens de l'agriculture,
- 3° Agents de bureau,  
Ouvrier professionnels de 2ème catégorie,  
Conducteurs d'automobiles de 2ème catégorie.

Art. 2. — La composition des commissions paritaires prévues à l'article 1er ci-dessus est fixée au tableau ci-après :

CORPS	Représentants du personnel		Représentants de l'administration	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
Ingénieurs d'application	2	2	2	2
Techniciens de l'agriculture	2	2	2	2
Agents de bureau Conducteurs d'automobiles de 2ème catégorie Ouvriers professionnels de 2ème catégorie	2	2	2	2

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire,

Fait à Alger, le 25 mai 1986,

P. le ministre de l'agriculture  
et de la pêche,  
Le secrétaire général,  
Noureddine KADRA

Annexe II (Suite)

Catégories professionnelles	Sous-catégories professionnelles	Subdivisions géographiques		Nombre de sièges
		Ouargla	Illizi	
Services	Transport-transit	02	0	02
	Tourisme-hôtellerie	01	01	02
	Autres	03	0	03
	<b>Sous-total</b>	<b>06</b>	<b>01</b>	<b>07</b>
<b>Total des sièges</b>		24	02	26

( Le reste sans changement )

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003.

Noureddine BOUKROUH.

**MINISTERE DES MOUDJAHIDINE**

**Arrêté interministériel du 25 Safar 1424 correspondant au 27 avril 2003 fixant la liste des maladies, des blessures et des handicaps ouvrant droit au bénéfice de la pension d'invalidité de moudjahid.**

Le ministre des moudjahidine,

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Vu la loi n° 99-07 du 19 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-295 du 24 août 1991, modifié et complété, fixant les attributions du ministre des moudjahidine ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 01-146 du 14 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 6 juin 2001, modifié et complété, portant revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayants-droit de chouhada et de moudjahidine, des victimes civiles et victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants-droit, notamment son article 2 bis ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer la liste des maladies, des blessures et des handicaps ouvrant droit au bénéfice de la pension d'invalidité de moudjahid en application de l'article 2 bis du décret exécutif n° 01-146 du 14 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 6 juin 2001, susvisé.

Art. 2. — La liste des maladies, des blessures et des handicaps, citée à l'article 1er ci-dessus, est fixée conformément à l'annexe jointe à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Safar 1424 correspondant au 27 avril 2003.

Le ministre des moudjahidine

Le ministre de la santé,  
de la population et de la  
réforme hospitalière

Mohamed Chérif ABBAS

Abdelhamid ABERKANE

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 7 Moharram 1424 correspondant au 10 mars 2003 fixant la compétence territoriale des commissaires régionaux du Haut Commissariat au développement de la steppe.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu le décret n° 81-337 du 12 décembre 1981 portant création du Haut Commissariat au développement de la steppe, notamment son article 26 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 26 du décret n° 81-337 du 12 décembre 1981, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la compétence territoriale des commissaires régionaux du Haut Commissariat au développement de la steppe.

Art. 2. — La compétence territoriale pour chaque commissaire régional du Haut Commissariat au développement de la steppe est fixée comme suit :

**1 — Le commissaire de la région Centre-Ouest :**

**Siège social :** wilaya de Djelfa.

**Compétence territoriale :** les wilayas de Djelfa, Laghouat, Tiaret, Médéa et Ghardaïa.

**2 — Le commissaire de la région Ouest :**

**Siège social :** wilaya de Saïda.

**Compétence territoriale :** les wilayas de Saïda, Sidi Bel Abbès, Tlemcen, Naâma et El Bayadh.

**3 — Le commissaire de la région Centre-Est :**

**Siège social :** wilaya de M'Sila.

**Compétence territoriale :** les wilayas de M'Sila, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Biskra et Bouira.

**4 — Le commissaire de la région Est :**

**Siège social :** wilaya de Tébessa

**Compétence territoriale :** les wilayas de Tébessa, Souk Ahras, El Oued, Khenchela et Batna.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Moharram 1424 correspondant au 10 mars 2003.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION  
ET DE LA CULTURE**

**Arrêté du 4 Safar 1424 correspondant au 6 avril 2003  
mettant des emplacements à la disposition des  
fumeurs dans certains lieux du secteur de la  
communication et de la culture où l'usage du  
tabac est interdit.**

La ministre de la communication et de la culture,

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé, notamment son article 63 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-140 du 2 Dhou El Hidja 1416 correspondant au 20 avril 1996 fixant les attributions du ministre de la communication et de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 01-285 du 6 Rajab 1422 correspondant au 24 septembre 2001 fixant les lieux publics où l'usage du tabac est interdit et les modalités d'application de cette interdiction ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 12 du décret exécutif n° 01-285 du 6 Rajab 1422 correspondant au 24 septembre 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de mettre des emplacements à la disposition des fumeurs dans certains lieux du secteur de la communication et de la culture où l'usage du tabac est interdit.

Art. 2. — Sont mis à la disposition des fumeurs, le cas échéant, des emplacements dans les lieux de travail du secteur de la communication et de la culture cités ci-dessous :

— locaux d'accueil, de réception et de restauration collective ;

— salles de réunion et locaux administratifs.

Art. 3. — Le responsable d'établissement ou de structure établi, après consultation des représentants des travailleurs et/ou du médecin du travail et/ou du service d'hygiène et de sécurité :

— un plan d'aménagement des emplacements spécialement réservés aux fumeurs pour les locaux affectés à l'ensemble des personnels ;

— un plan d'organisation ou d'aménagement destiné à assurer la protection des non-fumeurs.

Chaque responsable d'établissement ou de structure doit prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer un environnement garantissant la protection des non-fumeurs pendant le travail.

Art. 4. — Est interdit l'usage du tabac dans les lieux cités ci-dessous :

— les musées, les théâtres, les maisons de la culture et les bibliothèques ;

— les centres de documentation, d'information, d'études et de recherche ;

— les sociétés d'impression, les plateaux de télévision, les studios des radios.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Safar 1424 correspondant au 6 avril 2003.

Khalida TOUMI.

## SOMMAIRE (Suite)

Décret du 1er septembre 1986 portant nomination de travailleurs nommés par décret à une fonction supérieure, à la tête de structures au sein de l'administration centrale du ministère de l'industrie lourde, p. 1053.

Décret du 1er septembre 1986 portant nomination de directeurs et de sous-directeurs au ministère de l'industrie lourde, p. 1054.

Décret du 1er septembre 1986 portant nomination du directeur général de l'entreprise nationale d'organisation et d'information du secteur de l'industrie lourde (E.N.O.R.I.), p. 1054.

Décret du 1er septembre 1986 portant nomination du directeur de l'office national de géologie (O.N.I.G.), p. 1054.

## ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

## MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières et la répartition des effectifs à l'institut de chimie industrielle de l'université des sciences et de la technologie « Houari Boumediène », p. 1055.

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières d'enseignement et la réparti-

tion des effectifs entre elles à l'institut d'hydraulique de l'université des sciences et de la technologie d'Oran, p. 1055.

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières et la répartition des effectifs à l'institut d'électrotechnique de l'université des sciences et de la technologie d'Oran, p. 1056.

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières et la répartition des effectifs à l'institut de mines et métallurgie de l'université des sciences et de la technologie d'Oran, p. 1056.

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières et la répartition des effectifs à l'institut d'informatique de l'université des sciences et de la technologie d'Oran, p. 1057.

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières et la répartition des effectifs entre elles à l'institut de chimie industrielle de l'université des sciences et de la technologie d'Oran, p. 1057.

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières et la répartition des effectifs à l'institut national d'enseignement supérieur en hydraulique de Chlef, p. 1058.

Arrêté interministériel du 20 août 1986 fixant le nombre de filières et la répartition des effectifs à l'institut national d'enseignement supérieur en agronomie de Chlef, p. 1058.

## DECRETS

Décret n° 86-92 du 22 avril 1986 portant changement de dénomination de l'entreprise de travaux hydrauliques de Rouiba (E.T.H.R.) en « Entreprise nationale hydro-urbaine du Centre », par abréviation « Hydro-Urbaine-Centre » et réaménagement de ses statuts (rectificatif).

J.O. n° 17 du 23 avril 1986

Page 457, 1ère colonne, 2ème ligne de l'article 5 :

Au lieu de :

« Le siège social de l'entreprise est fixé à Alger »

Lire :

« Le siège social de l'entreprise est fixé à Isser (wilaya de Boumerdès) ».

(Le reste sans changement).

Décret n° 86-222 du 2 septembre 1986 portant création du commissariat au développement de l'agriculture des régions sahariennes.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;



Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée par l'ordonnance n° 81-03 du 26 septembre 1981 et approuvée par la loi n° 81-12 du 5 décembre 1981 ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

**Décète :**

## TITRE I

### DENOMINATION - PERSONNALITE - SIEGE

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination de « Commissariat au développement de l'agriculture des régions sahariennes », ci-après désigné « le commissariat », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le commissariat est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le siège du commissariat est fixé à Ouargla. Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national, par décret pris sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

## TITRE II

### OBJET - MISSIONS

Art. 4. — Le commissariat est chargé de veiller à l'application de la politique nationale en matière de développement intégré de l'agriculture en régions sahariennes.

Art. 5. — En matière d'études, le commissariat mène des recherches, des explorations et tous autres travaux nécessaires à la connaissance du milieu et de l'agriculture des régions sahariennes.

Le commissariat doit recenser, réunir et exploiter toutes les études ayant trait à sa mission réalisées par d'autres institutions ou organismes.

Art. 6. — Le commissariat est chargé d'encourager l'intensification de l'agriculture et d'élargir la surface agricole utile par la mise en valeur dans les régions sahariennes.

**A ce titre :**

— il évalue les potentialités en terre et en eau,

— il contribue à la valorisation du patrimoine existant par des actions appropriées,

— il procède à l'identification et à la délimitation des zones d'intervention, en fonction de leurs caractéristiques agro-pédologiques et de leurs aptitudes à l'irrigation,

— il élabore avec le concours des organismes et institutions concernés et propose les programmes de mise en valeur fondés sur les évaluations quantitatives et qualitatives de la ressource en terre et en eau,

— il contribue à la réunion des conditions et des moyens nécessaires à l'exécution des programmes de mise en valeur dans les zones d'intervention,

— il apporte son concours aux collectivités locales dans l'appréciation des potentialités de développement de l'agriculture en milieu aride,

— il harmonise et coordonne les actions arrêtées dans les programmes de mise en valeur et veille à leur réalisation.

Art. 7. — Le commissariat propose toute réglementation intéressant l'agriculture des régions sahariennes.

Art. 8. — Le commissariat a pour mission de promouvoir les productions agricoles, notamment :

— en initiant et/ou en orientant les programmes de développement et d'amélioration des productions végétale et animale et de valorisation des produits et sous-produits,

— en s'assurant, en concertation avec les services concernés, de la protection sanitaire des élevages et de la mise en place d'un système de prévention,

— en organisant et coordonnant les actions d'évaluation des besoins en facteurs de production et en fixant les conditions et modalités de leur distribution.

Art. 9. — En matière de prévention de la lutte contre les calamités agricoles, le commissariat participe conjointement avec les collectivités locales à la détermination des actions à engager.

Art. 10. — En matière d'actions sociales, le commissariat est chargé :

— de participer avec les organismes intéressés à l'élaboration des plans de formation, d'enseignement et de vulgarisation inhérents au développement agricole,

— d'initier et de concourir à l'organisation des manifestations techniques et scientifiques, expositions, séminaires et colloques ayant trait à son domaine d'activité,

— de contribuer à l'expression et à la mise en œuvre des besoins en matière d'équipements socio-collectifs.

## TITRE III

## ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 11. — Le commissariat se compose des organes suivants :

- le conseil d'orientation,
- le commissaire,
- les services centraux organisés en départements.

## Chapitre I

## Le conseil d'orientation

Art. 12. — Le commissariat est doté d'un conseil d'orientation chargé d'étudier et de proposer à l'autorité de tutelle, toute mesure se rapportant à l'organisation et au fonctionnement du commissariat.

A cet effet, le conseil d'orientation délibère, notamment, sur les questions suivantes :

- l'organisation et le fonctionnement général du commissariat,
- les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que le bilan d'activités de l'année écoulée,

- les programmes de travail annuels et pluriannuels des investissements se rapportant à l'objet du commissariat ainsi que les modalités de leur financement,

- les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions,

- le projet du budget du commissariat,

- le règlement comptable et financier,

- les projets de construction, d'acquisition, d'alléation et d'échange d'immeubles,

- l'acceptation et l'affectation des dons et legs,

- le montant des redevances et des rétributions à percevoir à l'occasion d'études, de travaux et de prestations effectuées par le commissariat au profit des administrations, des organismes, des entreprises, des collectivités ou des particuliers,

- les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer et d'orienter les différents domaines d'activités du commissariat,

- toutes mesures jugées nécessaires par le conseil et approuvées par l'autorité de tutelle,

- les mesures susceptibles de compléter, de simplifier ou de modifier les dispositions législatives et réglementaires se rapportant à son domaine d'activité.

Art. 13. — Le conseil d'orientation comprend :

- le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant, président,

- le représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

- le représentant du ministre des finances.

- le représentant du ministre chargé de la planification,

- le représentant du ministre chargé de l'hydraulique,

- le représentant du ministre chargé de l'environnement,

- le représentant du ministre chargé des transports,

- le représentant du ministre des industries légères,

- le représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire,

- le représentant de l'Union nationale des paysans algériens,

- les walis des wilayas concernées,

- les représentants de l'administration centrale du ministère de l'agriculture, chargés du développement rural intégré de la production végétale et de la production animale,

- les représentants des structures chargées de la formation, de la recherche du développement et des approvisionnements, implantées dans les zones concernées.

Art. 14. — Le directeur et l'agent comptable du commissariat assistent aux réunions du conseil d'orientation à titre consultatif.

Art. 15. — Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour des questions à débattre ou susceptibles de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 16. — Les fonctions de membre du conseil d'orientation sont gratuites ; toutefois, les frais de déplacement et de séjour exposés par ses membres, à l'occasion de l'exercice de ces fonctions leur sont remboursés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 17. — Les membres du conseil d'orientation sont nommés pour une durée de trois (3) ans, par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, sur proposition de l'autorité dont ils dépendent.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes ; en cas de vacance d'un poste, il est procédé à la nomination d'un autre membre, au plus tard, un (1) mois après la constatation de la vacance.

Art. 18. — Le conseil d'orientation se réunit sur convocation de son président, en session ordinaire, au moins deux (2) fois par an.

Il peut, en outre, être convoqué, en session extraordinaire, à la demande, soit du président, soit du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du commissaire.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion ; ce délai peut être réduit pour des sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

## Chapitre II

### Le commissaire

**Art. 19. —** Le commissaire est nommé par décret pris sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

**Art. 20. —** Le commissaire agit dans le cadre des directives et des orientations de l'autorité de tutelle. Il met en œuvre les décisions du conseil d'orientation ; il est responsable du fonctionnement général du commissariat ; il agit au nom du commissariat et le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il accomplit toutes opérations, dans le cadre des attributions du commissariat, ci-dessus définies. Il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel du commissariat et nomme à tous les emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu.

**Art. 21. —** Le commissaire est ordonnateur du budget général du commissariat, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

A ce titre :

— il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de fonctionnement et d'équipement du commissariat,

— il passe tous les marchés, accords et conventions en rapport avec le programme d'activités, sauf ceux pour lesquels une approbation de l'autorité de tutelle est nécessaire,

— il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans les limites de ses attributions.

**Art. 22. —** Le commissaire est assisté au niveau central par des chefs de département.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique déterminera le nombre, l'organisation interne et le fonctionnement des départements.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS FINANCIERES

#### Chapitre I

##### De la comptabilité et du contrôle

**Art. 23. —** Les comptes du commissariat sont tenus conformément aux règles de la comptabilité publique et au plan comptable adapté aux établissements publics à caractère administratif.

La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé par le ministre des finances et exerçant ses fonctions conformément aux dispositions des décrets n° 65-259 et 65-260 du 14 octobre 1965 susvisés.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité et dans les conditions fixées par les décrets susvisés, déléguer sa signature à un ou plusieurs mandataires, après agrément du commissaire.

**Art. 24. —** Le commissariat est soumis au contrôle financier de l'Etat.

**Art. 25. —** Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable du commissariat, sont soumis par le commissaire à l'adoption du conseil d'orientation à la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auxquels ils se rapportent, accompagnés du rapport contenant les développements et les prévisions sur la gestion administrative et financière du commissariat.

**Art. 26. —** Les comptes administratifs et de gestion sont déposés auprès des autorités concernées et au greffe de la Cour des comptes dans les conditions réglementaires.

## Chapitre II

### Du budget, des ressources et des dépenses

**Art. 27. —** Le budget du commissariat est présenté par chapitres et articles.

Il est préparé par le commissaire et est soumis, pour délibérations, au conseil d'orientation.

Il est ensuite transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre des finances avant le début de l'exercice auquel il se rapporte, conformément à la réglementation en vigueur.

Au cas où l'approbation du budget n'intervient pas à la date du début de l'exercice, le commissaire est autorisé à engager et à mandater les dépenses indispensables au fonctionnement du commissariat et à l'exécution de ses engagements, dans la limite des crédits alloués, au titre de l'exercice antérieur et ce, jusqu'à l'approbation du nouveau budget.

Toutefois, les dépenses ne pourront être engagées et mandatées à concurrence d'un douzième (1/12ème) par mois du montant des crédits de l'exercice précédent.

**Art. 28. —** Les modifications éventuelles du budget font l'objet de délibérations et sont approuvées dans les mêmes formes et selon la même procédure que ci-dessus.

**Art. 29. —** Les ressources du commissariat sont constituées par :

— les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics,

— les emprunts contractés par le commissariat, dans le cadre de la réglementation en vigueur,

— les dons, les legs et les dévolutions autorisées,

— le produit des redevances ou des rétributions versées à l'occasion d'études, de travaux ou de prestations effectués par le commissariat au profit des tiers,

— les autres ressources découlant des activités du commissariat en rapport avec son objet.

**Art. 30. —** Les dépenses du commissariat comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement,

**Art. 31. —** Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 septembre 1986.

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 86-223 du 2 septembre 1986** portant approbation de l'accord pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'entreprise nationale SONATRACH d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part, et du protocole relatif aux activités de recherche et de production des hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'Etat d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 71-22 du 12 avril 1971 définissant le cadre dans lequel s'exerce l'activité des sociétés étrangères dans le domaine de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures liquides ;

Vu le protocole relatif aux activités de recherche et de production d'hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'Etat d'une part, et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part ;

Vu l'accord pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'entreprise nationale SONATRACH d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part ;

Le conseil des ministres entendu ;

**Décète :**

**Article 1er. —** Sont approuvés et seront exécutés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur :

— l'accord pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'entreprise nationale SONATRACH d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part ;

— le protocole relatif aux activités de recherche et de production d'hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'Etat d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part.

**Art. 2. —** Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 septembre 1986.

Chadli BENDJEDID,

**Décret n° 86-224 du 2 septembre 1986** portant approbation de l'avenant n° 2 à l'accord en date du 7 juillet 1979 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'entreprise nationale SONATRACH d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part, et de l'avenant n° 1 au protocole du 7 juillet 1979 relatif aux activités de recherche et de production d'hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 8 avril 1986 entre l'Etat d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 71-22 du 12 avril 1971 définissant le cadre dans lequel s'exerce l'activité des sociétés étrangères dans le domaine de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures liquides ;

Vu le protocole relatif aux activités de recherche et de production d'hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 7 juillet 1979 entre l'Etat d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part ;

Vu l'avenant n° 1 au protocole susvisé conclu à Alger le 8 avril 1986 ;

Vu l'accord pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie, conclu à Alger le 7 juillet 1979 entre l'entreprise nationale SONATRACH d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part ;

Vu l'avenant n° 2 à l'accord susvisé, conclu le 8 avril 1986 ;

Vu le décret n° 80-133 du 19 avril 1980 portant approbation de l'accord pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides en Algérie, conclu le 7 juillet 1979 entre l'entreprise nationale SONATRACH d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part, et du protocole relatif aux activités de recherche et de production d'hydrocarbures liquides en Algérie, conclu le 7 juillet 1979 entre l'Etat d'une part et l'entreprise NAFTA-GAS d'autre part ;

**Décret n° 83-459 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Theniet El Had.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national de Theniet El Had,

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Theniet El Had.

**Art. 3.** — Le parc national de Theniet El Had couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

**Chadli BENDJEDID**

**Décret n° 83-460 du 23 juillet 1983 portant création du parc national du Djurdjura.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national du Djurdjura.

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Djurdjura.

**Art. 3.** — Le parc national du Djurdjura couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

**Chadli BENDJEDID**

**Décret n° 83-461 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Chréa.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national de Chréa.

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Chréa.

**Décret n° 83-459 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Theniet El Had.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national de Theniet El Had,

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Theniet El Had.

**Art. 3.** — Le parc national de Theniet El Had couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

**Chadli BENDJEDID**

**Décret n° 83-460 du 23 juillet 1983 portant création du parc national du Djurdjura.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national du Djurdjura.

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Djurdjura.

**Art. 3.** — Le parc national du Djurdjura couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

**Chadli BENDJEDID**

**Décret n° 83-461 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Chréa.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national de Chréa.

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Chréa.

**Décret n° 83-459 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Theniet El Had.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national de Theniet El Had,

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Theniet El Had.

**Art. 3.** — Le parc national de Theniet El Had couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

**Chadli BENDJEDID**

**Décret n° 83-460 du 23 juillet 1983 portant création du parc national du Djurdjura.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national du Djurdjura.

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Djurdjura.

**Art. 3.** — Le parc national du Djurdjura couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

**Chadli BENDJEDID**

**Décret n° 83-461 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Chréa.**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Décrète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national de Chréa.

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Chréa.

Art. 3. — Le parc national de Chréa couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 83-462 du 23 juillet 1983 portant création du parc national d'El Kala.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Décrète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national d'El Kala.

Art. 2. — Le siège du parc national est fixé à El Kala.

Art. 3. — Le parc national d'El Kala, couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

Chadli BENDJEDID

## SECRETARIAT D'ETAT A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE

Décrets du 1er juillet 1983 portant nomination de sous-directeurs.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Ammar Gahmouss est nommé sous directeur du budget et de la comptabilité.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Youcef Kadi Manafi est nommé sous directeur de la formation.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Laïfa Aït Boudaoud est nommé sous-directeur des constructions scolaires.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Abdelkrim Derghal est nommé sous directeur de la tutelle financière des établissements.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Ahmed Aït Sahla est nommé sous directeur de l'enseignement secondaire.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Mostefa Belghoul est nommé sous directeur de l'enseignement technique.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Amar Aït Kacilali est nommé sous directeur de l'orientation scolaire et professionnelle.



Art. 3. — Le parc national de Chréa couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 83-462 du 23 juillet 1983 portant création du parc national d'El Kala.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Décrète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux, il est créé le parc national d'El Kala.

Art. 2. — Le siège du parc national est fixé à El Kala.

Art. 3. — Le parc national d'El Kala, couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

Chadli BENDJEDID

## SECRETARIAT D'ETAT A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE

Décrets du 1er juillet 1983 portant nomination de sous-directeurs.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Ammar Gahmouss est nommé sous directeur du budget et de la comptabilité.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Youcef Kadi Manafi est nommé sous directeur de la formation.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Laïfa Aït Boudaoud est nommé sous-directeur des constructions scolaires.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Abdelkrim Derghal est nommé sous directeur de la tutelle financière des établissements.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Ahmed Aït Sahla est nommé sous directeur de l'enseignement secondaire.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Mostefa Belghoul est nommé sous directeur de l'enseignement technique.

Par décret du 1er juillet 1983, M. Amar Aït Kacilali est nommé sous directeur de l'orientation scolaire et professionnelle.

**Arrête :**

**Article 1er.** — Dans la limite de son attribution, délégation est donnée à M. Djilali Boudjema, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

**Art. 2.** — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 octobre 1984.

Abdelaziz KHELLEF

### MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

**Décret n° 84-326 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Belezma ( wilaya de Batna).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé, il est créé le parc national de Belezma (wilaya de Batna).

**Art. 2.** — Le siège du parc national de Belezma (wilaya de Batna) est fixé à Condorcet.

**Art. 3.** — Le parc national de Belezma couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 84-327 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé, il est créé le parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Gouraya (wilaya de Béjaïa).

**Art. 3.** — Le parc national de Gouraya couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 84-328 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Taza (wilaya de Jijel).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Arrête :**

**Article 1er.** — Dans la limite de son attribution, délégation est donnée à M. Djilali Boudjema, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

**Art. 2.** — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 octobre 1984.

Abdelaziz KHELLEF

### MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

**Décret n° 84-326 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Belezma ( wilaya de Batna).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé, il est créé le parc national de Belezma (wilaya de Batna).

**Art. 2.** — Le siège du parc national de Belezma (wilaya de Batna) est fixé à Condorcet.

**Art. 3.** — Le parc national de Belezma couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 84-327 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé, il est créé le parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Gouraya (wilaya de Béjaïa).

**Art. 3.** — Le parc national de Gouraya couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 84-328 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Taza (wilaya de Jijel).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

**Arrête :**

**Article 1er.** — Dans la limite de son attribution, délégation est donnée à M. Djilali Boudjema, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre du commerce, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

**Art. 2.** — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 octobre 1984.

Abdelaziz KHELLEF

### MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

**Décret n° 84-326 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Belezma ( wilaya de Batna).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé, il est créé le parc national de Belezma (wilaya de Batna).

**Art. 2.** — Le siège du parc national de Belezma (wilaya de Batna) est fixé à Condorcet.

**Art. 3.** — Le parc national de Belezma couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 84-327 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

**Décète :**

**Article 1er.** — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé, il est créé le parc national de Gouraya (wilaya de Béjaïa).

**Art. 2.** — Le siège du parc national est fixé à Gouraya (wilaya de Béjaïa).

**Art. 3.** — Le parc national de Gouraya couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

**Art. 4.** — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 84-328 du 3 novembre 1984 portant création du parc national de Taza (wilaya de Jijel).**

**Le Président de la République,**

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

### Décète 1

Article 1er. — Conformément aux dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé, il est créé le parc national de Taza (wilaya de Jijel).

Art. 2. — Le siège du parc national de Taza est fixé à Guerrouche.

Art. 3. — Le parc national de Taza couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984.

Chadli BENDJEDID,

Décret n° 84-329 du 3 novembre 1984 portant création d'un corps d'ingénieurs d'Etat en informatique au ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1984 portant statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 83-315 du 7 mai 1983 fixant les dispositions statutaires communes spécifiques applicables au corps des ingénieurs d'Etat en informatique ;

### Décète 2

Article 1er. — Il est créé, au ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts, un corps d'ingénieurs d'Etat régi par les dispositions du décret n° 83-315 du 7 mai 1983 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts assure la gestion du corps créé par le présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984.

Chadli BENDJEDID,

Décret n° 84-330 du 3 novembre 1984 portant création d'un corps d'ingénieurs d'application en informatique au ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 portant statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 83-316 du 7 mai 1983 fixant les dispositions statutaires communes spécifiques applicables aux corps des ingénieurs d'application en informatique

### Décète 3

Article 1er. — Il est créé, au ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts, un corps d'ingénieurs d'application en informatique, régi par les dispositions du décret n° 83-316 du 7 mai 1983 susvisé.

Art. 2. — Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts assure la gestion du corps créé par le présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 novembre 1984.

Chadli BENDJEDID,

Décret n° 84-331 du 3 novembre 1984 portant création d'un corps de techniciens supérieurs au ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment son article 216 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-137 du 2 juin 1966, modifié, instituant les échelles de rémunération des corps de fonctionnaires et organisant la carrière de ces fonctionnaires ;

# **Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des parcs nationaux.**

Le Premier ministre,

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et

Le ministre des finances,

Vu les décrets n° 84-326 à 84-328 du 3 novembre 1984 portant création des parcs nationaux de Belezma, Gouraya et Taza ;

Vu les décrets n° 83-459 à 83-462 portant création des parcs nationaux de Teniet El Had, Djurdjura, El Kala et Chréa ;

## **Arrêtent :**

Article 1<sup>er</sup>. — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne des parcs nationaux comprend :

- le département de la préservation et de la promotion des ressources naturelles et des sites,
- le département de l'animation et de la vulgarisation,
- le secrétariat général.

Art. 2. — Le département de la préservation et de la promotion des ressources naturelles des sites comporte :

- un service de la préservation et de la promotion de la flore et de la faune,
- un service de la protection des sites.

Art. 3. — Le département de l'animation et de la vulgarisation comporte :

- un service d'accueil, d'orientation et de vulgarisation,
- un service de l'animation scientifique, culturelle et sportive.

Art. 4. — Le secrétariat général comporte :

- un service du budget et des moyens,
- un service du personnel et de la réglementation.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 août 1987.

Le ministre de l'hydraulique,  
de l'environnement  
et des forêts,

Mohamed ROUGHY.

P. le ministre des  
finances,

Le secrétaire général,

Mohamed TERBECHE.

P. le Premier ministre  
et par délégation,

Le directeur général  
de la fonction publique,

Mohamed Kamel LEULMI

# **Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne de l'Institut national de recherche forestière.**

Le Premier ministre,

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et

Le ministre des finances,

Vu le décret n° 81-348 du 12 décembre 1981 portant création de l'Institut national de recherche forestière ;

## **Arrêtent :**

Article 1<sup>er</sup>. — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne de l'Institut national de recherche forestière comprend :

- le département de l'administration générale,
- le département de recherche sur l'écologie forestière et l'environnement,
- le département de recherche sur le reboisement et la conservation des sols,
- le département de recherche sur la sylviculture et l'aménagement forestier,
- le département de recherche sur la protection des forêts,
- le département technique et programmation.

Elle comprend, en outre :

- les stations de recherche,
- les stations expérimentales.

Art. 2. — le département de l'administration générale comporte :

- un service du personnel et de la formation,
- un service du budget,
- un service des moyens généraux.

Art. 3. — Le département de recherche sur l'écologie forestière et l'environnement comporte :

- la station de recherche en écologie forestière de Baïnem,
- la station de recherche sur la faune et le développement de la cynégétique d'El Kala.

Art. 4. — Le département de recherche sur le reboisement et la conservation des sols comporte :

- la station de recherche sur le reboisement de Blida,
- la station de recherche sur la conservation des sols de Ouzéra,

**Décret exécutif n° 93-116 du 12 mai 1993  
modifiant et complétant la partie  
réglementaire de l'ordonnance n° 75-89 du  
30 décembre 1975 portant code des postes  
et télécommunications.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des postes et télécommunications et du ministre de l'économie,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116-2;

Vu l'ordonnance n° 75-89 du 30 décembre 1975 portant code des postes et télécommunications, notamment son article 536 de la partie réglementaire;

**Décrète :**

Article 1<sup>er</sup>. — *L'article 536 de la partie réglementaire de l'ordonnance n° 75-89 du 30 décembre 1975 portant code des postes et télécommunications est modifié et rédigé comme suit :*

« Art. 536. — L'administration des postes et télécommunications est habilitée à couvrir les insuffisances accidentelles de provision qui viendraient à être constatées sur les comptes courants postaux ouverts à toutes personnes physiques et morales.

Le montant des insuffisances d'avoir des comptes suscités et les conditions et modalités d'exécution de cette prestation seront fixés par arrêté conjoint du ministre des postes et télécommunications et du ministre chargé des finances ».

Art. 2. — Il est ajouté un *article 536 bis* partie réglementaire de l'ordonnance n° 75-89 du 30 décembre 1975 susvisée, rédigé comme suit :

« Art. 536. bis. — Une carte de garantie peut être délivrée à toute personne physique titulaire d'un compte courant postal.

L'administration des postes et télécommunications s'engage à honorer le paiement du chèque présenté par le titulaire d'une carte de garantie.

Les conditions et les modalités d'exécution de cette prestation seront fixées par arrêté conjoint du ministre des postes et télécommunications et du ministre chargé des finances ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 mai 1993.

Bélaïd ABDESSELAM.

**Décret exécutif n° 93-117 du 12 mai 1993  
portant création du parc national de  
Tlemcen.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 87-03 du 27 janvier 1987 relative à l'aménagement du territoire ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 portant statut type des parcs nationaux;

Vu le décret n° 87-143 du 16 juin 1987 fixant les règles et modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu les pièces afférentes à l'enquête publique relative au projet de classement du parc national de Tlemcen ;

**Décrète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Conformément aux dispositions du décret n° 87-143 du 16 juin 1987 susvisé, les parcelles cadastrales, désignées sur le plan tel qu'annexé à l'original du présent décret et faisant partie du territoire des communes de Tlemcen, de Mansourah, de Terni Béni Hediél, de Béni Mester, de Sabra, d'Aïn Ghoraba et de Aïn Fezza, sont classées en parc national sous la dénomination de "Parc national de Tlemcen".

Art. 2. — Le parc national de Tlemcen est régi par les dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983, susvisé.

Son siège est fixé à Tlemcen.

Art. 3. — Le parc national de Tlemcen, classé pour ses richesses végétales et ses sites naturels, couvre une superficie totale de 8225,04 ha.

Ses limites sont établies comme suit :

- au Sud, la forêt domaniale de Tlemcen,
- au Sud Est, la forêt d'Aïn Fezza,
- à l'Ouest, la forêt de Hafir,
- au nord, les ruines de Mansourah,
- au Nord Est, les grottes et les jardins d'El Ourit.

Art. 4. — La mise en valeur du parc national de Tlemcen doit être réalisée conformément à la classification en zones prévues dans l'article 3 du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983, susvisé.

La définition et la délimitation de ces zones font l'objet d'un plan d'aménagement du parc, défini par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature.

Art. 5. — Toute action à l'intérieur des limites du parc, susceptible de provoquer une quelconque dégradation du milieu, est interdite.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 mai 1993.

Bélaïd ABDESSELAM.

## DECISIONS INDIVIDUELLES

### Décret exécutif du 2 mai 1993 portant nomination d'un directeur auprès des services du Chef du Gouvernement.

Par décret exécutif du 2 mai 1993 M. Mohamed Kamel Izri est nommé directeur auprès des services du Chef du Gouvernement.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 portant nomination du directeur de l'administration et des moyens à l'inspection générale des finances au ministère de l'économie.

Par décret exécutif du 2 mai 1993 M. Madani Ould-Zmirli est nommé directeur de l'administration et des moyens à l'inspection générale des finances au ministère de l'économie.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 portant nomination du directeur des méthodes et de la synthèse à l'inspection générale des finances au ministère de l'économie.

Par décret exécutif du 2 mai 1993 M. Mustapha Chabane est nommé directeur des méthodes et de la synthèse à l'inspection générale des finances au ministère de l'économie.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 portant nomination d'un chef d'études au ministère de l'économie.

Par décret exécutif du 2 mai 1993 M. Rabah Boualit est nommé à compter du 19 avril 1992 chef d'études à la direction générale des relations économiques extérieures au ministère de l'économie.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 portant nomination du directeur régional des douanes d'Alger.

Par décret exécutif du 2 mai 1993 M. Ali Zerrouati est nommé directeur régional des douanes d'Alger.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère de la justice.

Par décret exécutif du 2 mai 1993, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur de la rééducation au ministère de la justice, exercées par M. Mohammed Hemidat.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 mettant fin aux fonctions d'un chef de daïra à la wilaya d'El Oued.

Par décret exécutif du 2 mai 1993, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de chef de daïra à la wilaya d'El Oued, exercées par M. Ahmed Allami.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 portant nomination du directeur de l'éducation à la wilaya de Tissemsilt.

Par décret exécutif du 2 mai 1993 M. Benyoucef Hennia est nommé directeur de l'éducation à la wilaya de Tissemsilt.

### Décret exécutif du 2 mai 1993 mettant fin aux fonctions du directeur des services vétérinaires et phytosanitaires au ministère de l'agriculture.

Par décret exécutif du 2 mai 1993, il est mis fin aux fonctions de directeur des services vétérinaires et phytosanitaires au ministère de l'agriculture, exercées par M. Mohand Amokrane Zahar, appelé à exercer une autre fonction.



**Décret n° 83-116 du 5 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Djelfa.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 portant attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant réaménagement des structures du Gouvernement ;

**Décète :**

**TITRE I**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**Chapitre 1er**

**Dénomination - Siège - Objet**

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de « Réserve de chasse de Djelfa », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — La réserve de chasse de Djelfa est placée sous la tutelle du secrétariat d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège de la réserve est fixé à Djelfa.

Art. 4. — La réserve de Djelfa couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 5. — La réserve de chasse a pour objet :

- de protéger et de développer la faune ;

- d'aménager le biotope des espèces qui y vivent, en mettant en place notamment tous les équipements et moyens nécessaires pour permettre au gibier de vivre dans des conditions optimales, tel l'aménagement de points d'eau, l'amélioration de conditions de son alimentation par l'introduction de cultures supplémentaires ;

- d'établir et de tenir l'inventaire du patrimoine cynégétique de la réserve ;
- de servir de lieu d'observation, de recherche, d'expérimentation du comportement de la faune existante.

**TITRE II**

**ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

Art. 6. — La réserve est administrée par un conseil d'orientation et gérée par un directeur.

**Chapitre 1er**

**Le conseil d'orientation**

Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

- le wali de Djelfa ou son représentant, président,
- le directeur du développement agricole de la révolution agraire des forêts de la wilaya,
- le directeur de l'hydraulique de la wilaya,
- le directeur des finances de la wilaya,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya,
- le représentant de la mouhafadha,
- le représentant de l'I.N.R.F.,
- le représentant de la fédération de chasse de la wilaya de Djelfa.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux délibérations du conseil, avec voix consultative.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 8. — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, une fois par an, sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Art. 9. — Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 10. — Le conseil d'orientation délibère sur l'organisation et le fonctionnement général de la réserve.

**Chapitre II**

**Le directeur**

Art. 11. — Le directeur de la réserve est responsable du fonctionnement du centre, dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

Il représente la réserve dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel de la réserve. Il est ordonnateur du budget de la réserve, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Le directeur de la réserve est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

## DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 13. — Les opérations de recettes et de dépenses de la réserve sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 14. — La tenue des écritures comptables et le manientement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 15. — Les ressources de la réserve comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou organismes publics,
- les dons et legs.

Art. 16. — Les dépenses de la réserve comprennent les dépenses de fonctionnement.

Art. 17. — Le budget de la réserve est présenté par chapitres et articles.

Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre, au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Tout acte de chasse est strictement interdit dans la réserve.

Toutefois, et à titre exceptionnel, l'exercice de la chasse peut être autorisé par l'autorité de tutelle.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 5 février 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-117 du 5 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Mascara.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 portant attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant réaménagement des structures du Gouvernement ;

Décète :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

## Chapitre 1er

## Dénomination - Siège - Objet

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de « Réserve de chasse de Mascara », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — La réserve de chasse de Mascara est placée sous la tutelle du secrétariat d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège de la réserve est fixé à Mascara.

Art. 4. — La réserve de Mascara couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 5. — La réserve de chasse a pour objet :

- de protéger et de développer la faune ;
- d'aménager le biotope des espèces qui y vivent, en mettant en place notamment tous les équipements et moyens nécessaires pour permettre au gibier de vivre dans des conditions optimales, tel l'aménagement de points d'eau, l'amélioration des conditions de son alimentation par l'introduction de cultures supplémentaires ;
- d'établir et de tenir l'inventaire de patrimoine cynégétique de la réserve ;
- de servir de lieu d'observation, de recherche, d'expérimentation du comportement de la faune existante.

## TITRE II

## ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6. — La réserve est administrée par un conseil d'orientation et gérée par un directeur.

## Chapitre 1er

## Le conseil d'orientation

Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

## TITRE III

## DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 13. — Les opérations de recettes et de dépenses de la réserve sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 14. — La tenue des écritures comptables et le manientement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 15. — Les ressources de la réserve comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou organismes publics,
- les dons et legs.

Art. 16. — Les dépenses de la réserve comprennent les dépenses de fonctionnement.

Art. 17. — Le budget de la réserve est présenté par chapitres et articles.

Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre, au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Tout acte de chasse est strictement interdit dans la réserve.

Toutefois, et à titre exceptionnel, l'exercice de la chasse peut être autorisé par l'autorité de tutelle.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 5 février 1983.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 83-117 du 5 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Mascara.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 portant attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant réaménagement des structures du Gouvernement ;

Décète :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

## Chapitre 1er

## Dénomination - Siège - Objet

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de « Réserve de chasse de Mascara », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — La réserve de chasse de Mascara est placée sous la tutelle du secrétariat d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège de la réserve est fixé à Mascara.

Art. 4. — La réserve de Mascara couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 5. — La réserve de chasse a pour objet :

- de protéger et de développer la faune ;
- d'aménager le biotope des espèces qui y vivent, en mettant en place notamment tous les équipements et moyens nécessaires pour permettre au gibier de vivre dans des conditions optimales, tel l'aménagement de points d'eau, l'amélioration des conditions de son alimentation par l'introduction de cultures supplémentaires ;
- d'établir et de tenir l'inventaire de patrimoine cynégétique de la réserve ;
- de servir de lieu d'observation, de recherche, d'expérimentation du comportement de la faune existante.

## TITRE II

## ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6. — La réserve est administrée par un conseil d'orientation et gérée par un directeur.

## Chapitre 1er

## Le conseil d'orientation

Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

- le wali de Mascara ou son représentant, président,
- le directeur du développement agricole de la révolution agraire des forêts de la wilaya,
- le directeur de l'hydraulique de la wilaya,
- le directeur des finances de la wilaya,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya,
- le représentant de la mouhafadha,
- le représentant de l'I.N.R.F.,
- le représentant de la fédération de chasse de la wilaya de Mascara.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux délibérations du conseil avec voix consultative.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 8. — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, une fois par an, sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Art. 9. — Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 10. — Le conseil d'orientation délibère sur l'organisation et le fonctionnement général de la réserve.

## Chapitre II

### Le directeur

Art. 11. — Le directeur de la réserve est responsable du fonctionnement du centre, dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

Il représente la réserve dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel de la réserve. Il est ordonnateur du budget de la réserve, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Le directeur de la réserve est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

### DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 13. — Les opérations de recettes et de dépenses de la réserve sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 14. — La tenue des écritures comptables et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 15. — Les ressources de la réserve comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou organismes publics,
- les dons et legs.

Art. 16. — Les dépenses de la réserve comprennent les dépenses de fonctionnement.

Art. 17. — Le budget de la réserve est présenté par chapitres et articles.

Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre, au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Tout acte de chasse est strictement interdit dans la réserve.

Toutefois, et à titre exceptionnel, l'exercice de la chasse peut être autorisé par l'autorité de tutelle.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 février 1983.

Chadli BENDJEDID,

### Chapitre III

#### Traitement

Art. 12. — Le corps des préposés des postes et télécommunications est classé à l'échelle de traitement V, instituée par le décret n° 66-137 du 2 juin 1966 instituant les échelles de rémunération des corps de fonctionnaires et organisant les carrières de ces fonctionnaires.

### Chapitre IV

#### Dispositions particulières

Art. 13. — Le nombre maximal des fonctionnaires du corps des préposés pouvant être placés en position de disponibilité ou de détachement, est fixé à cinq pour cent (5%) de l'effectif réel de ce corps.

### Chapitre V

#### Dispositions transitoires

Art. 14. — Les préposés des deux branches, nommés et titularisés en application des dispositions du décret n° 68-358 du 30 mai 1968 relatif aux statuts particuliers des corps de préposés des postes et télécommunications, sont intégrés à l'indice immédiatement supérieur dans le corps des préposés régi par le présent décret, après avoir subi, avec succès, un examen d'intégration organisé par le ministère des postes et télécommunications.

Ceux qui sont stagiaires sont reclassés à l'échelon de stage du nouveau corps. Ils peuvent être titularisés dans les conditions prévues aux articles 10 et 11 du présent décret, après avoir subi l'examen d'intégration prévu à l'alinéa précédent.

En cas d'échec à l'examen précité, les préposés sont reclassés dans le corps immédiatement inférieur à leur grade.

Art. 15. — Les dispositions du décret n° 68-358 du 30 mai 1968 susvisé sont abrogées.

Art. 16. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 février 1983.

Chadli BENDJEDID

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Décret du 31 janvier 1983 mettant fin aux fonctions du directeur général du laboratoire d'études maritimes (L.E.M.).

Par décret du 31 janvier 1983, il est mis fin aux fonctions de directeur général du laboratoire d'études maritimes (L.E.M.), exercées par M. Boussad Chouaki, appelé à d'autres fonctions.

## SECRETARIAT D'ETAT AUX FORETS ET A LA MISE EN VALEUR DES TERRES

Décret n° 83-126 du 12 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Tlemcen.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 portant attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 82-17 du 12 janvier 1982 portant réaménagement des structures du Gouvernement ;

Décète :

### TITRE I

#### DENOMINATION - SIEGE - OBJET

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination « Réserve de chasse de Tlemcen », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — La réserve de chasse de Tlemcen est placée sous la tutelle du secrétariat d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège de la réserve est fixé à Tlemcen.

Art. 4. — La réserve de Tlemcen couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 5. — La réserve de chasse a pour objet :

- de protéger et de développer la faune ;
- d'aménager le biotope des espèces qui y vivent, en mettant en place, notamment, tous les équipements et moyens nécessaires pour permettre au gibier de vivre dans des conditions optimales, tels l'aménagement de points d'eau, l'amélioration des conditions de son alimentation par l'introduction de cultures supplémentaires ;
- d'établir et de tenir l'inventaire du patrimoine cynégétique de la réserve ;
- de servir de lieu d'observation, de recherche et d'expérimentation du comportement de la faune existante.

### TITRE II

#### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6. — La réserve est administrée par un conseil d'orientation et gérée par un directeur.

## Chapitre I

### Le conseil d'orientation

Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

- le wali de Tlemcen ou son représentant, président,
- le directeur du développement agricole de la révolution agraire des forêts de la wilaya,
- le directeur de l'hydraulique de la wilaya,
- le directeur des finances de la wilaya,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya,
- le représentant de la mouhafadha,
- le représentant de l'Institut national des recherches forestières (I.N.R.F.),
- le représentant de la fédération de chasse de la wilaya de Tlemcen.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux délibérations du conseil, avec voix consultative.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 8. — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, une fois par an, sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Art. 9. — Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 10. — Le conseil d'orientation délibère sur l'organisation et le fonctionnement général de la réserve.

## Chapitre II

### Le directeur

Art. 11. — Le directeur de la réserve est responsable du fonctionnement du centre, dans le respect des attributions du conseil d'orientation. Il représente la réserve dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel de la réserve. Il est ordonnateur du budget de la réserve, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Le directeur de la réserve est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

### DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 13. — Les opérations de recettes et de dépenses de la réserve sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 14. — La tenue des écritures comptables et le manement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 15. — Les ressources de la réserve comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou des organismes publics,
- les dons et legs.

Art. 16. — Les dépenses de la réserve comprennent les dépenses de fonctionnement.

Art. 17. — Le budget de la réserve est présenté par chapitres et articles.

Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre, au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Tout acte de chasse est strictement interdit dans la réserve.

Toutefois et à titre exceptionnel, l'exercice de la chasse peut être autorisé par l'autorité de tutelle.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 février 1983.

Chadli BENDJEDID.

## SECRETARIAT D'ETAT A LA PECHE ET AUX TRANSPORTS MARITIMES

Arrêté du 1er février 1983 portant désignation des membres des commissions paritaires des corps techniques du secrétariat d'Etat à la pêche et aux transports maritimes.

Par arrêté du 1er février 1983, les représentants désignés de l'administration et les représentants élus du personnel aux commissions paritaires compétentes pour les corps techniques du secrétariat d'Etat à la pêche et aux transports maritimes, figurent au tableau suivant :

Par arrêté du 12 décembre 1983, est autorisée,  
à compter du 12 janvier 1984, la création de cinq  
établissements désignés au tableau ci-dessous :

Dénomination de l'établissement	Nature de l'établissement	Bureau d'attache	Commune	Daïra	Wilaya
Aïn Messaoud	Agence postale	Aïn Arnat	Aïn Abessa	Sétif	Sétif
Aïn Trick	Agence postale	Sétif RP	Sétif	Sétif	Sétif
Bida	Agence postale	Souk El Djemâa	Babor	Aïn El Kébira	Sétif
Cheurfa	Agence postale	Souk El Djemâa	Babor	Aïn El Kébira	Sétif
Souk El Had	Agence postale	Bou Andas	Bousselam	Bougâa	Sétif

Arrêté du 12 décembre 1983 portant création d'un guichet annexe.

Par arrêté du 12 décembre 1983, est autorisée,  
à compter du 12 janvier 1984, la création d'un  
établissement désigné au tableau ci-dessous :

Dénomination de l'établissement	Nature de l'établissement	Bureau d'attache	Commune	Daïra	Wilaya
Oran Es Soukhour	Guichet annexe	Oran El M'Naouar	Oran	Oran	Oran

Arrêté du 12 décembre 1983 portant création d'une  
recette de plein exercice.

Par arrêté du 12 décembre 1983, est autorisée,  
à compter du 12 janvier 1984, la création d'un  
établissement désigné au tableau ci-dessous :

Dénomination de l'établissement	Nature de l'établissement	Commune	Daïra	Wilaya
Guelma cité Aïn Defla	Recette de 4ème classe	Guelma	Guelma	Guelma

## MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

Décret n° 84-45 du 18 février 1984 portant création  
de la réserve de chasse de Zéralda.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de  
l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10°  
et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la  
chasse ;

Vu le décret n° 84-12 du 22 janvier 1984 portant  
organisation et composition du Gouvernement ;

Décète :

### TITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

##### Chapitre I

##### Dénomination - Siège - Objet

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de  
« réserve de chasse de Zéralda », un établissement  
public à caractère administratif, doté de la person-  
nalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — La réserve de chasse de Zéralda est placée  
sous la tutelle du ministre de l'hydraulique, de  
l'environnement et des forêts.

Art. 3. — Le siège de la réserve est fixé à Alger,

Art. 4. — La réserve de Zéralda couvre le territoire dont le plan est annexé à l'original du présent décret.

Art. 5. — La réserve de chasse a pour objet :

- de protéger et de développer la faune ;
- d'aménager le biotope des espèces qui y vivent, en mettant en place notamment tous les équipements et moyens nécessaires pour permettre au gibier de vivre dans des conditions optimales, tel l'aménagement de points d'eau, l'amélioration de conditions de son alimentation par l'introduction de cultures supplémentaires ;
- d'établir et de tenir l'inventaire du patrimoine cynégétique de la réserve ;
- de servir de lieu d'observation, de recherche, d'expérimentation du comportement de la faune existante.

## TITRE II

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6. — La réserve est administrée par un conseil d'orientation et gérée par un directeur.

#### Chapitre I

##### Le conseil d'orientation

Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

- le wali d'Alger ou son représentant, président,
- le directeur de l'agriculture et des forêts de la wilaya,
- le directeur de l'hydraulique de la wilaya,
- le directeur des finances de la wilaya,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya,
- le représentant de l'I.N.R.F.,
- le représentant de la fédération de chasse de la wilaya d'Alger.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux délibérations du conseil, avec voix consultative.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 8. — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, une fois par an, sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Art. 9. — Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signé par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats des délibérations sont adoptées à la majorité simple ; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 10. — Le conseil d'orientation délibère sur l'organisation et le fonctionnement général de la réserve.

## Chapitre II

### Le Directeur

Art. 11. — Le directeur est responsable du fonctionnement de la réserve dans le respect des attributions du conseil d'orientation.

Il représente la réserve dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel de la réserve. Il est ordonnateur du budget de la réserve, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Le directeur de la réserve est nommé par arrêté du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

### DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 13. — Les opérations de recettes et de dépenses de la réserve sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 14. — La tenue des écritures comptables et le manement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 15. — Les ressources de la réserve comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou organismes publics,
- les dons et legs.

Art. 16. — Les dépenses de la réserve comprennent les dépenses de fonctionnement.

Art. 17. — Le budget de la réserve est présenté par chapitre et articles.

Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre, au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Tout acte de chasse est strictement interdit dans la réserve.

Toutefois et, à titre exceptionnel, l'exercice de la chasse peut être autorisé par l'autorité de tutelle.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 février 1984.

Chadli BENDJEDID.



## ANNEXE II

## LISTE DES BIENS EXCLUS DES AVANTAGES

(Sauf s'ils constituent un élément essentiel d'exercice de l'activité)

N° DE COMPTE OU DE SOUS-COMPTE DU PLAN COMPTABLE NATIONAL	DESIGNATION	OBSERVATIONS
Extrait 244	Matériel de transport routier de marchandises et de personnes pour propre compte	Sauf matériel de transport routier de marchandises et engins même utilisés pour propre compte par les briqueteries, cimenteries, carrières, BTPH et activités similaires
245	Equipements de bureaux et de communication non directement utilisés dans la production	Sauf sous-compte n° 2455 équipements informatiques
246	Emballage récupérable	
247	Agencements et installations	Sauf agencements et installations pour hôtellerie, restaurants classés structures d'hébergement, bases de vie, espaces d'affaires et de bureaux
25	Equipements sociaux	

**Décret exécutif n° 07-09 du 22 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 11 janvier 2007 modifiant et complétant le décret n° 84-45 du 18 février 1984 portant création de la réserve de chasse de Zéralda.**

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 84-45 du 18 février 1984 portant création de la réserve de chasse de Zéralda ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06 -176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Décrète :**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — La réserve de chasse de Zéralda est placée sous la tutelle du ministre chargé des forêts ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 3 du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Le siège de la réserve de chasse de Zéralda est fixé à Zéralda ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 4 du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — La réserve de chasse couvre les territoires de la forêt domaniale d'Oued El Aggar dans la commune de Zéralda et la forêt domaniale de Sidi-Fredj conformément au plan annexé à l'original du présent décret ».

Art. 5. — Les dispositions de l'article 5 du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

«Art. 5. — .....

— d'aménager et d'entretenir des espaces verts».

Art. 6. — Les dispositions de l'article 7 du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

«Art. 7. — Le conseil d'orientation comprend :

- le wali ou son représentant, président,
- le directeur des services agricoles de la wilaya,
- le directeur de l'hydraulique de la wilaya,
- le directeur de l'environnement de la wilaya,
- le contrôleur financier de la wilaya,
- le conservateur des forêts de la wilaya,
- le représentant de l'institut national de la recherche forestière,
- le représentant de la fédération des chasseurs de la wilaya,
- le représentant de la gendarmerie nationale.

Le directeur et l'agent comptable de la réserve de chasse de Zéralda assistent aux délibérations du conseil d'orientation avec voix consultative.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations».

Art. 7. — Les dispositions de l'article 12 du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

«Art. 12. — Le directeur de la réserve de chasse de Zéralda est nommé par arrêté du ministre chargé des forêts.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes ».

Art. 8. — Les dispositions du décret n° 84-45 du 18 février 1984, susvisé, sont complétées par un article 20 bis rédigé comme suit :

«Art. 20 bis. — Aucune construction ne peut être réalisée dans la réserve de chasse de Zéralda ».

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 11 janvier 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

**Décret exécutif n° 07-10 du 22 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 11 janvier 2007 fixant les conditions et les modalités d'application de la réduction du prix de la location et du prix de vente des logements publics locatifs au profit des moudjahidine et des ayants-droit.**

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'habitat et de l'urbanisme, du ministre des moudjahidine et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 99-07 du 19 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, notamment son article 44 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 97-506 du 29 Chaâbane 1418 correspondant au 29 décembre 1997 fixant les règles régissant les loyers applicables aux logements relevant du patrimoine locatif des offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), mis en exploitation à compter du 1er janvier 1998, notamment son article 15 ;

**Décète :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 44 de la loi n° 99-07 du 19 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 5 avril 1999, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'application de la réduction du montant de la location et du prix de vente des logements publics locatifs au profit des moudjahidine et des ayants-droit.

Il est entendu au sens du présent décret :

— par logements publics locatifs, les logements locatifs relevant du domaine privé de l'Etat ou faisant partie du patrimoine public des offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ;

— par ayants-droit, les catégories sociales définies par les dispositions des articles 13 et 14 de la loi n° 99-07 du 19 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 5 avril 1999, susvisée ;

— par montant de la location, le loyer principal, à l'exclusion des charges locatives.

**Art. 4. —** Le département de l'animation et des loisirs comporte :

- un service de l'animation culturelle,
- un service des sports et des loisirs.

**Art. 5. —** Le département des finances et de l'administration comporte :

- un service du personnel,
- un service du budget et de la comptabilité,
- un service des moyens généraux et de la gestion du patrimoine.

**Art. 6. —** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 juillet 1987.

*Le ministre de l'hydraulique,  
de l'environnement  
et des forêts,*

Mohamed ROUGHIL.

*P. le ministre des  
finances,  
Le secrétaire général,*

Mohamed TERBECHÉ.

*P. le Premier ministre  
et par délégation,*

*Le directeur général  
de la fonction publique,*

Mohamed Kamel LEULMI

**Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des centres cynégétiques.**

Le Premier ministre,

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et

Le ministre des finances,

Vu les décrets n° 83-75 à 83-79 du 8 janvier 1983 portant création des centres cynégétiques de Réghaïa, Zéralda, Sétif, Mostaganem et Tlemcen ;

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>.** — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne des centres cynégétiques comprend :

- le service de l'administration et des moyens,
- le service technique.

**Art. 2. —** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 août 1987.

*Le ministre de l'hydraulique,  
de l'environnement  
et des forêts,*

Mohamed ROUGHIL.

*P. le ministre des  
finances,*

*Le secrétaire général,*

Mohamed TERBECHÉ.

*P. le Premier ministre  
et par délégation,*

*Le directeur général de  
la fonction publique,*

Mohamed Kamel LEULMI.

**Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des réserves de chasse.**

Le Premier ministre,

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et

Le ministre des finances,

Vu les décrets n° 83-116 et 83-117 du 5 février 1983 portant création des réserves de chasse de Djelfa et de Mascara ;

Vu le décret n° 83-126 du 12 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Tlemcen ;

Vu le décret n° 84-45 du 18 février 1984 portant création de la réserve de chasse de Zéralda ;

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>.** — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne des réserves de chasse comprend :

- le service de l'administration et des moyens,
- le service technique.

**Art. 2. —** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 août 1987.

*Le ministre de l'hydraulique,  
de l'environnement  
et des forêts,*

Mohamed ROUGHIL.

*P. le ministre des  
finances,*

*Le secrétaire général,*

Mohamed TERBECHÉ.

*P. le Premier ministre  
et par délégation,*

*Le directeur général de  
la fonction publique,*

Mohamed Kamel LEULMI.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 20 Moharram 1429 correspondant au 29 janvier 2008 portant création d'une commission des œuvres sociales au sein de la réserve de chasse de Zéralda.**

-----

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 84-45 du 18 février 1984, modifié et complété, portant création de la réserve de chasse de Zéralda ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article. 1er. — Il est créé auprès de la réserve de chasse de Zéralda une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Moharram 1429 correspondant au 29 janvier 2008.

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

*Le secrétaire général*

Abdesselam CHELGHOUM.

**MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES  
HALIEUTIQUES**

**Arrêté du 9 Safar 1429 correspondant au 17 février 2008 fixant les conditions et modalités d'entreposage et de stockage des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire.**

-----

Le ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-135 du 28 Safar 1422 correspondant au 22 mai 2001 portant création, organisation et fonctionnement des directions de la pêche et des ressources halieutiques de wilayas ;

Vu le décret exécutif n° 04-188 du 19 Joumada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004 fixant les modalités de capture, de transport, de commercialisation et d'introduction, dans les milieux aquatiques des géniteurs, larves, alevins et des naissains ainsi que les modalités de capture, de transport, d'entreposage, d'importation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique ;

Vu le décret exécutif n° 04-189 du 19 Joumada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004 fixant les mesures d'hygiène et de salubrité applicables aux produits de la pêche et de l'aquaculture ;

Vu le décret exécutif n° 07-208 du 15 Joumada Ethania 1428 correspondant au 30 juin 2007 fixant les conditions d'exercice de l'activité d'élevage et de culture aquacoles, les différents types d'établissements, les conditions de leur création et les règles de leur exploitation ;

**Arrête :**

Article. 1er. — En application des dispositions de l'article 9 du décret exécutif n° 04-188 du 19 Joumada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions et modalités d'entreposage et de stockage des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire.

Le conseil supérieur émet également son avis sur tout autre sujet qui lui est soumis par le ministre chargé de la chasse.

Art. 3. — Le conseil supérieur de la chasse est composé, sous la présidence du ministre chargé de la chasse :

- du représentant du Parti,
- du représentant du ministre de la défense nationale,
- du représentant du ministre des finances,
- du représentant du ministre de l'intérieur,
- du représentant du ministre de la justice,
- du représentant du ministre du tourisme,
- du représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,
- du représentant du ministre de l'éducation et de l'enseignement fondamental,
- du représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,
- du représentant du ministre de l'hydraulique,
- du représentant du ministre de l'information,
- du représentant du ministre de la jeunesse et des sports,
- du représentant du ministre de la culture,
- du président de la fédération nationale de la chasse,
- de deux représentants du ministère chargé de la chasse.

Le conseil supérieur de la chasse peut faire appel à toute personne spécialisée susceptible de l'éclairer sur toute question d'intérêt cynégétique.

Art. 4. — Le conseil supérieur de la chasse se réunit, au moins, une fois par an sur convocation de son président.

Art. 5. — Le secrétariat du conseil supérieur de la chasse est assuré par les services du secrétariat d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 6. — L'arrêté interministériel du 4 janvier 1964 susvisé est abrogé.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-75 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Reghaïa.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

**Décète :**

## TITRE I

### DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination « Centre cynégétique », un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le centre cynégétique est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège du centre est fixé à Reghaïa.

Art. 4. — Le centre a pour objet :

- la production des espèces cynégétiques ou exotiques, en vue d'enrichir le patrimoine cynégétique national,
- la promotion et le développement de la cynégétique par la sélection des espèces cynégétiques locales et par l'introduction de nouvelles espèces et leur acclimatation,
- l'organisation de recherches en matière cynégétique et notamment en matière alimentaire et sanitaire,
- la participation à l'organisation des lachers et le suivi de ces opérations, en vue de tirer les conséquences sur l'acclimatation et la reproduction du gibier introduit.

## TITRE II

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 5. — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur.

#### Chapitre I

##### Le conseil d'orientation

Art. 6. — Le conseil d'orientation comprend :

- un représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,
- un représentant du ministre des finances,
- un représentant du ministre de l'intérieur,
- un représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,
- un représentant du ministre de l'hydraulique,
- un représentant du ministre de la santé,
- un représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,
- un représentant du ministre du tourisme,
- un représentant du ministre de l'information,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya d'Alger,

— le président de la fédération de chasse de la wilaya d'Alger,

— un représentant de la fédération nationale de la chasse.

Art. 7. — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son président. Il peut se réunir, en session extraordinaire, à la demande, soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux réunions, à titre consultatif.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur du centre.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins, quinze (15) jours à l'avance. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 8. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours suivant la date initialement prévue. Dans ce cas, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial signé par le président et le secrétaire de séance.

Art. 9. — Le conseil d'orientation délibère sur :

— l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur du centre,

— les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que les bilans d'activités de l'année écoulée,

— les conditions générales de passation des conventions, marchés et autres transactions engageant le centre,

— les états prévisionnels des recettes et des dépenses,

— les comptes annuels,

— le règlement comptable et financier,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivant leur adoption.

## Chapitre II

### Le directeur

Art. 10. — Le directeur du centre est responsable du fonctionnement du centre dans le respect des attributions du conseil d'orientation. Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du centre.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Il assure la préparation du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Le directeur du centre est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur. A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre,

— il passe tous les marchés, accords et conventions.

Art. 11. — Le directeur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 12. — Les opérations des recettes et des dépenses du centre sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 13. — La tenue des écritures comptables du centre et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 14. — Le centre est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Art. 15. — Les ressources du centre comprennent :

— les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou des organismes publics,

— les dons et legs,

— les emprunts,

— les revenus des biens meubles et immeubles.

Art. 16. — Les dépenses du centre comprennent :

— les dépenses de fonctionnement,

— les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le budget du centre est présenté par chapitres et articles. Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 83-76 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Zéralda.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

**Décète :**

## **TITRE I**

### **DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1er.** — Il est créé, sous la dénomination de « Centre cynégétique », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

**Art. 2.** — Le centre cynégétique est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

**Art. 3.** — Le siège du centre est fixé à Zéralda.

**Art. 4.** — Le centre a pour objet :

— la production des espèces cynégétiques ou exotiques en vue d'enrichir le patrimoine cynégétique national,

— la promotion et le développement de la cynégétique par la sélection des espèces cynégétiques locales et par l'introduction de nouvelles espèces et leur acclimatation,

— l'organisation de recherches en matière cynégétique et notamment en matière alimentaire et sanitaire,

— la participation à l'organisation des lâchers et le suivi de ces opérations en vue de tirer les conséquences sur l'acclimatation et la reproduction du gibier introduit.

## **TITRE II**

### **ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**Art. 5.** — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur.

#### **Chapitre I**

##### **Le conseil d'orientation**

**Art. 6.** — Le conseil d'orientation comprend :

— un représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,

— un représentant du ministre des finances,

- un représentant du ministre de l'intérieur,
- un représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,
- un représentant du ministre de l'hydraulique,
- un représentant du ministre de la santé,
- un représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,
- un représentant du ministre du tourisme,
- un représentant du ministre de l'information,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya d'Alger,
- le président de la fédération de chasse de la wilaya d'Alger,
- un représentant de la fédération nationale de la chasse.

**Art. 7.** — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son président. Il peut se réunir, en session extraordinaire, à la demande, soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux réunions, à titre consultatif.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur du centre.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins, quinze (15) jours à l'avance. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

**Art. 8.** — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours suivant la date initialement prévue. Dans ce cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées, sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, signé par le président et le secrétaire de séance.

**Art. 9.** — Le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur du centre,

- les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que les bilans d'activité de l'année écoulée,

- les conditions générales de passation des conventions, marchés et autres transactions engageant le centre,

- les états prévisionnels des recettes et des dépenses,

- les comptes annuels,

- le règlement comptable et financier,

- l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle, dans les quinze (15) jours suivant leur adoption.

## Chapitre II

## Le directeur

Art. 10. — Le directeur du centre est responsable du fonctionnement du centre dans le respect des attributions du conseil d'orientation. Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du centre.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Il assure la préparation du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Le directeur du centre est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur. A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre,

— il passe tous les marchés, accords et conventions.

Art. 11. — Le directeur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

## ORGANISATION FINANCIERE

Art. 12. — Les opérations des recettes et des dépenses du centre sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 13. — La tenue des écritures comptables du centre et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 14. — Le centre est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Art. 15. — Les ressources du centre comprennent :

— les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou des organismes publics,

— les dons et legs,

— les emprunts,

— les revenus des biens meubles et immeubles.

Art. 16. — Les dépenses du centre comprennent :

— les dépenses de fonctionnement,

— les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le budget du centre est présenté par chapitres et articles. Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre au conseil d'orientation, accompagnés

d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983

Chadli BENDJEDID

### Décret n° 83-77 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Sétif.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Décrète :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination de « centre cynégétique », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le centre cynégétique est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège du centre est fixé à Sétif.

Art. 4. — Le centre a pour objet :

— la production des espèces cynégétiques ou exotiques, en vue d'enrichir la patrimoine cynégétique national,

— la promotion et le développement de la cynégétique par la sélection des espèces cynégétiques locales et par l'introduction de nouvelles espèces et leur acclimatation,

— l'organisation de recherches en matière cynégétique et notamment en matière alimentaire et sanitaire,

— la participation à l'organisation des lâchers et le suivi de ces opérations, en vue de tirer les conséquences sur l'acclimatation et la reproduction du gibier introduit.



## Chapitre II

## Le directeur

Art. 10. — Le directeur du centre est responsable du fonctionnement du centre dans le respect des attributions du conseil d'orientation. Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du centre.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Il assure la préparation du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Le directeur du centre est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur. A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre,

— il passe tous les marchés, accords et conventions.

Art. 11. — Le directeur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

## ORGANISATION FINANCIERE

Art. 12. — Les opérations des recettes et des dépenses du centre sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 13. — La tenue des écritures comptables du centre et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 14. — Le centre est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Art. 15. — Les ressources du centre comprennent :

— les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou des organismes publics,

— les dons et legs,

— les emprunts,

— les revenus des biens meubles et immeubles.

Art. 16. — Les dépenses du centre comprennent :

— les dépenses de fonctionnement,

— les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le budget du centre est présenté par chapitres et articles. Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre au conseil d'orientation, accompagnés

d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983

Chadli BENDJEDID

### Décret n° 83-77 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Sétif.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Décrète :

## TITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination de « centre cynégétique », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le centre cynégétique est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège du centre est fixé à Sétif.

Art. 4. — Le centre a pour objet :

— la production des espèces cynégétiques ou exotiques, en vue d'enrichir la patrimoine cynégétique national,

— la promotion et le développement de la cynégétique par la sélection des espèces cynégétiques locales et par l'introduction de nouvelles espèces et leur acclimatation,

— l'organisation de recherches en matière cynégétique et notamment en matière alimentaire et sanitaire,

— la participation à l'organisation des lâchers et le suivi de ces opérations, en vue de tirer les conséquences sur l'acclimatation et la reproduction du gibier introduit.

## TITRE II

## ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 5. — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur.

## Chapitre I

## Le conseil d'orientation

Art. 6. — Le conseil d'orientation comprend :

- un représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,
- un représentant du ministre des finances,
- un représentant du ministre de l'intérieur,
- un représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,
- un représentant du ministre de l'hydraulique,
- un représentant du ministre de la santé,
- un représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,
- un représentant du ministre du tourisme,
- un représentant du ministre de l'information,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya de Sétif,
- le président de la fédération de chasse de la wilaya de Sétif,
- un représentant de la fédération nationale de la chasse.

Art. 7. — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son président. Il peut se réunir, en session extraordinaire, à la demande, soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux réunions, à titre consultatif.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur du centre.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins, quinze (15) jours à l'avance. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 8. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement, que si la moitié de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours suivant la date initialement prévue. Dans ce cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, signé par le président et le secrétaire de séance.

Art. 9. — Le conseil d'orientation délibère sur :

- l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur du centre,

— les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que les bilans d'activités de l'année écoulée,

— les conditions générales de passation des conventions, marchés et autres transactions engageant le centre,

— les états prévisionnels des recettes et des dépenses,

— les comptes annuels,

— le règlement comptable et financier,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze jours suivant leur adoption.

## Chapitre II

## Le directeur

Art. 10. — Le directeur du centre est responsable du fonctionnement du centre dans le respect des attributions du conseil d'orientation. Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du centre.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Il assure la préparation du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Le directeur du centre est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur. A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre,

— il passe tous les marchés, accords et conventions.

Art. 11. — Le directeur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

## ORGANISATION FINANCIERE

Art. 12. — Les opérations des recettes et des dépenses du centre sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 13. — La tenue des écritures comptables du centre et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 14. — Le centre est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Art. 15. — Les ressources du centre comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou des organismes publics,

- les dons et legs,
- les emprunts,
- les revenus des biens meubles et immeubles.

Art. 16. — Les dépenses du centre comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le budget du centre est présenté par chapitres et articles. Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 83-78 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Mostaganem.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Décète :

## TITRE I

### DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de « Centre cynégétique », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le centre cynégétique est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art 3. — Le siège du centre est fixé à Mostaganem.

Art. 4. — Le centre a pour objet :

— la production des espèces cynégétiques ou exotiques en vue d'enrichir le patrimoine cynégétique national ;

— la promotion et le développement de la cynégétique par la sélection des espèces cynégétiques locales et par l'introduction de nouvelles espèces et leur acclimatation ;

— l'organisation de recherches en matière cynégétique et notamment en matière alimentaire et sanitaire ;

— la participation à l'organisation des lâchers et le suivi de ces opérations en vue de tirer les conséquences sur l'acclimatation et la reproduction du gibier introduit.

## TITRE II

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 5. — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur.

#### Chapitre 1er

##### Le conseil d'orientation

Art. 6. — Le conseil d'orientation comprend :

- un représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,
- un représentant du ministre des finances,
- un représentant du ministre de l'intérieur,
- un représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,
- un représentant du ministre de l'hydraulique,
- un représentant du ministre de la santé,
- un représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,
- un représentant du ministre du tourisme,
- un représentant du ministre de l'information,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya de Mostaganem,
- le président de la fédération de chasses de la wilaya de Mostaganem,
- un représentant de la fédération nationale de la chasse.

Art. 7. — Le conseil d'orientation se réunit en session ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son président. Il peut se réunir, en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux réunions, à titre consultatif.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur du centre.

- les dons et legs,
- les emprunts,
- les revenus des biens meubles et immeubles.

Art. 16. — Les dépenses du centre comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le budget du centre est présenté par chapitres et articles. Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983

Chadli BENDJEDID

**Décret n° 83-78 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Mostaganem.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Décète :

## TITRE I

### DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de « Centre cynégétique », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le centre cynégétique est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art 3. — Le siège du centre est fixé à Mostaganem.

Art. 4. — Le centre a pour objet :

— la production des espèces cynégétiques ou exotiques en vue d'enrichir le patrimoine cynégétique national ;

— la promotion et le développement de la cynégétique par la sélection des espèces cynégétiques locales et par l'introduction de nouvelles espèces et leur acclimatation ;

— l'organisation de recherches en matière cynégétique et notamment en matière alimentaire et sanitaire ;

— la participation à l'organisation des lâchers et le suivi de ces opérations en vue de tirer les conséquences sur l'acclimatation et la reproduction du gibier introduit.

## TITRE II

### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 5. — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur.

#### Chapitre 1er

##### Le conseil d'orientation

Art. 6. — Le conseil d'orientation comprend :

- un représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,
- un représentant du ministre des finances,
- un représentant du ministre de l'intérieur,
- un représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,
- un représentant du ministre de l'hydraulique,
- un représentant du ministre de la santé,
- un représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,
- un représentant du ministre du tourisme,
- un représentant du ministre de l'information,
- le sous-directeur des forêts de la wilaya de Mostaganem,
- le président de la fédération de chasses de la wilaya de Mostaganem,
- un représentant de la fédération nationale de la chasse.

Art. 7. — Le conseil d'orientation se réunit en session ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son président. Il peut se réunir, en session extraordinaire, à la demande soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux réunions, à titre consultatif.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur du centre.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins, quinze (15) jours à l'avance. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 8. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents ; si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours, suivant la date initialement prévue. Dans ce cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial signé par le président et le secrétaire de séance.

Art. 9. — Le conseil d'orientation délibère sur :

— l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur du centre,

— les programmes de travail annuels et pluriannuels, ainsi que les bilans d'activités de l'année écoulée,

— les conditions générales de passation des conventions, marchés et autres transactions engageant le centre,

— les états prévisionnels des recettes et des dépenses,

— les comptes annuels,

— le règlement comptable et financier,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivant leur adoption.

## Chapitre II

### Le directeur

Art. 10. — Le directeur du centre est responsable du fonctionnement du centre dans le respect des attributions du conseil d'orientation. Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du centre.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Il assure la préparation du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Le directeur du centre est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur ; à ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre ;

— il passe tous les marchés, accords et conventions.

Art. 11. — Le directeur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

### ORGANISATION FINANCIERE

Art. 12. — Les opérations des recettes et des dépenses du centre sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 13. — Le tenue des écritures comptables du centre et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 14. — Le centre est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Art. 15. — Les ressources du centre comprennent :

— les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou organismes publics,

— les dons et legs,

— les emprunts,

— les revenus des biens meubles et immeubles.

Art. 16. — Les dépenses du centre comprennent :

— les dépenses de fonctionnement,

— les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le budget du centre est présenté par chapitres et articles. Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis pour adoption, par le directeur du centre au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983.

Chadli BENDJEDID.

**Décret n° 83-79 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Tlemcen.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu le décret n° 81-49 du 21 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Décrète :

**TITRE I**

**DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination de « Centre cynégétique », un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Art. 2. — Le centre cynégétique est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 3. — Le siège du centre est fixé à Tlemcen.

Art. 4. — Le centre a pour objet :

— la production des espèces cynégétiques ou exotiques en vue d'enrichir le patrimoine cynégétique national,

— la promotion et le développement de la cynégétique par la sélection des espèces cynégétiques locales et par l'introduction de nouvelles espèces et leur acclimatation,

— l'organisation de recherches en matière cynégétique et notamment en matière alimentaire et sanitaire,

— la participation à l'organisation des lâchers et le suivi de ces opérations, en vue de tirer les conséquences sur l'acclimatation et la reproduction du gibier introduit.

**TITRE II**

**ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

Art. 5. — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur.

**Chapitre I**

**Le conseil d'orientation**

Art. 6. — Le conseil d'orientation comprend :

— un représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, président,

— un représentant du ministre des finances,

— un représentant du ministre de l'intérieur,

— un représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,

— un représentant du ministre de l'hydraulique,

— un représentant du ministre de la santé,

— un représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,

— un représentant du ministre du tourisme,

— un représentant du ministre de l'information,

— le sous-directeur des forêts de la wilaya de Tlemcen,

— le président de la fédération de la chasse de Tlemcen,

— un représentant de la fédération nationale de la chasse.

Art. 7. — Le conseil d'orientation se réunit, en session ordinaire, deux fois par an, sur convocation de son président. Il peut se réunir, en session extraordinaire à la demande, soit du président, soit du directeur, soit du tiers de ses membres.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux réunions, à titre consultatif.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur du centre.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins, quinze (15) jours à l'avance. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 8. — Le conseil d'orientation ne peut délibérer, valablement que si la moitié de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours suivant la date initialement prévue. Dans ce cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial signé par le président et le secrétaire de séance.

Art. 9. — Le conseil d'orientation délibère sur :

— l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur du centre,

— les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que les bilans d'activité de l'année écoulée,

— les conditions générales de passation des conventions, marchés et autres transactions engageant le centre,

— les états prévisionnels des recettes et des dépenses,

— les comptes annuels,

— le règlement comptable et financier,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivant leur adoption.

## Chapitre II

## Le directeur

Art. 10. — Le directeur du centre est responsable du fonctionnement du centre dans le respect des attributions du conseil d'orientation. Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du centre.

Il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation.

Il transmet les délibérations du conseil d'orientation, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

Il assure la préparation du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat.

Le directeur du centre est ordonnateur du budget général du centre, conformément à la réglementation en vigueur. A ce titre :

— il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du centre,

— il passe tous les marchés, accords et conventions.

Art. 11. — Le directeur est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

## TITRE III

## ORGANISATION FINANCIERE

Art. 12. — Les opérations des recettes et des dépenses du centre sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 13. — La tenue des écritures comptables du centre et le manientement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances.

Art. 14. — Le centre est soumis au contrôle financier de l'Etat.

Art. 15. — Les ressources du centre comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou des organismes publics,
- les dons et legs,
- les emprunts,
- les revenus des biens meubles et immeubles.

Art. 16. — Les dépenses du centre comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement.

Art. 17. — Le budget du centre est présenté par chapitres et articles. Le budget est préparé par le directeur et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Art. 18. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption, par le directeur du centre au conseil d'orientation, accompagnés d'un rapport contenant les développements et explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés devant les instances de contrôle, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 janvier 1983

Chadli BENDJEDID

## SECRETARIAT D'ETAT A LA PECHE ET AUX TRANSPORTS MARITIMES

Décret du 11 janvier 1983 mettant fin aux fonctions du directeur général de la société nationale de transports maritimes - C.N.A.N. (S.N.T.M.-C.N.A.N.).

Par décret du 11 janvier 1983, il est mis fin aux fonctions de directeur général de la société nationale de transports maritimes - C.N.A.N. (S.N.T.M.-C.N.A.N.), exercées par M. Mohamed Liassine.

Décret du 11 janvier 1983 portant nomination du directeur général de la société nationale de transports maritimes - C.N.A.N. (S.N.T.M.-C.N.A.N.).

Par décret du 11 janvier 1983, M. Abdesselam Touati est nommé directeur général de la société nationale de transports maritimes - C.N.A.N. (S.N.T.M.-C.N.A.N.).

**Art. 4. —** Le département de l'animation et des loisirs comporte:

- un service de l'animation culturelle,
- un service des sports et des loisirs.

**Art. 5. —** Le département des finances et de l'administration comporte :

- un service du personnel,
- un service du budget et de la comptabilité,
- un service des moyens généraux et de la gestion du patrimoine.

**Art. 6. —** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 juillet 1987.

*Le ministre de l'hydraulique,  
de l'environnement  
et des forêts,*

Mohamed ROUGHIL.

*P. le ministre des  
finances,  
Le secrétaire général,*

Mohamed TERBECHE.

*P. le Premier ministre  
et par délégation,*

*Le directeur général  
de la fonction publique,*

Mohamed Kamel LEULMI

**Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des centres cynégétiques.**

Le Premier ministre,

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et

Le ministre des finances,

Vu les décrets n° 83-75 à 83-79 du 8 janvier 1983 portant création des centres cynégétiques de Réghaïa, Zéralda, Sétif, Mostaganem et Tlemcen ;

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>.** — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne des centres cynégétiques comprend :

- le service de l'administration et des moyens,
- le service technique.

**Art. 2. —** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 août 1987.

*Le ministre de l'hydraulique,  
de l'environnement  
et des forêts,*

Mohamed ROUGHIL.

*P. le ministre des  
finances,*

*Le secrétaire général,*

Mohamed TERBECHE.

*P. le Premier ministre  
et par délégation,*

*Le directeur général de  
la fonction publique,*

Mohamed Kamel LEULMI.

**Arrêté interministériel du 9 août 1987 portant organisation interne des réserves de chasse.**

Le Premier ministre,

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et

Le ministre des finances,

Vu les décrets n° 83-116 et 83-117 du 5 février 1983 portant création des réserves de chasse de Djelfa et de Mascara ;

Vu le décret n° 83-126 du 12 février 1983 portant création de la réserve de chasse de Tlemcen ;

Vu le décret n° 84-45 du 18 février 1984 portant création de la réserve de chasse de Zéralda ;

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>.** — Sous l'autorité du directeur, l'organisation interne des réserves de chasse comprend :

- le service de l'administration et des moyens,
- le service technique.

**Art. 2. —** Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 août 1987.

*Le ministre de l'hydraulique,  
de l'environnement  
et des forêts,*

Mohamed ROUGHIL.

*P. le ministre des  
finances,*

*Le secrétaire général,*

Mohamed TERBECHE.

*P. le Premier ministre  
et par délégation,*

*Le directeur général de  
la fonction publique,*

Mohamed Kamel LEULMI.



Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 30 Ramadhan 1425 correspondant au 13 novembre 2004, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“Art. 2. — La commission permanente ..... :

— M. : Nessala Brahim, représentant du ministre chargé des ressources en eau, président, en remplacement de M. Mustapha Karim Rahiel”.

— M. Tolba Tahar, représentant du ministre chargé de l'environnement est désigné en remplacement de M. Lahrech Abdel Karim.

..... (le reste sans changement) .....”.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Jomada El Oula 1427 correspondant au 3 juin 2006.

Abdelmalek SELLAL.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU  
DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006 portant création d'une commission des œuvres sociales au sein de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé de Aïn Taya.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 71-141 du 26 mai 1971 portant création d'un institut de technologie d'horticulture (ITH) ;

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, au sein de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé de Aïn Taya, d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006.

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

*Le secrétaire général*

Abdessalam CHELGHOUM.

— — — — ★ — — — —

**Arrêté du 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006 portant création d'une commission des œuvres sociales au sein du centre cynégétique de Réghaïa.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 83-75 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Réghaïa ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982, susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, au sein du centre cynégétique de Réghaïa, d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rabie Ethani 1427 correspondant au 10 mai 2006.

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

*Le secrétaire général*

Abdessalam CHELGHOUM.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 12 Safar 1430 correspondant au 8 février 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).**

— — — — —

Par arrêté du 12 Safar 1430 correspondant au 8 février 2009, sont nommés membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales, pour une période de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n° 97-94 du 15 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997 fixant le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales, MM. :

- Nouredine Kehal, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;
- Youcef Atik, représentant du ministre des finances ;
- Mohamed Yahiaoui Ouali, représentant du ministre du commerce ;
- Taha Haider Khaldi, représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Mohamed Cherif Ould Hocine, président de la chambre nationale de l'agriculture.

Les dispositions de l'arrêté du 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales sont abrogées

— — — — ★ — — — —

**Arrêté du 18 Rabie Ethani 1430 correspondant au 14 avril 2009 portant création d'une commission des œuvres sociales auprès du centre cynégétique de Zeralda.**

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 83-76 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Zeralda ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985, modifié et complété, portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

**Arrête :**

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, auprès du centre cynégétique de Zeralda, d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Rabie Ethani 1430 correspondant au 14 avril 2009.

Pour le ministre de l'agriculture  
et du développement rural

*Le secrétaire général*

Sid Ahmed FERROUKHI.

**MINISTERE DE LA CULTURE**

**Arrêté interministériel du 8 Chaoual 1429 correspondant au 8 octobre 2008 fixant le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de la culture.**

— — — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

La ministre de la culture,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 05-79 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 fixant les attributions du ministre de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, notamment ses articles 76, 98, 133, 197 ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée, portant régime général des forêts ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du Museum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature (A.N.N.) ;

### Décète :

Article 1er. — Il est créé, auprès du ministre chargé des forêts, un organe consultatif dénommé "conseil national des forêts et de la protection de la nature" par abréviation "C.N.F.P.N." désigné ci-après "le conseil national".

Art. 2. — Le conseil national donne son avis et fait des propositions, notamment sur :

- la politique forestière nationale,
- les mesures à prendre et les moyens à mettre en œuvre en vue de promouvoir le développement et la protection des zones forestières ou à vocation forestière,
- les plans de développement des forêts et de la protection de la nature, de la sauvegarde et de la restauration des terres soumises à l'érosion et à la désertification,
- la législation et la réglementation relatives aux forêts et à la protection de la nature,
- le développement des activités d'exploitation et de transformation des produits forestiers et alfatiers.

Il émet également, des avis sur tout autre sujet qui lui est soumis par le ministre chargé des forêts.

Art. 3. — Le conseil national est composé, sous la présidence du représentant du ministre chargé des forêts, des membres suivants :

- le représentant du ministre chargé de l'environnement,
- le représentant du ministre de la défense nationale,
- le représentant du ministre chargé des collectivités locales,
- le représentant du ministre chargé du tourisme,
- le représentant du ministre chargé de l'éducation nationale,
- le représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
- le représentant du ministre chargé de l'équipement,
- le représentant du ministre chargé de l'habitat,
- le représentant du ministre chargé du travail,

- le représentant du ministre chargé de l'industrie,
- le représentant du ministre chargé de la petite et moyenne entreprise,
- le représentant de l'autorité chargée de la planification,
- le directeur général de l'institut national de la recherche forestière (I.N.R.F.),
- deux (2) représentants des industries et exploitants forestiers désignés par la chambre nationale de commerce,
- le représentant de l'association des forestiers,
- le directeur général de l'agence nationale pour la conservation de la nature (A.N.N.).

Les membres du conseil national représentants des ministres doivent avoir, au moins, le rang de directeur de l'administration centrale.

Art. 4. — Le conseil national peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 5. — Le secrétariat du conseil national est assuré par les services de la direction générale des forêts.

Art. 6. — Le conseil national se réunit, au moins une fois par an, sur convocation du président ou du tiers de ses membres, en session ordinaire et, autant que de besoin, en session extraordinaire.

Art. 7. — Les frais de fonctionnement du conseil et de son secrétariat sont imputés sur le budget de fonctionnement du ministère chargé des forêts.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995.

Mokdad SIFI.



**Décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifié, portant régime général des forêts ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Choual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-227 du 25 juillet 1990, modifié et complété, fixant la liste des fonctions supérieures de l'Etat au titre de l'administration, des institutions et des organismes publics ;

Vu le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990, modifié et complété, fixant le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 95-200 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, modifiant et complétant le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995 portant organisation et fonctionnement de l'administration centrale de la direction générale des forêts ;

### Décrète :

Article 1er. — Il est créé, au niveau de chaque wilaya, une conservation des forêts.

Art. 2. — La conservation des forêts de wilaya a pour mission d'assurer les tâches de développement, d'administration, de valorisation, de protection et de gestion du patrimoine forestier et alfatier, dans le cadre de la politique forestière nationale.

A ce titre, elle est notamment chargée :

— de mettre en œuvre les programmes et mesures en matière de développement, de protection et d'extension des patrimoines forestier et alfatier, ainsi que de conservation des terres soumises à l'érosion et à la désertification,

— d'organiser et de contrôler l'exploitation de produits forestiers et alfatiers ainsi que les autres usages du domaine forestier dans le cadre des plans d'aménagement et de gestion,

— d'organiser, de suivre et de contrôler, en relation avec les autres services concernés, les actions de prévention et de lutte contre les feux de forêts et les maladies et attaques parasitaires,

— de veiller à l'application de la législation et de la réglementation régissant le domaine forestier et d'organiser l'intervention des corps de l'administration des forêts en matière de police forestière,

— d'instruire, en relation avec les services extérieurs concernés, les dossiers relatifs aux demandes d'autorisations prévues par la législation et la réglementation en matière forestière et alfatière,

— de tenir à jour les inventaires des ressources forestières, alfatières et cynégétiques,

— de mettre en œuvre les programmes et mesures en matière de développement et de protection du patrimoine cynégétique,

— de mettre en œuvre les programmes de vulgarisation, de sensibilisation et d'animation relatifs à la préservation des patrimoines forestier, alfatier et cynégétique,

— de collecter, de traiter et de diffuser les informations liées à son domaine de compétence et d'établir les bilans et rapports périodiques sur l'évaluation de ses activités.

Art. 3. — Le conservateur des forêts de wilaya gère les moyens humains, matériels et financiers mis à sa disposition ainsi que les opérations sectorielles d'équipement liées à son domaine de compétence.

A ce titre, il est ordonnateur secondaire des crédits qui lui sont affectés.

Art. 4. — La conservation des forêts de wilaya est dirigée par un conservateur des forêts nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre chargé des forêts.

La rémunération attachée à la fonction de conservateur des forêts est celle qui découle de la classification de directeur de wilaya.

Art. 5. — La conservation des forêts est organisée en services et bureaux dont le nombre est fixé selon la spécificité de chaque wilaya et l'importance des tâches à assurer. Le nombre de services ne peut excéder cinq (5).

Les dispositions du présent article sont mises en œuvre par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 6. — La conservation des forêts est subdivisée en circonscriptions des forêts et districts forestiers, dont le nombre et l'organisation interne sont fixés par arrêté du ministre chargé des forêts.

Art. 7. — Les dispositions de l'alinéa (2) de l'article 4 du décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, susvisé, sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret exécutif sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995.

Mokdad SIFI.

Vu le décret n° 73-188 du 21 novembre 1973, modifiant la dénomination de l'office national de la propriété industrielle en centre national du registre du commerce.

Vu le décret n° 83-258 du 16 avril 1983, modifié et complété, relatif au registre du commerce;

Vu le décret n° 86-249 du 30 septembre 1986, relatif au transfert au centre national du registre du commerce (C.N.R.C) des structures, moyens, biens, activités et personnes détenus ou gérés par l'institut algérien de normalisation et de propriété industrielle (I.N.A.P.I), et relatifs aux marques, dessins, modèles et appellations d'origine;

Vu le décret exécutif n° 92-68 du 18 février 1992, portant statut et organisation du centre national du registre du commerce (CNRC);

Vu le décret exécutif n° 92-69 du 18 février 1992, portant statut particulier des préposés du centre national du registre du commerce;

Vu le décret exécutif n° 97-90 du 9 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 17 mars 1997, plaçant le centre national du registre du commerce sous l'égide du ministre du commerce;

#### Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier les dispositions des articles 7, 8 et 37 du décret exécutif n° 92-69 du 18 février 1992, susvisé, qui sont rédigées comme suit :

« Art. 7. — Les préposés du centre sont habilités en qualité d'officiers publics, auxiliaires de la justice, par le ministre du commerce..... ».

(Le reste sans changement).

« Art. 8. — Les modalités d'organisation..... sont arrêtées par le ministre du commerce.... ».

(Le reste sans changement).

« Art. 37. — La révocation ..... est prononcée par le ministre du commerce..... ».

(Le reste sans changement).

Art. 2. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 17 mars 1997.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 97-93 du 9 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 17 mars 1997 modifiant et complétant le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement ;

#### Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions des *articles 5 et 6* du décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 susvisé.

Art. 2. — *L'article 5* du décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 susvisé est modifié et complété comme suit :

"Art. 5. — La conservation des forêts de wilaya est organisée en services, bureaux, circonscription et bureaux de circonscriptions....". (le reste sans changement).

Art. 3. — *L'article 6* du décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 6. — La circonscription des forêts est subdivisée en districts forestiers et triages forestiers, dont le nombre est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts, du ministre chargé des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique".

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 17 mars 1997.

Ahmed OUYAHIA.

Art. 3. — Les travailleurs régulièrement nommés à un poste figurant au tableau prévu à l'article 2 ci-dessus bénéficient du salaire de base attaché à la section de la catégorie de classement du poste occupé.

Art. 4. — Outre le salaire de base, les travailleurs visés à l'article 2 ci-dessus bénéficient de l'indemnité d'expérience acquise au titre du grade d'origine, ainsi que des indemnités et primes prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Rabie Ethani 1418 correspondant au 30 Août 1997.

P. le ministre des finances	Le ministre
	de la santé
Le ministre délégué auprès	et de la population
du ministre des finances,	
chargé du budget	

Ali BRAHITI

Yahia GUIDOUM

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement,  
chargé de la réforme administrative  
et de la fonction publique

Ahmed NOUI.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**Arrêté interministériel du 24 Rabie El Aouel  
1418 correspondant au 29 juillet 1997  
portant organisation de la conservation  
des forêts de la wilaya.**

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement,  
chargé de la réforme administrative et de la fonction  
publique,

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418  
correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des  
membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991  
portant statut particulier applicable aux travailleurs  
appartenant aux corps spécifiques à l'administration des  
forêts ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada  
Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, modifié  
et complété, portant création de la conservation des forêts  
de la wilaya et fixant son organisation et son  
fonctionnement ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — En application des dispositions de  
l'article 5 du décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada  
Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 susvisé, le  
présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation de la  
conservation des forêts de la wilaya.

Art. 2. — Les conservations des forêts des wilayas de  
Chlef, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Biskra,  
Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tiaret, Tizi Ouzou,  
Alger, Djelfa, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès,  
Annaba, Guelma, Constantine, Médéa, Mostaganem,  
M'Sila, Mascara, Oran, El Bayadh, Bordj Bou Arréridj,  
Boumerdès, El Tarf, Tissemsilt, Khenchela, Souk Ahras,  
Tipaza, Mila, Aïn Defla, Naâma, Aïn Témouchent et  
Relizane sont organisées en quatre services :

- le service de la gestion du patrimoine, des études et  
des programmes ;
- le service de la protection de la flore et de la faune ;
- le service de l'extention du patrimoine et de la  
protection des terres ;
- le service de l'administration et des moyens.

Art. 3. — Le service de la gestion du patrimoine, des  
études et des programmes comprend :

- 1 — le bureau des inventaires, des aménagements et des  
produits ;
- 2 — le bureau de la réglementation et de la police  
forestière ;
- 3 — le bureau des études et des programmes.

Art. 4. — Le service de la protection de la flore et de la  
faune comprend ::

- 1 — le bureau des espèces protégées de la chasse et des  
activités cynégétiques ;
- 2 — le bureau de la prévention et de la lutte contre les  
incendies, les maladies et les parasites.

Art. 5. — Le service de l'extension du patrimoine et de  
la protection des terres comprend :

- 1 — le bureau de l'extension du patrimoine ;
- 2 — le bureau de la protection et de la mise en valeur  
des terres.

Art. 6. — Le service de l'administration et des moyens  
comprend :

- 1 — le bureau de la gestion des ressources humaines et  
de la formation ;
- 2 — le bureau des budgets et des moyens.

Art. 7. — Les conservations des forêts des wilayas  
d'Adrar, Tindouf, Béchar, El Oued, Ghardaïa, Illizi,  
Ouargla et Tamanghasset, sont organisées en deux  
services:

- le service de l'extension du patrimoine et de la  
protection de la flore et de la faune ;
- le service de l'administration et des moyens.

Art. 8. — Le service de l'extension du patrimoine et de la protection de la flore et de la faune comprend :

- 1 — le bureau de l'extension du patrimoine et de la protection des terres ;
- 2 — le bureau de la protection de la flore et de la faune.

Art. 9. — Le service de l'administration et des moyens comprend :

- 1 — le bureau de la gestion de ressources humaines et de la formation ;
- 2 — le bureau des budgets et des moyens.

Art. 10. — Les conservations des forêts des wilayas de Batna, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, El-Tarf, Tébessa, Saïda, Béjaïa, Tiaret, Médéa, Khenchela, Djelfa et M'Sila comprennent cinq circonscriptions des forêts.

Art. 11. — Les conservations des forêts des wilayas de Jijel, Aïn Defla, Bouira, Souk Ahras, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Mascara, Tissemsilt, Oum El Bouaghi, Annaba, Chlef, Guelma, Relizane, Tipaza et Tizi Ouzou, comprennent quatre circonscriptions des forêts.

Art. 12. — Les conservations des forêts des wilayas de Laghouat, El Bayadh, Oran, Blida, Mostaganem, Mila, Naâma et Boumerdès comprennent trois (3) circonscriptions des forêts.

Art. 13. — Les conservations des forêts des wilayas de Biskra, Aïn Témouchent, Constantine, Alger, Adrar, Tindouf, Béchar, El Oued, Ghardaïa, Illizi, Ouargla et Tamanghasset comprennent deux (2) circonscriptions des forêts.

Art. 14. — Les circonscriptions des forêts prévues aux articles 10, 11, 12 et 13 ci-dessus sont organisées en deux (2) bureaux :

- le bureau de la gestion et de l'extension du patrimoine ;
- le bureau de la protection des ressources forestières.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997.

Le ministre délégué auprès  
du Chef du Gouvernement  
chargé de la réforme  
administrative  
et de la fonction publique,

Ahmed NOUI

P/le ministre des finances et par délégation,

*Le directeur général du budget,*

Ahmed SADOUDI.

P/le ministre  
de l'agriculture  
et de la pêche  
et par délégation

*Le secrétaire général*

Ahmed BOUAKEN

**Arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants.**

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de la médecine vétérinaire et la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Jumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du 26 Moharram 1418 correspondant au 3 juin 1997 relatif aux conditions et modalités de la pêche aux coquillages vivants ;

**Arrête :**

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des mollusques bivalves vivants destinés à la consommation humaine directe ou à la transformation avant consommation.

Hormis les dispositions relatives à la purification, le présent arrêté s'applique aux échinodermes, aux tuniciers et aux gastéropodes marins.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

1 — mollusques bivalves: les mollusques lamellibranches filtreurs, dont le corps est mou, comprimé latéralement avec une coquille fissurée longitudinalement dont le centre dorsale est formé de deux valves et sert de région articulaire;

2 — biotoxines marines : les substances toxiques accumulées par les mollusques bivalves quand ils se nourrissent de plancton contenant des toxines ;

3 — eau de mer propre : l'eau de mer ou l'eau saumâtre, à utiliser dans les conditions énoncées dans le présent arrêté, exempté de contamination microbiologique et de composés toxiques ou nocifs d'origine naturelle ou rejetés dans l'environnement en quantité susceptible d'avoir une incidence néfaste sur la qualité des mollusques bivalves ou d'en détériorer le goût ;

TABLEAU (Suite)

CORPS ET GRADES	REPRESENTANTS DES PERSONNELS		REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
<b>B) Corps des comptables administratifs, corps des secrétaires, corps des adjoints administratifs, corps des agents administratifs, corps des adjoints techniques en informatique, corps des agents techniques en informatique, corps des agents dactylographes, corps des agents de bureau.</b>	Amichi Mouloud Khelfi Kheira Selim Yacine	Boudiaf Hakima Brahiti Nadia Ameddah Fatiha	Azib Ali Terrak Ali Diab Messaouda	Hammoudi Hocine Saïdi Sid Ahmed Harchaoui Brahim
<b>C) Corps des ouvriers professionnels, corps des conducteurs d'automobiles et appareteurs.</b>	Feschit Abdelkader Djaalab Djillali Kherfi Mohamed	Koutabli Nassim Khalidoun Moussa Hachemi Madani	Azib Ali Terrak Ali Diab Messaouda	Hammoudi Hocine Saïdi Sid Ahmed Harchaoui Brahim

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**
**Arrêté du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008 portant délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs des services agricoles de wilaya.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 90-195 du 23 juin 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya ;

**Arrête :**

Article 1er. — Il est accordé aux directeurs des services agricoles de wilaya le pouvoir de nomination et de gestion administrative des personnels placés sous leur autorité, à l'exception des décisions relatives aux postes supérieurs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008.

Rachid BENAÏSSA.

**Arrêté du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008 portant délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux conservateurs des forêts de wilaya.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, modifié, portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement ;

**Arrête :**

Article 1er. — Il est accordé aux conservateurs des forêts de wilaya le pouvoir de nomination et de gestion administrative des personnels placés sous leur autorité, à l'exception des décisions relatives aux postes supérieurs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008.

Rachid BENAÏSSA.



Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juin 1990.

Mouloud HAMROUCHE.

**Décret exécutif n° 90-195 du 23 juin 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya.**

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret n° 86-30 du 18 février 1986 déterminant les organes et les structures de l'administration générale de la wilaya et fixant leurs missions et organisations ;

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le présent décret fixe les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya.

Art. 2. — Les services agricoles de wilaya sont regroupés au sein d'une direction comportant des services structurés en bureaux.

Il peut, en outre, être institué des subdivisions agricoles.

Art. 3. — Les services agricoles de wilaya développent et mettent en œuvre toutes mesures de nature à encadrer les activités agricoles dans le sens d'un développement des potentialités existantes.

A ce titre, ils sont chargés :

— de veiller à l'application de la réglementation dans tous les domaines de l'activité agricole,

— d'assurer l'inspection et le contrôle des activités vétérinaires et phytosanitaires,

— d'organiser et de contrôler le déroulement des campagnes de lutte d'intérêt national,

— d'assister techniquement les institutions locales du secteur agricole,

— de mettre en œuvre les instruments et mesures induits par la politique de préservation des terres agricoles et agro-sylvo-pastorales,

— de mettre en place, développer et mettre à jour les instruments statistiques agricoles et d'élaborer les différents fichiers aux fins de suivi et d'évaluation périodique de l'état du secteur,

— de proposer toutes mesures ou actions nécessaires à l'élaboration des instruments de régulation et de veiller à la mise en œuvre des mesures arrêtées,

— d'animer les activités des institutions agricoles rurales intervenant au niveau local et de les assister techniquement,

— d'identifier les objectifs de développement agricole de la wilaya et les moyens à mobiliser pour leur réalisation,

— d'impulser la promotion de l'investissement agricole,

— de proposer les mesures et actions de perfectionnement et vulgarisation et de mettre en œuvre les mesures arrêtées.

Art. 4. — La direction de wilaya des services agricoles peut, selon les spécificités agricoles de chaque wilaya et l'importance des missions à accomplir, comprendre entre quatre (04) et sept (07) services.

Chaque service peut, selon l'importance des tâches assumées, comprendre au maximum trois (03) bureaux.

Les dispositions du présent article sont mises en œuvre par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et des ministres chargés des finances et des collectivités locales ainsi que de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 5. — Eu égard aux fortes potentialités agricoles et aux besoins d'encadrement de la production, il peut être institué une subdivision agricole par portion de territoire de wilaya.

Ces dispositions sont mises en œuvre selon la procédure prévue à l'article 4 ci-dessus.

Art. 6. — Sont transférés à la structure créée par le présent décret, suivant les procédures fixées par la réglementation en vigueur, les personnels, les biens et moyens de toute nature liés aux activités de l'agriculture exercées dans le cadre de l'ex-conseil exécutif de wilaya.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juin 1990.

Mouloud HAMROUCHE.

**Décret exécutif n° 90-196 du 23 juin 1990 portant création d'un poste de délégué de wilaya aux réformes agricoles et définissant ses missions et son statut.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture, du ministre de l'économie et du ministre délégué aux collectivités locales,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 87-20 du 23 décembre 1987 portant loi de finances pour 1988, notamment son article 198 ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret n° 86-30 du 18 février 1986 déterminant les organes et les structures de l'administration générale de la wilaya et fixant leurs missions et leur organisation ;

Vu le décret exécutif n° 89-194 du 17 octobre 1989 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302 - 052 « Fonds national de développement agricole »,

### Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — En vue d'impulser, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des réformes dans le secteur de l'agriculture, il est créé auprès de certaines wilayas, un poste de délégué aux réformes agricoles ci-après désigné « le délégué ».

Le délégué est chargé, notamment :

— d'identifier, d'initier et d'entreprendre toutes actions susceptibles de consolider les réformes agricoles ;

— d'impulser et de suivre la mise en œuvre des réformes agricoles ;

— de promouvoir et d'encourager le mouvement coopératif associatif en vue d'organiser la profession agricole ;

— de contribuer, en liaison avec les autorités concernées de la wilaya, à la résolution des contentieux fonciers.

Art. 2. — Le délégué adresse périodiquement au ministre de l'agriculture, un rapport sur l'état d'exécution des lois et règlements relatifs aux réformes engagées dans le secteur agricole et contenant éventuellement des propositions de nature à faciliter la mise en œuvre desdites réformes.

Il en tient informé le wali.

Art. 3. — Le délégué est nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre de l'agriculture.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 4. — La fonction de délégué est une fonction supérieure.

Le délégué a rang de chef de division de wilaya. Il jouit des avantages et rémunérations accordés par la réglementation en vigueur aux divisionnaires de wilaya.

Art. 5. — Le délégué est assisté de collaborateurs dont le nombre et les fonctions sont déterminés par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture, du ministre de l'économie, du ministre de l'intérieur et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 6. — Les modalités d'application du présent décret seront précisées, en tant que de besoin, par voie réglementaire.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juin 1990.

Mouloud HAMROUCHE.

"Art. 69. — Les coopératives et les unions de coopératives agricoles existantes à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, disposent d'un délai de trois (3) mois pour solliciter l'agrément tel qu'institué ci-dessus.

Au delà de ce délai, toutes les coopératives ou unions de coopératives agricoles qui n'auront pas satisfait à la procédure d'agrément ne pourront se prévaloir du présent statut de la coopérative agricole ou de l'union de coopératives agricoles".

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994.

Mokdad SIFI.

★

**Décret exécutif n° 94-332 du 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994 portant suppression du poste de délégué de wilaya aux réformes agricoles.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-195 du 23 juin 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya ;

Vu le décret exécutif n° 90-196 du 23 juin 1990, modifié et complété, portant création d'un poste de délégué de wilaya aux réformes agricoles et définissant ses missions et son statut ;

#### Décrète :

Article 1er. — Le poste de délégué aux réformes agricoles institué par le décret exécutif n° 90-196 du 23 juin 1990 susvisé est supprimé.

Art. 2. — Conformément aux procédures fixées par la réglementation en vigueur, les missions ainsi que les moyens humains et matériels de toute nature affectés au délégué aux réformes agricoles, sont transférés à la direction des services agricoles de wilaya.

Art. 3. — Les dispositions du décret exécutif n° 90-196 du 23 juin 1990 susvisé sont abrogées.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994.

Mokdad SIFI.

## DECISIONS INDIVIDUELLES

**Décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'Amérique au ministère des affaires étrangères.**

Par décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'Amérique au ministère des affaires étrangères, exercées par M. Mourad Bencheikh, appelé à exercer une autre fonction.

**Décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'Europe au ministère des affaires étrangères.**

Par décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'Europe au ministère des affaires étrangères, exercées par M. Khalfa Mamari, appelé à exercer une autre fonction.

TABLEAU (Suite)

CORPS ET GRADES	REPRESENTANTS DES PERSONNELS		REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	
	Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
B) Corps des comptables administratifs, corps des secrétaires, corps des adjoints administratifs, corps des agents administratifs, corps des adjoints techniques en informatique, corps des agents techniques en informatique, corps des agents dactylographes, corps des agents de bureau.	Amichi Mouloud Khelfi Kheira Selim Yacine	Boudiaf Hakima Brahiti Nadia Ameddah Fatiha	Azib Ali Terrak Ali Diab Messaouda	Hammoudi Hocine Saïdi Sid Ahmed Harchaoui Brahim
C) Corps des ouvriers professionnels, corps des conducteurs d'automobiles et appareilleurs.	Feschit Abdelkader Djaalab Djillali Kherfi Mohamed	Koutabli Nassim Khalidoun Moussa Hachemi Madani	Azib Ali Terrak Ali Diab Messaouda	Hammoudi Hocine Saïdi Sid Ahmed Harchaoui Brahim

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**
**Arrêté du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008 portant délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs des services agricoles de wilaya.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 90-195 du 23 juin 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya ;

**Arrête :**

Article 1er. — Il est accordé aux directeurs des services agricoles de wilaya le pouvoir de nomination et de gestion administrative des personnels placés sous leur autorité, à l'exception des décisions relatives aux postes supérieurs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008.

Rachid BENAÏSSA.

**Arrêté du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008 portant délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux conservateurs des forêts de wilaya.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, modifié, portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement ;

**Arrête :**

Article 1er. — Il est accordé aux conservateurs des forêts de wilaya le pouvoir de nomination et de gestion administrative des personnels placés sous leur autorité, à l'exception des décisions relatives aux postes supérieurs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 2 août 2008.

Rachid BENAÏSSA.